

(19369 bis - 19356 bis) 6 19369 bis

2. L'apparition et le développement des médias extrémistes au Rwanda

Les organes visés ici sont ceux de la presse écrite entre 1990 et 1994. Il s'agit de *Kangura*, dirigé par Hassan Ngeze, mais aussi d'autres organes extrémistes, caractérisés par leurs positions antitutsi et favorables à l'idéologie du "pouvoir hutu". Nous rappelons les principaux titres aux parutions plus ou moins régulières : *Umurwanashyaka*, *La Médaille Nyiramacibiri*, *Intera*, *Echo des Mille collines*, *Jyambere*, *Interahamwe*, *Kamarampaka*, *Ikinani*, *Power-Pawa*... Cette floraison de titres, qui apparaissent entre 1990 et 1993, correspond à une libéralisation de la presse amorcée par le régime Habyarimana. Nous verrons ci-dessous s'ils occupent seulement le terrain de la liberté d'expression ou s'ils agissent pour défendre des thèses ethnistes radicales. Leur sortie répond-elle à une concertation avec certains secteurs du pouvoir en place ou avec certaines forces politiques, en vue de saboter en fait le fonctionnement de cette nouvelle liberté en mobilisant des passions et des haines permettant de neutraliser toute critique. Cela nous amènera plus loin à une analyse des contenus, mais aussi de la chronologie et des stratégies des directions de ces différents organes.

Le développement des médias non gouvernementaux

Jusqu'au milieu des années 1980, les seuls médias autorisés au Rwanda sont ceux de l'Etat et ceux de l'église catholique.

- 1) - Les médias d'Etat sont *Radio-Rwanda* ainsi que les hebdomadaires gouvernementaux *Imvaho* et *La Relève*.
- 2) - Les médias catholiques sont le bimensuel *Kinyamateka*, propriété de la conférence épiscopale du Rwanda, et le bimestriel *Dialogue*, dirigé par des Pères Blancs.

« Les médias publics ont été l'instrument privilégié du régime pour communiquer ses injonctions à la population. En outre, ils ont servi à inculquer à la population le culte de la personnalité du chef de l'Etat, par la diffusion de chansons, de poèmes et de danses en son honneur. Le matin, à midi et le soir, des extraits de ses discours diffusés avant les journaux parlés nous rappellent encore comment nous comporter comme si nous étions des enfants. » (Source : Jean-Marie-Vianney Higirow, *Dialogue*, Kigali, n° 154)

Un important changement survient en 1987 avec le lancement d'un nouveau mensuel indépendant, baptisé *Kanguka* (« Réveille-toi »). Son initiateur est Vincent Rwabukwisi, un autodidacte hutu originaire de la préfecture de

ICIR-99-52-1
PROS. EXH. P117A
TENDREB 08/13/2002¹
P W 44; K ABAHDA

19368bis

Gitarama, très opposé au régime dominé par les hommes du nord. Il ne s'agit d'abord que d'un bulletin polycopié relatant les potins de la ville de Kigali. Rompant avec le ton compassé de *Kinyamateka* et le discours ennuyeux des médias officiels, *Kanguka* est le tout premier journal à faire connaître au Rwanda les « faits divers ».

Un homme d'affaires, Valens Kajeguhakwa, comprend très vite le parti qu'il peut tirer du journal indépendant. Il fait partie des élites modernes qui ne se focalisent pas sur le discours ethniste, analysant les problèmes du Rwanda comme une opposition non pas entre Hutu et Tutsi, mais entre riches et pauvres.

Ses relations avec la famille Habyarimana s'étant dégradées, Valens Kajeguhakwa apporte les moyens financiers qui permettent enfin à *Kanguka* de « percer », d'accéder au professionnalisme avec une véritable rédaction salariée. Le format de *Kanguka*, sa mise en pages soignée, sa qualité rédactionnelle, son utilisation de caricatures irrespectueuses et surtout sa dénonciation circonstanciée des « affaires » impliquant des hiérarques du régime provoquent un véritable choc dans l'opinion. *Kanguka* s'attaque même à des sujets tabous comme le régionalisme.

Au même moment (octobre 1988) la conférence épiscopale, soucieuse de rendre à *Kinyamateka* son audience, recrute comme rédacteur en chef un jeune prêtre diplômé de journalisme de l'université catholique de Lyon, André Sibomana. Sous sa direction, *Kinyamateka* retrouve une tradition journalistique critique et décripée.

Kanguka et *Kinyamateka* soulignent la réalité d'un pouvoir contrôlé par un milieu de plus en plus étroit, à base régionale (la préfecture de Gisenyi, au nord-ouest du pays, ainsi que celle de Ruhengeri) et lignagère (la famille du couple présidentiel, que les opposants nommeront *l'akazu*, « la petite hutte »).

Premières actions contre la presse d'opposition

Les membres de l'*akazu* étaient inquiets et furieux des critiques émises par *Kanguka* et *Kinyamateka*. Des actions de nature différentes sont alors engagées par les autorités pour faire taire ces deux journaux.

1) - Contre l'organe catholique

Le 18 septembre 1990, André Sibomana et trois de ses journalistes, Antoine Rwagahirima, Sylvestre Nkubiri et Gaspard Gasasira sont traduits en justice pour trouble à l'ordre public. Mais, survenant à quelques jours d'un voyage de Jean-Paul II au Rwanda et alors que les magistrats rwandais prennent de plus en

19367 bis

plus d'indépendance, la conjoncture n'est guère favorable à la répression. Le procès se transforme en une tribune de la liberté d'expression et les journalistes sont relaxés.

2) - Contre *Kanguka*

Moins bien protégé - et plus offensif - que l'organe catholique, le périodique *Kanguka* suscite une série de ripostes des hiérarques du régime, d'abord pour lui faire perdre son lectorat, ensuite pour l'empêcher de paraître par le biais de publications concurrentes.

a - L'opération *Intera*. Des membres de l'Akazu imaginent de lancer un journal concurrent à *Kanguka*. En décembre 1989, Séraphin Rwabukumba, frère d'Agathe Habyarimana, un des hommes les plus proches du président de la République et à ce titre omnipotent cadre de la Banque Nationale, crée le journal *Intera* (« *En avant* », ou littéralement « *le pas franchi* »), un bimensuel dirigé par le journaliste Ananie Nkurunziza (qui jouera un rôle important à la RTLM en 1994), puis par Aloïs Mundere, journaliste débauché de l'Orinfor. Néanmoins, faute d'une rédaction suffisamment expérimentée ou d'une ligne éditoriale affirmée, le journal n'obtient qu'un succès médiocre.

b - l'opération *Kangura*. Six mois plus tard, tirant les leçons du semi-échec d'*Intera*, un groupe d'officiers de Gisenyi lance un nouveau titre : *Kangura*. Ces acteurs politiques liés à l'akazu espèrent liquider *Kanguka* et prendre la place vacante :

« (...) un groupe d'officiers de Gisenyi conduits par le colonel Anatole Nsengiyumva, semblent jouer un rôle essentiel dans l'opération. Ils disent agir à l'instigation d'Agathe Habyarimana, l'épouse du président de la République en personne, qui aurait pris l'initiative de réunir le petit groupe de membres fondateurs : Séraphin Rwabukumba, le colonel Bagosora, et l'universitaire Ferdinand Nahimana (...) qui apparaît alors comme la « tête pensante » du régime – c'est lui qui prépare les discours du président de la République. » (Source : Les Médias du Génocide, sous la direction de Jean-Pierre Chrétien, Ed. Karthala, Paris 1995, pp 25-26).

Les promoteurs de *Kangura* agissent avec beaucoup plus de détermination et d'habileté que ceux d'*Intera*. Ils ont d'abord choisi un titre synonyme, conjugué à l'impératif (" *réveille-le !* "), une première page qui constitue elle aussi une simple contrefaçon de *Kanguka*. Et ils s'efforcent de débaucher des collaborateurs de *Kanguka*. Il leur faut notamment trouver un homme qui accepte de passer pour le véritable directeur du périodique. Le choix des officiers de Gisenyi s'est porté sur Hassan Ngeze, jusqu'alors correspondant de *Kanguka* à Gisenyi (voir plus loin file 6). Celui-ci, perpétuellement soucieux de

19366 bis

se mettre en scène, à force de répandre dans la ville l'idée qu'il jouit d'une influence considérable dans la rédaction de *Kanguka*, avait fini par en persuader même les autorités. Il semble que le groupe d'officiers de Gisenyi ait cru que le débauchage d'Hassan Ngeze suffirait à provoquer la disparition de *Kanguka*.

Hassan Ngeze ne fera aucune objection à signer les articles écrits ou relus par la présidence, de hauts responsables militaires, et diverses personnes qui touchent de près le président de la République.

Selon Antoine Kilimobenecyo, longtemps directeur de l'Imprimerie Nationale, et à ce titre témoin direct du processus d'élaboration de *Kanguka*,

« Le secrétariat de rédaction (NDLR : le contrôle des textes et de la mise en page) de *Kanguka* à l'Imprimerie Nationale était assuré conjointement ou alternativement par un journaliste, Noël Hitimana et par Eugène Rwamucyo, un universitaire de Butare, car Hassan Ngeze n'était pas capable de rédiger un véritable article ni même de repérer les « coquilles » ou les fautes d'orthographe dans la copie. Le Dr Rwamucyo intervenait souvent pour signer le « bon à tirer » de *Kanguka*. Il apparaissait très compétent pour comprendre le sens d'un article et improviser une analyse idéologique, par exemple en rédigeant à l'atelier de l'imprimerie un nouvel article à ajouter dans le périodique, pour réagir à tel ou tel événement récent. On sentait que Rwamucyo avait, lui, une sérieuse formation idéologique.

« Eugène Rwamucyo est de la même commune que Nahimana, dans la préfecture de Ruhengeri. Il a suivi une bonne formation en URSS. Il sait parler, faire des analyses. Il a aussi une bonne pratique du français. Je le comparerais à Pasteur Musabe, alors directeur de la BACAR, pour la clarté et la qualité de leurs analyses politiques. Quand on discutait, il donnait des arguments logiques et clairs. Tous les intellectuels ne se savent pas. Il sait trouver les mots qui piquent et qui expriment vite. Par exemple l'usage du conditionnel passé pour éviter les poursuites judiciaires.

Rwamucyo devait aussi faire des choix, car il y avait toujours plus d'articles que de place dans *Kanguka*. Il était très capable d'improviser au marbre un nouveau article inspiré par l'actualité. Dans ces moments-là, si Hassan Ngeze était là, il disait qu'il était pris par une réunion ailleurs et il laissait faire Rwamucyo. » (Témoignage d'Alphonse Kilimobenecyo recueilli par Jean-François Dupaquier, 12 août 2001.)

Les premiers articles de *Kanguka* consistent surtout en réponses aux journalistes de *Kanguka*. Ceci leur assure cependant un relatif succès, car les lecteurs sont friands de polémique. Pour ceux qui lisent très superficiellement les deux journaux et ne recherchent que le spectaculaire, les articles de *Kanguka* semblent le prolongement de ceux de *Kanguka*. Afin d'approfondir la confusion, les « unes » des numéros 1 et 2 de *Kanguka* comportent un énorme titre avec le nom de Valens Kajeguhakwa. La devise de *Kanguka*, « ijwi rigamije gukanguka no kurengera rubanda nyamwinshi », est claire : « La voix qui cherche à réveiller et

à guider le peuple majoritaire ». Le peuple majoritaire est une expression codée qui désigne la catégorie hutu de la population.

La répression de *Kanguka* et la suspension de *Kangura*

Finalement, le régime va opter pour une solution répressive contre *Kanguka*. Intimidations et saisies se multiplient. Le 4 juillet 1990, Vincent Rwabukwisi, le rédacteur en chef, est interpellé par les Services centraux de renseignement à l'aéroport de Kigali, en provenance de Nairobi, sous le prétexte qu'il a réalisé une interview de l'ex-roi Ndahindurwa (Kigeri V), réfugié au Kenya. Accusé de haute trahison, Vincent Rwabukwisi sera condamné à 17 ans de prison ferme le 22 octobre 1990. Il ne retrouvera la liberté qu'à la faveur d'une amnistie générale en mai 1991.

Cette fois, le coup est bien ajusté contre *Kanguka* qui, privé de son principal animateur, doit interrompre sa parution. Le régime se donne le beau rôle en faisant également arrêter le même jour (4 juillet 1990) Hassan Ngeze pour trouble à l'ordre public. En réalité, Hassan Ngeze paye aussi la déception de ses mandataires, qui ont découvert tardivement que l'homme débauché de *Kanguka* n'avait ni l'influence ni la compétence dont il se prévalait. Ouvertement méprisé par les barons du régime, Hassan Ngeze a exaspéré l'akazu par son obsession quasi-pathologique à se mettre en avant.

Cependant, l'illusion est parfaite et la protestation internationale d'un rare équilibre : Amnesty International lance une campagne pour la libération des deux journalistes "injustement emprisonnés". Reporters Sans Frontières exige également la libération conjointe d'Hassan Ngeze et de Vincent Rwabukwisi.

Hassan Ngeze se prétendait essentiel au succès du magazine, mais se révèle piètre journaliste, et encore moins capable d'assurer un secrétariat de rédaction. Les premiers numéros de *Kangura* sont affligés de médiocrité (Noël Hitimana et le Dr Eugène Rwamucyo interviendront seulement quelques mois plus tard). Le journal ne trouve pas vraiment son ton. En outre, l'intérêt de la maisonnée présidentielle pour *Kangura* s'émousse à partir du moment où *Kanguka* est empêché de paraître.

Le numéro 3 date de juin 1990. A la date de la mise en détention d'Hassan Ngeze, les promoteurs de *Kangura* semblent décidés à interrompre leur expérience.

Le cas *Kangurwa*

19364 bis

Kangura n'est pas le seul organe de presse à avoir voulu tirer parti du succès de *Kanguka*. C'est ainsi que Théoneste Muberantwari lancera un peu plus tard *Kangurwa*, un titre, lui aussi, pratiquement synonyme. Mais il ne suffit pas de copier une formule pour abuser le lecteur. *Kangurwa* ne parviendra à assurer que deux parutions, après quoi Théoneste Muberantwari changera de titre pour *Nyabarongo*.

Malgré l'absence de loi sur la presse, les difficultés de *Kinyamateka* et les vicissitudes des titres *Intera*, *Kanguka* et *Kangura*, l'année 1990 voit naître quantité de périodiques. La petite bourgeoisie d'affaires et la classe des fonctionnaires achètent tous les journaux qui se lancent. On les collectionne pour les commenter avec passion. Un petit marché se crée ainsi, qui favorise de nouvelles initiatives, comme l'explique un des plus anciens marchands de journaux de Kigali, surnommé *Démon* :

« En 1990, nous étions cinq marchands de journaux importants à Kigali, auxquels les éditeurs de titres faisaient confiance, ce qui nous permettait de prendre les paquets de journaux sans avoir à avancer l'argent. Ils reprenaient les invendus. Les affaires marchaient plutôt bien. Les gens adoraient la polémique entre les différents titres. J'avais moi-même des gamins des rues qui me prenaient quelques journaux pour les vendre à la criée devant les bars. Je leur laissais cinq ou dix francs par journal vendu et s'ils en vendaient très peu, je leur laissais toute ma marge, soit 20 FRW par journal. Au total, je gagnais environ 30 000 FRW par mois. *Kangura*, je me le procurais chez Hassan Ngeze à Nyamirambo. Je n'en vendais pas plus que d'autres, plutôt moins même, car ils en distribuaient gratuitement des quantités » (source : interview par Jean-François Dupaquier et Marcel Kabanda, août 2001).

Si on en croit *Démon*, ce dernier vendait donc environ 1 500 périodiques par mois, soit mensuellement entre 5 000 et 8 000 exemplaires achetés, tous titres confondus, pour l'ensemble des vendeurs de Kigali (nous retiendrons plutôt l'hypothèse basse, car notre interlocuteur, réputé le meilleur vendeur, opérait à l'emplacement le plus favorable, près de la gare routière et du marché). Ces chiffres correspondent aux factures connues des périodiques de l'époque : entre 1 000 et 2 000 exemplaires imprimés pour chaque parution, dont la grande majorité vendus à Kigali. Ces chiffres sont corroborés par les déclarations de Gaspard Gahigi au colloque sur la presse de mars 1994 à Kigali.

Malgré la guerre qui achèvera tragiquement l'année 1990 et l'absence d'une loi sur la presse, neuf titres se sont créés. Onze si l'on y inclut les journaux du FPR, *Rwanda rw'ejo* et *Rwanda Review*, qui, hors des zones conquises, ne sont évidemment diffusés que sous le manteau.

Les autres titres

19363 bis

A l'exception notable de *Kangura*, tous sont initialement des périodiques à la ligne éditoriale modérée.

Umuranga Magazine est le premier en date des journaux apparus en 1990. Son propriétaire, Félicien Semusambi, un Hutu originaire de Gitarama, est un contestataire connu. Il a été le premier journaliste rwandais à oser critiquer le premier président de la République, Grégoire Kayibanda, ce qui l'a obligé à s'enfuir en Ouganda. Revenu en 1973 à la faveur du coup d'Etat, il a été d'abord protégé par Juvenal Habyarimana, qui espérait se servir de son prestige. Néanmoins en 1990 le régime demeure crispé. Peu après la parution de *Umuranga Magazine*, Semusambi est placé en garde à vue. Ce périodique ne versera dans l'ethnisme du « Hutu Power » que beaucoup plus tard.

Amakuru ki i Butare (« quoi de neuf à Butare ») est un journal régional apolitique, conseillé par une coopérante suisse, Maya Graf.

Ijambo, fondé par François-Xavier Hangimana, avant de connaître les mêmes dérives que *Umuranga magazine*, est un organe initialement apprécié pour son indépendance de ton.

Ijisho rya rubanda adopte lui aussi un ton libertaire et n'apparaîtra que beaucoup plus tard comme un des porte-parole de l'extrémisme hutu.

Trois autres titres se réclament plus ou moins ouvertement de la tendance libérale de l'ancien parti unique MDR-Parmehutu qui avait été dissous en 1973 :

Urumuli rwa demokarasi, né en février 1990,

Isibo, né en septembre 1990,

Le Démocrate, fondé en novembre 1990, juste après l'invasion par le Front patriotique rwandais.

Les imprimeurs

Pour comprendre les conditions de réalisation des médias extrémistes - et des autres - il faut brièvement évoquer le réseau d'imprimeurs.

La création de nouveaux journaux est favorisée par un réseau d'ateliers de presse bon marché. Dès l'époque coloniale, l'Eglise a créé à Kabgaï une puissante imprimerie, capable de fournir tout le matériel nécessaire aux progrès de l'évangélisation. Puis chaque diocèse a été doté d'une imprimerie ou d'un atelier

19362 bis

de reprographie. Ouvriers et contremaîtres des entreprises catholiques ont à leur tour essaimé de nouvelles entreprises.

Kinyamateka, comme la revue *Dialogue*, se fait imprimer par Pallotti-Pressé à Kigali : un ensemble d'ateliers gérés par les Pères Pallottins. Au début des années 90, on compte également une grande variété d'imprimeries d'Etat ou privées. L'Imprimerie nationale et la Régie de l'Imprimerie scolaire, toutes deux propriété de l'Etat, ne rechignent pas à effectuer des travaux "extérieurs". Printer Set, située face à la présidence, l'Imprimerie de Kigali, l'imprimerie Sieva à Kacukiro et quelques autres, fabriquent plus ou moins souvent des journaux. Il faut également mentionner la SECOMAV, l'imprimerie de l'Office rwandais d'informations (Orinfor), chargée exclusivement de réaliser les périodiques gouvernementaux *La Relève* (en langue française) et *Imvaho* (en kinyarwanda).

Le réseau d'Hassan Ngeze

Hassan Ngeze a choisi de faire fabriquer *Kangura* à la Régie de l'Imprimerie Scolaire, l'une des mieux structurées. Il est conseillé par le chef du département « production » de la Régie de l'Imprimerie Scolaire, Pascal Bashoboyiki, qui partage son extrémisme et signe même des articles dans la revue en se présentant comme un simple « lecteur de Gisenyi ». Sous la tutelle du gouvernement, l'entreprise a favorisé l'embauche de Hutu originaires du nord, réputés attachés au système clientéliste, régionaliste et ethniste. Dans le numéro 6 de *Kangura*, - celui qui exprimera le plus crûment l'idéologie et les objectifs de ce qu'on appellera plus tard le « Hutu Power » -, Bashoboyiki expose que le multipartisme serait pour les Hutu un suicide politique.

Hassan Ngeze a bien d'autres raisons de choisir la Régie de l'Imprimerie Scolaire. Elle est la seule imprimerie du Rwanda à disposer d'un service de correcteurs professionnels, ce qui permet de « gommer » une partie des imperfections des premiers numéros. Lorsque, faute de régler ses factures et brouillé avec le directeur de la Régie de l'Imprimerie Scolaire, Hassan Ngeze devra trouver d'autres prestataires il ne bénéficiera plus d'un service de correcteurs professionnels, ce qui obligera *Kangura* à faire appel à des secrétaires de rédaction.

Car si l'entreprise d'Etat se montre longtemps peu exigeante concernant le paiement de ses factures, elle finit néanmoins par perdre patience. Le 25 avril 1991, lorsque les services comptables réclament à Hassan Ngeze le paiement des neuf premières livraisons de *Kangura*, la somme s'élève à 1 695 277 FRW. Plutôt que de payer, Hassan Ngeze préférera se faire imprimer à Printer Set, où Séraphin Rwabukumba représente efficacement l'actionnariat de la famille présidentielle. Lorsque cette seconde entreprise exigera également le règlement

19361 bis

des factures, Ngeze se tournera vers l'Imprimerie nationale, sûr que ses relations lui vaudront également un crédit de très longue durée. Selon Antoine Kilimobenecyo, alors directeur de l'Imprimerie Nationale,

« les imprimeries appartenant à l'Etat comme la Régie de l'Imprimerie Scolaire et l'Imprimerie Nationale recevaient fréquemment des directives des organes de l'Etat pour effectuer gratuitement tel ou tel travail. Il n'y avait pas d'instructions écrites, un simple coup de téléphone, par exemple de quelqu'un se réclamant de la Sûreté, suffisait pour qu'on ne fasse pas payer tel ou tel client. C'était considéré comme une procédure normale, les entreprises appartenant à l'Etat. Je ne me souviens pas précisément de ce qu'il en a été pour *Kangura*, mais il me semble qu'on nous avait fait comprendre de ne pas émettre de factures. » (source : interview par Jean-François Dupaquier, août 2001).

L'engagement des services de l'Etat et de l'Akazu en faveur de *Kangura* se manifeste par leur capacité à faire financer par l'Etat lui-même la fabrication du média extrémiste. On verra plus loin que le même scénario se reproduira avec la *RTL* qui bénéficiera de fournitures gratuites d'électricité et de téléphone par les sociétés d'Etat.

Décidé à ne jamais payer ses imprimeurs, Hassan Ngeze en profite pour ordonner d'importants tirages : 15 000 exemplaires le premier numéro de *Kangura*, 8 000 exemplaires le suivant, 13 000 et 10 000 exemplaires les numéros 3 et 4, comment le montrent les factures de la Régie de l'Imprimerie Scolaire consultées par Jean-François Dupaquier en janvier 1995 et mentionnées dans l'ouvrage *Les médias du génocide*, déjà cité (pages 31 et 32).

Charles Uyisenga, chef du service Edition à la Régie de l'Imprimerie Scolaire, lorsque nous l'avons interrogé, estimait que seulement mille à trois mille exemplaires de *Kangura* trouvaient des acheteurs sur les marchés de Kigali et des grandes villes.

« Le reste était revendu ou donné aux bourgmestres pour qu'ils les distribuent autour d'eux » (témoignage de Charles Uyisenga recueilli par Jean-François Dupaquier en janvier 1995, cité dans *Les médias du génocide*, déjà cité, pages 31 et 32).

Les autres journaux extrémistes dont nous avons pu consulter les dossiers comptables auront un tirage beaucoup plus réduit, à peu près identique à celui de la presse modérée. *L'Echo des mille collines*, par exemple annonce dans ses colonnes un tirage de 2 000 exemplaires. *Umurwanashyaka*, organe de l'ex-parti unique MRND, ne dépassera pas 2 000 exemplaires.

19360 bis

A l'Imprimerie nationale, où Hassan Ngeze est arrivé précédé de sa réputation de mauvais payeur, le tirage oscille entre 2 000 et 3 000 exemplaires, si l'on en croit Marc Murenzi, directeur technique, qui connaissait bien Ngeze et supervisait la fabrication du journal. Cela suffisait largement à approvisionner le marché, chaque journal passant de main en main. La médiocre qualité rédactionnelle, les tirages qui paraissent dérisoires à un lecteur de pays riche n'empêchent pas ces journaux d'exercer une grande influence entre 1990 et 1993, avant l'apparition de la Radio-télévision libre des mille collines.

Le retour de *Kangura*

L'attaque du Rwanda par le Front Patriotique Rwandais le 1er octobre 1990 a constitué pour les durs du régime, dont l'influence s'amenuisait, une « bonne surprise ». La guerre conforte *Kangura* dans ses thèses extrémistes et lui vaut aussitôt de retrouver les faveurs de l'akazu. Hassan Ngeze sort de prison au moment où la dictature y jette les Tutsi suspects d'être « complices » (« Ibyitso ») des assaillants. Le pouvoir tient l'occasion de se débarrasser de tous ses opposants et ne s'en prive pas. Les journalistes Sylvestre Nkubiri de Kinyamateka, Alphonse Rutsindura de Amakuruki i Butare, Innocent Rubagumya de l'Opinion, rejoignent les autres Tutsi raflés par la police et l'armée.

Retrouvant tout son intérêt aux yeux du régime, *Kangura* publie précipitamment son numéro 4. Les rédacteurs du magazine extrémiste ont improvisé une édition de circonstance, puisant dans le vieux fonds documentaire de l'ethnisme anti-tutsi. D'où la reproduction d'un *supposé* « plan de la colonisation tutsi au Kivu et région centrale de l'Afrique », sous la forme d'une lettre datée du 6 août 1962 découverte, selon *Kangura*, « lors des troubles de 1959-1962 au nord du Kivu ». Il s'agit en fait d'un vieux montage provocateur datant d'une trentaine d'années et destiné à accréditer l'idée que les Tutsi sont une « race » irrémédiablement dominatrice et comploteuse, au détriment de Hutu voués au rôle de victimes.

Voici un extrait du « plan de la colonisation tutsi au Kivu et région centrale de l'Afrique » publié dans *Kangura* :

« Puisque nous sommes numériquement faibles au Kivu et que nous, pendant les élections de 1960, avons réussi d'une façon très magistrale à nous fixer au pouvoir en nous servant de la naïveté bantu et que d'autre part notre malignité a été découverte un peu tard par les Congolais, tout mututsi de quelque région qu'il soit est tenu à appliquer le Plan ci-dessous et y présenter une très large diffusion dans les milieux tutsi du District des Volcans. (...)

Mettez tous les moyens que nous avons employés au Rwanda en œuvre pour soumettre les Bahutu du Congo et toutes les autres ethnies qui les entourent ; procédez

19359 bis

méthodiquement et progressivement car une moindre précipitation risquerait à éveiller leur appel de la conquête de Rwabugili notre héros national.(...) Puisque nous ne pouvons pas remplacer les élus Bahutu, faisons-en des amis. Offrons leur quelques cadeaux et surtout de la bière afin de leur tirer les vers du nez. Offrons leur nos filles et au besoin marions-les à eux, les Bahutu résisteront difficilement à leur beauté angélique.(...) Tout territorial tutsi est tenu à user de la peur pour affermir son autorité auprès de la masse crédule bantoue. (...)

Servez-vous de la crédulité des évolués Bahutu et faites-vous les instruments pour défendre votre cause et admettre votre campagne électorale. Dès que la campagne est passée, payez monnaie de singe pour montrer leur incapacité. (...)

Dès que la conscience ethnique naît, divisons les promoteurs de cette conscience. « Diviser pour régner. » (...) Essayez de maintenir les agents de l'Etat Bahutu dans le complexe d'infériorité. (...) » (Source : *Kangura*, n°4)

Les animateurs de *Kangura* veulent démontrer que la solidarité ethnique des Tutsi est clairement affichée et revendiquée, ce qui légitime une réponse symétrique des Hutu. Il s'agit également de démontrer que l'ethnie dépasse les frontières de la nation, ce prétendu affichage identitaire s'appliquant à l'ensemble de la région des Grands Lacs, que le groupe Tutsi considérerait comme son « lebensraum ». Nous reviendrons plus loin dans ce rapport sur la permanence de ce thème dans l'idéologie ethniste qui culminera dans les mots d'ordre « génocidaires ».

Notons déjà la rémanence idéologique et stylistique des faux documents allégués par les tenants d'un intégrisme « bantou ». Le « *plan de la colonisation tutsi au Kivu et région centrale de l'Afrique* » sera pratiquement décalqué, en mars 1992, dans le faux « appel de Nairobi » qui donne le signal des massacres du Bugesera. On y met en scène chaque fois de mystérieux responsables Tutsi qui s'adressent à « leur » communauté pour diffuser des mots d'ordre agressifs et manipulateurs visant à la marginalisation de la communauté hutue ou à l'élimination massive de ses dirigeants.

Kangura adopte un ton très offensif pour dénoncer « l'hypocrisie et l'esprit de domination des extrémistes Tutsi ». Aux critiques de la presse internationale rappelant les discriminations ethniques et la politique des quotas dont sont victimes les Tutsi au Rwanda, *Kangura* n'hésite pas à répondre qu'ils « sont pourtant bien représentés dans tous les secteurs ». Ce qui donne au magazine l'occasion d'une campagne de délation :

« Voici quelques exemples : membres du Comité Central du MRND, du gouvernement, du Parlement et autres postes de haute direction Karenzi Pierre Claver, Ntashamaje Antoine, Mulindangabo Ambroise, Katarbarwa André, Karangwa Joseph,

19358 bis

Ruhashya Epimague, Ngoboka Cyriaque, Kazare Faustin, Kabano Augustin, Gatera Geoffroy, ... pour ne citer que ceux-là.

Ils sont quasiment dominants dans le secteur économique du pays.

Citons quelques noms bien connus dans le commerce : Kajeguhakwa Valens, Majyambere Silas, Rwigara Assinapol, Sissi Evariste, Shamukiga Charles, Sebera Antoine, Rwemalika Eustache, Gacukiro Jean-Baptiste, Munyagasheke Isaac... pour ne citer que ceux-là.

Contrairement aux informations diffamatoires couramment véhiculées par les réfugiés rwandais, les Tutsi sont très bien représentés dans l'enseignement primaire, secondaire et universitaire. Les statistiques sont disponibles pour quiconque veut les consulter. »

Ces dénonciations publiques sont très audacieuses dans un pays où le « problème ethnique » n'est encore jamais évoqué publiquement et ressort du « non-dit ». Notons que parmi les "Tutsi" cités, il y a pourtant des Hutu notoires tels que Munyagasheke, Majyambere et d'autres. Ceci prouve que la dénonciation "ethnique" n'est qu'un prétexte pour régler bien des comptes...

Kangura va beaucoup plus loin dans son numéro du début décembre 1990, en publiant un véritable bréviaire de la haine ethnique, « *Les 10 commandements du Hutu* », sur lesquels nous reviendrons. La Régie de l'Imprimerie scolaire, a conservé le dossier de fabrication du n° 6 de *Kangura*. S'y révèlent à la fois la confusion et l'incompétence d'Hassan Ngeze, incapable de fournir à l'imprimeur de la copie calibrée et pas davantage correctement écrite.

Au milieu d'un fatras d'articles visiblement rédigés sur un coin de table et plusieurs fois raturés, surgit la principale source du média de la haine : d'un côté, l'impeccable édition d'ordinateur d'où sont tirés « *l'Appel à la conscience des Bahutu* » et « *Les Dix commandements* » ; de l'autre, une prétendue liste de « *cotisations individuelles au FPR, section Kigali, 2e trimestre 1990, Zone V* ». Il s'agit d'un modeste manuscrit anonyme que certains, pour le vieillir, ont abîmé avec des brûlures de cigarettes dans les « blancs », préservant bien entendu la charge de délation contre toutes les personnes citées ! Un document truqué de façon très naïve.

Si ce numéro 6 de *Kangura* est promis à une célébrité internationale, c'est que Hassan Ngeze et ceux qui, selon la rumeur, le manipulent, expriment une grande intensité de haine et d'appel à la discrimination ethnique. Les « 10 commandements du Hutu » constituent un bréviaire de la haine raciale d'une exceptionnelle violence, qui évoque certains articles du journal nazi antisémite *Der Stürmer* et de son responsable Julius Streicher, jusqu'alors références jurisprudentielles internationales d'une intention raciste. Les Tutsi y sont décrits

19357 bis

comme d'immondes oppresseurs sans scrupules, et leurs femmes comme de simples outils sexuels d'une volonté politique et raciale hégémonique

« (...) Les Tutsi sont des assoiffés de sang et de pouvoir qui veulent imposer leur hégémonie au Peuple Rwandais par le canon et le fusil. (...)

Depuis la révolution sociale de 1959, pas un seul jour les Tutsi n'ont lâché l'idée de reconquérir le pouvoir au Rwanda et exterminer les intellectuels et dominer les agriculteurs hutu. (...)

Les Tutsi se sont servis de deux armes qu'ils prétendent être efficaces contre les Hutu : l'argent et les femmes Tutsi. (...)

Les Tutsi ont vendu leurs femmes et leurs filles aux hauts responsables hutu. Un plan de marier les femmes Tutsi aux intellectuels Bahutu potentiellement responsables de la gestion du pays a été mis en œuvre, ce qui a permis de placer dès à l'avance des espions incontournables dans les milieux hutu les plus influents. (...)

Les Tutsi se sont acharnés à gommer la conscience des Hutu à telle enseigne que tout Hutu qui remarquait les manœuvres diaboliques des Tutsi était démis d'office et sans préavis de ses fonctions et même jeté en prison. (...)

Tout Hutu doit savoir que la femme Tutsi où qu'elle soit, travaille à la solde de son ethnie tutsi. Par conséquent, est traître tout Hutu :

- qui épouse une femme Tutsi ;
- qui fait d'une Tutsi sa concubine ;
- qui fait d'une Tutsi sa secrétaire ou sa protégée. (...)

Tout Hutu doit savoir que tout Tutsi est malhonnête dans les affaires. Il ne vise que la suprématie de son ethnie. (...)

Les Forces Armées Rwandaises doivent être exclusivement Hutu. L'expérience de la guerre d'octobre 1990 nous l'enseigne. Aucun militaire ne doit épouser une femme Tutsi.

Les Bahutu doivent cesser d'avoir pitié des Tutsi. (...) » (Source : *Kangura* n°6, décembre 1990. **NDLR : pour des raisons de lisibilité et suivant l'usage universitaire, nous avons supprimé de la version reproduite ici les préfixes et les suffixes de genre et de singulier ou pluriel accolés aux mots Hutu et Tutsi**)

Kangura rappelle sans cesse la vigilance nécessaire contre les « cafards » (inyenzi) tutsi et leurs « complices » (ibyitso) hutu. Mais le périodique extrémiste a commis une erreur en publiant en français ce bréviaire de la haine, lui assurant un retentissement dépassant largement les frontières du Rwanda. L'émotion est considérable. La Commission internationale des juristes dénoncera en février 1991 ce « véritable appel à la haine raciale », paru en

19356 bis

pleine période de procès et d'arrestations massives de suspects. Par la suite, les médias extrémistes tireront les enseignement de cette erreur en veillant à ne publier ou ne radiodiffuser qu'en kinyarwanda leurs incitations à la haine raciale.

Mais c'est à ce moment que *Radio-Rwanda*, le plus puissant des médias rwandais, tombe entre les mains des extrémistes. Nous y reviendrons dans un chapitre suivant de ce rapport.

(19355 bis - 19355 bis)

19355 bis

3. Le message des organes extrémistes : une idéologie de la haine

La définition de cet «extrémisme» est importante, car il s'agit d'en comprendre les rapports avec la logique du génocide qui éclate quelques années ou quelques mois après les articles incriminés. S'agirait-il simplement d'une ligne dure, favorable au régime en place, à la résistance au F.P.R., à la guerre sur la frontière du nord et à un combat contre les forces politiques d'opposition ? Nous démontrerons que l'idéologie véhiculée par cette presse va au delà d'une logique militante dans un combat partisan, que les polémiques dont elle est porteuse excèdent le jeu normal d'un débat politique dur. Nous pouvons le démontrer sur trois points essentiels :

- le ressort idéologique fondamental est celui du racisme antitutsi : entretien du dénigrement et de la haine à l'égard de toute cette composante de la population, définie par sa naissance, arguments biologiques, psychologiques, sociaux et historiques, emploi de vocabulaires à même de susciter le mépris et la haine, recours au sexisme, encouragement à la discrimination raciale.

- une haine aussi virulente est développée à l'égard des Rwandais non tutsi qui n'adhéreraient pas à cette vision : ils sont traités de traîtres et de complices. Cette trahison est appréciée dans une logique de guerre comme méritant un seul châtiment : la mort.

- enfin ces organes entretiennent un climat de violence légitime, en usant d'arguments multiples, mais aussi en mettant en œuvre des pratiques de délation, de mensonge et de provocation allant jusqu'à l'entretien d'un climat de rumeurs et d'affolement concerté de plus en plus virulent de 1990 à 1994.

L'objectif est clairement de mettre en condition la société rwandaise pour la préparer à une logique de guerre civile impliquant un génocide.

Un racisme structuré

- Le caractère primordial de l'identité « ethnique »

La propagande du génocide s'appuie fondamentalement sur une idéologie présentée comme indiscutable : celle de la priorité des identifications « ethniques » et de l'existence d'une véritable guerre de longue durée entre Hutu et Tutsi. Avant de dénoncer les Tutsi et les « Hutu complices », il fallait situer

19354 bis

fortement la partie sur le seul terrain où on pensait qu'elle devait se jouer et se gagner, à savoir le champ clos de l'affrontement interethnique. L'idéologie ethniste s'exprime avec la certitude d'un catéchisme qui serait à rappeler à des infidèles : la proclamation même des identités et l'illusion qu'il y aurait à vouloir y échapper, l'importance des comptages dans le rapport entre ces composantes, l'histoire originelle qui les fonde et, en dernière instance, les bases raciales de leur définition. Le ton de ces médias repose d'abord sur une conviction, celle de dire des vérités que tout le monde penserait sans oser le reconnaître sur la confrontation des ethnies au Rwanda. Tous les racismes du monde affichent la même suffisance

C'est le message de base par lequel *Kangura*, depuis 1990, prétend "réveiller le peuple majoritaire". Les ethnies ont toujours existé, il faut en être fier et s'en contenter. Il est donc normal qu'elles soient mentionnées sur les papiers d'identité et les critiques doivent se taire :

Kangura, n° 4, novembre 1990 (p. 20-21) :

"Vous savez qu'à l'arrivée des Blancs, trois ethnies composaient le Rwanda ... Soyons contents d'être nés tels que nous sommes. Soyons fiers des régions dans lesquelles nous avons vu le jour, du physique avec lequel nous sommes nés et de la religion qui est la nôtre. Oui, tu peux changer de région d'origine et aller habiter dans une autre, tu peux changer de religion de ton propre choix. Mais comment peux-tu changer d'ethnie?"

Kangura, n° 8, janvier 1991 (p. 2-3) :

"La carte d'identité ne dérange pas les Batutsi ni les les Bahutu honnêtes. Il n'y a que ceux qui sont mal intentionnés qui réclament la suppression de la mention ethnique. Une enquête sérieuse nous démentira... C'est dire que si on veut une pure démocratie, mieux vaut laisser le Hutu, le Twa ou le Tutsi reconnaître ce qu'il est, et la réconciliation ne sera assurée que démocratiquement. Ne savons-nous pas que c'est quand les enfants reconnaissent l'importance de leur sexe que les parents autorisent le mariage ? On n'a jamais vu un parent défendre à un enfant de reconnaître qu'il est garçon ou fille. Aussi dans ce pays, chacun doit y reconnaître sa place et servir là où il est capable."

On remarque la présence obsédante des références biologiques dans cette affirmation identitaire : pertinence des typologies physiques, comparaison avec la différence des sexes. Le modèle est évidemment racial, avec son culte forcené de la différence, affichée ou reconnue de gré ou de force, et sa répulsion aux "mélanges". Un éditorial de *Kangura* (n° 12, p. 2-3) en mars 1991 est des plus révélateurs de cette ligne : la division y est présentée à la fois comme scientifique (universitairement reconnue) et comme un fait culturel ancestral (à

19353 bis

l'égal d'autres appartenances religieuses, linguistiques ou « raciales » dans le monde) qu'il est impératif de respecter :

"Il faut expliquer à la communauté internationale que le fait d'être reconnu noir ou blanc, tutsi ou hutu, chrétien ou musulman n'est en aucune manière une forme de ségrégation. Il est écrit partout dans toutes les constitutions du monde, que devant la loi tous les hommes sont égaux sans distinction de sexe, de race ou de religion. Et pourtant, il existe deux sexes masculin et féminin, plusieurs races, noire, blanche, rouge et jaune, et une multitude de religions.

Alors pourquoi la mention ethnique fait autant de bruit autour de la question rwandaise. Nous avons été si longtemps déracinés que les occidentaux, après avoir foulé aux pieds notre culture, veulent aujourd'hui nous ôter de notre identité. Pourquoi ces mentions restent valables en Occident, où existent afro-américain, Indien, noir américain, arabe, esquimau, anglo-saxon, basque, arménien, juif-américain, français d'outre-mer etc., alors que les termes hutu, tutsi ou twa sont sacrilège chez nous !!! Eh bien qu'on nous laisse construire notre pays sur des bases qui sont les nôtres et des plus réelles puisqu'ancestrales. Les piliers de notre démocratie n'en seront que consolidés....

... Entendons-nous donc. Le problème hutu-tutsi est une réalité au Rwanda même si on en n'est pas à s'entrecouper à la machette. Selon les enseignants du campus de Nyakinama, la guerre actuelle est celle des Tutsi qui s'attaquent aux Hutu. La gagner, politiquement ou militairement exige que les deux camps soient nettement identifiés et reconnus. Ainsi nous dialoguerons tels que nous sommes. Sinon, nous n'arriverons à rien en continuant de mélanger des choses qui ne se mélangent pas. Là je pense qu'il ne s'agit que d'un piège de l'ennemi. Bahutu, prenez garde, restez unis, les temps sont difficiles, ne menez pas à son extermination le peuple majoritaire. Et vous Batutsi, ayez le courage d'être ce que vous êtes, défendez-vous, mais sans chercher à vous dissimuler. Et vous, Batwa, ne restez pas à l'écart dans ce combat pour la démocratie. Ainsi nous contruirons notre pays mais en sachant, chacun, ce qu'il est et quel est son parti..."

L'implication politique de l'étiquetage et du comptage ethniques est manifeste : l'objectif affiché est l'équation totale entre l'échiquier politique et la composition "ethnique". Les auteurs de ces articles feignent souvent d'être équitables, de ne rêver que de bonne cohabitation, d'égalité et de fraternité : soyons tous frères... dans la séparation. Cela ne rappelle que trop la formule "unis comme la main, séparés comme les doigts", maniée volontiers par les théoriciens de l'apartheid.

- La clarification ethnique, une logique d'apartheid :

"Quoi qu'il fasse, un Hutu ne peut devenir un Tutsi et inversement...." (n° 13, avril 1001, p. 12). On voit pourquoi *Kangura* milite pour le fichage ethnique de tous les citoyens. Les "complices" (sous-entendu du FPR), ces *ibytso* sans cesse dénoncés, sont définis en termes de morale raciale, comme des

19352 bis

êtres « hybrides » qui cachent leur véritable nature, qui essaient en vain de dissimuler leur sang sous des faux papiers. Les médias extrémistes encouragent ouvertement ce travail de détection des faux Hutu, c'est-à-dire de délation des Tutsi qui auraient falsifié leurs papiers, considérés comme des "troqueurs d'ethnie" (*abaguze ubwoko*), pour reprendre une expression en vigueur déjà en 1973. C'est une véritable obsession chez les rédacteurs de *Kangura* :

- novembre 1990 (n° 4, p. 20-21):

"Une telle personne qui adopte l'identité ethnique qui n'est pas celle de sa naissance et qui en porte des pièces justificatives, n'est-elle pas une espèce à deux têtes?"

- mars 1991 (n° 12, p. 2-3) :

"Les Batutsi qui ont changé d'ethnie continuent d'empoisonner l'atmosphère en disant que leurs droits ne sont pas respectés. Leur objectif est d'épuiser le régime afin que les *inkotanyi* puissent rentrer. Pas un n'est cependant disponible dès qu'on évoque un débat dans la transparence. Le Tutsi répond alors qu'il est hutu et te menace de poursuites en justice si tu continues à le traiter de Tutsi. Entre-temps, on continue d'entendre à l'étranger des appels au secours des *inyenzi-inkotanyi* victimes de l'injustice au Rwanda."

- août 1991 (n° 21, p. 6-7) :

"L'autre calamité que *Kangura* a refusé de passer sous silence (car il y a quelques jours le sujet était tabou), c'est la détestable habitude que beaucoup de Tutsi ont prise et qui consiste à changer d'ethnie..., ce qui leur permet de passer inaperçus et de prendre dans l'administration et dans les écoles les places normalement réservées aux Hutu. Si cette maladie n'est pas soignée en urgence, elle fera périr tous les Hutu.... 85% des Batutsi ont changé d'ethnie. il serait bon qu'ils réintègrent leur identité tutsi et qu'ils adhèrent aux partis qui leur conviennent. Aussi longtemps qu'ils se croiront obligés de se cacher parmi les Hutu, nous connaissons toujours cette unité de façade, sur laquelle ils s'appuieront pour nous exterminer. *Kangura* souhaite que cette question cesse d'être un sujet tabou et que les responsables lui trouvent une réponse adéquate...."

L'intérêt primordial du "peuple majoritaire" hutu et le souci de purification posé à la "minorité tutsi" ne sont guère cachés. Ils transparaissent sans cesse dans l'obsession des chiffres, des comptages et des pourcentages, permettant de qualifier de manière intrinsèque les Hutu de « peuple majoritaire ». Sur ce dogme du *rubanda yamwinshi*, on peut citer une intervention du leader CDR Jean Barahinyura dans *Kangura* en mars 1992 (n° 33, p. 12) :

"Dans votre programme, l'expression *rubanda nyamwinshi* revient plusieurs fois. Cela étonne ! Dans notre Rwanda, les mots *rubanda nyamwinshi* ou encore *imbaga nyamwinshi* désignent les Bahutu. Comment avez-vous décidé de défendre les intérêts des Bahutu ? Les Batutsi seraient-ils devenus sans qu'on s'en aperçoive *rubanda*

1935/6w

nyamwinshi? Mais cela n'est pas possible. Selon le dernier recensement, la population rwandaise compte un peu plus de 7 millions de personnes dont 90% de Hutu. Les choses n'ont donc pas changé. Les Batutsi qui vivent à l'extérieur ne dépassent pas un million d'hommes. Est-ce le peuple majoritaire (*rubanda nyamwinshi*) qui vous a appelés à son secours ? Depuis quand nous les Bahutu, nous aurions besoin de vous pour nous libérer, si tant est que nous ayons besoin d'être libérés ?"

Sur la légitimité sociale des quotas, censés éviter la marginalisation de la minorité, tout en réfreinant les ambitions immodérées de celle-ci et en bloquant son "infiltration", l'agressivité se donne libre cours. En voici un exemple dans *Kangura-Magazine* en mai 1992 (n° 10, p. 3-4):

"Dans notre pays, depuis la révolution de 1959, en dépit des efforts ici et là, les intérêts de la majorité n'ont cessé d'être recoupsés. Bien entendu, suivant les domaines, l'on en trouve où la majorité a pu s'emparer des postes-clés mais ailleurs, les proportions ethniques, judicieusement analysées, révèlent des données alarmantes.... La minorité tutsi menace sérieusement la politique d'équilibre régional et ethnique. Les hybrides sont un autre élément peu connu qui vient colorer les structures locales, encore que des figures mixtes qui ont falsifié leur identité sont déjà nombreuses à compter de 1959.

Les exemples sont diversifiés. A supposer que les statistiques de l'enseignement à tous les échelons, secondaires et supérieurs, soient relevées avec la plus grande minutie, d'aucuns seraient malheureusement étonnés de constater que le Tutsi est omniprésent. L'on dirait que cette politique d'équilibre régional et ethnique était, au demeurant, un simple slogan ou un vain défi.... La minorité a su séduire la société rwandaise et celle-ci semble dès lors noyauté parr elle. Certaines activités sont la chasse gardée de l'ethnie tutsi, notamment le clergé rwandais, etc. Partout les éléments de l'ethnie tutsi sont solidaires à jamais, des compagnons de route fidèles formant des réseaux et lancés à l'assaut du pouvoir."

On voit combien cette arithmétique sociale lancinante et cette hantise de l'infiltration indûe préparaient la voie de la gigantesque chasse aux sorcières de 1994. En fait dès octobre 1990, les quelques 8 000 arrestations opérées à Kigali avec une rapidité et une précision stupéfiantes au nom de la lutte contre "les complices" du FPR, reflétaient l'état d'avancement du fichage ethnique. La presse extrémiste donne un écho sonore au travail minutieux de la Sûreté du régime.

- Un clivage racial :

Les considérations "sociales" ne font jamais oublier la référence fondamentale de cette idéologie : l'opposition entre l'autochtonie hutu et la conquête tutsi, renvoyant aux archétypes bantou et hamitique. Cette lecture de l'histoire ancienne du pays, directement héritée de l'ethnologie coloniale ne supporte aucune critique et tous les historiens qui s'étonnent de cette crispation sur des thèses dépassées se font accuser de révisionnisme, voire de falsification.

19350 lais

C'est ainsi qu'en novembre 1990, *Kangura* (n° 4, p. 21) s'en prend au travail de la Commission nationale de synthèse qui, inspirée par des universitaires sérieux et soucieux d'ouverture, avait souligné l'existence d'un "peuple-nation des Banyarwanda", vieux de "plus d'un millénaire". La vulgate ethno-historique est donc rappelée et ces universitaires rappelés à l'ordre :

"Dans l'histoire (*mateeka*) du Rwanda les premiers arrivants sont les Batwa (Pygmoïdes) qui se consacraient à la chasse et à la cueillette; ensuite sont arrivés les Bahutu (Bantous) qui ont défriché la forêt pour y cultiver et qui ont établi une organisation sociale; enfin sont venus les Batutsi (Nilotiques, Ethiopides) qui se consacraient à l'élevage. Pourquoi veut-on changer notre histoire ? Qui aurait le droit de changer l'histoire du pays ?"

En 1992 *Kangura* fait appel à la conscience "bantoue", en des termes clairement connotés d'une idéologie de races :

"Kedécouvrez votre ethnie car les Tutsi vous ont appris à la méconnaître. Vous êtes une ethnie importante du groupe bantou... Sachez qu'une minorité orgueilleuse et sanguinaire se meut entre vous pour vous diluer, vous diviser, vous dominer et vous massacrer... Les Tutsi... possèdent un code franc-maçonnique qui leur permet de se reconnaître entre eux... La nation est artificielle, mais l'ethnie est naturelle... Sachez que parmi vous il y a des traîtres qui dans leur léthargie jouent le rôle inconscient de vous espionner et de vous diviser..."

- Justifications historiques de l'hostilité aux Tutsi :

La mémoire de la révolution de 1959-1961 est utilisée sous un jour fondamentalement agressif contre les Tutsi. Les rétrospectives publiées dans cette presse montrent moins un grand mouvement pour le changement social qu'une réaction violente de "la population" contre "l'arrogance tutsi", une "légitime défense", animée par "la colère" (les slogans du génocide de 1994), comme le montre cet article "historique" publié par *Kangura* en janvier 1991 (n° 9, p. 19) :

"... le peuple s'aperçut que l'UNAR allait exterminer les intellectuels et les *barwanashyaka* [les militants du Parmehutu], il décida de s'unir pour mieux se défendre et se porter mutuellement secours... Les Hutu ont alors tout compris. La population s'est aperçue de ce mépris et de cette arrogance et a décidé d'y mettre définitivement fin. Le lendemain, sa colère explosait. Elle s'est alors jetée sur les chefs tutsi qui la tuaient à petit feu depuis des années. Si grande que fût leur colère, les Hutu n'ont jamais eu l'intention de tuer les Tutsi, sauf quand ils se trouvaient en situation de légitime défense. On comprend aisément que les Hutu n'aient jamais eu l'intention de tuer les Tutsi, car s'ils l'avaient voulu, personne n'aurait pu s'opposer aux forces du peuple majoritaire. Ils voulaient seulement les pousser à s'écarter de leur passage afin que la paix soit totale."

19349 bis

Manifestement le rappel de 1959 ne vise qu'à préparer d'autres "colères" et d'autres autodéfenses. L'auteur suggère même cyniquement qu'au lieu du simple exil auquel furent poussés les Tutsi en 1959, leur extermination serait possible compte tenu de leur position minoritaire. Faisant l'économie de tous les changements intervenus au Rwanda depuis une génération et des contradictions propres à la situation de la fin des années 80, les articles de ce genre entreprennent de relancer la conscientisation par la violence qui avait si bien fonctionné en 1959. Le trentième anniversaire du referendum de 1961, appelé *Kamarampaka* (« Celui qui tranche ») est aussi l'occasion d'explicitier les choses contre ceux qui remettent en cause l'ethnisme (*Kangura* n° 9, janvier 1991, p. 6):

"A cette occasion, *Kangura* adresse à *Rubanda nyamwinshi*, "le peuple majoritaire", ses vœux les plus vifs d'heureuses festivités. Fruit de la révolution socio-politique de 1959, le peuple rwandais a tranché démocratiquement le problème Hutu-Tutsi d'abord... Malheureusement, derrière le rideau des réfugiés et l'unité des ethnies désirée et non atteinte (que nous interprétons à tort pour "unité nationale"), un comportement curieux caractérise l'attitude des Rwandais à l'égard du phénomène ethnique. Celui-ci est entouré d'un mythe qui fait peur, un mythe qui est considéré comme un tabou dont on ne parle pas alors qu'il s'agit d'un problème réel... La démocratie exige, elle n'admet pas de tabous....

Dans le contexte actuel, et les choses au Rwanda étant ce qu'elles sont, nous osons tirer la sonnette d'alarme encore une fois. La patrie est en danger. Ne laissons pas notre petit beau Rwanda devenir un autre Libéria ou une nouvelle Somalie. Cherchons ensemble la définition qui soit contemporaine et objective du concept "inkotanyi et leur complices"

- Exploitation d'arguments sociaux :

Hassan Ngeze a en fait commencé à entretenir la haine antitutsi avant même l'ouverture de la guerre civile, dénonçant la mainmise des Tutsi sur le commerce dans l'été de 1990. Ce racisme n'est donc pas une conséquence de l'attaque du FPR, comme on le suggère parfois :

« Dans la deuxième livraison de *Kangura*, j'avais publié quelques lettres de Kigeli à ses fidèles du Rwanda, j'avais même des photos montrant certains riches commerçants de Kigali en réunion avec les réfugiés à l'extérieur, j'avais même sur ces photos des preuves que ces commerçants accordent une aide financière à ces réfugiés. Pourtant, j'ai été convoqué et interrogé, accusé d'avoir créé un journal dont le but est d'opposer les Hutu aux Tutsi... même que les explications que j'ai données ont été jugées sans fondement. J'ai payé une amende de 5000 fr. J'ai été menacé de disparaître si je recommence à publier des informations aussi dures. Ils ont oublié qu'un journaliste indépendant est lui aussi un agent de renseignement, je fais des investigations en vue de dire à la masse ce qu'on lui cache. A part moi qui l'ai écrit, qui ignore que chaque Tutsi souffre pour ses frères réfugiés. Pouvez-vous jurer que la

19348 bis

plupart des Tutsi riches n'ont pas dans leur maison les lettres dont j'ai publié les copies ? Les journaux des réfugiés dont j'ai parlé, quel le Tutsi riche qui ne les lit pas ? ... Selon certains, sur 100 riches au Rwanda, 70 sont des Tutsi, ce sont eux qui ont le pouvoir économique, les uns réclament même aujourd'hui le pouvoir administratif, c'est à dire le pouvoir politique. Ils oublient qu'ils ont accumulé ces richesses après 1973. Ce sont là des choses qui se racontent à la suite de l'affaire Kajeguhakwa. Certains analystes en ont même conclu que chaque Tutsi enrichi se presse d'établir des contacts avec les réfugiés et qu'en n'en pas douter ces contacts dont nous ne sommes pas informés pas informés donnent lieu à des programmes. Ce sont quelques-uns de ces programmes que l'on m'a empêché de publier. Celui qui veut en prendre connaissance peut venir à mon bureau . Je lui montrerai des photos... Si cette maladie qui touche les commerçants vient à atteindre les politiciens, que ceux-ci livrent aux réfugiés les résultats de nos discussions alors que nous on ne sait rien de ce qu'ils font, jurez-vous qu'ils ne nous prendront pas par surprise sans que nous sachions même pas d'où ils viennent ?... Quant à la question Hutu-Tutsi, je crois que personne ne peut affirmer qu'elle n'existe pas au Rwanda, notamment, au niveau des riches et des intellectuels de cette ethnité. C'est à chacun de donner sa réponse ».(Kangura n°3, juin 90, éditorial)

Les Tutsi occupent les villes (Kangura n° 18, juillet 1991, p. 10) :

"Savais-tu que la ville de Kigali est habitée par des Tutsi à 85%.. Lorsqu'on a renvoyé de la ville tous ceux qui n'y avaient pas de travail, seuls les Hutu sont partis. Quant aux Tutsi, ils ont pu obtenir des attestations de travail grâce à leurs frères qui affirmaient qu'ils les utilisaient comme domestiques. Ajouter qu'après leur libération les complices sont venus s'entasser à Kigali afin de s'assurer une meilleure protection de la Communauté internationale. Qu'est-ce qui manque pour que les Hutu soient aussi solidaires ? Si les Hutu ne font pas attention, ils seront bientôt renvoyés à la campagne en laissant les Tutsi peupler seuls les villes..."

Les Tutsi monopolisent l'éducation nationale et le commerce :

En novembre 1991, Kangura (n° 24, p. 3-5) affirme que les banques n'accordent des crédits qu'aux Tutsi et que c'est à eux que le gouvernement réserve les marchés les plus intéressants, accorde des exonérations fiscales, délivre des licences d'importation et d'exportation. En mai 1992 Kangura Magazine (n° 10, p. 11) revient sur la question avec plus de détails :

"... Au cours des années 60, la République, toute jeune qu'elle était, fut administrativement dominée par les Tutsi. Partant ils ont lutté continuellement et avec un courage sans cesse croissant pour que leurs congénères puissent étudier en masse et en des proportions si élevées par rapport à leur représentation populaire de 10%... La conquête administrative étant maladroitement menée par les Hutu à partir des années 60, les Tutsi quant à eux, se sont réfugiés dans l'enseignement pour regarder les leurs d'un bon oeil. Ils ont donné comme conseil à leurs petits frères tutsi d'envisager les études qui sont prisées sur le marché du travail telles que l'anglais, l'informatique et consort. De retour de leur banc de classe d'auditorium, les lauréats tutsi sont [sic!] surdominé les Hutu dans les projets et organismes internationaux sans oublier de les mater dans l'administration. le commerce ! Là, on ne parle pas. C'est leur domaine.

19347 bis

Qui ? bien entendu les Tutsi. Leur secret réside dans le fait qu'ils ont à l'étranger, leurs frères réfugiés qui leur facilitent l'importation sans se déplacer du pays. Ensuite ils bénéficient plus des crédits des banques oeuvrant au Rwanda que les Hutu. Ceux-ci, dans leur commerce international, doivent se déplacer vers l'Europe, l'Amérique etc... à la recherche des marchandises. Tout ce périple les oblige d'accuser un retard de taille par rapport aux Tutsi commerçant international qui sont restés au Rwanda."

Les femmes tutsi occupent tous les emplois : par la faute des Hutu corrompus et en violation des "dix commandements", les filles tutsi monopoliseraient les places dans les secteurs public et privé. *Kangura*, sous la signature de Noël Hitimana, prend un exemple en janvier 1992 (n° 29, p. 16-17) :

"Es-tu à la recherche d'une femme ? Veux-tu regarder la parade des enfants de la noblesse dans la petite maison de Kabuga Félicien? Il est né un groupuscule gagné à l'activisme des *Inkotanyi*, qui tue et qui sauve et qui est dirigé par Nsabimana Modeste et Mbonimpa Jean-Marie Vianney (tous deux Hutu) qui ont reçu de l'argent pour exterminer le peuple majoritaire des Hutu en échange. Voilà comment les choses ont commencé : au démarrage du programme de recensement, on a procédé à la sélection par des examens de ceux qui devaient y travailler... Seuls les Tutsi et les Hutu qui avaient donné des chèbres ont réussi des examens (...). Ces mauvais agissements ont fait que sur 200 employés, 180 soient des Tutsi, dont une majorité de femmes ... On dirait que l'examen a été fait au nez ! Dans le service de vérification, regarde l'équipe du matin et celle de l'après-midi, tu verras de tes propres yeux, tu auras alors envie de te marier avec l'une ou l'autre de ces génisses de la noblesse, qui d'ailleurs ne sont plus dans le Bugesera, elles ont élu domicile chez Kabuga pour recenser les Rwandais !!! Va voir ceux qui ont été sélectionnés pour suivre des cours de formation à la saisie sur ordinateur, tu verras une telle sélection des jeunes filles! En partant du principe que le recensement est un travail très important pour le peuple majoritaire, le peuple souhaite que ce service ne soit pas le lieu du vol, de mesquinerie, de ségrégation ethnique et autres."

Les Tutsi s'infiltrèrent dans les allées du pouvoir (*Kangura*, novembre 1991, n° 26, p. 17) :

"... Quand vint la deuxième République, les Tutsi furent favorisés de façon manifeste. Si leur manque d'intelligence ne les avait pas poussé à montrer leur cruauté en épuisant Habyarimana alors qu'il leur avait tout offert et en tuant ses enfants. Il est en effet le père de tous les rwandais qu'il a rassemblés dans le mouvement-MRND. Ils dominent l'Education nationale, la Justice est leur domaine réservé, dans l'administration et dans le commerce, dans le secteur de la Santé, il n'y a qu'eux ; les sociétés et dans les organisations internationales ayant leurs bureaux au Rwanda ne recrutent que les fils de Ndahiro ! Tout cela prouve que les Tutsi nous gouvernent encore et tout cela ils l'ont acquis grâce à ces dernières 16 ans que nous venons de passer sous les auspices du MRND. Je n'oublierais pas de dire que c'est cette guerre qui a prouvé aux Hutu que les Tutsi ont acquis la conviction que la monarchie a encore une place au Rwanda. Ce sont les Tutsi qui ont introduit le problème ethnique au Rwanda (même s'ils préfèrent accuser à tort les Européens) et maintenant ils demandent qu'il ne soit plus fait mention de l'appartenance ethnique sur les cartes

19346 bis

d'identité. S'ils n'avaient pas introduit la coutume de la courtisanerie ou de la dépendance, il n'y aurait pas aujourd'hui le problème ethnique au Rwanda. Le jour où ils abandonneront leur habitude de se rechercher ils pourront demander que l'ethnie ne soit plus mentionnée sur leur carte d'identité. Mais en attendant qu'ils gardent leur tutsité et que ceux qui ne s'en sont départis dans le but de sauver les apparences ainsi que ceux qui les ont aidés à le faire, soient poursuivis (par la justice)...."

Ainsi, alors que de nombreuses voix dans le monde commençaient à dénoncer la politique des quotas instaurée par Habyarimana et la discrimination des Tutsi, *Kangura*, protestait donc contre le laxisme de la politique officielle en l'accusant d'avoir favorisé les Tutsi aux dépens des Hutu.

Par des accents délibérément populistes, *Kangura* veut donc apparaître comme la voix des sans voix. De nombreux jeunes sans emploi ou de femmes hutu mises en concurrence avec leurs soeurs tutsi, ne pouvaient apparemment pas trouver meilleur défenseur. Les laissés pour compte de la société sont ameutés démagogiquement contre les Tutsi censés être responsables de leur malheur. Avec un soin tout particulier, la presse extrémiste exploite les sentiments de la femme hutu : épouse menacée par le charme ensorcelant de sa rivale tutsi et par la faiblesse de son mari hutu ; mère et citoyenne qui participe à la guerre en y envoyant ses enfants mais qui prend très peu part aux débats et aux décisions car elle n'a pas bénéficié autant que l'homme de l'école qui donne la connaissance et autorise à prendre la parole sur les grands sujets de société. Victimes d'une volonté de domination qui s'inscrirait avant tout dans la nature de l'homme tutsi, les groupes relativement marginalisés ont servi de prétexte à la campagne de haine avant de servir de fer de lance dans l'exécution du génocide.

- Répétition méthodique de clichés racistes :

La campagne anti-tutsi que mène le journal *Kangura* prend un tour franchement raciste afin de développer un climat de haine qui mette la population hutu en condition d'accepter en fait l'élimination des Tutsi. Cette haine se nourrit des clichés les plus grossiers forgés souvent par les colonisateurs. Pêle-mêle, on retrouve leur propension à commander et leur arrogance, leur intelligence et leur hypocrisie, leur ingratitude, la beauté ensorceleuse de leurs femmes.

Les Tutsi afficheraient un complexe de supériorité raciale (*Kangura*, n° 8, janvier 1991) :

19345 bis

"La dernière nouvelle que nous avons lue dans le journal *Imvaho* et que nous avons entendue à la *Radio-Rwanda*, est que des enfants ont été revêtus de la croix gammée. Je n'ai pas été surpris en l'entendant. Les observateurs attentifs ne savent-ils pas que les Tutsi qui constituent la troupe des *Inyenzi* souhaitent que leur ethnie soit au-dessus de toutes les autres partout en Afrique ? Si tu observes bien, tu t'apercevras que le Tutsi souhaite toujours se placer à un niveau supérieur à celui de tous les autres... Les Hutu devraient cesser d'être "naïfs", ils ont besoin de ce que j'appellerais "le réveil de la conscience des Hutu (...)"

En décembre 1991, *Kangura* (n° 28, p. 5-6) revient à la charge. Il affirme que les Tutsi sont des ingrats et qu'il faut les traiter comme ils le méritent :

"(...) Souvenez-vous comment le Rédacteur de *Kangura* fut arrêté et emprisonné car il avait osé écrire que Rwigara et ses amis aidaient les *Inkotanyi* à préparer la guerre. Les Rwandais ou plutôt les Hutu, n'ont pas tardé à découvrir que cette pitié à l'égard des Tutsi est comme celle du héron et de l'hyène. Le héron avait introduit son cou dans le ventre de l'hyène pour en extraire un os qu'il avait malencontreusement avalé. Lorsque l'hyène fut tirée d'affaire, elle referma ses mâchoires sur le cou de l'oiseau. Alors l'oiseau s'écria: lâche-moi donc, l'hyène répondit : te lâcher alors que tu m'as fait du bien...Elle l'étouffa !"

En janvier 1993, le processus des négociations d'Arusha achoppe sur les questions militaires. Jugeant excessive la demande du FPR, la délégation gouvernementale a quitté Arusha. Le retour à Kigali est suivi par une vague de massacres qui frappe notamment la région du nord. En réaction, le FPR lance une offensive que l'intervention militaire française stoppe aux portes de Kigali. Alors qu'une partie de l'opposition cherche les moyens de relancer les négociations, les extrémistes se moquent de leur entêtement et s'emploient à démontrer presque scientifiquement que le Tutsi ne peut pas avoir renoncé à son ambition de dominer le Hutu. Cet article de *Kangura* en mars 1993 (n° 40, p. 17-18) offre un bel exemple d'idéologie ouvertement raciste, avec ses arguments politiques, sociaux, historiques et biologiques :

"Les spécialistes de la génétique humaine nous disent que la faiblesse démographique des Tutsi est due au fait qu'ils ne se marient qu'entre eux. Des gens issus d'une même famille, qui se marient et se reproduisent entre eux. Ils ne savent pas que s'ils ne font pas attention, cette façon de se rechercher peut les faire disparaître de la terre. Si cela arrivait (et ça arrivera), qu'ils ne s'en prennent à personne, ce sera par leur propre faute. Est-ce qu'on dira que ce sont les Hutu qui les ont « découpés » ? C'est ce qu'ils ont l'habitude de répandre partout, qu'ils sont peu nombreux parce que les Hutu les ont décimés à la machette. Ils seront comme cet homme Landouard Ndasingwa, ministre du gouvernement de Nsengiyaremye, qui abuse le peuple et la Communauté internationale en disant qu'il boîte à cause des coups de bâtons qui lui ont été infligés lorsqu'il a été arrêté comme complice. Et pourtant, qui ignore qu'il est infirme de naissance ? Seulement, ce n'est pas un péché que d'être infirme, en plus l'infirmité n'est pas réservée aux seuls Hutu. Même les nobles peuvent être frappés d'infirmité car Dieu lui ne fait pas de ségrégation.

19345 *leis*

Nous avons commencé en disant qu'un cancrelat ne peut pas donner naissance à un papillon. Et c'est vrai. Un cancrelat donne naissance à un autre cancrelat. S'il y a quelqu'un pour le contester, celui-là n'est pas de moi. L'histoire du Rwanda nous montre clairement qu'un Mututsi est demeuré identique à lui-même, qu'il n'a jamais changé. La malice, la méchanceté sont celles que nous connaissons dans l'histoire de notre pays. Lorsque les Tutsi étaient encore au trône, ils gouvernaient par deux choses: les femmes et les vaches. Ces deux choses ont régné sur les Hutu pendant 400 ans. Lorsqu'ils les Tutsi furent renversés par la révolution du peuple en 1959, ils n'ont plus jamais dormi. Ils ont tout fait pour restaurer la monarchie en utilisant leurs femmes *bizungerezi* et l'argent qui semble avoir remplacé les vaches. Comme on sait, la vache était dans le temps un signe de richesse.

Nous ne nous trompons pas en disant qu'un cancrelat donne naissance qu'à un autre cancrelat. Qui peut faire la différence entre les *inyenzi* qui ont attaqué en octobre 1990 et ceux des années 1960 ? Ils sont tous liés, les uns sont les petits enfants des autres. Leur méchanceté est la même. Toutes ces attaques ont pour objectif de restaurer la monarchie et la féodalité [*ubuhake*]. Les crimes inimaginables que les *inyenzi* d'aujourd'hui commettent contre les citoyens rappellent ceux commis par les anciens : tuer, piller, violer les jeunes filles et les femmes, etc...

Si dans notre langue on l'appelle serpent cela suffit à lui seul. Cela veut dire beaucoup de choses. Un Tutsi c'est quelqu'un qui séduit par sa parole mais dont la méchanceté est incommensurable. Un Tutsi c'est quelqu'un dont le désir de vengeance ne s'éteint jamais, quelqu'un dont tu ne peux jamais savoir ce qu'il pense, qui rit alors qu'il souffre atrocement. Dans notre langue, un Tutsi est appelé cancrelat car il profite de la nuit, qu'il fait de la dissimulation pour atteindre ses objectifs. Le mot *inyenzi* nous rappelle également le redoutable serpent dont le venin est extrêmement puissant. Le fait que le Tutsi ait choisi ces noms est très significatif pour ceux qui veulent comprendre....

La première République a su se défendre grâce à feu Grégoire Kayibanda qui connaissait très bien la malice du Mututsi. La deuxième République est tombée dès sa naissance dans le piège des *Inyenzi-ntutsi*. Les Tutsi ont fermé les yeux des Hutu, surtout de ceux qui jouaient un rôle au gouvernement, ils les ont distraits dans la "paix" et l'"unité" auxquelles eux-mêmes ne croient pas. Ils leur ont donné leurs femmes *bizungerezi* qui les ont plongés dans une sorte d'ivresse définitive. Pendant que les Hutu étaient aux travaux communautaires, pendant qu'ils faisaient l'animation, les Tutsi préparaient l'attaque qui les remettra au pouvoir.

Lorsque les Hutu sont brutalement réveillés, Rwigema et ses amis avaient franchi la frontière à Kagitumba. C'est cela que les Hutu ont appelé l'attaque surprise. N'eût été le courage de quelques hommes, les *Inyenzi* allaient s'emparer du pays. Pendant que les *bizungerezi* endormaient les Hutu importants de ce pays, les enfants des Tutsi ont fait des études jusqu'à l'université, c'est parmi eux qu'on trouve aujourd'hui des médecins, des professeurs, des avocats, des supérieurs des églises...je ne parle pas du commerce, ce sont eux qui contrôlent l'économie de ce pays. Pendant ce temps, les Hutu se déchirent entre les Bakiga, Banyenduga, *Interahamwe*, *Inkuba* [heunesse MDR], CDR ou *bakombozi* [jeunesse PSD]. Le Tutsi est tranquille. Si les Hutu ne font pas attention, les Tutsi risquent de leur voler la révolution qu'ils ont accomplie en 1959."

19344 bis

En juillet 1993, les négociations d'Arusha se sont achevées. Mais les ultras du régime cherchent le moyen d'éviter la signature des accords. La signature prévue au mois de juin a déjà été reportée et on attend qu'une nouvelle date soit fixée. Ce même mois *Kangura* (n° 46, p. 15-16) convie ses lecteurs à explorer la culture, l'histoire et aussi la rumeur pour découvrir la méchanceté congénitale des Tutsi. C'est de nouveau une véritable anthologie d'arguments racistes :

"Nous essayons de découvrir la méchanceté et la malice des Tutsi. Quand tu soignes l'oeil d'un Tutsi, c'est sur toi qu'il lance son premier mauvais regard. Nous avons commencé en avançant ce proverbe afin d'attirer l'attention et de réveiller ceux qui ne connaissent pas le sadisme, la méchanceté, la malice et l'ingratitude des Tutsi. Les Tutsi se croient plus intelligents que tout le monde, mais à l'analyse tu découvres que cette prétention cache la méchanceté pure.

C'est avec malice ou par intérêt qu'un Tutsi entretient une relation avec le peuple majoritaire. Dès qu'un Tutsi veut obtenir quelque chose d'un Hutu, il est prêt à tous les sacrifices et utilise tous les moyens y compris l'argent, ses soeurs ou sa femme.... Dès qu'un Tutsi a eu ce qu'il voulait d'un Hutu, le Tutsi lui tourne le dos et lui fait tout le mal qu'il veut comme s'ils n'avaient jamais rien eu en commun. Toute personne qui aurait eu une quelconque relation avec un Tutsi, peut essayer de s'en rappeler, il pourrait être le témoin de ce que je suis entrain de vous dire... En kiswahili, on dit : le petit d'un serpent est un serpent. Ainsi le MDR ne peut pas nous convaincre que les *inyenzi* qui se sont transformés en *inkotanyi* sont nos frères alors qu'ils sont venus nous exterminer par la lance.

....Le Hutu a fait preuve de patience et maintenant la situation se clarifie... Nous savons qu'ils nous ont attaqués avec l'intention de massacrer et d'exterminer 4,5 millions de Hutu, et surtout ceux qui ont été à l'école comme cela s'est fait au Burundi, mais Dieu les en a empêchés. Cette méchanceté a été démontrée dans les attaques du 08/02/93. Ils prenaient un Hutu, lui coupaient ses organes génitaux et les faisaient porter par sa femme quand ils ne lui demandaient pas de les manger. Cependant leurs journaux qui sont à Kigali prétendent que ces crimes ont été commis par l'armée nationale, que les *Inyenzi* sont incapables de telles atrocités. Ils font semblant d'ignorer qu'il y a des rescapés et que ceux-ci n'oublieront jamais des scènes d'horreur auxquelles ils ont assisté...

Nous avons tous en mémoire l'histoire de leur arrivée au Rwanda derrière leurs troupeaux de vaches à la recherche des pâturages. Ils venaient du nord de l'Afrique, au Rwanda, ils trouvèrent ce qu'il fallait à leurs troupeaux, s'assirent et s'approchèrent des roitelets hutu qui s'appelaient *abahinza* et en utilisant leur malice habituelle qui consiste à offrir des vaches et leurs filles, ils renversèrent les Hutu, s'emparèrent du pouvoir et le conservèrent jusqu'à la révolution de 1959. Vous connaissez l'astuce qu'ils utilisèrent lorsqu'ils arrivèrent au Rwanda, ils prétendaient qu'ils étaient descendus se du ciel (*ibimanuka*), à la naissance d'un enfant male, ils prétendaient qu'il était avec les semences et cela dans le but d'endormir les Hutu et de le faire monter sur le trône...

... Depuis sa prise du pouvoir, Habyarimana les a tellement favorisés qu'ils ont pensé que plus rien ne s'opposait à leur reprise du pouvoir et du droit de vie et de mort

19343 bis

sur les populations comme par le passé. Ce projet a été heureusement déjoué par notre armée. Personne ne peut oublier comment les Tutsi ont falsifié leur identité de manière à prendre les postes réservés aux Hutu dans le cadre de l'équilibre ethnique au niveau de l'exécutif, au parlement, au niveau du pouvoir judiciaire, des ambassades et des grands fonctionnaires de l'Etat, etc. ... Entre-temps, les femmes tutsi se sont mariées aux Hutu tout en faisant attention pour ne pas avoir des enfants avec eux, par ailleurs, les enfants issus de ce genre d'union sont les plus engagés dans ce combat pour restaurer le pouvoir des Tutsi. C'est à cause de cette infiltration des Tutsi dans la société que le pays n'a plus eu de secret et qu'ils l'ont envahi sans inquiétude. ... »

Cette presse met notamment en garde contre les femmes tutsi (*ibizungerezi*) que des Hutu ont épousées, mais qui restent au service de leurs frères de race. Par elles, les Tutsi auraient infiltré et manipulé toutes les sphères de la République en dépit de la révolution de 1959. Appelées du nom caricature, *ibizungerezi* ("celles qui donnent le tournis"), les femmes sont constamment accusées de trahison au profit de leurs frères de race, par exemple dans *Kangura* dès novembre 1991 (n° 6, p. 6-8) :

"Les Tutsi ont vendu leurs femmes et leurs filles aux hauts responsables Hutu. Un plan de marier les femmes tutsi aux intellectuels Hutu potentiellement responsables de la gestion du pays a été mis en oeuvre, ce qui a permis de placer dès à l'avance des espions incontournables dans les milieux hutu les plus influents... »

Ce langage de haine prépare les esprits aux cruautés et aux viols qui ont spécialement frappé les femmes tutsi durant le génocide.

La logique de « l'autodéfense » populaire

Les menaces à peine voilées que contiennent ces exhortations à faire tomber "les tabous" ("l'unité des ethnies") et à identifier l'ennemi ("les *inkotanyi* et leurs complices") se transforment peu à peu en de véritables appel à la mobilisation des Hutu contre les Tutsi.

Donc, comme pour pallier l'incapacité ou l'inertie des hommes politiques qu'elle juge corrompus, cette presse va, pendant quatre ans, s'employer à réveiller, à mobiliser (*kangura*), à défendre (*kurengeza*) le peuple majoritaire (*rubanda nyamwinshi*), endormi comme s'il était sous "le coup d'un poison mortel" (*Kangura* n° 12, mars 1991, p. 2-3). Le thème de la mobilisation est simple : les Hutu sont menacés, trahis et il est nécessaire qu'ils s'unissent et qu'ils aient bien conscience de la malignité congénitale des Tutsi. *Kangura* leur

19342 bis

propose inlassablement une sorte de nouvelle alliance qui guidera désormais les rapports internes au groupe et les relations avec le groupe tutsi.

- Un programme d'apartheid :

C'est dans cet esprit qu'est diffusé en décembre 1990 par *Kangura* une sorte de "bréviaire de la haine" (n° 6, p. 6-8), un "appel à la conscience des Bahutu », une sorte de code de conduite, qui se présente volontairement sous une forme quasi biblique, évoquant les tables de la loi confiées par Dieu à Moïse. Le texte dit tout et nous le reprenons intégralement. Dans ses articles ultérieurs, la presse extrémiste dont le phare est *Kangura* ne fait que développer les mêmes arguments :

"Voici les 10 commandements

1. Tout Muhutu doit savoir que Umututsikazi où qu'elle soit travaille à la solde de son ethnie tutsi. Par conséquent, est traître tout Muhutu : - qui épouse une mututsikazi ; - qui fait d'une Umututsikazi sa concubine ; - qui fait d'une Umututsikazi sa secrétaire ou sa protégée.

2. Tout Muhutu doit savoir que nos filles Bahutukazi sont plus dignes et plus conscientes dans leur rôle de femme, d'épouse et de mère de famille. Ne sont-elles pas jolies, bonnes secrétaires et plus honnêtes!

3. Bahutukazi, soyez vigilantes et ramenez vos maris, vos frères et vos fils à la raison.

4. Tout Muhutu doit savoir que tout Mututsi est malhonnête dans les affaires. Il ne vise que la suprématie de son ethnie. Par conséquent, est traître tout Muhutu : - qui fait alliance avec les Batutsi dans ses affaires ; - qui investit son argent ou l'argent de l'Etat dans une entreprise d'un Mututsi ; - qui accorde aux Batutsi des faveurs dans les affaires (l'octroi des licences d'importation, des prêts bancaires, des parcelles de construction, des marchés publics...)

5. Les postes stratégiques tant politiques, administratifs, économiques, militaires et de sécurité doivent être confiés aux Bahutu.

6. Le secteur de l'enseignement (élèves, étudiants, enseignants) doit être majoritairement Hutu.

7. Les Forces Armées Rwandaises doivent être exclusivement Hutu. L'expérience de la guerre d'octobre 1990 nous l'enseigne. Aucun militaire ne doit épouser une Mututsikazi.

8. Les Bahutu doivent cesser d'avoir pitié des Batutsi.

9.-Les Bahutu, où qu'ils soient, doivent être unis, solidaires et préoccupés du sort de leurs frères Bahutu. - Les Bahutu de l'intérieur et de l'extérieur du Rwanda doivent rechercher constamment des amis et des alliés pour la Cause Hutu, à commencer par

19341bis

leurs frères bantous. - Ils doivent constamment contrecarrer la propagande tutsi. - Les Bahutu doivent être fermes et vigilants contre leur ennemi commun tutsi.

10. La Révolution Sociale de 1959, le Référendum de 1961, et l'idéologie Hutu, doivent être enseignés à tout Muhutu et à tous les niveaux.

Tout Muhutu doit diffuser largement la présente idéologie. Est traître tout Muhutu qui persécutera son frère Muhutu pour avoir lu, diffusé et enseigné cette idéologie."

Le texte ne laisse aucun doute sur un projet de société fondé sur une exclusion des Tutsi.

- Appels répétés à une la mobilisation de tous les Hutu contre « l'ennemi » :

En mai 1991 cependant, le Rwanda se prépare à la promulgation de la constitution multipartiste. Pressé entre la guerre et les demandes de liberté de plus en plus insistantes, Habyarimana a accepté l'ouverture démocratique mais il redoute d'en faire les frais. Aux reproches de plus en plus exprimés contre la gestion dictatoriale du régime se mêlaient des critiques contre l'accaparement de l'Etat par la région natale du président Habyarimana. Le combat politique des mouvements extrémistes va dès lors consister à agiter la haine antitutsi, comme un levier utile pour mobiliser tous les Hutu au service du groupe dirigeant. La république est en péril, il faut remettre à plus tard les débats de fond sur la manière dont elle est gérée, voilà leur idée (*Kangura*, n° 16, mai 1991, p. 6) :

"Les Tutsi nous ont trouvés au Rwanda, ils nous ont opprimés et nous l'avons supporté. Mais maintenant que nous étions sortis du servage et qu'ils veulent réinstaurer la chicotte matinale, je pense qu'aucun Hutu ne pourra le supporter. La guerre-que mène Gahutu est juste, c'est un combat pour la république. Que tous les Hutu le sachent, lorsque les féodaux arriveront au Rwanda, ils ne feront pas de distinction entre hutu du nord et ceux du sud, qu'ils sachent que ce sera la fin à eux tous."

Kangura s'adresse aux Hutu du centre et du sud, mécontents de la dictature de Habyarimana et des privilèges des ressortissants du nord (et plus particulièrement de la maisonnée -*Akazu*- du président) : il fallait les convaincre que les places qui leur revenaient de droit avaient été sournoisement accaparées par les Tutsi. Pour résister à cette infiltration néfaste, *Kangura* appelle les Hutu et en particulier les femmes à se mobiliser derrière l'armée comme le font les Tutsi avec le FPR (*Kangura*, n° 19, juillet 1991, éditorial) :

"Vous savez tous qu'à l'exception de quelques Hutu, Kanyarengwe et Bizimungu, les réfugiés qui se sont transformés en *inyenzi-inkotanyi* sont d'origine tutsi... Dans cette guerre, les Hutu ne sont pas aussi engagés et déterminés que les Tutsi le sont. Les

19340 bis

Tutsi cherchent toujours à reconquérir un pouvoir que Gahutu leur a enlevé. Vous pouvez vérifier, 85% des Tutsi qui sont à l'intérieur du pays ont des liens plus ou moins proches avec les réfugiés qui en nous attaquant sont devenus des *inyenzi-nyotanyi*. (...). Comment expliquer que tout ce qui se passe dans le pays parvienne à l'étranger à tous les réfugiés partout où ils se trouvent ? Les complices ne désarment pas, ils travaillent jour et nuit. Les Tutsi qui habitent à l'intérieur du pays n'arrêtent pas d'aider leurs frères alors que les Hutu sont tranquilles. Savez-vous que jusqu'à présent nos soldats (qui sont vos enfants, vos frères), sont toujours confrontés à l'ennemi dans le nord du pays. Savez-vous qu'ils viennent de tous les coins du Rwanda ? Quelle est l'information que vous leur donnez (...)"?

En juillet 1992, alors que les négociations d'Arusha progressent, *Kangura* relance ses appels à la mobilisation pour un conflit ethnique. Il invite les femmes et les hommes hutu, intellectuels et fonctionnaires, à contrer la menace de domination et d'extermination que les Tutsi font peser sur eux (*Kangura*, n° 38, août 1992, p. 15) :

"Femme hutu, homme hutu, où que tu sois, mais nous parlons spécialement de toi qui est instruit, toi qui a fait des études, toi qui exerce une parcelle du pouvoir, toi qui est dans le gouvernement, ne vois-tu pas que le règne du Tutsi t'assaille ? Allons-nous continuer à nous taire devant les faits de détournement d'argent par les Tutsi ? Ils vont l'utiliser à l'achat d'armes destinées à nous exterminer, et nous allons toujours trouver que leurs attaques sur nous sont justifiées ? Nous allons continuer à permettre qu'ils s'arrogent 50% des postes (...) alors qu'ils ne dépassent pas 10% ? ...

Et alors toi homme hutu, femme hutu, nous nous adressons cette fois-ci à toi qui est debout sur du vent en qualité de fonctionnaire de l'Etat, avant-hier le soi-disant gouvernement de Nsengiyaremye a conclu avec les fameux *inyenzi-tutsi* un accord qui leur permet d'entrer au gouvernement, l'accord sera finalisé dans les débuts du mois d'août, si cela se concrétise, il y aura selon toi combien de Tutsi dans la fonction publique ? Ils seront 100% parce qu'ils t'auront éliminé. Rappelle-toi ensuite qu'ils n'ont pitié de personne : ils ne te prendront pas seulement ta place ! Ils vont aussi t'étouffer, toi et tes enfants ! Tu crois peut-être que ce jour où ils nous remettront les chaînes, ils vont commencer par le petit peuple ? Absolument pas, c'est par toi qu'ils commenceront. Et pourtant, si tu réfléchis bien, tu pourrais protéger le peuple majoritaire tout en te protégeant toi-même. Ce qui étonne, c'est voir qu'il y a des Hutu qui aident les Tutsi à combattre le parti CDR... »

En août 1993 les accords de paix qui viennent d'être signés à Arusha consacrent la règle de l'unité nationale et interdisent toute campagne divisionniste. Prenant ouvertement le contre-pied, les tenants de l'ethnisme entonnent leur air habituel (*Kangura*, n° 51, octobre 1993, p. 5, sous la signature de Bonaparte Ndekezi) :

"Tout Hutu clairvoyant sait que son véritable ennemi est ce *gashakabuhake* [terme traduit souvent par impérialiste ou féodal] qui veut le ramener au régime de la chicotte et des travaux forcés. Comment pourra-t-on faire encore confiance à un

19339 bis

Tutsi... Peux-tu vraiment te réconcilier avec quelqu'un qui a tué ton frère? Avec quoi pourras-tu soigner les cours sans cesse meurtris par les *inyenzi-nkotanyi* des Tutsi ? "

En violation des accords d'Arusha qui avaient proclamé la fin des hostilités et en contradiction avec l'engagement des signataires à entreprendre la démobilisation de ses forces combattantes, *Kangura* appelle en décembre 1993 (n° 52) les officiers à rester sur le pied de guerre. Cette fois c'est l'armée qui est invitée à se joindre au combat d'autodéfense du peuple lui-même :

"Officiers, c'est avec une grande tristesse que nous voulons porter à votre connaissance les atrocités que les chefs militaires du FPR préparent dans le cadre de leur projet d'extermination des innocents. Officiers de l'armée rwandaise...je voudrais encore apporter ma contribution en vous demandant de ne pas écouter ce gouvernement mais de porter secours à ces populations parmi lesquelles se trouvent aussi vos parents et frères...

..Vous vous rappelez de ce que nous avons déclaré au sujet des militaires belges qui sont venus au Rwanda dans le cadre de la MINUAR. Nous avons dit que nous n'en voulions pas, vous le savez. Nous les avons ratés mais eux ne nous rateront pas. Ceux qui font confiance à l'ONU, regardez ces agressions dans lesquelles périssent beaucoup d'innocents alors que l'ONU est là. Le pire, c'est que certains Hutu ont décidé d'aider les *inyenzi* en leur offrant des caches d'armes ou autres services. C'est ce qui se passe en ce moment avec deux commerçants de Gisenyi. Ces commerçants sont les premiers à claironner qu'ils sont Hutu mais nous savons par nos enquêtes qu'ils les [*inyenzi*] aideront à nous exterminer [*kudutsemba*]"

Cette mobilisation contre ceux qui leur "ont volé le pays" monte en intensité durant les premiers mois de 1994, (*Kangura*, n° 55, janvier 1994, éditorial) :

"Tous les Hutu du Rwanda, quels que soient les partis auxquels ils appartiennent, doivent cesser de jouer avec le feu ! Et regarder du bout de leur nez. Etre nombreux, cela ne suffit pas. Ils doivent s'unir pour contrecarrer les projets de leur ennemi..."

Dans le même numéro (p. 13), la guerre est annoncée comme imminente et en des termes prémonitoires de la nature de cette « guerre » :

"Ceux qui croyaient que la guerre est finie grâce aux accords d'Arusha devraient déchanter. La guerre amorce un tournant difficile. ... des signes existent et ils sont visibles.

Dans son récent communiqué à la RTLM, le parti MRND a affirmé que les *Inkotanyi* qui sont dans les locaux du CND ne sont pas les seuls soldats du FPR présents à Kigali. Il y en aurait encore près de 3000 qui se cachent dans Kigali. Ils attendent que ceux qui sont dans le CND donnent un signal pour déclencher la guerre. Tu peux ajouter à tout cela la jeunesse du PSD, *Abakombozi*, et d'autres Tutsi qui continuent de s'entraîner à Mulindi.

19338 bis

La preuve que la guerre est imminente à Kigali est que les *Inkotanyi* ont commencé à faire des actes de provocation. Ils ont commencé à lancer de petites fausses attaques dans les quartiers proches du CND. Deux attaques menées dans le quartier de Remera ont fait deux morts et plusieurs blessés. Les *Inkotanyi* attaquent et massacrent des innocents, puis rentrent à la base que leur ont accordée les accords de "paix" d'Arusha. Le plus inquiétant est que ces provocations et ces crimes sont commis au vue des troupes de la MINUAR. On nous dit que le CND où logent les soldats du FPR est encerclé par les soldats de la MINUAR. Où sont les soldats de la MINUAR lorsque les *Inkotanyi* sortent et vont massacrer les gens ? En fait, personne ne devrait s'en étonner. Le peu de temps que les soldats de la MINUAR ont passé à Kigali n'a-t-il pas suffi pour montrer qu'ils avaient un parti pris ! ...

C'est là que l'on s'aperçoit que la situation est difficile. Aux termes des accords d'Arusha, les soldats de la MINUAR sont chargés d'assurer la sécurité des Rwandais et de les aider à mettre en oeuvre les Accords de paix signés le 4 août 1993 à Arusha. Maintenant, ces soldats se comportent comme s'ils avaient été envoyés pour aider le FPR à prendre le pouvoir par la force. La situation demande quelques explications. Si les *Inkotanyi* se sont décidés à nous massacrer, il faudra qu'on se massacre mutuellement. Et que l'abcès creuve ! Les temps que nous vivons demandent que l'on soit vigilant parce qu'ils sont difficiles. Dire qu'ils y a des forces de l'ONU n'empêcherait pas les *Inkotanyi* de provoquer la guerre(...). Ces choses sont possibles au Rwanda aussi. Lorsque les *inkotanyi* auront encerclé la capitale de Kigali, ils appelleront ceux de Mulindi et leurs complices de l'intérieur du pays, et le reste suivra. Il sera évidemment nécessaire que le peuple majoritaire et son armée se défendent. Ce jour là du sang sera versé. Ce jour là, il y aura beaucoup de sang versé....."

Cette guerre présentée comme inévitable est donc justifiée au titre d'une autodéfense, ce qui nécessite le développement de toute une propagande justifiant cette position. Celle-ci s'avère avoir été souvent une « propagande en miroir », consistant à reprocher à l'adversaire ce que l'on prépare soi-même, comme on va le voir.

- Arguments géopolitiques : le fantasme d'un « empire hima :

Au fait de tous les « complots » comme si sa rédaction assistait aux réunions de tous les conjurés, le journal *Kangura* avait annoncé dès le mois de novembre 1990 que la guerre déclenchée par le FPR était l'exécution d'un vieux « plan de la recolonisation tutsi au Kivu et région centrale de l'Afrique » (*Kangura*, n° 4, p. 2), prétendument trouvé à Nyamitaba, au Nord-Kivu, en date du 6 août 1962. L'auteur et les conditions de « découverte » de ce document sont inconnus, mais ceux qui l'ont utilisé depuis les années 1960 ne s'embarrassent pas de ces questions, ils croient sans doute que les nombreux clichés anti-tutsi qu'il contient suffisent pour qu'il n'y ait pas de doute quant à ses auteurs et à sa provenance. On y retrouve en effet le Tutsi rusé, pervers, utilisant les charmes de ses filles pour concrétiser les ambitions d'un peuple

19337 bis

convaincu d'avoir été créé pour commander. Ce fameux "plan", équivalent africain des Protocoles des Sages de Sion, avait été intégré dans l'idéologie officielle du régime Habyarimana. Par exemple en février 1991, un dépliant de 14 pages intitulé "Toute la vérité sur la guerre d'octobre 1990 au Rwanda" rédigé avec la collaboration du professeur Léon Mugesera (le leader MRND qui s'illustrera en novembre 1992 par un discours meurtrier contre les Tutsi) cite comme "enjeux réels" de l'action du FPR :

"Restaurer la dictature des extrémistes de la minorité tutsi assise sur un génocide, l'extermination de la majorité hutu. Instituer dans la zone bantoue de la région des grands lacs (Rwanda, Burundi, Zaïre, Tanzanie, Uganda) un vaste royaume Hima-Tutsi, ethnie qui se considère supérieure, à l'instar de la race aryenne et qui a pour symbole la croix gammée de Hitler."

En décembre 1991, un mouvement extrémiste burundais, le Parti pour la Libération du peuple hutu (Palipehutu), vient de lancer une guérilla urbaine à Bujumbura au Burundi. Dans ses colonnes *Kangura*, annonce ce même mois (n° 27, p. 16-17) que les Bantous de toute l'Afrique centrale se sont levés pour combattre ce fameux projet de « grand empire hamite » :

"L'ethnie tutsi mène partout dans le monde une politique calquée sur le mythe aryen delà [sic] des ambitions d'installer en Afrique Centrale un empire, un grand emire hamite ne sont plus à démontrer...En Ouganda comme au Zaïre, les Tutsi cherchent à se grouper comme des minorités agissantes avec un grand défaut de refuser le partage ou de vivre en symbiose ou en parfaite harmonie avec les autres couches de la population."

Dans le même numéro (p. 15) Papias Rubera revient à la charge et fait état de l'engagement des Bantous à lutter contre la menace d'un empire hima féodal:

"Tout Rwandais qui voit clair sait aujourd'hui qu'au mois d'octobre de l'an dernier nous étions confrontés à une guerre des Tutsi qui voulaient s'emparer du pouvoir au Rwanda, pays d'Afrique centrale que, comme chacun sait, les Tutsi visent à conquérir. Pour prendre le pouvoir, les Tutsi du Rwanda ont fait appel aux Tutsi de toute l'Afrique centrale. Au début de la guerre, certains Hutu étaient dans le brouillard. Aujourd'hui, il y a des Hutu qui n'ont pas encore pu se dégager des cuisses des femmes tutsi. »

En 1992, pour entretenir un climat de tension à l'échelle régionale la rédaction du journal *Kangura* lance une version internationale sous le titre de *Kangura Magazine*, qui, dès son n° 5 de janvier-février (p. 13-14), va essayer de donner à ses lecteurs de l'Afrique centrale la mesure du danger qui les menace :

19336 bis

"D'autre part il va se développer un sentiment de solidarité entre les Tutsi déçus du Rwanda et ceux du Burundi qui sentent que la fin de leur hégémonie est proche. Objectif ? Traquer tout ce qui est hutu. Cette solidarité porte ses premiers fruits entre 62-67, période au cours de laquelle le Rwanda endure de nombreuses agressions des réfugiés rwandais tutsi en provenance du Burundi, mais aussi de l'Uganda. Depuis la naissance de ce sentiment de solidarité, il s'est développé chez les Tutsi un grand rêve, trop beau pour être vrai. Il consistait en "la constitution d'un royaume Hima-tutsi de l'Afrique centrale"...Les agressions qu'a subies le Rwanda (1962-1967) et qu'il subit actuellement depuis le 1er octobre 1990, les différents massacres qui ont frappé les Hutu au Burundi trouvent leur explication et justification dans ce fameux rêve.

... Qu'on ne s'y trompe pas ! Le rêve ou mieux encore le plan d'un vaste royaume hima-tutsi d'Afrique centrale est un plan et encore ses chances mais surtout ses atouts de se réaliser. L'Uganda de Museveni le Hima est déjà acquis à la cause des tutsi. Le Burundi de Buyoya le Hima s'est déjà rangé aux volontés de ses frères tutsi dans une discrétion peu discrète.... Que les peuples bantous en général et hutu en particulier prennent conscience de l'imminence de leur humiliation, une fois de plus et peut-être pour de bon! par les Hima-tutsi et fassent tout ce qui est en leur pouvoir et savoir pour garder la tête bien haute."

Plus précis, Ndekezi Bonaparte donne les limites de l'espace sur lequel les Tutsi projettent d'étendre l'empire hima et appelle tous les Bantous à s'unir pour résister (même numéro de janvier-février 1992, p. 18) :

"Il existe effectivement un plan diabolique mis au point par l'ethnie tutsi et ses apparentés et visant l'extermination systématique des populations bantoues ainsi que l'extension de l'empire nilotique de l'Ethiopie du Nord-ouest et de Douala aux affluents du Nil et à l'embouchure de Djouba, du Gabon au Lesotho en passant par les vastes cuvettes du Kongo, les fossés tectoniques de la Tanzanie, les hauts massifs du Kenya, le littoral du cap et la chaîne de Drakensberg. Cette croisade a déjà fait du chemin dans le Kivu, en Uganda du Hima Museveni et surtout du Burundi (...). Qu'attendent dès lors ces peuples bantous pour se prémunir contre ce génocide savamment et minutieusement orchestré par les chamitiques avides de sang et de conquêtes barbares et dont les leaders disputent la médaille d'or en cruauté avec l'empereur Néron de Rome (...)"

- Xénophobie antibelge :

Dan sa paranoïa contre les étrangers infiltrés par les Tutsi, Kangura met les Belges au premier rang. Cet organe souligne en janvier 1994 (n° 55, p. 8-9) que l'amitié entre les Belges et les Tutsi est très ancienne. Il qualifie les premiers de « beaux frères » ou les « gendres » des *Inyenzi*, faisant peser sur les femmes tutsi la responsabilité de cette alliance :

"L'amitié entre les belges et les tutsi est très ancienne. Beaucoup parmi eux ont épousé les femmes tutsi de sorte que leur attitude partisane ne devrait étonner personne. ... Personne ne le conteste. Mais quoi qu'il en soit, le fait de porter des casques bleus ne

19335 bis

les emêche pas d'être belges. le fait d'être dans la MINUAR ne leur a pas enlevé de la tête les idées belges et leur parti pris en faveur de leurs beaux-pères."

Les Casques bleus belges, perçus comme des « *inyenzi blancs* » se seraient livrés à des actes de vandalisme au domicile de Barayagwiza, leader de la CDR. Cette provocation supposée déclenche une réplique hargneuse de Hassan Ngeze (*Kangura*, n° 55, janvier 1994, p. 8) sous le titre « les *inyenzi belges* ont failli assassiner Jean-Bosco Barayagwiza », justifiant d'avance le meurtre des dix Casques bleus belges le 7 avril suivant :

"Que cherchaient ces Blancs au point de se faire passer pour des *inkotanyi* et d'utiliser les pierres pour casser les portes au lieu d'utiliser des armes qui les auraient dénoncés? Ces militaires belges appartiennent à la MINUAR. Ce qu'ils cherchaient, ils étaient en mission pour le compte de leurs beaux-frères. En cassant les portes, ils espéraient que Barayigwiza allait sortir et qu'ils pourraient alors tirer sur lui. Ainsi leur plan se serait accompli. C'est extraordinaire! Le peuple somalien a probablement raison. Mais si les Belges continuent à se comporter de façon partisane, qui peut jurer que nous ne nous mettrons pas en colère plus que les somaliens... Tant qu'il ne mourra pas un Blanc dans ce pays, on continuera de penser que nous, les fils de Sebahinzi, sommes aveugles !"

On peut noter que le 17 avril 1994, sur *Radio Rwanda*, le communiqué de la CDR justifiera précisément ce massacre par l'attitude jugée déplorable de ces militaires qui auraient « dégoûté les Rwandais ».

- L'attribution aux Tutsi d'un programme de génocide :

Cette imputation est typique de la « propagande en miroir ». La victimisation du « peuple majoritaire » est un des ressorts de la propagande sur laquelle se fondera le *Hutu power*. Elle commence très tôt, par exemple en juillet 1991 dans *Kangura* (n° 18, p. 13-14) :

"Les fondateurs ou rénovateurs des partis doivent savoir que le peuple majoritaire n'a qu'un seul ennemi très méchant qui est le FPR. Cet ennemi projette d'exterminer [*gutikiza*] le peuple majoritaire..."

... Les *inkotanyi* et leurs complices n'ont pas de place au Rwanda. En effet, un vrai homme ne vit pas avec ceux qui ont tué les siens. Ces ennemis mortels ont tué nos militaires, nos parents, nos enfants et nos amis. Aujourd'hui, ils projettent de nous exterminer tous. Qui peut accepter de vivre avec eux ?"

Donc au moment où certains éléments du régime mettent en place la machine du génocide des Tutsi et où ces derniers sont massacrés au Bugesera, c'est une extermination des Hutu qui est prophétisée sans cesse dans *Kangura*. Par exemple en février 1992 (numéro 31) :

19052 bis

cela relèverait d'un miracle comme celui du "fiat lux" (...) de la Genèse."(*Ikindi*, n°32, décembre 93, La réconciliation nationale : nos dirigeants se trompent de stratégie », par Thaddée Nsengiyumva, pp 9/10).

Comme nous le verrons dans un autre chapitre, cette argumentation fut reprise dans les débats des mois de février et mars 94, sur la constitution du gouvernement de transition à base élargie. Pendant que le président de la République demandait une amnistie pour son entourage et ses amis politiques les plus proches, la RTLM faisait la campagne contre l'attribution du ministère de la Justice à la fraction du part Libéral dirigée par Landuald Ndasingwa en évoquant les risques d'arrestation et d'emprisonnement pour les leaders du MRND, les Interahamwe et les militants du parti CDR ainsi que celui d'offrir une occasion favorable à M.Valens Kajeguhaka, de réclamer et d'obtenir la restitution de ses biens (Kantano, *RTLM*, nd, mars 94). Pour les médias extrémistes, l'accord d'Arusha était irrémédiablement mauvais. Ils accusaient ceux qui l'ont négocié d'avoir manqué d'intelligence. L'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Nsengiyaremye, Boniface Ngulinzira, fut surnommé Ngulishigihugu (je vends le pays), par les intellectuels de Ruhengeri (Kantano, *RTLM*, nd, mars 94). Ils militaient ouvertement pour une guerre ethnique, comme solution à la crise :

« Les Rwandais vont-ils vraiment accepter d'être gouverné dans le banditisme? Depuis quelques jours nous sommes surpris de voir que des gens qui prétendaient se battre pour la démocratie approuvent la manière dont le gouvernement de transition à base élargie va être mis en place. La démocratie commence dans la famille, avant même de parler des partis politiques. La démocratie repose sur la loi de la majorité. Or, jusqu'à ce jour, la majorité des "Impirimanyi" ont refusé Twagiramungu, mais il y a des gens qui veulent le leur imposer de force. Pour effacer sa honte, il a réuni les "Impirimanyi" et il s'est lancé en guerre contre le Parmehutu. Aujourd'hui, cette guerre a contaminé tous les partis y compris le FPR où se trouvent des Parmehutu comme Kanyarengwe. Les choses évoluent semble-t-il trop mal. En manipulant le mot Parmehutu, Twagiramungu va permettre à Habyarimana de lancer la guerre ethnique qu'il voulait depuis longtemps mais que le MDR avait jusqu'ici réussi à empêcher. La situation du Parmehutu aujourd'hui est comparable à celle de l'époque où on arrêtait les complices et où toute personne ayant quelque chose contre toi te désignait comme un complice. Les Tutsi qui ne comprennent rien au jeu de Habyara pensent s'y appuyer pour décourager les partisans du Parmehutu. Si vous croyez que je mens écoutez les paroles de certains d'entre eux dans les cabarets..."(*Umurangi*, n°28, 25 août 93, Editorial).

On retrouve le même appel à la guerre ethnique dans une émission proposée par Kantano à l'antenne de la RTLM en mars 94 :

« Je demande au technicien de remettre cette chanson des Hutu, que les Hutu puissent entendre les déclarations faites par le FPR lui-même, ce ne son t pas des choses que j'invente. Chacun doit essayer de faire une analyse pour comprennent où il veut en venir et savoir ceux pour lesquels il travaille. C'est le droit de chaque

19053 64

Le journal de Hassan Ngeze appelle les Hutu à descendre dans la rue pour s'opposer à l'application des accords :

« Ici et là au Rwanda on parle des Accords d'Arusha. Les partis qui se sont partagés le pouvoir en s'appuyant sur ces accords sont le MRND, le MDR, le PSD, le PL, le PDC et le FPR. En vérité, ces partis ont quasi volé le pouvoir..... Parmi les partis non intégrés au gouvernement, le parti CDR est le plus fort. Il représente en effet 85% de toute la population du Rwanda. C'est pour cette raison que toute la Communauté internationale a les yeux fixés sur ce parti, car il est seul à disposer des moyens permettant de s'exprimer sur les décisions du gouvernement. C'est dire que la CDR a la mission de faire tout ce qui est en son pouvoir pour amener les partis qui aident les Inyenzi qu'ils en payeront le prix. .. En collaboration avec le Hutu Power du MDR, la CDR affrontera le gouvernement de Twagiramungu et des Inkotanyi sur le plan idéologique. Il existe plusieurs voies pour le faire. La plus connue est celles des manifestations. Elles seront faites si elles s'avèrent nécessaires pour exposer la trahison de ce gouvernement. Tout se fera cependant dans le respect des règles de la démocratie. A l'exception du FPR qui avait choisi la voie des armes, les autres partis n'ont-ils pas démontré leur opposition à Habyarimana par des manifestations dans la rue ? » (*Kangura* n° 48, août 1993, Editorial, Extrait)

L'argument qu'évoque *Kangura* pour expliquer son hostilité aux accords de paix d'Arusha est qu'ils remettent en cause les acquis de la révolution de 1959 qui avait donné le pouvoir au peuple majoritaire :

« Que sont ces accords qui marginalisent les partis du peuple majoritaire dont le parti CDR qui représente plus de 85% de la population rwandaise ? Qui pourra les faire respecter ? Je comprend ceux qui les qualifient « d'accords de Ngulinzira » ! Ils ne sont en effet que le fait du gouvernement Nsengiyaremye et des Inkotanyi. Qu'ils arrêtent alors d'imposer aux rwandais des accords qu'ils n'ont pas contribué à négocier » (*Kangura*, n° 48, août 1993).

D'autres arguments seront cependant aussi mis en avant. Parmi eux, le risque de poursuites judiciaires contre des auteurs des massacres perpétrés depuis 1990 :

« EMBRASSEZ-VOUS

Au cours de cette guerre un Mugogwe a perdu tous les membres de sa famille. Il connaît bien les assassins qui, de temps en temps, se félicitent de leurs forfaits et de leur liberté jamais entravée. Un paysan a perdu deux fils sur le champ de bataille. Il sait qu'ils ont été fauchés par le canon du FPR qui s'apprête à rentrer et vivre avec lui. Un ancien fonctionnaire a perdu son boulot après avoir par miracle échappé à la mort au "1930". Il n'a pas perdu de vue celui qui l'a pointé du doigt comme un complice du FPR.

A ce Mugogwe à ce paysan à cet ancien fonctionnaire et à bien d'autres Rwandais aux coeurs meurtris, vous dites dans un meeting ou dans un message radiodiffusé : "oubliez le passé. Pardonnez-vous. Embrassez-vous. Tous les fils et filles du Rwanda sont un." Bien d'auditeurs seront soit énervés, soit obligés de répéter le nouveau slogan mais du bout des lèvres.

Comment oublier si tôt. Même la chasse aux NAZI se poursuit encore près d'un demi siècle après la seconde guerre mondiale. Pardonnez si tôt et si facilement

190546 i

« Ces accords ne sont utiles que pour des partis politiques qui ont obtenu des sièges dans le gouvernement, et donc des occasions de piller le pays, d'utiliser l'argent de l'Etat pour se susciter des adhésions. Les autres intéressés par les accords d'Arusha sont les Tutsi du monde entier parce que c'est pour eux une occasion de ramener les Hutu à l'esclavage et de reprendre le pouvoir par la ruse.

Il est clair que ces accords dits de la paix portent atteinte aux intérêts de certains et que ceux-ci sont la majorité....

Il y aura des manifestations incessantes de la part de ceux qui ne trouvent pas leur compte dans les conclusions d'Arusha pour demander la tenue des élections qui seules peuvent sortir le Rwanda du désordre.

Mais cela ne me regarde pas, moi je suis CDR.

1. Toi Muhutu qui a repris tes biens en 1959 aussitôt après la fuite des Inyenzi du Rwanda, abandonne-les, les Inyenzi sont venus les reprendre conformément aux accords d'Arusha.

Cela ne me regarde pas moi je suis CDR

2. Citoyen Rwandais, prépares-toi au gouvernement de la chicotte et à payer les impôts pour enrichir les Inyenzi comme le prévoient les accords d'Arusha.

Cela ne me regarde pas moi je suis CDR

3. Soldat, bouclier du Rwanda, donne ton fusil et retourne aux cultures des champs dans les marais comme le disent les Accords d'Arusha.

Cela ne me regarde pas moi je suis CDR

4. Commerçant du Rwanda, toi qui en a déjà tant vu, prépares-toi à une augmentation des impôts pour que le gouvernement élargi aux Inyenzi puisse rembourser les dettes qu'ils ont contractées pour acheter les armes avec lesquelles ils ont agressé le peuple majoritaire, conformément aux accords d'Arusha.

Cela ne me regarde pas moi je suis CDR

5. Ministre hutu, quitte la capitale et va travailler à Byumba là où les Inkotanyi peuvent s'emparer de toi, comme le disent les accords d'Arusha.

Cela ne me regarde pas moi je suis CDR

6. Rwandais qui utilise les taxis pour tes déplacements, prépare-toi à remplir les poches des Inyenzi, tu vois que leurs frères n'arrêtent pas de faire monter les prix des déplacements alors qu'ils ne sont pas encore pas là, les voici venir, les 40 francs seront multipliés par 4.

Cela ne me regarde pas, nous utiliserons les nôtres, moi je suis CDR

7. Fonctionnaire de l'Etat, cède ton bureau, laisse la place aux Inyenzi comme les accords d'Arusha le disent

Cela ne me regarde pas moi je suis CDR

8. Hutu, tous, préparez-vous à être soignés par des Inyenzi qui ne font pas attention aux aiguilles pleines de Sida, les Accords d'Arusha leur ont donné pleins pouvoir dans le domaine de la santé.

Cela ne me regarde pas, un CDR

9. Muhutu qui dors encore, même si tu es intelligent, prépare-toi à être disparaître par le soin des Inyenzi comme l'inyenzi Museveni l'a fait en Uganda.

Cela ne me regarde pas, moi je suis CDR

10. Innocents, préparez-vous à être déstabilisé comme le prévoient les accords d'Arusha.

Cela ne nous regarde pas, nous nous sommes des CDR." (*Kangura* n° 47, août 93 "Les accords d'Arusha seront-ils appliqués ? », par Hassan Ngeze, p. 5).

190556v1

compte, le MRND devra refuser de participer à ce gouvernement et à cette Assemblée nationale parce que le contraire serait quasi un suicide.

Dans le combat entre partis, l'objectif principal est de faire avancer ses idées, celles-là mêmes qui doivent donner accès au pouvoir. Si donc le MRND ne peut pas faire passer ses idées, à quoi cela lui sert-il d'aller voter dans un gouvernement tout en sachant que ceux qui l'y représentent sont minoritaires?

Qu'Arusha soit soumis au référendum !

Parce qu'il est clairement apparu que les Accords d'Arusha ont été négociés par un groupuscule qui prétendait représenter le gouvernement, parce que manifestement ses conclusions sont en faveur d'une seule partie, la partie FPR, il est compréhensible que beaucoup n'y trouvent pas satisfaction. Aussi, il faudrait un référendum avant de les mettre en pratique.

Autrement, il n'est pas possible que quelques personnes concoctent des choses à partir seulement de ce qu'ils ont dans leur tête et veuillent les imposer à la grande majorité.

Ne pensez-vous pas que cette paix pour 30% des Banyarwanda serait une duperie?

La conséquence serait que dans le pays on continuerait à se regarder comme des lions.

Et pourtant, si le pouvoir était mieux partagé, nous pourrions nous coucher et dormir tranquillement.

Si donc les points qui ne satisfont pas tout le monde ne sont pas revus, qu'on recoure au référendum, si la majorité y adhère, ce sera la paix.

Si ces accords sont une bonne chose, il n'y a pas de raison à redouter référendum. (*La Médaille*, n°15, juin 93, « Que Habyarimana arrête un peu de se comporter comme un saint et songe à sauver les Rwandais »)

Le journal *Umurangi* dénonce un complot dans lequel les Inyenzi et les auteurs du putsch de 1973 se sont entendus pour confisquer définitivement le pouvoir au Parmehutu :

En vérité, la mauvaise foi exceptée, cette guerre du FPR a une relation avec celle de 1959, la colère des Impirimanyi (le nom des combattants de la première heure) a été suscitée par les actes de provocation de Nkuranga et de ses hommes de l'UNAR qui avaient commencé à assassiner certains d'entre eux, ils se sont alors défendus. On le sait, le premier sang versé en 1959 l'a été par le fait des gens de l'UNAR qui plus tard sont devenus des Inyenzi et ont mené des agressions contre le Rwanda jusqu'en 1968, puis ce sont leurs enfants qui se sont appelés Inkotanyi et qui depuis trois ans se battent paraît-il pour rentrer...”(*Umurangi*, n°27, p2, Habyarimana et Kanyarengwe récidivent, le groupuscule qui a volé le pouvoir en 1973, vient de s'adjoindre un sang nouveau »).

Pour *Kangura*, l'accord de paix n'est pas la paix. Il affirme que les suspicions demeurent entre les Hutu et les Tutsi. Comme en décembre 90, le journal de Hassan Ngeze décrète dix commandements qui doivent guider la conduite des Hutu selon l'esprit de la CDR dans le contexte créé par l'accord de paix d'Arusha. Il prêche la résistance et la désobéissance civile :

protocoles signés en 92 et 93, le journal *La Médaille* ironise sur la position du président Habyarimana qui s'apprête à signer un accord qui le dépouille de ses pouvoirs. Sous le prétexte de défendre la démocratie, le journal demande que l'accord soit soumis au référendum :

« On dit que les Accords d'Arusha sont un "coup d'Etat civil" préparé par les partis politiques du Rwanda en collaboration avec le FPR, un coup d'Etat dont l'objectif est d'écartier Habyarimana.

Pour ceux qui voient loin, les choses sont claires. Le problème est que Habyarimana a l'air de vouloir les y aider, étant donné qu'il a accepté de signer toutes les conclusions sans qu'aucune correction puisse être apportée.

Quelle sera la place de Habyarimana dans le gouvernement de transition à base élargie?

Quelle sera l'attitude du parti MRND dans la confrontation qui s'annonce?

Qu'est-ce qui justifie que ses militants soient à ce point condamnés?

Va-t-il signer contre lui-même ?

Pour ceux qui ne savent pas ce qui est arrivé à Musafili, il semble que ses employés ont écrit une lettre qui demandait sa démission et il l'a signée parmi les autres sans s'en apercevoir!

Tu t'aperçois que les Accords d'Arusha ne laissent aucun pouvoir à Habyarimana.

...

Vous savez que si l'on suit les accords d'Arusha, ce gouvernement (le gouvernement de transition), sera constitué du FPR et de ses amis uniquement.

C'est en plus ce gouvernement qui nommera à tous les niveaux de l'administration.

Les Accords stipulent que le Président ne pourra prendre aucune décision sans en référer au gouvernement. Mais quand bien même il le présiderait, comment sa seule voix pourrait contrer quoi que ce soit, fût-elle celle du Président de la République?

Sans devoir nous étendre sur le pouvoir judiciaire, vous voyez vous-même que les Accords d'Arusha sont un vrai coup d'Etat

Le MRND doit renforcer la résistance !

Nous avons dit que Habyarimana se servirait un morceau de viande difficile à avaler en signant tout ce qui a été décidé à Arusha. Il est clair que tout cela retomberait sur les têtes des membres du parti MRND et même sur tous ceux qui nourrissent quelques soupçons à l'égard des Inkotanyi.

Le problème est alors de savoir si le MRND doit entrer dans ce Gouvernement et dans cette Assemblée législative.

Nous pensons qu'entrer dans ce gouvernement lui fera plus de mal que de bien.

Nous pensons que tout est pareil.

Il est évident que partout les décisions seraient soumises au vote. Or, conformément aux accords d'Arusha, le groupe FPR serait dans tous les cas gagnant. De deux maux, choisir le moindre. Plutôt que de participer au vote des décisions destinées à le décapiter, le MRND devrait s'abstenir et laisser faire en son absence.

On ne peut prononcer contre soi-même le jugement de Pilate (la peine de mort).

Bien plus, si le MRND participe à ce gouvernement, il n'aura pas les moyens de le combattre, justement parce qu'il en serait partie prenante. Donc, en fin de

1. La remise en cause des accords de paix :

19056 bi

Pour *Kangura*, l'accord de paix n'a rien arrangé et la guerre est proche :

« Ceux qui croyaient que la guerre est finie grâce aux accords d'Arusha devraient déchanter. La guerre amorce un tournant difficile. Elle revêt aujourd'hui deux aspects. Il y a d'abord l'aspect militaire, et de ce point de vue, elle s'était quelque peu apaisée. Il y a ensuite le combat politique. C'est celui-ci qui provoque le combat militaire. Dans l'édition n° 54, nous avons mis en garde les Rwandais et particulièrement le peuple majoritaire qui est encore endormi, contre une guerre imminente à Kigali. Ceux qui ne voient pas loin ont pris notre information pour un faux bruit. Et pourtant des signes existent et ils sont visibles.

« Dans son récent communiqué à la RTLM, le parti MRND a affirmé que les Inkotanyi qui sont dans les locaux du CND ne sont pas les seuls soldats du FPR présents à Kigali. Il y en aurait encore près de 3000 qui se cachent dans Kigali. Ils attendent que ceux qui sont dans le CND donnent un signal pour déclencher la guerre. Tu peux ajouter à tout cela la jeunesse du PSD, Abakombozi, et d'autres Tutsi qui continuent de s'entraîner à Mulindi. La preuve que la guerre est imminente à Kigali est que les Inkotanyi ont commencé à faire des actes de provocation. Ils ont commencé à lancer de petites fausses attaques dans les quartiers proches du CND. Deux attaques menées dans le quartier de Remera ont fait deux morts et plusieurs blessés. Les Inkotanyi attaquent et massacrent des innocents, puis rentrent à la base que leur ont accordée les accords de "paix" d'Arusha. Le plus inquiétant est que ces provocations et ces crimes sont commis au vue des troupes de la MINUAR. (*Kangura*, n° 55, janvier II, 1994, "Qui survivra à la guerre du mois de mars ? »).

En réponse à ceux qui se laissent rassurer par la présence des forces de la MINUAR, *Kangura* rappelle que les forces de l'OUA dépêchées à N'Djaména n'ont pu rien faire pour protéger le Président Goukouni Wedeye contre son opposant Hussen Habré.

« Ces choses sont possibles au Rwanda aussi. Lorsque les Inkotanyi auront encerclé la capitale de Kigali, ils appelleront ceux de Mulindi et leurs complices de l'intérieur du pays, et le reste suivra. Il sera évidemment nécessaire que le peuple majoritaire et son armée se défendent. Parce que, comme on dit, mieux vaut être une tombe que d'être un chien. Ce jour là du sang sera versé. Ce jour là, il y aura beaucoup de sang versé. Roméo Dallaire et sa MINUAR devraient penser à cela aussi. (*Kangura*, n° 55, janvier II, 1994, "Qui survivra à la guerre du mois de mars ? »).

L'accord de paix signé par les politiques le 4 août 93 à Arusha avait besoin d'une opinion favorable pour produire pleinement ses effets sur la société rwandaise. La lecture des articles publiés par *Kangura* et l'audition des émissions de la RTLM entre les mois d'août 93 et avril 94 montrent que ces organes qui se targuaient de toucher la majorité du peuple rwandais et même d'en être le porte-parole autorisé, ont travaillé à susciter la méfiance vis-à-vis de ce processus, à décourager ceux qui auraient pu y adhérer, à entretenir dans les esprits la peur, l'angoisse et la haine qu'elles engendrent. Dénonçant les

15. Propagande entre la conclusion des accords d'Arusha et l'éclatement du génocide

Entre juillet 1993 et avril 1994, soit durant environ six mois avant le déclenchement du génocide des Tutsi, la presse extrémiste et la RTLM fonctionnent simultanément. Cette diversité des canaux n'a cependant pas débouché sur la pluralité de l'information. En janvier 1994, après avoir suivi quelques émissions du dernier né des médias au Rwanda, un journaliste de *Kanguka*, tirait une conclusion qui fait toucher du doigt la déception et l'effroi que la RTLM a inspirés :

« Le Rwanda possède aujourd'hui trois radios : Radio Rwanda, Radio *Muhabura* et la *RTLM*. C'est un bon progrès. Nous souhaitons même que d'autres radios naissent. De cette façon, les Rwandais auront accès à une information variée. Ils pourront juger par eux-mêmes et savoir qui ment. Mais ce qui est manifeste, c'est qu'il vaut mieux en rester à la seule Radio – dite Radio de Habyarimana –, que d'avoir de multiples *RTLM*. La *RTLM* a opté pour la voie du mensonge dans le but de diviser, d'opposer les Hutu aux Tutsi, au Rwanda, au Burundi ou partout ailleurs où ils se trouvent. Pendant que tout le monde essaye de faire comprendre aux Hutu et aux Tutsi qu'ils sont des frères et qu'ils doivent vivre ensemble fraternellement, la *RTLM* s'applique à leur faire comprendre qu'ils n'ont aucun lien, qu'ils sont les ennemis les uns des autres et que la haine doit grandir chaque jour davantage et éternellement. Il y a aussi toutes les inepties que vous n'ignorez avec lesquelles ils ne cessent de casser les oreilles à ceux qui les entendent. La *RTLM* veut parvenir à tout cela en utilisant l'arme du mensonge. Il est triste qu'un journaliste expérimenté mente au peuple afin de provoquer des conflits et cela pour des intérêts personnels. Noël (ndlr : Hitimana), aurait dit à certains que la *RTLM* mettra tout en œuvre pour relancer la guerre car ils y ont un intérêt. Il est triste de voir que des hommes qui ont étudié le métier de journalisme (tous les trois Gahigi, Kantano et Noël comptent parmi les journalistes professionnels !), se retournent et déshonorent le métier, sèment la zizanie sous le prétexte qu'il n'y a plus d'autorité dans ce pays et se mettent à la solde des criminels qui les manipulent par le moyen de l'argent » (*Kanguka*, n°88, 26/01/94).

Nous avons démontré dans le chapitre précédent que les fondateurs de la *RTLM*, dont Ferdinand Nahimana et Jean Bosco Barayagwiza, avaient dès le départ placé ce nouveau média sur l'orbite de la presse extrémiste qui avait fleuri au Rwanda entre 1990 et 1993. Il se mit très vite à tourner à la même cadence. Le résultat fut un renforcement de la propagande pour la haine et la violence entre les ethnies. Leur message s'adresse par définition aux Hutu. Ceux-ci sont appelés à se mobiliser et à s'unir afin de prévenir les risques de génocide et d'asservissement qui sont censés peser sur eux et que la communauté internationale représentée par la MINUAR ne peut leur éviter en raison de ses défaillances et des complicités affichées par certains de ses membres avec les Tutsi du FPR-Inkotanyi.

19058 *ben*

« Ayant dirigé le mémoire de fin d'études d'un certain Rurangirwa Pierre Claver, le doyen de la faculté de Droit, Kalinjabo, a donné beaucoup de points à cet étudiant au seul fait que le mémoire était dédié à Rwigema et à Rwigara qui, comme tout le savait déjà, se préparaient à nous attaquer. Il aura demain un poste politique ou d'enseignant à l'Université ! La jeunesse du Parti Libéral, vivier où recrute le FPR est dominante à tous les niveaux d'enseignement, qui s'en est pris à elle, en lui attribuant une mauvaise note en éducation ? N'est-ce pas parce que les directeurs sont des tutsi et que ce sont eux qui les incitent à faire des manifestations dont les conséquences sont l'insécurité et le renvoi des enseignants hutu ? Ne savons-nous pas ce qui se trame en ce moment à l'Université ! Les hutu vous devriez vous réveiller, songer à la situation de vos frères du Burundi face au pouvoir tutsi. Il y a entre vous et les tutsi un contentieux. Vous vous battez depuis 1959. Vous voyez maintenant qu'ils vous ont encerclés et qu'il n'y a plus d'obstacle à vous exterminer. Faites vite, corrigez les fautes s'il y en a avant qu'il ne soit trop tard. Vous ne pourrez pas dire demain que vous n'avez pas été prévenus. Démontez leurs espérances. Ils ne sont pas plus malins que vous. Bien plus, savoir « copier » est aussi un grand art. (*Kangura* n° 31, février 1992, « Un piège de l'ennemi a été découvert à l'Université de Mburabuturo » (p12/13), par P.D.R. Simbizi)

En mars 1994, les étudiants de la faculté de droits de l'université de Mburabuturo sont accusés par la RTLM de chercher à perturber l'ordre public dans le but de donner aux Inkotanyi le prétexte de relancer la guerre. Par la magie des ondes, la RTLM était un puissant vecteur de message. Dans une société analphabète dans sa grande majorité, la radio permettait de toucher un public plus important que la presse écrite. Nous venons de démontrer qu'il y a eu continuité de l'une à l'autre. C'est pour nous la preuve que cette presse n'est pas née au hasard, mais de façon bien ordonnée et concertée, avec des buts, des méthodes et des personnes qui se sont patiemment imprégnées d'une idéologie de mort et l'ont ouvertement prêchée sans scrupules.

Malgré l'autonomie relative des rédactions, la *RTLM* et la presse extrémiste qui l'avait précédé apparaissent comme un système d'information et de communication bien ordonné, intégrant la parole et l'écrit et suivant une ligne éditoriale articulée sur la remise en cause des Accords de paix d'Arusha, une forte suspicion à l'égard de la MINUAR et une volonté d'entretenir l'obsession d'un péril plus ou moins proche que les Tutsi représentent pour la communauté dans son ensemble.

19059 bis

pays comme ils le veulent. Ce sera la preuve qu'ils sont effectivement nés pour commander. Il ne peut en être autrement !

« Quel lien avec la guerre des Inkotanyi et du PL

« Les Inkotanyi se battent pour le pouvoir. Ils veulent asservir par le moyen de l'arc les fils de Gahutu. Comme nous venons de le voir, l'intrigue avait déjà permis aux Tutsi de miner le pouvoir des Hutu, ils avaient tout infiltré, surtout là où il y avait de l'argent ou les secteurs liés à la sécurité du pays. Qu'est-ce qui leur manquait pour qu'ils soient obligés de déclencher une lutte armée ? La réponse est simple et elle permet de comprendre pourquoi cette guerre persiste. A l'exception de ces Hutu qui exercent le pouvoir en apparence, le véritable pouvoir a été récupéré par les Tutsi depuis fort longtemps. Ce sont eux en effet qui contrôlent l'économie, la sécurité ainsi que les grands centres de décision. Ce qui nous restait, c'était la force et le nombre des populations. Ils ne pouvaient les conquérir autrement que par une guerre préparée avec une grande intelligence et menée de façon suffisamment astucieuse pour utiliser cette force et cette majorité dont nous nous prévalons.. Le but de la guerre était la destruction de cette force qui pouvait les vomir à long terme, c'est dire qu'il leur était nécessaire de tuer les militaires de l'armée rwandaise et de les remplacer par les inyenzi eux-mêmes.

« L'autre objectif de la guerre était de diminuer le nombre des Hutu. Les Inyenzi devaient massacrer, exterminer sans même épargner les foetus des hutu ainsi qu'ils le font dans les zones de combat comme Butaro et Muvumba, de sorte que les hutu ne puissent plus invoquer leur nombre car il y aurait très peu de rescapés et ceux-ci seraient constitués en majorité de personnes non instruites. Aussi longtemps que la majorité et de la population restait hutu, la reprise du pouvoir ne leur suffisait pas. Quelle extraordinaire astuce que celle qui leur a permis de transformer les hutu en complices des tutsi ! alors que ces sont les hutu auraient dû au contraire se révolter. C'est là le véritable sens du complice, le hutu ; le tutsi ne pouvant être appelé complice dans la mesure où le complice est celui qui fait le jeu d'un autre. Nsanzimana n'était pas loin de la vérité en déclarant « innocents » que les Tutsi accusés de complicité ! La lutte armée était un complément à la stratégie de reprise du pouvoir par le mensonge. Nous avons vu, à travers l'histoire de Mburabutura, comment cette stratégie s'est élaborée. Le but des tutsi était d'arriver à garantir leur sécurité en exterminant les fils de Gahutu comme cela s'est passé au Burundi, sauf que jusqu'aujourd'hui, cela s'est avéré difficile à réaliser.

« Dans le but de pousser les hutu à s'exterminer mutuellement, les tutsi ont utilisé des complices, à savoir des hutu qui travaillent pour le compte des tutsi. Ils ont été aidés en cela par les divisions qui ont toujours caractérisé les hutu. Tout hutu qui avait le moindre problème avec le pouvoir ou qui avait besoin pressant d'argent est tombé dans le piège. Les tutsi ont massivement adhéré aux partis politiques dans le but de manipuler les hutu et de les diviser. Ces tutsi qui travaillent (ou mieux qui utilisent les hutu) apportent une indéniable contribution à leurs frères qui se battent avec leurs dernières énergies au front. C'est le cas de ces professeurs de l'université qui en toute quiétude forment leurs jeunes en leur apprenant notamment à tuer. Qui a octroyé des bourses d'étude à Kaboyi Jean- Baptiste, à Habinshuti pierre Célestin, à Louis et à d'autres, qui avaient rejoint les rangs des inkotanyi et qui sont revenus ? Ce sont leurs frères qui sont dans l'administration.

190506W

« Ils ont d'abord cherché comment endormir les Hutu dans le domaine de l'éducation et notamment dans les filières de préparations des spécialistes en sciences politiques afin d'en faire le monopole des tutsi. Ils y sont parvenus comme on peut s'en rendre compte dans la faculté de droit de l'université du Rwanda à Mburabuturo à Kigali. C'était au départ un grand secret entre les tutsi puissants auteurs de ce plan. Ils ont installé certains d'entre eux aux postes de professeurs à l'école secondaire et à l'université afin de pouvoir assurer la promotion de leurs frères et de faire reculer les hutu autant qu'ils le peuvent, de les exclure peu à peu, rares sont ceux qui en ont réchappé. Parce que les notes n'étaient pas attribuées en fonction de l'intelligence des enfants à l'école secondaire, seuls les Tutsi réussissaient tandis que les Hutu échouaient alors qu'ils avaient bien travaillé. Ainsi, en première année de l'université, les Hutu étaient très peu nombreux, surtout ceux originaires du sud du pays, région où se trouve une grande proportion de Tutsi. Cela était et est encore fait aujourd'hui par les professeurs tutsi. Leurs collègues hutu n'y ont rien compris. A cause des infiltrations, certains Hutu ont même apporté leur appui à la réalisation de ce programme en faisant réussir les Tutsi et en faisant échouer des Hutu. De ce fait, les meilleures notes étaient attribuées aux Tutsi et c'est de ce fait parmi ceux-ci qu'on recrutait les futurs enseignants et professeurs. Le comble fut atteint lorsque l'Etat délégua à l'université le pouvoir de choisir les professeurs et les étudiants alors que l'administration de l'université était tombée entre les mains des tutsi dont les noms sont : Karinjabo Charles, Doyen ; Havugimana Déo, Vice-doyen ; Sindayigaya Pierre Claver, Secrétaire.

« Ces trois hommes et un autre sont des tutsi. En face, il n'y a que trois professeurs ordinaires hutu à l'université. Ce sont les trois qui sélectionnent parmi les lauréats de l'école secondaire ceux qui doivent entrer à l'université Le critère de la sélection est la note. Or, l'école secondaire est fortement dominée par les enseignants tutsi qui donnent des notes de manière arbitraire. Informez-vous dites nous pourquoi Bucyana James et ses assistants ont été écartés de l'administration de l'université de Mburabuturo. Le plus grand nombre d'étudiants inscrits à la faculté des sciences juridiques et administratives a été dernièrement fourni par l'école privée où la majorité des élèves est tutsi, l'école APACOPE à Kigali.

« C'est aussi ce trio qui recrute les professeurs visiteurs et il privilégie les tutsi ou ceux qui sont connus pour être inconditionnels des tutsi et des femmes tutsi, qu'ils soient au Rwanda où à l'étranger. Il donne également les instructions afin que ses protégés soient privilégiés. Aucun professeur ne peut enfreindre ses instructions car la sanction serait la non reconduction des contrats, ce qui représente beaucoup d'argent. C'est le fils de Gahutu qui en pâtit et personne n'ose en parler car personne ne discute avec celui qui l'enterre.

« En prenant comme référence l'année académique 1991-1992, le résultat est on ne peut plus probant. Il apparaît qu'en première année, les Tutsi sont trois fois plus nombreux que les Hutu ; en deuxième année, ils sont deux fois plus nombreux et il en est de même en troisième année ; en quatrième année, ils sont deux fois plus nombreux. Et encore cela ne reflète-t-il que les apparences car parmi ceux qu'on appelle hutu, il y a des Tutsi qui ont changé d'ethnie ou des enfants nés des mariages mixtes. En général donc, parmi ceux qu'on prépare à diriger la politique de notre pays, il y a un Hutu sur trois Tutsi. Un jour même ce hutu va disparaître et les tutsi pourront alors diriger ce

19061 bis

« Il s'agit aussi de Rudahangarwa Egide, 18 ans. Elève à l'ESM, de la boîte postale 30, chargé de sécurité. Rwagatare sera son nom d'enrôlement.

« Ngabo Ange-Régis, 17 ans. Elève à l'école des sciences de Nyanza, de la boîte postale 30. Sera chargé de la sécurité. Il s'appellera Rugenda lorsqu'il sera dans le FPR Inkotanyi.

« Nduwihirwe Gilbert, 13 ans. De l'école des sciences de Nyanza, de la boîte postale 30. Il se charge des fiances et il s'appellera Hirwa dans le FPR-Inkotanyi. Nsengimana Jacques, 18 ans. De Espanya, boîte post le 67, chargé des sports. Il s'appellera Rugengwa dans le FPR Inkotanyi.

« Rugema Clément, 18 ans. De Christ-Roi. Il est élève à Christ-Roi. Se charge de l'information. Son nom Muco dans le FPR-Inkotanyi.

« Bizimana Claude, 17 ans. De l'école des sciences de Nyanza, de la boîte postale 30. Il est PMM. Il s'appellera Kasurutare dans le FPR-Inkotanyi.

« Uwase Sabine, 16 ans. De l'école de Nyanza, de l'école normale primaire de Nyanza. Se charge de culture. Son nom d'enrôlement Muwinjishi.

« Uwera Frieda, 17 ans. De l'ETF (école technique des filles), de la boîte postale 13. Elle se charge des affaires sociales. Son nom d'enrôlement Ruzigire.

« Umuhoza François, 17 ans. De l'école des sciences de Nyanza, de la boîte postale 30. Dans la brigade, ..., dans la brigade *Inziragutera*, se charge, il est junior. Je sais pas ce que ça veut dire là. Et...dans...le nom d'enrôlement c'est Mukandengo.

« Voilà tout chers amis auditeurs vous avez remarqué que ce sont des élèves, ces jeunes gens... Voilà *Inziragutera*. Et ce sont des très jeunes gens et ça peut être très dangereux. Alors il faut ajouter que ceci confirme à suffisance les informations diffusées sur nos antennes selon lesquelles le FPR a fait des infiltrations dans les écoles, même à l'université et spécialement à la Faculté de droit « (RTL, 25/03/94, Philippe Mbirizi).

En février 1992, *Kangura* avait déjà pointé du doigt la faculté de droit de l'Université de Mburabuturo à Kigali, accusant certains de ses enseignants de préparer les Tutsi à reprendre le pouvoir :

« Si à l'union des Tutsi ne répond pas dans les plus brefs délais une union des Hutu, ce sera bientôt pour nous trop tard. Dans le programme de reprendre le pouvoir, les Tutsi n'ont pas seulement prévu la lutte armée. Ils ont aussi pensé à une autre forme de lutte qui pourrait être utilisée en cas d'échec de la lutte armée, c'est d'ailleurs sur elle que repose aujourd'hui cette guerre parce que c'est elle qui a aidé à la préparer et permettra de la poursuivre aussi longtemps que le Hutu n'aura pas encore été asservi. *Kangura* va dévoiler cette forme afin qu'on puisse rechercher la méthode par laquelle les hutu pourraient se libérer car ils sont maintenant pris en tenaille par les Tutsi qui utilisent cette forme, sinon, ils vont mourir comme ils doivent mourir.

« Ceux qui sont nés avec les semences

Cette prise de position est très importante en raison de la personnalité de Ferdinand Nahimana. Intellectuel, historien, professeur d'université, il est aussi un grand cadre du MRND : il est membre du comité préfectoral de Ruhengeri. On sait aussi qu'il est à cette époque directeur de la RTLM. On peut dès lors penser que ce que Ferdinand Nahimana dit reflète les réflexions et l'état d'esprit qui prévalent dans les hautes sphères du parti du Président Habyarimana et que le fait de l'exprimer lui-même sur les antennes de la RTLM avait pour but d'indiquer aux journalistes de la RTLM que sa ligne éditoriale devait s'aligner sur celle que suivaient depuis trois ans *Kangura* et d'autres journaux extrémistes.

Du choix de la méthode et des cibles

En ce qui concerne les méthodes, on remarquera la pratique du fichage des présumés complices avec leur identité et leurs adresses complètes. En janvier 1991, le journal *Kangura* dresse la liste des jeunes de la région du Bugesera, commune Kanzenze, préfecture de Kigali, qui ont rejoint les Inkotanyi. Leurs noms, leur adresse (secteur), ainsi que les noms des parents (père et mère) sont donnés (*Kangura* n° 27, janvier 1991, pp. 5/6). De la même façon, en février 1993, *Kangura* a dressé une longue liste avec adresse et identité complètes des enfants de Cyangugu que Twagiramungu était supposé avoir envoyé chez les Inkotanyi (*Kangura* n° 40, février 1993, pp11/12).

La *RTLM* a eu recours exactement aux mêmes procédés. En mars 1994, cette radio a rendu publique une liste de jeunes qu'elle accusait de faire partie des cellules combattantes que le FPR avait installées dans le pays :

« 13 élèves de Nyanza viennent d'être enrôlés dans les rangs du FPR. A Nyanza, devons-nous dire, des élèves des écoles de : Espanya, Christ-Roi, Ecole des sciences, Ecole Normale de Nyanza, école technique des filles viennent d'être enrôlés et attendent de gagner les rangs du Front patriotique rwandais. Ecoutez plutôt chers amis auditeurs. Il s'agit d'un groupe appelé « Brigade *INZIRAGUTERA* qui comprend les élèves comme :

« Rwakayiro Placide, 18 ans. Il est élève à Espanya, de la boîte postale 67. Dans la fameuse brigade, il est coordinateur et le nom de son enrôlement au FPR sera Rwayitare.

« Kabengera Jean-Damascène, 17 ans. Elève à Christ-Roi, de la boîte postale 61. Secrétaire dans la brigade *Inziragutera*. Le nom de son enrôlement au FPR sera de Rudasumbwi.

« Rwandekwe Richard, 18 ans. Elève à Espanya, de la boîte postale 67. Il se charge de la sécurité et de la discipline dans la brigade *Inziragutera*. Le nom de son enrôlement dans le FPR sera de Karinganire.

19063 bis

aux petits Parmehutu incapables de manier le marteau...." (Journal *Umurangi*, n°20, 17 mai 1993, éditorial : « La maladie qui a tué la vache ne l'a pas quittée » (ONTB)).

Dès qu'elle commence à émettre, la RTLTM adopte cette thématique de rejet des accords de paix d'Arusha et de dénigrement systématique contre ceux qui les ont négociés. Parmi les cibles, on trouve souvent les mêmes personnes ou les mêmes institutions. Kavaruganda, Ngulinzira et Twagiramungu et Agathe Uwilingiyimana ont été persécutés par *Kangura* et par la RTLTM.

Dès octobre 1993 (on le verra au chapitre suivant), Ferdinand Nahimana reprend presque mot pour mot le schéma proposé au mois de mai par *Kangura*, accusant sur les antennes de la RTLTM, les dirigeants politiques rwandais d'avoir privé les Forces armées rwandaises d'une victoire qu'elles étaient sur le point de remporter, d'avoir « bradé » le pays et mis les populations en danger à travers les accords de paix « avec un agenda caché » (*harimo ibintu bifitsi*) et obtenus par « le moyen de la ruse » (*amacenga*) conclus successivement à Arusha et à Kinyihira :

« ... Comment la guerre s'est déroulée, chaque fois que les Inkotanyi se trouvaient en difficulté, lorsque les soldats des forces armées rwandaises les acculaient à une fuite effrénée, ils demandaient chaque fois l'arrêt des hostilités. Les habitants de cette zone disent aujourd'hui que c'était de la ruse, c'est cela la ruse. Ils disent notamment qu'en février dernier, nos soldats s'apprêtaient à bouter les Inkotanyi dehors. Vous vous rappelez qu'à cette époque le ministre des Affaires étrangères, Ngulinzira Boniface, a dit : « les hostilités sont suspendues, qu'aucun soldat rwandais ne bouge de sa position ».

« En fait, les habitants disent : « depuis que cet homme a prononcé ces mots, c'est à cet instant qu'est né ce que vous appelez en français la zone tampon ». Ils disent que « le dénommé Twagiramungu a livré Byumba et Ruhengeri, tandis que le dénommé Ngulinzira a donné la zone tampon au FPR ». A partir de là, les populations disent que si nos politiciens avaient compris la ruse du FPR, ils auraient compris que lorsqu'on dit : « arrêt des hostilités, c'est pour refaire ses forces, conforter les positions acquises et se mouvoir ».

« Alors, les populations disent : depuis l'époque de la zone tampon, depuis qu'on a commencé à dire : « le combat est terminé », c'est à ce moment aussi que l'on a commencé à parler des accords d'Arusha, des accords de Kinyihira... Les soldats rwandais et ceux du FPR ne sont pas censés s'y trouver (dans la zone tampon), mais parce que l'armée rwandaise est très disciplinée, on lui a dit « stop », depuis que Ngulinzira a déclaré que les combats étaient terminés, les soldats du Rwanda n'ont pas fait un pas de plus. On leur a même dit par la suite qu'ils devaient retourner dans leurs positions d'avant le mois de février, les soldats du Rwanda sont revenus dans leurs anciennes positions d'avant le mois de février. Mais les Inkotanyi, c'est vrai comme tu viens de le dire, n'ont pas bougé de la zone dite tampon » (Nahimana Ferdinand, *RTLTM*, enregistrement du 31/10/93).

19069 bis

d'années. Ils n'entendent pas partager le pouvoir. C'est pour cette raison que le FPR a été le premier à saboter les négociations afin qu'elles ne puissent aboutir à quelque chose. Nous avons toujours dit que c'était pour mieux cacher ses intentions de prendre le pouvoir par les armes que le FPR avait accepté de négocier. Les spécialistes en politiques affirment que le FPR devrait expliquer deux choses au peuple rwandais. Le FPR devrait lever le doute sur le point de savoir s'il s'agit d'un parti politique qui lutte pour la démocratie. Dans l'affirmative, le peuple lui reconnaîtra le droit de concourir à côté des autres partis à la construction du pays.

« Deuxièmement, le FPR devrait expliquer aux Rwandais s'il n'est qu'une bande de rebelles criminels, qui n'est tenue par aucune loi. Dans ce cas, l'Etat rwandais en collaboration avec le peuple devrait déclarer la guerre totale à cette bande. Le FPR a suffisamment montré qu'il n'est justement qu'une bande armée criminelle qui veut prendre le pouvoir par la force. Depuis leur première offensive en octobre 1990, les Inkotanyi ont fondé leur crédibilité sur l'idée qu'ils venaient libérer les Rwandais de la dictature et apportaient la démocratie.

« Mais quand tu analyses ce qu'ils font, tu te poses plusieurs questions. Comment peux-tu libérer un peuple en ruinant ses efforts en matière de développement ! en détruisant les écoles, les hôpitaux, les églises, les projets en cours de réalisation et financés par l'aide ou par les prêts. Comment peux-tu libérer un peuple en posant des mines dans les champs qu'il cultive, comment peux-tu prétendre apporter la démocratie alors que chaque jour des milliers d'innocents meurent victimes des mines que tu poses partout dans le pays ? Comment peux-tu prétendre libérer un peuple en le forçant à abandonner ses terres et en envoyant des bombes sur ses nouvelles installations d'infortunes ? Le Rwanda a déjà accompli bien de progrès sur la voie de la démocratisation. Et il ne peut y avoir de retour en arrière. Sur quoi se fonde le FPR pour poursuivre cette guerre ? Pourquoi le FPR peut-il continuer à ignorer la souffrance qu'il inflige aux enfants, aux jeunes, aux vieux et aux vieilles femmes et pourquoi continue-t-il à lancer sur eux ses bombes ? Pourquoi le FPR ne pourrait-il pas déposer ses armes et devenir un parti politique comme les autres ? Tout a été tenté mais le FPR s'est montré inflexible. C'est vrai, aucun sacrifice ne peut satisfaire l'ennemi. (K45 : juillet 1993, « Il n'y a aucun sacrifice pour satisfaire l'ennemi » pp 15/16, article signé par Bucyana martin, Président de la CDR (*conspiration contre la paix*), (article signé Kangura))

Dans la croisade contre les négociations et contre un éventuel accord, le journal *Kangura* a bénéficié de l'appui d'autres journaux extrémistes :

« Dans ces jours nous avons l'espoir que les accords d'Arusha allaient être signés, que les Rwandais allaient enfin respirer, et c'est là dessus qu'est venu le trouble fête, un groupuscule formé par les chefs de partis vola le pouvoir devant les gens, en faisant fi des règles de la démocratie, le nommé Twagiramungu, se mit au dessus des institutions du MDR joua le jeu des voleurs en public, proposa sa candidature au poste de premier ministre du gouvernement à base élargie, es hommes qui ont volé le pouvoir en 1973 à la faveur des troubles qu'ils avaient eux-mêmes provoqués, se rendirent à Arusha et déclarèrent qu'ils venaient de repêcher le Rwanda d'un précipice, ils décidèrent que Twagiramungu devait être Premier Ministre, faire comprendre aux gens que le pouvoir ne pouvait revenir à Gitarama dans le groupe des malfaiteurs que nous avons évincés et qu'il allait aider à éradiquer définitivement ce qui reste du PARMEHUTU en tuant ou en faisant perdre la tête aux enfants, aux petits enfants et

sont incapables d'assurer la sécurité des Rwandais qu'il existe des camps de réfugiés dans le pays. Les provocations habituelles des Inyenzi n'ont pas effrayé les Forces armées rwandaises. Elles demandent aux politiciens de ne pas arrêter précipitamment les combats lorsqu'elles sont provoquées. Qu'on leur accorde au mois de combats. C'est toujours par surprise que les militaires entendent un samedi soir un politicien déclarer que l'arrêt des combats est fixé le lundi à minuit. Etant données ces divergences entre les militaires et les politiciens, on peut se demander qui de l'armée, de Habyarimana ou de Nsengiyaremye serait comptable d'une éventuelle prise du Rwanda par les Inyenzi. **Il y en a même qui se demandent si les Forces armées rwandaises ne devront pas, dans cette hypothèse, commencer par se débarrasser de tous ceux qui aujourd'hui entravent l'accomplissement de leur mission.**

« Ce sont les politiciens qui ont dévalorisé notre armée. Appartenir aux Forces armées rwandaises est devenue une honte. Ceux qui ne l'ont pas encore compris s'en rendront compte dans le miroir que Ngulinzira ramènera d'Arusha. **Il ya des militaires qui pensent qu'ils devraient quitter l'armée pour mieux se battre, car ils ne seraient plus soumis qu'à la seule contrainte de la politique militaire.**

« Nos politiciens n'ont encore rien vu des atrocités que les Inyenzi commettent. Si non, tout comme les Inyenzi exigent que tel ou tel militaire, tel ou tel membre du gouvernement ou de l'administration, soit suspendu pour ses fautes, les politiciens demanderaient que tel ou tel inyenzi soit exclu du FPR en raison de telle ou de telle autre faute. Il est honteux de voir que c'est maintenant le FPR qui décide du renvoi ou du maintien du personnel ou des cadres de l'Etat au Rwanda. Il est encore plus honteux de voir que l'armée participe à sa propre dissolution. Où sont les 80 instructeurs du centre d'entraînement des commandos de Bigogwe avec les exploits qu'ils ont accomplis dans le Mutara ? Qu'est devenu le bataillon 64 qu'on appelait aussi « les zoulous » ? Pourquoi tous ces lieutenants et soldats en prison malgré l'héroïsme dont ils ont fait preuve dans cette guerre ? Où est le major Uwimana ? Où sont les sous-lieutenants Ntaganda et Uwiragiye dont les soldats vantent les mérites mais que nous ne voyons jamais ? Cette politesse et cette discipline qui dépassent celles des religieux sont aussi une forme de trahison. Partout au monde, en général, le soldat en guerre est tenu à une discipline relative. A mon avis, la désertion devrait aujourd'hui être le seul motif de poursuivre les militaires. (*Kangura* n° 42, mai 1993, Inzirabwoba (FAR) s'expliquent sur les conquêtes des Inyenzi (p. 16), signé N.I.)

En juillet 1993, la signature des accords de paix d'Arusha paraît de plus en plus inéluctable. Dans un dernier effort, *Kangura* tente de la rendre impopulaire. Le journal de Hassan Ngeze publie un article dans lequel le Président du parti CDR traite le FPR d'ennemi de la démocratie et du développement et annonce que cet accord est le point de départ d'une guerre qui sera encore plus dure :

« Les accords d'Arusha vont rendre la guerre encore plus âpre. Les attaques des Tutsi contre le Rwanda depuis les premières années de la République jusqu'à celle lancée le 1^{er} octobre 1990 ne sont pas une simple partie de plaisir. Ce qu'ils voulaient et qu'ils veulent encore aujourd'hui, c'est le pouvoir. Dans leur esprit, les accords d'Arusha devraient leur donner le pouvoir pour lequel ils se sont battus durant tant

moi, l'unité et la réconciliation des Hutu est une nécessité. Dans le cas contraire, vous verrez les conséquences » (*Kangura* n° 16, mai 1991, p. 6).

Au début de 1993, le MRND cherche à donner un coup d'arrêt au processus des négociations d'Arusha. Des massacres organisés et visant essentiellement des Tutsi sont commis dans les régions du nord et du nord-ouest. En réponse à ces massacres et invoquant le motif de porter secours aux civils agressés par les milices du pouvoir, le FPR rompt le cessez-le-feu et déclenche une attaque qui mène ses soldats aux portes de Kigali. Grâce aux efforts conjoints de la société civile, des partis de l'opposition et de la communauté internationale, un cessez-le-feu fut de nouveau proclamé et les protagonistes reprirent le chemin des négociations. Les extrémistes mirent alors au point un schéma d'explication selon lequel les FAR avaient été privées de la victoire par la trahison de certains politiciens : *Kangura* n° 42 explique :

« C'est dans la confusion que les Forces armées rwandaises ont débuté cette guerre. Il y avait des complices en leur sein. Elles manquaient de matériel et d'effectifs suffisants. Elles n'avaient aucune expérience de la guerre. Au bout d'un mois, certains de ces problèmes avaient été réglés. Les effectifs, le matériel et l'expérience étaient acquis. Mais les complices persistaient comme l'ivraie dans un champ de blé. Une année et demie après, la supériorité des FAR sur les Inyenzi était nette. Aujourd'hui, renversement des situations, les Inyenzi poussent l'audace jusqu'à « nous marcher dessus ». Est-ce justement parce que les Inzirabwoba n'ont peur de rien ?

« Les FAR admettent que les Inyenzi occupent effectivement une bonne partie du territoire. Mais ce n'est pas parce qu'elles ne savent pas se battre. Les Inyenzi occupent des territoires qui leur ont été gratuitement concédés. Les FAR donnent des exemples : le 5 juin 1992, à la faveur de la nuit, les inyenzi ont attaqué la ville de Byumba. Les unités des FAR positionnées à la frontière vinrent à la rescousse. Profitant de ce déplacement, les Inyenzi restés derrière vinrent occuper les positions que tenaient les FAR. La ville de Byumba fut libérée. Mais alors que les FAR s'apprêtaient à aller libérer leurs anciennes positions que les Inyenzi avaient occupées sans devoir se battre, les politiciens décrétèrent que les deux armées ne devaient plus bouger de leurs positions. Récemment, le 8 février 1993, rompant le cessez-le-feu, les inyenzi ont attaqué la ville de Ruhengeri. Les unités des FAR qui stationnaient dans les volcans, Kidaho, Kagogo et Ntaruka vinrent à la rescousse de la ville. Sans coup férir, les Inyenzi vinrent occuper toutes ces positions. Une fois de plus, après la libération de la ville de Ruhengeri, les politiciens décrétèrent l'arrêt des combats pendant que l'armée se préparait à déloger les Inyenzi de toutes les positions qu'ils venaient d'acquérir.

« ... Après l'attaque du 8 février, des militaires ont abandonné leurs positions uniquement parce que les inyenzi avaient coupé les voies de leur approvisionnement. Les Forces armées rwandaises n'ont pas encore perdu la combativité. Elles ont encore la volonté de se battre. Elles ont encore le désir de montrer aux Inyenzi et à ceux qui les ont récemment rejoints qu'ils se trompent. Lorsque reprendra la guerre, ils seront chassés de toutes les terres qu'ils ont acquises gratuitement. Les Inzirabwoba sont en colère parce que les Inyenzi ont poussé l'effronterie jusqu'à dire que c'est parce qu'ils

19067 bis

des massacres contre les Hutu depuis octobre 1990 et qualifie de ruse tutsi pour monopoliser le pouvoir le fait de nier l'existence des ethnies au Rwanda. Vincent Rwabukwisi essaye d'attirer l'attention des auditeurs sur une autre façon d'être rwandais : celle qui ne dissocie pas Hutu et Tutsi, très développée notamment dans les régions du sud du pays. Il regrette que l'éducation donnée aux enfants dans les familles des régions du nord ait à ce point faussé leur perception de la société et de l'avenir. Marie-Claire Mbonampeka rappelle le combat de son père, les vexations dont il avait été l'objet et souligne la force du peuple majoritaire hutu. Charles Nkurunziza met en évidence la séculaire confrontation pour le pouvoir entre Hutu et Tutsi. Il accuse les dirigeants actuels de « marcher sur la population ». Il rappelle que la démocratie signifie le gouvernement de la masse majoritaire et en tire la conclusion que les Tutsi ne pourront jamais gouverner au Rwanda, même s'ils parvenaient à tuer la moitié des Hutu.

La priorité de l'unité ethnique comme alternance à la négociation :

« *L'unité des régions est l'espoir des Hutu* ». Sous ce titre, Jean Baptiste Hategekimana, un journaliste de *Kangura* que l'on retrouvera par la suite à la tête de la commission information du parti CDR, signe un article dans lequel il presse les Hutu à faire bloc pour mieux se défendre contre l'ennemi Tutsi qui a l'intention de les exterminer et réduire en esclavage ceux qui en réchapperaient :

« Dans ces moments difficiles, les Hutu ne devraient pas écouter les belles paroles des Tutsi et de leurs femmes qui cherchent à les diviser en disant que les Bakiga détestent les Banyanduga et inversement. Il ne faut pas écouter ceux qui disent, ce Hutu ton frère te déteste, ce qu'il veut c'est prendre le pouvoir. N'écoutez pas ceux qui vous disent que tel Hutu est un criminel, qu'il vous tuera dès qu'il aura le pouvoir. Car, quand bien même ce serait vrai, je préfère mourir des mains d'un frère que de celles de l'ennemi, au moins, lui prendrait soin de mon corps. D'autres disent que le Hutu qui appellent à l'unité des Hutu divise les Rwandais. Pourtant, ils ne disent pas qu'ils divisent les Rwandais lorsqu'ils cotisent chaque mois pour aider les Inyenzi à nous exterminer » (Kangura n° 13, avril 1991, p. 12).

Et en mai 1991, *Kangura* affirme : « *Les Hutu doivent se rassembler dans un même parti politique s'ils veulent continuer à vivre dans la République* » :

« Les temps que nous vivons nous ont révélé beaucoup de choses. Pourtant, beaucoup de Hutu sont encore dans l'obscurité. Ils ne savent ni où ils vont ni où ils sont. Ils ont commencé à se diviser en petites factions sous prétexte de fonder des partis politiques. Ils oublient que le FPR reste ferme sur ses objectifs. Ne comprennent-ils pas qu'il serait plus utile de créer un seul parti qui défende les intérêts du peuple majoritaire ? ceux qui travaillent à nous diviser devraient changer d'attitude et chercher ensemble les moyens de réunir les Hutu ! Avez-vous jamais vu les Tutsi s'entredéchirer dans ce pays ? Ils partagent et se sourient même quand ils ne se connaissent pas... Pour

19068bis

complices, vendant délibérément, ou à leur insu, le pays et le peuple rwandais aux Inkotanyi. Notre verrons ici à travers divers exemples que la RTLM s'est inspirée de la presse extrémiste pour tracer sa ligne éditoriale, définir ses méthodes et identifier les cibles de ses attaques.

Le véritable acte de naissance de *Kangura*, ce par quoi il s'est fait particulièrement connaître fut la publication des « dix commandements du Hutu », relayée ensuite par son obsession pour la clarification, la reconnaissance et le respect des identités ethniques. Comme nous l'avons observé dans notre chapitre deux, l'ethnisme est la caractéristique qui définit le mieux les médias que nous étudions ici. Il est intéressant de remarquer que la RTLM a voulu très tôt revêtir les oripeaux de la distinction ethnique de façon à ressembler très vite à certains des organes de presse qui l'avaient précédée.

Le 12 décembre 1993, une émission présentée par Gaspard Gahigi apparaît comme une déclaration d'intention de la RTLM, le reflet d'une décision de se fondre dans le moule de la presse extrémiste ou dans le mouvement lancé depuis 1990 par Hassan Ngeze et certains de ses confrères, pour la primauté de l'ethnicité sur la citoyenneté. Pour réaliser cette émission/débat, Gaspard Gahigi avait invité Jean Bosco Barayagwiza, Vincent Rwabukwisi, du journal *Kanguka*, Marie-Claire Mbonampeka et Nkurunziza Charles.

L'importance de cette émission est révélée d'abord par la qualité de la personne qui l'anime et par le rang socio-politique des invités. Gaspard Gahigi était rédacteur en chef de la RTLM. Jean-Bosco Barayagwiza était conseiller politique du parti CDR. Madame Marie Claire Mbonampeka était parée de l'aura de son père, Dominique Mbonyumutwa, un grand leader du parti PARMEHUTU. L'ancien ministre Nkurunziza Charles s'est comporté dans cette émission comme un érudit, fin connaisseur de l'historiographie du Rwanda ancien et contemporain.

Une question était au centre du débat : Hutu et Tutsi existent-ils au Rwanda ? Jean Bosco Barayagwiza s'employa à démontrer que ces catégories existaient bel et bien au Rwanda, que les Tutsi constituent environ 10% , soit 800.000 ; qu'il y a des lignages de purs Hutu :

« Moi je sais que nous sommes Hutu depuis 9 générations..., on n'a pas choisi,... j'ai la culture hutu, ...élevé comme tel... Mon père faisait des travaux forcés, ma mère sarçait pour le chef Tutsi... Les Hutu étaient des sujets des Tutsi ».

Théoricien de la différence et de l'apartheid, Jean-Bosco Barayagwiza nie les métissages et affirme que les écoliers hutu et tutsi ne pouvaient même pas partager la nourriture. Il appelle les Hutu à se regrouper d'un côté et les Tutsi à en faire de l'autre. Enfin, Jean-Bosco Barayagwiza accuse le FPR de se livrer à

19069 bis

recevra une somme de 25 000 francs ; le second, 15 000 francs ; le 3^e recevra un billet d'avion Kigali-Bujumbura ; le 4^e un billet d'avion Kigali-Gisenyi-Kigali (RTLM, 0169, du 17/03/94).

Le 2 avril 1994, la journaliste Valérie Bemmeriki, rappelle à ceux de ses auditeurs qui l'auraient oublié que le moment de remettre leurs copies approche. Elle encourage ceux qui n'ont pas encore commencé, à se mettre au travail et explique, pour ceux qui n'auraient pas suivi depuis le début, les règles du jeu (traduction anglaise) :

"The *Kangura* competing is in its second phase. We do have many prizes. Industrials have given us many. Buy *Kangura* N.59 and send us a paper which is inside and on which you have to answer the questions. You have also to tell us what you think about RTLM journalists. Give them grades according to how you listen to them. Students who are on holidays should also participate. So as to accept your participation you have to send three pages attached together and they have to be from *Kangura* N.58, 59 and 60."

Les deux médias affichent une solidarité telle que les communiqués qui émanent de l'un sont intégralement repris dans l'autre. En janvier 1994, à l'issue d'une réunion des journalistes de *Kangura*, Hassan Ngeze, le directeur, adresse une lettre ouverte au président de la République dans laquelle il fait état d'un complot de coup d'Etat et de guerre civile et lui demande d'annuler son projet de voyage en Côte d'Ivoire où il voulait assister aux obsèques du Président Houphouët Boigny. Ngeze veut dissuader le chef de l'Etat de faire ce voyage et lui suggère de se faire représenter par l'un ou l'autre de ses conseillers ou par son directeur de cabinet, Enoch Ruhigira. Sous le prétexte du devoir de respect dû au pluralisme démocratique, la RTLM diffusa intégralement la lettre de *Kangura* au Président de la République (RTLM 0162 du 26/01/94).

La voix de la RTLM sur la voie de *Kangura* : l'ethnisme militant

Au Rwanda, la presse est née dans le contexte de guerre et de l'ouverture démocratique. C'est par conséquent autour des thèmes « guerre » et « démocratie » que s'articulaient les lignes éditoriales des différents journaux. *Kangura* et les autres journaux extrémistes qui l'ont rejoint entre octobre 1990 et l'année 1993 s'étaient forgé, par rapport à ces deux questions majeures, une interprétation particulière : la guerre opposait les ethnies et la paix devait passer par la confrontation ethnique, les négociations étaient un acte de trahison ; quant à la démocratie, c'était le pouvoir au « peuple majoritaire », le multipartisme étant une illusion de la démocratie, la presse extrémiste dénonçait une classe politique corrompue et endormie, noyauté par le FPR et ses

19070 bis

Butare). Tout cela est raconté dans *Le Consommateur africain*. » (K7 165, 15 mars 1994).

Le 16 mars 1994, c'est au tour du journaliste Georges Ruggiu de faire la publicité du *Consommateur africain*, un bimensuel africain vendu à Kigali, qui ironise sur Twagiramungu et son entourage « criminel ».

Dans son numéro 58, *Kangura* propose à ses lecteurs un concours à onze questions. Il est précisé à l'intention des lecteurs que les réponses doivent être adressées à la RTLM : « Détache ce papier, colle-le aux réponses et renvoie-le à la RTLM ».

Le concours de *Kangura* comporte deux volets. Le premier est une invitation à relire toute la littérature publiée par *Kangura* dès ses débuts. Le deuxième est un sondage d'opinion sur la RTLM, ses programmes et ses journalistes : « Nous vous donnons les noms des journalistes de la RTLM et nous vous demandons de nous dire ce que vous pensez de chacun d'eux »

a) uramukunda / tu l'aimes ?

b) umukundira iki:/ tu l'aimes pourquoi ?

c) Muhe amanota ku icumi / donne-lui une note sur dix

d) Ni iki wifuza ko ya hindura ? / qu'est-ce qui selon toi devrait changer,

Preuve de la collaboration entre les deux organes, la publicité de l'opération fut assurée par la RTLM. Pour commencer, ce fut la RTLM qui l'annonça à ses auditeurs en leur demandant d'acheter les numéros de *Kangura* contenant les questions :

Le journal *Kangura* a accepté d'organiser une compétition qui sera diffusée à la RTLM. Soyez nombreux à y participer car il y a d'appréciables récompenses. A tout à l'heure (RTLM, K0340 du 14/03/94).

La suite promise par le journaliste est dans la transcription d'une cassette datée du 17/03/94 :

Ne vous fatiguez pas en prenant des notes. Hâtez-vous au contraire d'acheter le numéro 58 de *Kangura*. Ce numéro paraîtra mardi le 15 de ce mois (ndlr, mars 94). Depuis le numéro 58, le journal *Kangura* avec l'appui de ceux qui l'aiment, propose une compétition dans le cadre d'assurer la pénétration de ses idées dans les milieux de ceux qui l'aiment. Les prix seront offerts par ceux qui l'aiment et lui souhaitent de vivre longtemps. Voici la liste des récompenses, mais il y en aura encore d'autres. Le premier

19071bis

du 6/1/94). Le 20 mai 1994, la journaliste de la RTL, Valérie Bemeriki interviewe Ngeze Hassan. Le directeur de *Kangura* évoque longuement ses efforts à la tête de son journal pour faire en sorte que tous les échelons administratifs du pays, du président de la République aux bourgmestres, soient au courant des pièges de l'ennemi. En juin 1994, dans un dialogue avec le rédacteur en chef de la RTL, Gaspard Gahigi, Hassan Ngeze invite les Interahamwe qui gardent les barrières à s'assurer qu'ils ne confondent pas les Tutsi avec les Hutu qui leur ressemblent (RTL, 0257 du 14/06/94). La RTL a en effet assez souvent accordé des interviews à Hassan Ngeze, mais aussi à d'autres journalistes. Le 1^{er} avril 1994, Gaspard Gahigi interviewe Thomas Kabonabake de *l'Echo des mille colines*, chez qui une grenade a été lancée une deuxième fois. Chef de cellule et militant de base influent du MRND, Kabonabake impute l'attentat à ses voisins tutsi et à leurs complices hutu (K7, RTL 189 : 1^{er} avril 1994). Le 28 mai 94, Rwabutogo François de *La Médaille* et Bernard Mukingo de *Kamarampaka*, évoquent la vie des réfugiés de Gitarama (RTL, interviews organisée par Kantano, 0011, du 28 /05/94). Enfin, l'autre journaliste repêché dans le vivier de la presse extrémiste est Ananie Nkurunziza. Cet ancien des services de renseignements et qui se fait passer à la RTL comme un expert sur l'organisation et les plans des Inkotanyi avait été directeur de la rédaction du journal *Intera*.

Quand la RTL renvoie ses auditeurs aux articles de la presse :

En mars 1994, Emmanuel Nkomati invite ses auditeurs à acheter la dernière parution du journal de Hassan Ngeze afin de découvrir le plan des attaques que les Inyenzi s'apprêtent à lancer sur la ville de Kigali :

Dans le numéro 57 du journal *Kangura*, vous lirez comment les Inyenzi se préparent à attaquer certains quartiers de la ville de Kigali, le 15 mars 1994. Ils attaqueront en se faisant passer pour des bandits. Dans la mesure où nous sommes au courant, nous allons pouvoir les contrecarrer comme nous l'avons fait le 1^{er} mars 1994, lorsque nous les avons encerclés et qu'ils ont préféré se réfugier à Butare, là où ils sont allés aider les *Bakombozi* (jeunesses du PSD), à commettre des crimes. A ce jour ils n'ont pas encore trouvé le moyen de revenir à leur base du CND, la base d'où ils sont partout, plus rien n'est comme avant, nous sommes tous en éveil. Le corps de Bucyana est parti mais nous avons gardé ses idées. Achetez *Kangura* numéro 57 et regardez par vous-mêmes vers où Twagiramungu et les Inyenzi mènent le Rwanda (Nkomati Emmanuel, RTL, 10, 11 et 14 mars 1994).

Le lendemain, Philippe Mbilizi conseille de lire dans *Le Consommateur africain* un article sur l'implication du FPR et de ses complices dans les derniers assassinats de leaders politiques hutu :

Le FPR héritier du mythe tutsi ne croit qu'au fusil, il a ses serviteurs Twagiramungu, Lando, Nzamurambaho. Ils ont fait tuer Gapyisi, Rwambuka, Gatabazi (avec la complicité de Twagiramungu), Bucyana (avec la complicité du préfet de

19072 bus

animateur vedette qui a couvert les actes de génocide comme un match de football est aussi un ancien journaliste d'*Umuwanashyaka*. Rappelons que tous les deux avaient été initiés au métier de journaliste à l'Office rwandais d'information (ORINFOR). Plus significatif de cette mise sous tutelle de la nouvelle radio par la presse extrémiste est le recrutement des journalistes dans le comité de rédaction du journal *Kangura*. En juillet 1993, le comité de rédaction du journal *Kangura* est constitué comme suit :

Ngeze Hassan : directeur des publications et rédacteur en chef

Nyabyenda Issa : rédacteur en chef adjoint

Ndekezi Bonaparte, journaliste

Mirasano Célestin, journaliste

Sibomana Nabantu, journaliste

Simbizi Stanislas, journaliste

Hitimana Noël, journaliste.

En décembre 1993, Ngeze Hassan annonce que Ndekezi Bonaparte et Mirasano Célestin sont décédés. Sur les trois qui restent en vie, deux se retrouveront à la RTLTM : Simbizi Stanislas et Hitimana Noël. Il est intéressant de remarquer que les deux organes de presse ont bénéficié des prestations de ces deux journalistes pendant toute la période qui sépare le lancement de la RTLTM et le début du génocide. Il semble en effet que Hitimana et Simbizi aient rejoint la RTLTM sans pour autant quitter la rédaction de *Kangura*. En février 1994, ils font toujours partie de son comité de rédaction. En mars 94, le nom de Simbizi Stanislas disparaît de la liste des membres de ce comité. Celui de son confrère Hitimana continue d'y figurer. On le retrouve en effet sur la liste des membres du comité de rédaction publiée dans la dernière parution de *Kangura* avant le génocide.

Hitimana Noël et Simbizi Stanislas ne sont pas les seuls relais entre *Kangura* et la RTLTM. Hassan Ngeze y a lui même personnellement contribué. Il est vrai qu'il ne faisait pas formellement partie de la rédaction de la RTLTM. Il intervient cependant assez souvent à l'antenne : Le 6 janvier 1994, la RTLTM diffuse l'interview de l'archevêque de Kigali par Hassan Ngeze (cassette 322

19073 bis

des Hutu. Ngeze Hassan accueillit le nouveau média comme un organe conçu pour prolonger les efforts de *Kangura* en vue de maintenir les Hutu unis et éveillés, de leur révéler les pièges de l'ennemi, de gagner la guerre contre l'ennemi de la démocratie et de la République. Dès le début l'identité de vues, la solidarité, la collaboration, la communion aux mêmes objectifs sont affirmées avec la plus grande clarté et non sans les habituelles menaces :

« L'union fait la force . Les Hutu viennent de réaliser leur souhait le plus fort. Il y a plus d'un an, il a été annoncé que les Hutu allaient créer une radio - télévision indépendante. Maintenant, elle est là. Nombreux sont les Hutu qui se demandaient pourquoi les Inyenzi seraient seuls à occuper cet espace. Aussi plusieurs Hutu ont pensé créer une radio - télévision indépendante. Au fil des jours, il est apparu des groupes très variés souhaitant que cette radio soit rapidement créée. Ces groupes sont devenus nombreux, ont mis ensemble leurs idées de lancer une radio - télévision indépendante. Ils ont cherché des financiers capables d'appuyer une entreprise qui demandait beaucoup d'argent. Des Hutu riches , originaires de toutes les régions du pays, dont Kabuga Félicien, numéro un parmi les riches du Rwanda, ainsi que d'autres qui lui sont associés, sont les principaux actionnaires de la société *RTL*M. Les intellectuels, ainsi que les hautes autorités du pays originaires de toutes les régions du Rwanda et appartenant à tous les partis politiques n'ont pas été en reste. Le plus surprenant est qu'aucun Tutsi n'a spontanément songé à prendre une part dans la *RTL*M. Mais c'est normal. Lors de l'assemblée générale tenue à l'Hotel Amahoro de Remera, le 11 juillet 93, les participants ont affirmé que la *RTL*M était une société commerciale. Ce n'était que des mots. En effet, 99 % des actionnaires de la *RTL*M ont été poussés par la colère de voir que les Inyenzi ont leur radio, la radio *Muhabura* et qu'avec leurs complices, ils ont investi Radio Rwanda. Dans les discours de tous ceux qui ont pris des parts dans la *RTL*M, il y avait la même chose : que cette radio - télévision soit pour les Hutu le symbole de la collaboration. Il s'agit d'ailleurs du premier acte qui les a amenés à parler d'une même voix et à unir leurs forces. Voilà la Radio et la Télévision qui vont aider *Kangura* à finaliser les objectifs des Hutu.. Sur le champ de bataille, les Forces Armées Rwandaises ont gagné la guerre, au niveau de la presse, *Kangura* a gagné, et, aujourd'hui, c'est notre radio - télévision qui gagne. Elle a d'ailleurs été appelée la Radio de ceux qui luttent pour la défense de la République. Vous qui n'acceptez pas la République, la *RTL*M et *Kangura* vont vous montrer où est votre place. La *RTL*M, Radio 106 FM a commencé ses émissions le 8 juillet 93... *RTL*M, sois pour nous le signe de l'unité du peuple majoritaire, sois la voix qui réveille et défende le peuple majoritaire. (*Kangura* n° 46, juillet 1993)

Dans le numéro 46 de juillet 1993, *Kangura* publie un dessin intitulé « la radio-télévision des défenseurs de la République FM 106 » et montrant ensemble, sous la bannière de la *RTL*M, Hassan Ngeze et Ferdinand Nahimana en « défenseurs du peuple majoritaire ». (voir *Les médias du génocide*, p. 565).

C'est, en premier lieu, à travers la composition de son comité de rédaction que la *RTL*M affiche sa filiation avec la presse extrémiste qui l'a précédée et recueille en quelque sorte son inspiration et son héritage. En effet, le rédacteur en chef, Gaspard Gahigi, avait également dirigé la rédaction du journal du MRND, *Umurwanashyaka*. Son collaborateur, Habimana Kantano, cet

(19074bis - 19058bis)

14. Passerelles entre presse écrite et RTLM

19074bis

Le chapitre qui suit examinera si, pendant la période de près de six mois qui a précédé le génocide, la presse extrémiste et la RTLM ont défendu des thèses similaires. Cette radio s'est-elle inscrite dans la même problématique que les médias écrits extrémistes qui, depuis 1990, s'efforçaient de peser sur l'opinion publique, de développer la haine ethnique et de favoriser le passage à la violence politique ?

Quand le rêve devient réalité

Chez *Kangura*, le chef de file de la presse extrémiste, avoir une radio était un vieux rêve. En mai 1991, un communiqué du bureau de l'agence privée d'information *Gisenyi-Information* publié par le journal *Kangura* rend public un projet de création d'une radio baptisée « *La Voix du Peuple* ».

Le bureau de l'agence indépendante d'information *Gisenyi-Information* a la plaisir d'annoncer aux habitants des villes de Gisenyi et de Goma qu'il a acquis pour eux une radio qui émettra en fréquence modulée. Si tout se passe bien, les premières émissions sont prévues pour le 1^{er} juillet 1991. Elle émettra jour et nuit (24/24). Elle émettra en langues swahili, kinyarwanda et anglais sans oublier le français. Dans un premier temps, nous diffuserons la musique à la mode, les communiqués, la publicité, les invitations ou convocations aux réunions des partis politiques. Bref, votre radio se conformera aux volontés de ses auditeurs. Elle diffusera dans un rayon de 35 km, à partir du point du lieu d'émission qui sera situé dans le secteur de Gisenyi. Le nom que nous lui avons donné est « *La Voix du Peuple* ». Ceux qui souhaitent obtenir des explications complémentaires sont priés de s'adresser à Ngeze Hassan, tél 73586 (*Kangura* n° 16, mai 1991, p. 7).

Les délais fixés pour réaliser le projet ici annoncé sont très courts : moins d'un mois. Le matériel n'était-il pas déjà en place ? Ou au moins en voie d'acquisition ? Qu'est devenu ce projet ? Il convient en tout cas de faire remarquer que le nom « radiyo yanyu » (votre radio), une programmation accordant une large place à la musique, définissent déjà la stratégie initiale de la RTLM. Enfin, l'ancienneté d'un projet de radio pour la ville de Gisenyi n'est peut-être pas étrangère à la prépondérance des ressortissants de Gisenyi dans l'actionnariat de la RTLM.

La naissance de la RTLM fut vécue dans *Kangura* comme une étape heureuse et décisive vers la victoire dans le combat pour l'unité et la libération

19238 bis

d'un effort de cibler les Tutsi, organise par d'hommes importants, en marge de la guerre entre les Forces armées rwandaises et les rebelles du FPR. Cependant, en assumant juridiquement et politiquement le rôle de directeur du périodique *Kangura*, Hassan Ngeze prenait la responsabilité de tout ce qui était publié par ce périodique. Le rapport de la commission d'enquête du sénat belge et celui de la mission d'information du parlement français montrent que les appels à la haine du périodique dirigé par Hassan Ngeze ont très tôt inquiété les chancelleries.

Dans sa déposition devant la mission d'information de l'Assemblée nationale française, l'ancien ambassadeur de la France à Kigali Georges Martre rapporte sa préoccupation des appels à la violence de *Kangura* dès octobre 1990. Selon le rapport de la mission d'information parlementaire française,

« L'ambassadeur de France à Kigali Georges Martre a également souligné les risques de violences ethniques. Il adresse le 15 octobre 1990, au Quai d'Orsay et au Chef d'état-major particulier du président de la République, l'amiral Jacques Lanxade, le télégramme suivant : « La population rwandaise d'origine tutsie pense que le coup de main militaire a échoué dans ses prolongements psychologiques... Elle compte encore sur une victoire militaire, grâce à l'appui en hommes et en moyens venus de la diaspora. Cette victoire militaire, même partielle, lui permettrait d'échapper au génocide. »

Le 17 décembre 1990, il indique « la radicalisation du conflit ethnique ne peut que s'accroître. le journal *Kangura*, organe des extrémistes hutu, vient de publier une livraison qui ressuscite les haines ancestrales contre la féodalité tutsie : les « commandements hutus ». (Source : rapport de la mission d'information parlementaire française, tome I, pp.134-135).

Comme le soulignait l'ambassadeur de France dès 1990, le projet du génocide a été formé très tôt. Hassan Ngeze l'a porté, popularisé, banalisé, dans *Kangura*, mettant les Hutu appartenant aux élites urbaines en conditionnement pour l'accomplir ou le laisser s'accomplir. Pour que les Tutsi ne puissent « échapper au génocide » comme l'expliquait avec perspicacité l'ambassadeur Georges Martre.

19239 bis

« Quant aux mensonges aujourd'hui colportés par les Tutsi appuyés par les journaux cités ci-haut et selon lesquels les Tutsi de Murambi auraient été exterminés, il n'en est rien. La cause, c'est eux les Tutsi. Le 6 novembre 91, les Tutsi de la cellule Impanzi de la commune Murambi ont tenu une réunion et ont décidé que, cette nuit, tous les Tutsi allaient se mettre à crier ; les Hutu venant au secours, les Tutsi devaient en profiter pour faire irruption dans leurs familles, égorger les enfants et les femmes. Cette nouvelle a fait le tour du secteur et est parvenue aux oreilles des Hutu. Telle est la cause qui a déclenché les troubles que Nkuliyingoma et Kameya André - des Tutsi extrémistes - ont amplifiés et répandus dans les ambassades et dans les journaux pro-Inkotanyi en accusant GATETE d'être entrain d'exterminer les Tutsi de Murambi." (Kangura n°27, décembre 1991, "Un mauvais piège : le complot déjoué des Tutsi de la commune de Murambi, par Shyaka Georges, pp.12/13).

Conclusion

Dans l'histoire de la presse libre au Rwanda, l'apparition de Hassan Ngeze et de son porte-voix *Kangura* a représenté une étape particulière. Fondé en mai 1990, ce journal a été le premier à se servir de la liberté de la presse pour défendre ouvertement le pouvoir en place, prêcher la haine et appeler à la répression des adversaires, des opposants. Ceux qui l'ont connu se souviennent d'un jeune homme sans histoire élevé par sa mère dans une banlieue de la petite ville de Gisenyi au Nord-Ouest du Rwanda. Les témoins n'évoquent jamais « Ngeze écolier ». Mme Setako, rescapée du génocide de Gisenyi a gardé en sa mémoire trois images de Hassan Ngeze. Elle se souvient de « Ngeze enfant » qu'elle a souvent vu dans l'atelier de réparation de chaussures de son grand père. Elle se rappelle de l'adolescent qui passait de maison en maison à la recherche de vieux journaux européens, *Jeune Afrique* notamment. Cette image correspond fort probablement à l'époque où Hassan Ngeze débutait dans le métier de journalisme. Enfin, elle se souvient de la métamorphose de Hassan Ngeze entre 1990 et 1994 : « Le jeune homme jusque là effacé s'était mué en un grand tribun aux discours violents et effrayants et en un chef de bande entraînant d'autres jeunes dans des réunions secrètes dont ils revenaient chaque jour davantage excités. » (Interview de Mme Setako par Marcel Kabanda, Paris, octobre 2001). Le seul fait de la guerre ne saurait expliquer un si profond retournement d'un homme.

Les capacités intellectuelles, financières et les réseaux sociaux de Hassan Ngeze ne lui conféraient pas les moyens d'exprimer aussi clairement, de diffuser aussi durablement, d'afficher aussi publiquement et impunément les positions d'une telle violence. Hassan Ngeze est selon toute vraisemblance le paravent d'un système de parrainage occulte et d'hommes de main. La rédaction de *Kangura*, sa longévité et sa régularité ont été assurées par des hommes bien placés, disposant d'une bonne formation intellectuelle et de ressources financières suffisantes. A cet égard, Ngeze et *Kangura* sont la preuve même

19240 bis

manifestations, les missions diplomatiques et Amnesty International ne se lèveront pas pour dire que les Tutsi sont de victimes innocentes alors qu'elles ne disent rien de leurs provocations." (Kangura n°30, janvier 1992).

Une religieuse italienne, Antonio Locatelli, qui vivait au Bugesera au moment des massacres dénonça leur caractère organisé sur les antennes de Radio France. Elle fut assassinée.

b) Le massacre des Bagogwe :

« Tout Rwandais qui se respecte sais comment et où traquer l'ennemi, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre pays. Jamais personne parmi les Rwandais digne de ce nom n'oubliera les métamorphoses des INYENZI pour les assimiler à des hommes de foi malgré les apparences trompeuses, tant que durera le fanatisme nazi de ceux qui veulent reconquérir le pouvoir par les armes, la perfidie et autres mesquineries mondaines. La leçon vient d'être donnée par ce brave paysan capturé à son domicile à Kinigi en Préfecture de Ruhengeri par les Inyenzi le 22 octobre 1991 avant de s'évader au cours de la retraite des caméléons.

Comment en effet s'imaginer qu'un voisin avec qui vous avez toujours tout partagé se faufile (sic) dans les rangs de ceux qui viennent nous exterminer ? Le témoignage qu'il nous a apporté et selon lequel les BAGOGWE dont un certain MBONEZA portés disparus sont bel et bien dans les rangs des agresseurs INYENZI-INKOTANYI est un coup fantastique asséné aux propagandistes du FPR acharnés : TRIBUN DU PEUPLE, RWANDA RUSHYA, KIBERINKA, UMURANGI, les partis PL, PSD, etc...face à eux le peuple est uni.

LA FETE DES MORTS OU LA TOUSSAINT

Les traîtres, on en trouve partout. A Ruhengeri d'où est originaire le fameux MBONEZA comme ses autres parentées auxquelles les INYENZI ne cessent de dédier des chansons sur la radio-Muhabura émettant de Kabare en Ouganda ; en Préfecture de Gisenyi où ils posent des mines avant de se dissimuler dans la population ou alors de se replier dans la forêt et rentrer en Ouganda ; en d'autres Préfectures notamment à Kigali où les propagandistes, agents secrets et hommes de troupes sont soit en activité à travers les journaux et les partis politiques, soit en hibernation en attendant un signal pour déclencher leur mauvais sort.

Ces dits BAGOGWE ou FALACHA de KIGALI ont cependant intérêt à se convertir à une vie civilisée des autres Rwandais pacifiques avant qu'il ne soit trop tard pour eux. A 90%, ils ont déjà été repérés, n'eut été la tolérance exagérée de ceux qui espèrent un jour le triomphe du bon sens et de la raison. Le 31 octobre c'est la fête de RWIGEMA, mort comme les morts, tandis que le lendemain c'est LA TOUSSAINT. A eux de choisir leur tour, à ceci près : attendre la résurrection à la MBONEZIENNE." (Kangura n°24, novembre 1991, "AUCUN MASSACRE DE BAGOGWE NI KINIGI NI AILLEURS DANS LE NORD DU RWANDA." P.19, par un lecteur de Kangura de Kinigi-Ruhengeri).

c) Au sujet des massacres commis dans le Mutara :

1924/ bis

Dirigeants du PL, nous avons découvert vos plans. Vous voulez provoquer des déchirements dans le pays dans l'espoir que lorsque les Hutu vont se jeter sur les Tutsi et les dépecer, les inyenzi en profiteront pour entrer dans le pays et s'en emparer. Mais si les Inyenzi entrent dans le pays après votre mort, qu'aurez-vous gagné? Vous voulez, semble-t-il, vous offrir en sacrifice. Allez-y, immolez-vous, que vous dirais-je? Pourquoi ne pouvez-vous pas voir un peu plus loin? Et si vous provoquiez un conflit dans lequel vous vous feriez « macheter » sans que pourtant les inyenzi puissent pour autant entrer dans le pays?... Vous avez déjà oublié ce qui s'est passé à Ngororero?...

Vous venez de déclencher une guerre qui consiste à brûler les Hutu, nous venons la soutenir. Vous nous avez demandé le sang, nous allons vous le donner! Hutu, partout où vous êtes, levez-vous, combattons les inyenzi où qu'ils soient." (Kangura n°29, janvier 1992, Soyons prêts à verser notre sang, pp.13/14).

Enfin deux éléments méritent d'être ici mentionnés :

- 1) il est important de souligner que le tract de Nairobi diffusé la veille des massacres du Bugesera sur les antennes de Radio-Rwanda et qui est généralement considéré comme considéré comme l'étincelle à l'origine de l'incendie, fut également publié dans un numéro du journal Kangura.
- 2) plusieurs témoins affirment que Ngeze a été aperçu dans le Bugesera avant les massacres. Il y distribuait des tracts appelant à la violence.

2. Revendication de l'impunité pour les criminels :

a) Les massacres du Bugesera

Au sujet des massacres du Bugesera, le journal de Ngeze ne s'est fondé uniquement sur l'accusation de crimes en préparation. *Kangura* a appelé à verser le sang des Tutsi du Bugesera en raison des crimes qu'ils étaient supposés avoir déjà perpétré, une affirmation qui justifie les projets de meurtres. Mais pour donner une garantie supplémentaire d'impunité à ceux qui prendront part à leur exécution sur le terrain, Ngeze rejette d'avance toute éventuelle protestation, dénonciation et condamnation lorsque sera mise en pratique la violence qu'il déchaîne contre les Tutsi du Bugesera :

“Les Tutsi du PL doivent cesser de mentir en disant qu'ils sont alliés au MDR parce que jusqu'à ce jour, tous les actes de destructions des biens et de crimes ont été commis par les armées du PL depuis leur base du Bugesera. Il est franchement urgent que le gouvernement du Rwanda mette fin à ces actes criminels des Batutsi qui veulent exterminer les Hutu. S'il ne peut pas, qu'il ne s'étonne pas de voir les Hutu organiser des manifestations en vue de défendre leurs biens et leurs frères que les Tutsi veulent exterminer. Si dans les moments difficiles les Batutsi peuvent se réfugier au Burundi, en Uganda, en Tanzanie ou au Zaïre, où iraient les Hutu dans la mesure où ce sont eux [les Tutsi] qui font la loi dans tous ces pays. J'espère que le jour où nous ferons les

1924262

Dans l'immédiat et pour quelques temps encore, les Hutu sont en colère à cause des leurs ou de leurs voisins tombés sur le champ de bataille et de leurs efforts de développement anéantis par la guerre des Inyenzi, vu le ressentiment que les Tutsi nourrissent à l'égard des Hutu, un Tutsi ne devrait pas entrer dans le parti des Hutu car ceux-ci n'auraient aucune confiance en lui et qu'ils n'auront jamais les mêmes objectifs. Depuis que la guerre a commencé, les Hutu et les Tutsi ont une autre image. (Kangura n°16, mai 1991).

III. Les mots de la mort et de l'impunité

Notre but ici est de démontrer le rôle de Hassan Ngeze et de son journal *Kangura* dans les meurtres qui ont précédé le génocide. Comme nous le verrons cependant, les appels aux meurtres publiés dans les colonnes du journal *Kangura* et les efforts de maquiller ou de nier les crimes en vue d'assurer l'impunité aux criminels sont, comme les autres articles hostiles aux Tutsi cités ci-dessus fondés sur la haine et la délation.

Kangura était un journal de la haine. La publication des *Dix commandements des Bahutu*, la stigmatisation des Tutsi décrits comme des êtres foncièrement cruels, sanguinaires à souhait, malicieux comme des serpents, menteurs, ingrats, dominateurs et méprisants, ... sont un argumentaire organisé, délibérément diffusé dans le but de provoquer la peur, la méfiance et la haine. Mais Hassan Ngeze ne s'est pas limité à déverser dans son périodique des discours haineux à l'encontre des Tutsi. A plusieurs occasions, il a participé directement à des campagnes de persécution et de meurtre visant les Tutsi sans distinction en les accusant de complicité avec le FPR

1. Des appels publics aux massacres : le cas du Bugesera, mars 1992 :

Dans un numéro publié en décembre 1991, *Kangura* accuse les Tutsi du Bugesera d'alliance effective avec les Inkotanyi. Il livre une liste de 122 noms sur laquelle on peut lire ceux de jeunes de la commune Kanzenze qui auraient rejoint les Inkotanyi. La liste mentionne également les noms des parents (mère et père, le nom de la cellule de résidence (pp.3-6). Au début de l'année 1992, *Kangura* multiplie les charges contre les Tutsi du Bugesera. Dans une propagande en miroir très insistante, le journal *Kangura* accuse les Tutsi de cette région de préparer le massacre des Hutu. Contre eux, il appelle ouvertement à une guerre sanglante. Dès novembre 1991, dans un article au titre sans ambiguïté, *Soyons prêts à verser notre sang mais combattre le règne des Tutsi*, *Kangura* appelle ouvertement au massacre ou à l'extermination des Tutsi :

19243 bis

qu'ils sont venus à Ruhengeri sous le prétexte de libérer leurs frères.»
(Kangura n°9, janvier 1991).

Très vite, le périodique d'Hassan Ngeze est passé de la dénonciation nominale à la dénonciation catégorielle, visant l'ethnie tutsi en tant que telle, « inyoko ntutsi », (littéralement la race tutsi). Parallèlement, comme si l'action des services de sécurité, la police, la gendarmerie ne suffisaient pas pour faire face au péril que cette catégorie représente, Hassan Ngeze prend la responsabilité d'appeler l'ensemble des Hutu à régler la question :

« Dans la rue, les Tutsi sont devenus terribles, celui qui ne fera pas attention se fera lyncher par eux. Quand ils croisent un Hutu, ils gonflent les mâchoires, et quand ils le trouvent dans un bar, ils ouvrent de grands yeux et si par erreur il ose les approcher, il s'entend dire qu'on ne mélange pas les chèvres et les moutons. Ici on peut se demander qui est la chèvre et qui est le mouton. Que Gahutu sache qu'il a vaincu l'ennemi mais que celui-ci peut toujours revenir à la charge à la manière d'un arbre que l'on coupe et repousse avec le retour des pluies. Il faut demeurer éveillé et surveiller attentivement les repousses afin de pouvoir les arracher à temps.

Sachons que cet arbre a ses racines ici chez nous. Nous devons constamment les surveiller sinon nos enfants ne sauront pas affronter cet arbre.

Nous savons tous que beaucoup de Tutsi sont malheureux parce que leurs frères ont perdu la guerre, ils affirment d'ailleurs que la guerre n'est pas finie. Je ne dirai pas qu'ils ont raison, mais les habitudes monarchiques ne se perdent pas aussi facilement, renseignez-vous, vous vous rendrez compte que le servage [guhaka] est un élément permanent du sang de ceux qui le pratiquent. Je ne comprends alors pas comment un monarchiste peut participer au gouvernement de la République qu'il n'appuie pas et travailler avec conscience ? Au lieu de travailler dans l'intérêt de cette République qu'il n'admet pas, il fera tout pour déstabiliser afin de donner des arguments à leurs frères. Je dis ceci pour plusieurs raisons. Cette ethnie n'apprécie pas qu'on leur attribue des postes. Et pour cause, ce sont des gens qui ont perdu et on leur demande de travailler pour une République qu'ils combattent. Ils veulent une monarchie. Qu'ils attendent qu'elle soit restaurée, à ce moment ils pourront gouverner, mais puisqu'ils n'y sont pas parvenus, il faut qu'ils acceptent le commandement des Hutu et ceux-ci ne leur feront aucune injustice. Je crois que s'ils étaient mis à leur véritable place, leur arrogance diminuerait.

Les temps que nous vivons nous démontrent que les Inyenzi (frères des Tutsi) sont une ethnie qui ne supporte pas Gahutu au Rwanda, et il est de plus en plus évident que cette guerre n'est pas près de s'achever. Les jeunes de 18 ans ne croyaient pas leurs parents lorsqu'ils leur parlaient de la méchanceté des Inyenzi, ils croyaient que leur récit était exagéré. Aujourd'hui, même les enfants de l'école maternelle savent ce que sont les Inyenzi. Lui, il sait en plus que les Inkotanyi sont des Tutsi. Il sera difficile de leur enlever cela de la tête. Ce qui fait le plus peur est que les jeunes tutsi qui entendaient parler des attaques des Inyenzi avaient du mal à se l'imaginer. Maintenant, ils ont vu comment leurs frères traitent les Hutu, ils ont vu ce qu'il faut faire de Gahutu quand leur temps sera venu, certainement qu'ils sont aujourd'hui entrain de chercher l'occasion d'exterminer nos frères. Tout cela nous impose de chercher un parti qui nous défend et qui le peut sans nous diviser.

19244 bis

« Les complices de Ruhengeri nous ont donné une leçon, nous devrions comprendre davantage que si nous persévérons dans l'insouciance les complices des Inkotanyi vont nous exterminer...

...avant que je n'arrive dans le centre de la ville de Ruhengeri, j'ai rencontré l'adjudant SUKIRANYA qui dirige la prison de Ruhengeri. Il m' a raconté comment nous avons d'abord été attaqués par des complices bien placés mais qui ont toujours su se cacher parmi les autres. Il m' a affirmé que les armes utilisées par les Inkotanyi étaient à Ruhengeri depuis longtemps.

Bref les armes utilisées à Ruhengeri avaient été déposées depuis longtemps dans les maisons des complices ou dans des endroits qu'ils étaient seuls à connaître. Mais ce qui nous a le plus affligé, c'est que certains quartiers de la ville, ce sont uniquement les Hutu qui ont pris la fuite tandis qu'une partie des Tutsi sont restés. Difficile de savoir si c'est parce qu'ils sont plus courageux que les Hutu ou si c'est parce qu'ils étaient assurés de la bonté des Inkotanyi à leur égard, (...) Il a été également établi que la ville de Gisenyi devait être prise la même la nuit.

Ici nous nous demandons si ce sont les mêmes qui devaient attaquer Ruhengeri et Gisenyi..A Gisenyi, beaucoup connaissent les armes avec lesquelles devait être attaquée la ville, mais ce sont les complices qui savent où elles sont entreposées. Ces complices n'ont pas encore été arrêtés. Je vous ai dit personnellement que des armes étaient visibles chez KAJEGUHAKWA. Tout le monde sait que ces armes n'ont pas encore été saisies. Les complices n'ont pas encore avoué. Où se trouvent maintenant ces armes ? Quand est-ce qu'on commencera à les utiliser pour tirer sur nous ? (...).

Ce que m'inspire l'attaque de la ville de Ruhengeri :

Elle a été rendue possible par des complices chez lesquels aucune fouille n'a jamais été effectuée et qui font partie des cadres civils et militaires de Ruhengeri.

Aussi, cette attaque devrait encourager les hommes de valeur (il y en a encore) à entreprendre la fouille systématique des domiciles de toute personne soupçonnée de complicité, quel que soit son rang dans la hiérarchie politico-administrative.

Pour certaines personnes nous savons avec certitudes qu'ils ont commencé à tirer bien avant les Inkotanyi. Je citerais le nom de Sylvère qui travaille au BIT dans la ville de Ruhengeri et qui avait effectué une mission à l'étranger avant le 1/10/90.

- professeur KABEJA Thomas, de Nyakinama,
- Une burundaise qui travaille dans le projet APA. Elle a été arrêtée puis relâchée alors que c'est elle qui devait empoisonner l'eau de l'Electrogaz Ruhengeri.
- Une femme tutsi qui travaille au tribunal de Première Instance de Ruhengeri qui s'est moquée de nous en nous demandant pourquoi nous fuyions alors qu'on ne nous avait encore rien fait.

Le plus triste est que quand nous dénonçons les complices, les autorités manipulées par les Tutsi qui affirment qu'il n'y a pas de problèmes alors que eux savent bien ce qu'ils font. Et alors, lorsqu'on fait une fouille chez quelqu'un et qu'on découvre chez lui quelque chose de compromettant, on dit : mettez le en prison!!!

Nos souhaits :

- Qu'on nous donne des agents qui peuvent fouiller comme il faut et que nous ayons un mot à dire sur les complices. (...)
- Qu'on nous fouille tous, qu'on nous débarrasse de ceux qui sont convaincus de traîtres de la nation.
- Nous sommes en temps de guerre, pourquoi les ennemis du pays ne sont -ils pas fusillés afin que les Inkotanyi laissent le peuple en paix, étant donné

19245 bis

les chefs de cellule ne méritent pas qu'on leur fasse confiance. N'oubliez pas que RWIGARA avait embauché des jeunes dans son usine S.M. Personne ne sait où sont allés ces jeunes. Et pourtant leurs parents sont au Rwanda et cela s'est passé en 1989. Le peuple souhaite qu'une enquête soit menée auprès des femmes qui habitent à Nyamirambo et à Nyakabanda. Ces femmes habitent ensemble tandis que leurs maris sont en prison avec les Inkotanyi. Un grand officier aurait pris l'initiative de leur apporter de quoi manger. Le peuple souhaite qu'une enquête soit faite sur un officier du grade de commandant qui a déjà assassiné plusieurs personnes en utilisant de vieilles houes, cherchez pourquoi à savoir ce qui l'incite à le faire. » (*Kangura* n°11, mars 1991).

Vis-à-vis des complices, Hassan Ngeze, dans les articles de son périodique *Kangura*, préconisait de ne pas recourir aux solutions normales de la police et du système judiciaire. Encourageant la délation généralisée et, sous le prétexte des nécessités de la guerre, proposait des lynchages au lieu des emprisonnements qui impliquent des procès et qui, faute de temps et d'hommes pour conduire l'instruction, débouchent sur les libérations :

« Voici comment je crois que la loi devrait être appliquée depuis le 1er octobre 1990 :

Cette commission présidée par NKUBITO qui ne sait rien des affaires militaires devrait être remplacée par un tribunal militaire constitué par des militaires qui eux en savent assez sur les conditions et les contraintes de la guerre. Tout accusé contre lequel des preuves claires seraient apportées devrait être immédiatement condamné, je pense ensuite que la peine réservée à celui qui a trahi sa patrie n'est autre que la mort et aussitôt....

- Si tu demandes à quelqu'un de montrer ses papiers d'identité et qu'il répond : "Je les ai perdus" ; si tu lui demandes quelle est sa commune et qu'il répond : "Nyamabuye", tu lui dis : "quelle est ta préfecture?" et qu'il te répond que c'est "Kigali" et qu'il ne peut rien te dire d'autre, tu comprends qu'on n'a pas besoin de preuves supplémentaires pour conclure que cette personne n'est pas un habitant du Rwanda et qu'il ne reste qu'à le condamner.

- Un autre exemple : quelqu'un passe toute la nuit à tirer chez-lui, ses voisins le disent, il est arrêté et il avoue, tu comprends qu'il mérite d'être jugé et condamné sur le champ.

- Si on attend plusieurs jours avant de le faire comparaître, il dira simplement qu'il a entendu depuis sa maison des tirs, qu'il a failli lui-même en être victime mais qu'il ne sait pas qui a tiré, si on lui dit : "Tu as avoué", il répondra : "J'ai accepté par contrainte". Il sera jugé innocent.

Bref, les procédures judiciaires en temps de paix ne conviennent pas en temps de guerre. » (*Kangura* n°6, décembre 1990)

Ragots, propos de cafés, rumeur de la rue alimentent le journal d'Hassan Ngeze comme ils fournirent la trame journalistique de la *RTL*M plus tard :

19246 bis

estimez que la chose est difficile, faites appel aux Français car il est avéré que ce sont de véritables amis.

11. Avant de changer la carte d'identité, le peuple souhaite que vous fassiez une enquête sur ceux qui "se seraient prêtés une identité ethnique" (ceux qui ont déclaré appartenir à une ethnie que n'est pas la leur), vérifiez surtout s'il n'y en a pas parmi les proches collaborateurs du président de la République. Si vous l'y trouvez, essayez de savoir pourquoi il a préféré se cacher, et pourquoi il a voulu être une espèce à deux têtes (Ikirumirahabiri)...(...)

14. Le peuple souhaite que vous meniez une enquête sur tous ceux qui ont intégré les forces armées après 1988. Et même parmi tous les fonctionnaires à tous les niveaux recrutés après cette date...

15. Les Rwandais demandent que vous fassiez une enquête sur les grands séminaristes qui étaient à la paroisse de Rambura avant l'invasion de notre pays par les Inkotanyi. Ils sont arrivés en provenance de l'Uganda. Ces grands séminaristes ont été amenés là par qui ? Comment sont-ils partis ? On veut des explications qui pourraient aider le pays...

Le peuple souhaite que vous fassiez une enquête sur les origines de Marc RUGENERA pressenti pour diriger la banque de Kigali (BK), vous devriez savoir pourquoi il a quitté la Banque Rwandaise de Développement (BRD), intéressez-vous au fonctionnement de la société SICA et de tous ses associés, examinez ses relations avec la personne qui a volé les 47 millions de la BK, selon la rumeur en effet, ils seraient liés par certaines affaires. » .(*Kangura* n°6, décembre 1990).

Sous le couvert du métier de journaliste, Hassan Ngeze traque les familles tutsi, dénonce dans les colonnes de son journal ce qu'il appelle leur collaboration avec le FPR, livre les noms de recruteurs, de collecteurs de fonds et de familles qui laissent partir leurs enfants. Il faut souligner que Hassan Ngeze n'a jamais apporté les preuves de ses accusations, mais il a pu quand même faire envoyer des personnes en prison, *Kangura* a délibérément fait basculer la vie des Tutsi dans l'incertitude et l'insécurité :

« Honorables chargés des services de renseignement, cette lettre que nous vous adressons contient ce qui se raconte dans le pays. Notre objectif est que vous la lisiez avec attention afin d'en dégager ce qui peut aider notre pays en ces moments difficiles. Honorables chargés des services de renseignement, les personnes citées dans ce genre de correspondance ne sont pas forcément coupables de complicité avec les Inkotanyi ou d'autres manquements à la loi. Dans beaucoup de cas, nous tenons ces noms des populations qui ne souhaitent que de vivre en paix. Nous vous les communiquons parce que vous avez le pouvoir de les convoquer, de leur demander leur avis sur ce que se dit à leur sujet.... Le peuple se demande pourquoi les familles qui ont envoyé leurs enfants grossir les rangs des Inkotanyi qui attaquent le Rwanda, ne sont pas arrêtées et interrogées sur leur complicité avec les Inkotanyi ? Pour nous la meilleure façon de connaître ces familles serait de demander aux chefs des cellules un rapport sur les jeunes qui ont disparu depuis 1988. Il faut que le peuple soit averti de l'opération, tous

19247 bis

Dans les colonnes de son journal, Hassan Ngeze étale des listes de complices, de familles dont les enfants ont rejoint les rangs des Inkotanyi. Si toutes les dénonciations ne débouchent pas sur les arrestations ou sur les lynchages, elles ont été sources d'une profonde angoisse. Ceux qui ont connu cette période de chasse à l'homme en parlent encore avec terreur :

« Ngeze était devenu un homme important. Il était bien habillé et avait sa propre voiture. Il avait un kiosque sur la place du grand marché de la ville de Gisenyi. Tout le monde le craignait. On changeait de trottoir pour éviter de le croiser. Les Tutsi ne lisaient pas *Kangura*, on savait qu'il était plein d'insanités contre nous. Mon mari l'a rencontré un jour à l'enterrement d'un fils d'un homme important de Gisenyi, le fils de M. Wellars Banzi. Mon mari était dans la voiture d'un ami Hutu. Dès que Ngeze l'aperçut, il cria au propriétaire de la voiture en lui demandant pourquoi il transportait ce serpent. A l'adresse de mon mari, Ngeze cria : je ne sais pas pourquoi tu as été épargné par le passé, mais cette fois-ci tu ne nous échapperas pas. » (Madame Setako, interview réalisée à Paris par Marcel Kabanda, octobre 2001)

Hassan Ngeze ne se contente pas d'agir comme un simple indicateur. Il critique les hommes des renseignements généraux, les services de la justice, les accusant de mollesse et de corruption. *Kangura* pointe du doigt l'incompétence, voire la trahison des services normalement chargés de la surveillance des catégories susceptibles d'accorder aide à l'agresseur :

« 1. Le peuple se demande si toute l'information sur la situation quotidienne du Rwanda parvient au président de la République...

2. Il (le peuple) vous prie de vérifier si le dernier service n'étouffe pas l'information qu'il est chargé de transmettre au Président de la République ou s'il ne l'édulcore pas au point que le président ne sait jamais ce qui se passe dans le pays. (...)

4. Le peuple se demande pourquoi les agents de la douane de Gisenyi n'ont pas encore été changés (remplacés ou mutés), ou pour quelle raison on ne leur a pas encore demandé ce qu'ils savent sur l'introduction des armes qui ont été découvertes chez KAJEGUHAKWA...

5. Le peuple se demande si le piège que les Inkotanyi nous ont tendu en nous envoyant des femmes-espions n'a pas touché les services de renseignement. Il vous demande de vérifier si aucune de ses femmes n'a tenté de vous soutirer les secrets du pays...

6. Le peuple nourrit beaucoup d'inquiétude au sujet de la fameuse commission chargée de faire le tri des complices des inkotanyi... (...)

10. Le peuple souhaite qu'une enquête soit menée parmi les collaborateurs immédiats du Président de la République afin qu'il sache s'il n'y a pas un complice des Inkotanyi, seulement, faites-le avec beaucoup d'intelligence et de perspicacité, et si vous

19248 bis

Les éléments belges de la MINUAR sont également accusés de succomber aux plaisirs de la chair au seul bénéfice de la cause tutsi :

"L'amitié entre les Belges et les Tutsi est très ancienne. Beaucoup parmi eux ont épousé les femmes tutsi de sorte que leur attitude partisane ne devrait étonner personne. La question des Belges à Kigali a été posée au Commandant de la MINUAR, le Général Roméo Dallaire qui a eu du mal à répondre. Il a dit que ces soldats viennent certes de la Belgique mais qu'ils sont sous le commandement des Nations Unies.

Personne ne le conteste. Mais quoi qu'il en soit, le fait de porter des casques bleus ne les empêche pas d'être Belges. le fait d'être dans la MINUAR ne leur a pas enlevé de la tête les idées belges et leur parti pris en faveur de leurs beaux-pères." (*Kangura* n°55, janvier 1994, sous le titre MINUAR-FPR : CEUX QUI SONT UNIS...pp8/9).

La solution préconisée est dans le divorce, celui des ménages mixtes préfigurant celui de la société en général :

« Que la guerre que vous avez déclenchée vous emporte. Quant aux Hutu que vous avez gagnés à votre cause, emmenez-les avec vous dans la tombe ou en Abyssinie. Nous n'avons plus rien à voir avec eux. Pour ceux qui ont des femmes tutsi, c'est le moment de divorcer. Sinon, votre mort viendra de celles que vous couvez toutes les nuits. » (*Kangura* n°36, mai 1992).

II. Hassan Ngeze, la délation et les renseignements généraux :

Au début de la guerre, des milliers de Tutsi et de Hutu dont l'allégeance au pouvoir n'était pas certaine furent arrêtés et jetés en prison. Ils sont accusés de complicité avec les FPR. La délation devient la règle. *Kangura*, dont le directeur vient d'être remis en liberté, ne perd pas de temps et surveille tout le monde, et notamment les Tutsi, à la recherche des complices (ibyitso).

L'icyitso désigne désormais l'ennemi par excellence de la nation. Hassan Ngeze s'investit dans sa recherche, s'adjuvant la mission de suppléer à la défaillance des services de renseignements généraux, des services de l'armée, de la police et de l'administration qui n'ont pas été capables d'empêcher l'attaque des Inkotanyi et continuent à laisser faire leurs complices à l'intérieur du pays. La thèse d'Hassan Ngeze, telle qu'elle est développée dans son journal, est que les inkotanyi ont infiltré le pays de part en part, qu'ils sont dans chaque famille et sur chaque colline et qu'ils ont noyauté l'administration et l'ensemble des services chargés d'assurer la sécurité du territoire et des populations.

19249 bis

quelques personnalités politiques. Vivant sous le même toit, le Tutsi continuait à avoir les relations normales avec sa femme. Et quand il y avait des naissances, il naissait non pas un zaïrois comme on aurait dû s'y attendre, mais un Tutsi. Certaines de ces autorités ont découvert cette tromperie. Furieuses, elles ont tué leurs malhonnêtes beaux-frères. Dès qu'un Tutsi a eu ce qu'il voulait d'un Hutu, le Tutsi lui tourne le dos et lui fait tout le mal qu'il veut comme s'ils n'avaient jamais rien eu en commun. Toute personne qui aurait eu une quelconque relation avec un Tutsi, peut essayer de s'en rappeler, il pourrait être le témoin de ce que je suis entrain de vous dire. » (*Kangura* n°46, juillet 1993).

C'est en effet dans le symbole le plus explicite de la relation renouée entre Hutu et Tutsi - le mariage -, que Hassan Ngeze a tenu à situer la source la plus abondante des périls qui menacent l'ethnie hutu. Contre les femmes tutsi dont la beauté et la perversité irrésistible ont ramolli les Hutu et aveuglé les étrangers, Hassan Ngeze et son équipe ont écrit les mots les plus durs. En décembre 1991, Papias Rubera critique ces Hutu que, selon lui, les cuisses des femmes Tutsi maintiennent dans un état de confusion mentale qu'il compare au brouillard :

« Pour prendre le pouvoir, les Batutsi du Rwanda ont fait appel aux Batutsi de toute l'Afrique centrale. Au début de la guerre, certains Bahutu étaient dans le brouillard. Aujourd'hui, il y a des Bahutu qui n'ont pas encore pu se dégager des cuisses des femmes Batutsi. » (*Kangura* n°28, décembre, 1991 sous le titre, "MAINTENANT QUE TOUS LES BAHUTU ONT COMPRIS QUE LA MINORITE EST UNE PROIE DES RAPACES, p.15, par Rubera Papias)

Entre autres manœuvres sournoises, les femmes Tutsi sont accusées d'avoir empêché les différentes missions militaires de la communauté internationale au Rwanda de se dérouler normalement :

« Dans le numéro 41, nous vous avons donné une photographie des agissements de ce groupe, leurs fautes, le comportement indécent des officiers qui devraient faire preuve de dignité. Outre le fait qu'ils travaillent pour les Inkotanyi, nous vous avons dit qu'ils se comportent comme des « Mayi bob », qu'ils sont à longueur de journées dans les cuisses des « ibizungerezi » (femmes libres)... L'amour que les militaires du GOMN portent aux Inkotanyi et aux ibizungerezi n'a d'égal que celui dont Dieu a aimé les hommes au point de leur donner son fils afin qu'ils soient sauvés. L'amour du GOMN pour les Tutsi et les femmes tutsi a fait que le Nigéria leur envoie le Général Opaleye afin qu'il épouse leur fille... Nous avons l'habitude de dire que parmi ceux qui nous gouvernent y compris parmi les chefs militaires, certains se sont trouvés au piège entre les cuisses des ibizungerezi qui les ont endormis. Ca n'est pas arrivé qu'à eux. Le Général Opaleye a été amené par une femme à commettre des fautes dont il ne se rendra compte qu'à sa vieillesse. Commandant d'un groupe neutre, il n'aurait pas dû être le premier à devenir gendre d'un Inyenzi. Il oublie le conflit entre Hutu et Tutsi alors que c'est à cause de ce conflit qu'il y a eu cette guerre. » (*Kangura* n°45, GOMN : le général Opaleye, instrument des Tutsi (juillet 1993).

19250 leis

« Sans qu'on s'en rende réellement compte, l'ennemi marque ses points dans le panier. Sa patience est très grande, d'ailleurs subtile. L'ennemi gagne du terrain et s'infiltré sans cesse dans les rouages de la vie nationale. Qui a des bourses d'études tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ! Qui des réussites faisant, au sein de chaque promotion, une même catégorie d'étudiants prétendument meilleurs ou doués du seul fait d'appartenir le plus souvent à une même ethnie ! Le combat dans les institutions d'enseignement supérieur risque de tourner à leur faveur. Et si cette marée nous fait encore trop endormir, les chances des enfants issus de la majorité risquent d'en souffrir davantage, pendant un temps préjudiciable dont nous ignorons trop la durée. Quelle crise ! Quelle impasse ! Quelle atmosphère de fournaise !

« L'ennemi est intelligent, assez malin pour nous avoir piégés. Il tend des arcs aux flèches empoisonnées. Il est actif dans tous les secteurs de la vie nationale, sauf là où il n'a pas d'émules, avec de stratégies inouïs et inimaginables. Il est simplement confronté ou conjoncturel en attendant un retournement de la situation. Certes, il est très tôt de parler d'insomnies, seul l'avenir laisse à réfléchir. " (*Kangura Magazine*, mai 1992).

L'obsession des femmes tutsi, de leur prostitution à la « domination » de leur ethnie est encore plus marquée dans ce texte de mars 1993 de *Kangura* :

« Vous dites que Habyarimana vous a opprimés ! Si au moins il l'avait fait ! C'est ce que vous dites aux Blancs afin qu'ils donnent des armes. Vous êtes des as de l'infiltration. Vous méritez une médaille d'or. Pour vous ouvrir les portes, vous n'hésitez pas à utiliser n'importe quel moyen, même le sexe de vos épouses... » (*Kangura* n°36, mai 1992).

« L'histoire du Rwanda est là pour en témoigner. Elle nous dit que les Batutsi ont régné longtemps sur les Bahutu en utilisant les femmes et les vaches. Après leur éviction du pouvoir en 1959, les Batutsi ont encore utilisé les femmes et l'argent pour ramener les Bahutu dans le servage. La Première République a sû se défendre grâce à feu Grégoire KAYIBANDA qui connaissait très bien la malice du Mututsi. La Deuxième République est tombée dès sa naissance dans le piège des Inyenzi-ntutsi. Les Batutsi ont fermé les yeux des Bahutu, surtout de ceux qui jouaient un rôle au gouvernement, ils les ont distraits dans la "paix" et l'"unité" auxquelles eux-mêmes ne croient pas. Ils leur ont donné leurs femmes "bizungerezi" qui les ont plongés dans une sorte d'ivresse définitive. Pendant que les Bahutu étaient aux travaux communautaires, pendant qu'ils faisaient l'animation, les Batutsi préparaient l'attaque qui les remettra au pouvoir. " (*Kangura* n°40, mars 1993)

Au mois de Juillet 1993, le ton est encore plus véhément envers les femmes de la « race » tutsi :

« C'est avec malice ou par intérêt qu'un Tutsi entretient une relation avec "rubanda nyamwinshi" (umuhutu). Dès qu'un Tutsi veut obtenir quelque chose d'un Hutu, il est prêt à tous les sacrifices et utilise tous les moyens y compris l'argent, ses sœurs ou sa femme. Personne n'ignore comment après leur arrivée au Zaïre certains Tutsi ont donné leurs femmes, appelés leurs sœurs pour les besoins de la cause, à

19251 ki

périodique d'Hassan Ngeze dénonce aussi « le métissage » (« les hybrides ») qui, au lieu d'être considéré comme un facteur de paix sociale et ethnique, est présentée comme l'expression la plus sournoise de l'infiltration de la société par les Tutsi. :

"Dans notre pays, depuis la révolution de 1959, en dépit des efforts ici et là, les intérêts de la majorité n'ont cessé d'être recoupés. Bien entendu, suivant les domaines, l'on trouve certains où la majorité a pu s'emparer des postes-clés mais ailleurs, les proportions ethniques, judicieusement analysées révèlent des données alarmantes. La majorité rwandaise est tardivement touchée pour revenir en ces moments sur les faiblesses du système en place et examiner la profondeur des lacunes recensées dans la gestion des ressources humaines. En tout cas, la vérité est indivisible : la minorité tutsi menace sérieusement la politique d'équilibre régional et ethnique. Les hybrides sont donc un autre élément peu connu qui vient colorer les structures locales, encore que des figures mixtes pour avoir falsifié leur identité sont déjà nombreuses à compter de 1959.

« Les exemples sont diversifiés. A supposer que les statistiques de l'Enseignement à tous les échelons secondaires et supérieurs étaient relevées avec la plus grande minutie, d'aucuns seraient malheureusement étonnés de constater que le Tutsi est omniprésent. L'on dirait que cette politique d'équilibre régional et ethnique était, au demeurant, un simple slogan ou un vain défi. A l'Université Nationale du Rwanda, plus spécialement à la Faculté de Droit, les affirmations sont si parlantes qu'il n'est point nécessaire d'y revenir.

« Dans les institutions supérieures, la situation réelle est seule connue par ceux qui y vivent. Les proportions ethniques sont inégales et criantes. Dans les affaires publiques et privées, la puissance est certes conquise. la minorité a su séduire la société rwandaise et celle-ci semble dès lors noyauter sur elle. Certaines activités sont la chasse gardée de l'ethnie tutsi, notamment le Clergé rwandais, etc. Partout les éléments de l'ethnie tutsi sont solidaires à jamais, des compagnons de route fidèles formant des réseaux et lancés à l'assaut du pouvoir. La bourgeoisie l'accapare des ongles aux cheveux.

« Mais l'absence de militantisme de la majorité hutu me fait décourager de l'avenir. Plus vulnérable, il faut beaucoup de désintéressement et de courage pour sortir de la crise politique, un esprit de martyr seul capable de mieux nous infiltrer dans les rouages des œillères idéologiques de l'ennemi sans nuance, pour contrecarrer les démarches tendant à percer dans les rangs. La majorité cherche à opposer farouchement une résistance à la hauteur de ses moyens pour éviter de sombrer dans le servage d'antan. Le Rwanda moderne ne s'éloigne guère de ce complexe aliénateur de supériorité apparent de la minorité et de ce complexe d'infériorité réel de la majorité par lesquels le fractionnalisme profite aux minorités solidaires et agissantes. La scission n'a de profit qu'à ceux qui sont d'avance unis et forts. Mais le monopole serait-il délibéré ou s'expliquerait-il par la fuite des responsabilités ou le choix des professions ?

« L'enseignement est un secteur clé dans le développement d'une nation. Autrefois, quand un voisin avait plus d'enfants que toi, il avait la force et la marge de te dominer. Aujourd'hui encore, plus l'on a des cadres formés, plus l'on occupe une place stratégique pour improviser et s'imposer....

19252 bis

et Hutu en y introduisant le soupçon de la différence ethnique. *Kangura* a exercé une forte pression sur la catégorie des lettrés, d'abord pour qu'ils changent le regard qu'elle portait jusque-là sur les Tutsi. C'est en avril 1994 que l'on a pu vérifier véritablement les effets de ce rouleau compresseur de la haine sur le champ social rwandais : S'il est en effet possible de comprendre que des bandes organisées de voyous aient pu sans réticence tuer des gens qu'ils ne connaissaient pas, il est incompréhensible que des voisins, les amis de longue date, aient refusé de donner asile à leurs connaissances ou au moins de cacher les enfants menacés.

Pour parvenir à cette destructuration des valeurs morales essentielles, Hassan Ngeze a travaillé dans *Kangura* à gommer les évolutions sociales, politiques et des mentalités intervenues depuis la révolution de 1959, en affirmant que les Tutsi continuaient à tout dominer et que les Hutu étaient demeurés au bas de l'échelle sociale :

"Les Batutsi constituent 50% des fonctionnaires de l'Etat, 70% des entreprises privées, 90% du personnel des ambassades et des organisations internationales, et ils occupent partout des postes importants. Et pourtant cette ethnie constitue 10% de la population. Est-ce en refusant d'en parler qu'on favorisera la réconciliation, l'unité et la paix au Rwanda ?

La richesse nationale, le commerce et l'industrie sont concentrés entre les mains des Batutsi qui utilisent souvent comme couverture quelques hautes autorités civiles et militaires. C'est à eux (les Batutsi) que les banques accordent de substantiels crédits, c'est à eux que l'on réserve les marchés les plus intéressants, c'est à eux qu'on accorde d'importantes exonérations fiscales, des licences d'importation et d'exportation, etc...". (*Kangura* n°24, novembre 1991, sous le titre "Si on demandait au général pour quelle raison il a favorisé les Tutsi ?).

Cette présentation outrancière, voire délirante, renvoie aux diatribes d'Adolphe Hitler contre les Juifs dans *Mein Kampf* ou aux pamphlets antisémites de Julius Streicher dans le périodique nazi *Der Stürmer*. Ici également on accuse la minorité « ethnique » de dominer les centres urbains :

« Qu'allons-nous devenir, nous qui avons le nez des Hutu ? Regardez à la télévision du Burundi le nez des étudiants. Il en sera de même dans les jours à venir à l'université du Rwanda. Nous avons été ramenés aux travaux des champs alors même que la terre est devenue rare. La preuve est que nous constituons le gros des paysans, la ville appartient désormais aux fils et filles de Kanjogera (NDLR : aux Tutsi). » (*Kangura* n°36, mai 1992).

A l'origine de cette contradiction d'une majorité dominée, *Kangura* met en cause la malice des Tutsi, leur mainmise sur le système de l'éducation ainsi que l'emprise sexuelle et la perversité des femmes tutsi sur les Hutu. Le

19253 ki

« Un musicien américain disait : "dire que les blancs ne savent pas danser n'est pas du racisme, car c'est comme qui dirait que les noirs ont un nez épaté et de grosses lèvres". Recenser les Bahutu et les Batutsi n'est pas non plus du racisme car il s'agit simplement de déterminer l'importance numérique de chacune des deux ethnies, il est de même des mentions ethniques sur les cartes d'identité... Comme tout le monde, les Batutsi constitue une minorité au Zaïre, au Burundi, au Rwanda et au Buganda. Mais, de tout temps, l'engance tutsi n'a jamais toléré l'idée qu'on fasse connaître leur nombre. Et pourtant, partout où ils sont, ils se recherchent, ils cherchent querelle à d'autres ethnies, ils s'attachent et s'attirent entre eux... Et cela fait que les autres ethnies qui vivent au Zaïre ne les comprennent pas. » (*Kangura* n°17, juin 1991).

Dans un appel lancé à tous les Hutu en 1992, *Kangura* affirme, comme une valeur universelle, le primat de l'identification ethnique :

« Redécouvrez votre ethnie car les Tutsi vous ont appris à la méconnaître. Vous êtes une ethnie importante du groupe Bantou dont le nombre dépasse les 15 000 000 d'habitants en Afrique centrale et orientale. Faites la promotion de votre culture notamment celle de votre langue le Gihutu dont le Kinyarwanda et le Kirundi ne sont que des sous-groupes... Il est fatal d'ignorer ou de cacher son identité ethnique. Sachez qu'une minorité se meut entre vous pour vous diluer, vous diviser et vous massacrer. Sachez aussi que le rêve des pays sans ethnie dont se nourrissent les Tutsi est un leurre. Que la Yougoslavie, la Belgique et l'ancienne URSS vous servent de leçon ! Les Tutsi qui proposent l'effacement de l'ethnie possèdent un code franc - maçonnique qui leur permet de se reconnaître entre eux. Avant d'être Belge, le Flamand est Flamand et le Wallon est Wallon. La nation est au dessus des ethnies mais elle se construit par elles. La nation est artificielle mais l'ethnie est naturelle. » (*Kangura Magazine*, 1992).

I. Les obsessions sexuelles et le mensonge au service de la haine

Entre 1990 et 1994, l'essentiel du travail de Hassan Ngeze à la tête de *Kangura* a consisté à rouvrir et à renforcer les lignes de la fracture ethnique. Chaque Hutu a été invité à identifier son voisin, son collègue de bureau, son époux ou son épouse afin de savoir à quelle ethnie il/elle appartient, de s'en approcher ou de mettre fin aux liens par lesquels ils pouvaient être jusqu'alors unis. Trente ans après les premiers massacres de 1959, les Rwandais avaient peu à peu renoué les fils du dialogue. Sur les collines, les Hutu donnaient et demandaient le feu, l'eau à leurs voisins Tutsi et inversement. Dans les milieux urbains, Hutu et Tutsi partageaient les bureaux et faisaient des affaires ensemble. En dépit de l'ethnisme prêché au sommet de l'Etat et qui présidait aux nominations des hauts fonctionnaires, à la base et dans les niveaux moyens de la société, Hutu et Tutsi pouvaient s'apprécier et travailler ensemble. C'est à ce niveau que le journal de Hassan Ngeze s'est employé à casser le lien entre Tutsi

(19254 bis - 19238 bis)

6. Le rôle initial de Hassan Ngeze

19254 bis

L'année 1994 a frappé les esprits en raison du génocide, des massacres et de l'exode de plusieurs milliers de Rwandais. Le Rwanda n'a cependant pas découvert cette année 1994 la violence et les larmes. Dans la nuit du 4 au 5 octobre 1990, près de 10,000 personnes avaient été arrêtées dans la rue, à leur domicile ou sur leurs lieux de travail. La majorité d'entre elles resta en prison plusieurs mois. Elles étaient toutes accusées de complicité avec les envahisseurs Inkotanyi. A plusieurs reprises, entre 1990 et 1994, les campagnes des tueries l'ethnie Tutsi ont secoué le Rwanda.

Il a été dit que le chef d'orchestre de cette partition était Hassan Ngeze et son porte-voix *Kangura*. Nous allons examiner ici sur quoi repose cette assertion.

Discriminer, stigmatiser, isoler, puis éliminer : entre 1990 et 1994 le périodique *Kangura* dont le responsable juridique est Hassan Ngeze n'a pas varié dans son projet politique à l'encontre des Tutsi :

« Pour que ce Rwanda soit celui des Banyarwanda, il faut que ces ethnies soient égales devant la loi, que ce ne soit pas comme c'était pendant la colonisation... Soyons contents d'être nés tels que nous sommes. Soyons fiers des régions dans lesquelles nous avons vu le jour, du physique avec lequel nous sommes nés et de la religion qui est la nôtre. Oui, tu peux changer de région d'origine et aller habiter dans une autre, tu peux changer de religion de ton propre choix. Mais comment peux-tu changer d'ethnie ?... (Lettre à la commission nationale de synthèse, *Kangura* n°4, novembre 1990, pp20/21).

La banalisation du racisme est également un leitmotiv du périodique *Kangura* d'Hassan Ngeze qui s'appuie ici sur un étrange raisonnement :

« C'est à partir de ces bases qu'il existe les entités continentales que nous connaissons : Afrique, Europe, les groupes physiologiques d'humains, noir - blanc, les pays comme le Rwanda et le Zaïre, les ethnies hutu-Tutsi et les nationalités juives ou allemandes. Autant de points de repère et d'identification admises par la communauté internationale. Etre de telle race, de telle ethnie, de tel pays ou telle région, adhérer à telle ou telle autre religion n'a jamais été considéré comme forme discriminatoire. La réunification de l'Allemagne est le fruit de ce point de repère... En matière de prévention des extrémismes destructeurs, nous croyons que la seule chose qu'il faut éviter est de tomber dans une guerre d'aveugles revanchards. » (*Kangura* n°10, février 1991).

En juin 1991, *Kangura* demande un recensement des Tutsi et des Hutu :

19316 bis
tous les quartiers de la ville de Kigali. Là nous voulons parler des *inyenzi* venus du front et qui sont aujourd'hui hébergés dans le quartier de Bilyogo. Demandons à tous ceux qui sont concernés par cette question de rester vigilants. Ne soyons pas tués à petit feu. Nous savons où sont les *inyenzi* maintenant, ils devraient faire attention."

Il est intéressant de comparer le contenu de la propagande de *Kangura* dans les premiers mois de 1994 avec celle diffusée sur la RTLM à la même époque (voir chapitre 15).

19317 bis

tout un peuple et l'ont préparé à tuer sans remords ou (du côté tutsi) à attendre la mort sans la possibilité de fuir.

Parmi les éléments de cette stratégie de la peur, on trouve notamment des prophéties de catastrophes. Par exemple en décembre 1993 *Kangura* (n° 53, p. 3) annonce sous la signature de Hassan Ngeze la mort prochaine du président Habyarimana :

"Le président Habyarimana pourrait mourir avant le mois de mars 1994. Il y a trois mois, nous avons annoncé plusieurs complots qui se cachent dans les têtes des gens, ceux qui existent sur papier ou ceux qui ont été envisagés puis abandonnés avant d'être mis au point. *Kangura* a révélé la plupart de ces projets, mais parce qu'il n'y a plus sourds que celui qui ne veut pas entendre, nos écrits n'ont suscité aucun intérêt...Le mois dernier nous avons reçu irréfutables qui nous montrait que Habyarimana va être tué. En plus lui ne sera pas tué par un tutsi mais par un hutu à la solde des Tutsi...Cela nous l'avons soigneusement examiné, en analysant ces preuves nous nous sommes aperçus que ce projet est en préparation depuis très longtemps et qu'il était possible de le mettre à exécution..."

Le Président Habyarimana sera assassiné par un soldat de l'armée rwandaise qui aura été démobilisé en vertu des Accords de paix d'Arusha. Ce sera un Hutu agissant à la solde des *Inyenzi*. On exliquera alors son geste par le mécontentement des soldats maltraités alors qu'ils se sont battus pour le pays. Ce sera pour nous un mystère. Personne n'élèvera la voix parce que les renseignements ainsi que la gendarmerie seront dominés par les *Inyenzi*. Au lieu de se mettre en colère, une partie de nos soldats pourra dire que c'est de sa faute, en raison des faveurs qu'il a accordées aux *Inyenzi* et des promesses inutiles qu'il leur a faites. Nous avons appris tout cela de la part de ceux qui sont parfaitement au courant(...)"

En février 94 Hassan Ngeze (*Kangura*, n° 56, p. 10) fait planer sur les Tutsi la menace de génocide :

"Pasteur Bizimungu et ses frères *inyenzi*, ont une vue très courte. Si la guerre devait reprendre, il mourrait d'innombrables Tutsi. N'avez-vous pas vu ce qui s'est passé au Burundi ? Les Tutsi ont assassiné Ndadaye avec l'intention de refaire l'extermination des Hutu comme ils l'avaient fait en 1972.... Les Tutsi ont déclenché le conflit, mais il n'y a pas eu que les Hutu à mourir, comme ils l'avaient souhaité. Les Tutsi sont morts en un grand nombre. Il paraît que les *Inyenzi* affluent maintenant dans la zone tampon et commencent à demander à la population de dégager.... Avant de déclencher une autre guerre, les *inkotanyi* devront commencer par dire aux Tutsi de fuir. Sinon, tout est possible."

Evidemment la « guerre » contre le FPR est le mot d'ordre le plus répété. Hassan Ngeze intitule « la guerre totale » un papier de février 1994 (*Kangura*, n° 57, p. 4) :

"Les *inyenzi* s'apprêtaient semble-t-il à attaquer la ville de Kigali en date du 1er avril 94... Nous avons d'autres preuves que le FPR lancera bientôt d'autres attaques dans

19318 bis

"(...) Fils de Tutsi, je pense que vous devriez faire un peu plus attention et arrêter de provoquer les Hutu car si vous n'y prenez garde, un jour y suffirait!... Vos frères vous font croire qu'ils viendront vous aider à restaurer la monarchie. Vous êtes vraiment intelligents!...

Il paraît que vous avez infiltré l'opinion publique internationale et que vous comptez sur sa protection.... Puis-je vous poser une question : ne savez-vous pas ce que subissent nos frères Hutu du Burundi ? Pensez-vous que l'opinion publique internationale n'est pas au courant de ces faits ? Qu'a-t-elle fait ? L'aide au Burundi a-t-elle été suspendue pour autant ?

Les Hutu n'ont jamais voulu provoquer les Tutsi, nous n'avons même jamais eu l'intention de les tuer ; mais, sachez que nous ne continuerons pas à tolérer vos actes de provocation. Si vous maintenez vos positions, sachez que nous avons l'oeil sur vous. *Agapfa kaburiwe.ni impongo* ["Celle qui meurt même avertie, c'est l'antilope"]."

A la fin de l'année 1993, alors que les accords d'Arusha viennent d'être signés, les partis de l'opposition intérieure au régime de Habyarimana se sont disloqués au profit du *Hutu Power*. Les menaces d'une guerre ethnique se font plus précises. Les faucons exploitent l'assassinat du président Ndadaye du Burundi en octobre 1993 (*Kangura*, n° 52, décembre 1993, éditorial de Hassan Ngeze) :

"Si Ndadaye n'avait pas été assassiné, les Tutsi auraient pu continuer à cacher leur jeu jusqu'à la fin des temps. Les Tutsi payeront jusqu'à la fin des temps la mort de Ndadaye qu'ils le veuillent ou non!"

Les textes qui paraissent à la fin de l'année 1993 et au début de l'année 1994, sont extrêmement violents. Depuis très longtemps déjà, *Kangura* utilisait un vocabulaire qui en kinyarwanda signifie précisément "exterminer" ou "extermination" : *Kurimbura*, *gutsemba*, *gutsembatsemba*, *kumara*, *gutikiza*, *gusakumba* (nettoyer), *kumarira kw'icumu.*, *gutema* (couper à la machette). D'autres rappellent des situations de peur et violence connues auparavant : des termes liés au "travail" : *gukora*, *ibikorwa*, *ibikoresho*, *abakozi*, *umuganda*; ou l'évocation des patrouilles nocturnes : *irondo*, et de la guerre civile : *intambara y'abaturage*.

Au début de 1994, ce vocabulaire, qui sera repris durant le génocide sur la Radio des mille collines, est associé à des caricatures et à des images dont la violence et le caractère morbide sont frappantes. Nous renvoyons au dossier publié dans *Rwanda. Les médias du génocide*. *Kangura* évoque délibérément des images de sang versé, il multiplie les révélations sur des complots et affirme que la confrontation est proche et inéluctable. Tout évoque une période de terreur où le désarroi et l'incapacité à démêler le vrai de la rumeur ont tétanisé

19319 bis

"Ces derniers jours, les journaux *Imbaga*, *Isibo*, *Le Soleil*, *Le Messenger*, *Kangura*, *Rwanda Rushya* et *Kinyamateka* s'en sont pris à la personne du bourgmestre de la commune de Murambi et l'ont sali au possible. D'une façon générale, ces journaux accusent le bourgmestre Gatete de ne pas respecter les droits de l'homme. mais quel est le vrai problème?

La commune de Murambi est parmi celles qui comptent le plus grand nombre de Tutsi au Rwanda.... Le conflit entre Hutu et Tutsi date de 1988 lorsque les jeunes Tutsi de ce secteur ont commencé à aller suivre des entraînements militaires dans le camp de la NRA *Simba batalion* de Mbarara en Uganda. Lorsqu'ils revenaient, ces jeunes disaient aux Hutu que les *Inkotanyi* de leur frère Rwigema s'apprêtaient à venir libérer les Tutsi et leur donner le pouvoir. On connaît une quarantaine de familles de la commune de Murambi qui ont envoyé leurs enfants dans ces entraînements. Lorsque la guerre a commencé au mois d'octobre 90, les familles de ces jeunes n'ont pas caché leur satisfaction, elles se sont permis des gestes de provocation à l'égard de leurs voisins Hutu en leur disant qu'ils avaient intérêt à prendre le chemin de l'exil car le règne tutsi était proche.

Il a donc été nécessaire que dans le cadre de la recherche des complices, ces familles fassent l'objet d'une perquisition et que celles chez lesquelles on trouvait des preuves de collusion avec l'ennemi soient mises en arrestation. Comme cela s'est passé dans l'ensemble du Rwanda, nous avons pardonné aux complices des *inkotanyi*. Les Tutsi de Murambi et leurs frères de Kigali, au lieu de rendre hommage à cet acte de clémence, ils se sont mis en colère contre le Bourgmestre Gatete en lui imputant leur arrestation et détention. C'est pour cela qu'ils font aujourd'hui tout ce qu'ils peuvent pour obtenir sa chute.

... Quant aux mensonges aujourd'hui colportés par les Tutsi appuyés par les journaux cités ci-haut et selon lesquels les Tutsi de Murambi auraient été exterminés, il n'en est rien. La cause, c'est eux les Tutsi. Le 6 novembre 91, les Tutsi de la cellule Impanzi de la commune Murambi ont tenu une réunion et ont décidé que, cette nuit, tous les Tutsi allaient se mettre à crier ; les Hutu venant au secours, les Tutsi devaient en profiter pour faire irruption dans leurs familles, égorger les enfants et les femmes. Cette nouvelle a fait le tour du secteur et est parvenu aux oreilles des Hutu. Telle est la cause qui a déclenché les troubles que Nkuliyingoma et Kameya André (des Tutsi extrémistes) ont amplifiés et répandus dans les ambassades et dans les journaux *pro-Inkotanyi* en accusant Gatete d'être entrain d'exterminer les Tutsi de Murambi."

Sur le cas du Bugesera (mars 1992), qui apparaît aujourd'hui comme une véritable répétition générale du génocide de 1994, voir le chapitre 8. Ces affaires révèlent les pratiques d'organes comme *Kangura* : elles ont représenté de véritables expérimentations d'une stratégie d'incitation et d'accompagnement de massacres racistes.

- Des menaces de plus en plus ouvertes de génocide

Dès mars 1992, le représentant de la CDR basé en Allemagne prévient dans *Kangura* (n° 33 , p. 12-13) :

19320 bis

présentés comme victimes de présumés massacres qui auraient été perpétrés dans le nord du pays par des populations Hutu du groupe bantou sur instigation des autorités administratives. Une telle falsification de la réalité a permis aux pauvres Bagogwe de servir de monnaie d'échange aux propagandistes du *FPR-inkotanyi* qui avaient de quoi se reprocher sur la conscience (au cas où ils en auraient une!) face aux actes criminels dirigés contre des populations civiles.... Il faut un Museveni et autres écervelés pour se cacher derrière une poignée de descendants d'une ancienne caste féodale, nostalgique d'une illusion d'expansion coloniale déracinée depuis l'époque de la décolonisation de l'Afrique, pour nourrir de rêves néo-nazi.

... Les Forces Armées Rwandaises (FAR) ont fait preuve d'une parfaite maîtrise de la situation militaire à l'intérieur des frontières nationales. ... Le partenariat armée-population a eu et aura toujours raison sur les maquisards qui n'ont de racines qu'en dehors du Rwanda. Tout Rwandais qui se respecte sais comment et où traquer l'ennemi, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre pays.....

Ces dits Bagogwe ou Falacha de Kigali ont cependant intérêt à se convertir à une vie civilisée des autres Rwandais pacifiques avant qu'il ne soit trop tard pour eux. A 90%, ils ont déjà été repérés... Le 31 octobre c'est la fête de Rwigema, mort comme les morts, tandis que le lendemain c'est La Toussaint. A eux de choisir leur tour, à ceci près : attendre la résurrection..."

Partout au Rwanda, le déclenchement de la guerre a été suivie par l'arrestation des Tutsi accusés de complicité (*ibytso*) avec le FPR. En préfecture de Byumba, la commune de Murambi fut particulièrement éprouvée. Peuplée de nombreux Tutsi, cette commune frontalière de l'Ouganda est située sur l'axe Kigali-Gabiro-Kagitumba. De part et d'autre de la frontière, les gens vont et viennent. Des jeunes notamment qui sont interdits d'accès à l'école secondaire en vertu des lois de l'équilibre ethnique ont été poursuivre des études en Ouganda de la même manière que beaucoup de jeunes originaires des régions ouest du Rwanda ont fait leurs études dans les écoles zaïroises de Goma et de Bukavu. A la tête de la commune de Murambi se trouve le bourgmestre Gatete, un ingénieur agronome. Très attaché à Habyarimana, Gatete connaît très bien sa commune. En octobre 1990, il arrête de nombreux Tutsi et en particulier ceux qui ont fait des études ou dont les enfants ont fait une partie ou la totalité de leur scolarité en Ouganda. Toutes les personnes arrêtées furent conduites à Byumba, chef-lieu de la préfecture. Composé de 16 personnes, le premier groupe périt dans un brasier de charbon allumé dans une fosse. Les autres moururent dans des conditions non encore éclaircies, très peu revinrent chez eux lorsque les prisonniers furent libérés en avril 1991. Le scandale fut révélé par le journal *Imbaga* sous la plume d'un journaliste originaire de Murambi, Jean-Baptiste Nkuliyingoma. *Kangura* (n° 27, décembre 1991, p. 12-13) s'en prend à la presse qui a l'audace de révéler ces tueries, toujours en niant et en justifiant à la fois, à coup de rumeurs, les actions du bourgmestre incriminé :

19321 bis

Ces articles révèlent une relation intime avec les détenteurs des fichiers de la Sûreté, ceux qui organisent les arrestations massives de "complices" en octobre 1990 avant de cibler les victimes des tueries ultérieures. L'ancien procureur de Kigali, François-Xavier Nsanzuwera, dans un ouvrage publié à Kigali en 1993 (*La magistrature rwandaise dans l'étau du pouvoir exécutif. La peur et le silence, complices de l'arbitraire*, p. 42) épingle la « rubrique de dénonciation » de Hassan Ngeze dans *Kangura*, des « listes de gens qu'il qualifiait de 'complices' d'inkotanyi » :

« Quand ces listes sortaient, écrit-il, ces personnes se retrouvaient le lendemain dans les amigos [cachots] des brigades judiciaires ou même dans les prisons. La gendarmerie de Gisenyi excella dans l'arrestation des personnes 'pointées du doigt' par le journal *Kangura* ».

Simultanément ces journalistes font appel à la vigilance populaire, à la justice du peuple (*Kangura*, n° 9, janvier 1991, p. 4-5) :

"N'est-il pas normal qu'une population qui appréhende un fauteur de troubles sache comment et pourquoi il a été libéré ? Sinon, la collaboration demandée par le Ministère de la Défense nationale en vue de découvrir l'ennemi, n'aurait pas de sens."

C'est cette double référence, policière et populiste qui donnera au génocide de 1994 son efficacité spécifique.

- Négation et justification simultanées des pogromes

De 1990 à 1993, une série de tueries visant surtout des Tutsi sont organisées en différents points du pays. La responsabilité d'autorités administratives et politiques a été identifiée et dénoncée, tant par les organisations rwandaises de défense des Droits de l'homme ou dans la presse locale d'opposition que par des ONG internationales comme la FIDH dans son rapport de 1993. Or *Kangura* va monter au créneau pour nier l'existence des massacres, voire regretter qu'ils n'aient pas eu lieu !

- Le massacre des Bagogwe (1991) :

Kangura préfère assurer l'armée du soutien populaire, tout en menaçant les rescapés parmi ces « Bohémiens » ou ces « Falashas » du Rwanda (n° 24, septembre 1991, p. 19) :

"La presse *pro-Inkotanyi* a largement diffusé ces derniers temps de longues listes de combattants du FPR recrutés au sein du groupe Bagogwe, sorte de Bohémiens rwandais appartenant aux *Bahima* dont est issu le président Ougandais Joël Museveni et tenus en lisière par leurs troupeaux de vaches dans les régions volcaniques.

19322 bis

également de janvier 1991 (p. 13-15) où, sous la signature de la Rédaction, "Kangura continue d'attirer l'attention du Service de renseignement" :

"A vous honorables chargés des services de renseignement pour votre patrie. Après l'attaque sur Ruhengeri par les complices des *inkotanyi*, Kangura s'est entretenu avec les habitants de Gisenyi, surtout avec les intellectuels. Ils nous ont donné les noms des personnes soupçonnées d'en savoir sur les *inkotanyi*. Nous n'avons rien pour condamner ces gens, nous vous communiquons seulement leur liste et nous vous demandons de transmettre au Président de la République les noms de ceux pour lesquels ces accusations s'avéreront fondées. S'il y a parmi eux un innocent, nous vous prions de nous le faire savoir. Nous faisons ceci uniquement pour vous donner un coup de main, parce que demain ou après demain, Gisenyi sera attaquée avec les armes qui étaient chez Kajeguhakwa [un homme d'affaires tutsi fondateur du journal d'opposition *Kanguka*] et qui sont maintenant nous ne savons où.

Le Service de renseignement est prié d'ouvrir rapidement une recherche au sujet du professeur Charles... On dit beaucoup de choses à son sujet à Nyundo, en ce moment où nous redoutons une attaque sur Gisenyi. Une autre personne à surveiller très rapidement est le docteur Rudakubana responsable de la région médicale de Gisenyi. Il semble que l'origine de cet homme n'est pas connue avec certitude... Des personnes qui ont changé d'ethnie, celles qui ont été rapatriées sans suivre les lois en vigueur en particulier dans les communes de Rwerere, Mutura, Rubavu et Nyamyumba, autant de sources d'inquiétude pour les habitants de la région...

Essayez de savoir de quel côté penche Mukasine Florentine qui travaille à la CEPGL. Elle est du Bushi parmi les gens de Cyanguu et de Bukavu, du Bugoyi parmi les gens de Nyundo, du Murera parmi les gens de Ruhengeri, hutu parmi les Hutu, tutsi parmi les Tutsi...

Allez à la Bralirwa et demandez à Nsabimana Gratien... pour quelle raison il est allé à Bujumbura au Burundi après la révolution de 1959, demandez lui s'il n'a jamais été à Lubumbashi au Zaïre chez Nsengabandora Anaclet..."

Et encore cette « lettre au service de renseignement » dans le numéro de mars 1991 (n° 11, p. 13-14) :

"... Le peuple se demande pourquoi les familles qui ont envoyé leurs enfants grossir les rangs des *inkotanyi* qui attaquent le Rwanda ne sont pas arrêtées et interrogées sur leur complicité avec les *inkotanyi* ? Pour nous la meilleure façon de connaître ces familles serait de demander aux chefs des cellules un rapport sur les jeunes qui ont disparu depuis 1988. Il faut que le peuple soit averti de l'opération, tous les chefs de cellule ne méritent pas qu'on leur fasse confiance... Personne ne sait où sont allés ces jeunes. Et pourtant leurs parents sont au Rwanda et cela s'est passé en 1989. Le peuple souhaite qu'une enquête soit menée auprès des femmes qui habitent à Nyamirambo et à Nyakabanda. Ces femmes habitent ensemble tandis que leurs maris sont en prison avec les *inkotanyi*. Un grand officier aurait pris l'initiative de leur apporter de quoi manger."

19323 bis

- Cette commission présidée par Nkubito qui ne sait rien des affaires militaires devrait être remplacée par un tribunal militaire constitué par des militaires qui eux en savent assez sur les conditions et les contraintes de la guerre, tout accusé contre lequel des preuves claires seraient apportées devrait être immédiatement condamné, je pense ensuite que la peine réservée à celui qui a trahi sa patrie n'est autre que la mort et aussitôt....

- Si tu demandes à quelqu'un de montrer ses papiers d'identité et qu'il répond : 'je les ai perdus' ; si tu lui demandes quelle est sa commune et qu'il répond : 'Nyamabuye', que tu lui dis : 'quelle est ta préfecture ?' et qu'il te répond que c'est 'Kigali' sans pouvoir te dire rien d'autre, tu comprends qu'on n'y a pas besoin de preuves supplémentaires pour conclure que cette personne n'est pas un habitant du Rwanda et qu'il ne reste qu'à le condamner.... Bref, les procédures judiciaires en temps de paix ne conviennent pas en temps de guerre."

L'amnistie décrétée en avril 1991 déclenche la colère de *Kangura* (n° 30, janvier 1992) :

"Le gouvernement a dit : ceux qui ont perdu leur emploi à cause de la guerre doivent être réintégrés. Les employeurs sont priés de mettre rapidement en application cette décision. C'est surprenant! Cela a poussé le peuple majoritaire à s'interroger. Nous avons déjà dit que la colère du peuple majoritaire était déjà grande ! C'est normal, il continue d'être méprisé..."

Cette colère a été renforcée par le raid du FPR sur Ruhengeri en janvier 1991 et la libération de tous les condamnés politiques et suspects qui étaient entassés dans la sinistre prison de cette préfecture du nord (*Kangura*, n° 9, janvier 1991) :

"...Ce que m'inspire l'attaque de la ville de Ruhengeri : Elle a été rendue possible par des complices chez lesquels aucune fouille n'a jamais été effectuée et qui font partie des cadres civils et militaires de Ruhengeri. Aussi, cette attaque devrait encourager les hommes de valeur (il y en a encore) à entreprendre la fouille systématique des domiciles de toute personne soupçonnée de complicité, quel que soit son rang dans la hiérarchie politico-administrative.

Pour certaines personnes nous savons avec certitudes qu'ils ont commencé à tirer bien avant les *inkotanyi*. Je citerais le nom de Sylvère qui travaille au BIT dans la ville de Ruhengeri et qui avait effectué une mission à l'étranger avant le 1/10/90. - Professeur Kabeja Thomas de Nyakinama... [qui sera tué aux premiers jours du génocide] Qu'on nous donne des agents qui peuvent fouiller comme il faut et que nous ayons un mot à dire sur les complices... »

La particularité de ce type de campagnes est de viser nommément des gens à tous les niveaux des organisations publiques ou privées, essentiellement sur la base de leurs origines ethniques. La délation publique des "complices" (*ibytso*) du FPR ou prétendus tels auprès des services de la Sûreté remplit les colonnes de *Kangura*, par exemple en janvier 1991 (n° 8) ou encore dans le numéro 9,

19324 bis

refusant de voter pour eux. Le MDR se rattrapera difficilement. En attendant le MRND fait son bonhomme de chemin, nanti de la confiance du peuple."

La présomption de complicité avec l'ennemi s'étend, aux fruits des mariages mixtes (*Kangura Magazine*, n° 7, février 1992, p. 19) :

"La plupart des gens se refusent à crier tout haut mais tout le monde est aujourd'hui conscient que le problème hutu-tutsi est à son niveau le plus élevé... Il ne suffit pas de dire que tel est hutu pour réfuter l'idée selon laquelle son journal est pro-*inkotanyi*. Combien qui sont issus des mariages mixtes et gardent leur vraie appartenance tutsi, vivent comme ceux-là par ce même sang ou pour des raisons stratégiques ?"

Les dénonciations feignent d'être politiquement correctes en invoquant le verdict populaire, mais la charge de haine et sa dimension raciste (le reproche de complicité avec une engeance diabolique) préparent les esprits à des éliminations physiques.

La mise en oeuvre d'une logique de génocide : délation organisée , justification/négation des tueries, préparation des esprits à une solution finale

- La pratique de la délation publique :

Kangura milite non seulement pour des mesures d'exception, mais se transforme aussi en justicier. Hassan Ngeze avait été inculpé pour incitation à la haine raciale en juillet 1990 et emprisonné. Il sera libéré en octobre 1990. *Kangura* s'en prend alors avec hargne aux autorités judiciaires pour leur laxisme à l'égard des « complices » des *inkotanyi*, en particulier au procureur de la République Nkubito qui l'avait fait arrêter (*Kangura*, n° 6, décembre 1990, p. 10-11). Il réclame une justice expéditive avec la peine de mort à la clef :

"En vérité, personne n'ignore que nous avons été attaqués par des ennemis du Rwanda qui se sont appelés *inkotanyi* ... En préparant cette guerre, ils ont constitué un réseau de complices parmi les hommes d'affaires, parmi les militaires et les civils, parmi les journalistes rwandais et étrangers. Ces complices ont été arrêtés et mis en prison mais la commission de tri présidée par le procureur Nkubito s'est plus empressée de les libérer avec une ardeur qui, dépasse celle qu'il a fallu pour leur arrestation..."

19325 bis

En mars 1991, après le raid du FPR sur Ruhengeri en janvier précédent, ce journal (n° 13) voit des "complices" partout :

"... Nous constatons que le président Habyarimana se donne corps et âme pour que notre pays recouvre la paix et la souveraineté.... Nous sommes inquiets parce qu'on ne cesse de découvrir des complices y compris parmi les fonctionnaires de l'Etat et les militaires qui pourtant n'ont jamais manqué de rien. On en trouve même parmi les hommes d'affaires, ceux-là mêmes qui après avoir pillé le pays sont allés s'établir à l'étranger.... Je constate qu'il y a des autorités qui nous trahissent. L'exemple est l'attaque sur Ruhengeri : les assaillants ont parcouru plusieurs kilomètres avant de se répandre dans la ville et personne n'a pu les repérer ... Nous sommes inquiets à cause d'un grand nombre de personnalités importantes qui ont déjà rejoint les *inkotanyi* et qui connaissent bien le pays. Elles constituent un grand appui pour les *inkotanyi* car elles ont beaucoup d'alliés au Rwanda."

En novembre 1991 *Kangura* (n° 24) s'en prend à la presse d'opposition vue globalement comme « tutsi ». Il déplore le relâchement dont profitent ces journaux pour se rire des malheurs des Hutu, mais, conclut-il, ils ne perdent rien pour attendre, car l'armée pourra le leur faire payer très cher :

"Les chiens enragés doivent être corrigés. Vous savez tous que le déclenchement de la guerre a réconcilié tous les Hutu parce qu'ils avaient conscience que c'est leur sort était en jeu, même les complices ont rivalisé d'ardeur afin de ne pas éveiller des soupçons. Aujourd'hui, les choses ont changé. Les écrits des Batutsi comme Mugabe dans *Le Tribun*, Karambizi dans *Imbaga*, Kayiranga dans *Le Soleil* ne laissent personne indifférent. Regarde les journalistes de *Kanguka*, ceux de *Rwanda Rushya*, ceux du *Murangi* et *Kiberinka*. Dans tous ceux qu'ils écrivent, les Tutsi se rient de nos malheurs. Depuis plus d'une année, nos soldats sont dans les volcans où ils sont confrontés à l'ennemi, et voilà que les frères de cet ennemi ont le droit de dire tout ce qu'ils veulent et se moquent des Hutu à leur aise. Ils osent même insulter notre armée en oubliant ce que c'est qu'une guerre et que s'ils continuent à décourager nos soldats, elle peut leur être aussi fatale. Laissons cela, mais sachez que celui qui ne veut pas écouter les conseils ne peut s'empêcher de voir les conséquences de son attitude. A la fin des fins, ils recevront la punition qu'ils méritent."

En janvier 1992 *Kangura Magazine* (n° 3, p. 3-4) promet "la sentence populaire" à tous ces "lâches traîtres" :

"Actes de trahison ! Lorsque la population a adhéré aux partis politiques MDR, PL et PSD, personne ne pouvait supposer que les dirigeants allaient s'en servir pour amasser des fortunes et oublier que le pays est confronté à de sérieuses difficultés causées par le même agresseur qui les achète pour ensuite les achever.

.... Le peuple vient de se rendre à l'évidence. Il a été trahi par la bande des Twagiramungu, Nsengiyaremye et autres. Aucune surprise du côté du PL qui est naturellement une branche du FPR. A l'heure où les Bantous de notre sous-région mènent un combat légitime pour se libérer de l'hégémonie tutsi..., ce n'est pas le moment de berner qui que ce soit. La guerre oppose les Tutsi aux Hutu et la seule solution reste la sentence populaire.... Le peuple leur fera payer chers leurs crimes en

19326 bis

A vrai dire la détection de ces derniers est une obsession fondamentale de *Kangura*. Par exemple en décembre 1990, sous forme de lettre adressée par l'agence d'information Gisenyi-Info, cet organe (n° 6, p. 8-9) se fait passer pour le porte-parole du peuple et indique en 16 points, les pistes de recherche :

"1. Le peuple se demande si toute l'information sur la situation quotidienne du Rwanda parvient au président de la République...

5. Le peuple se demande si le piège que les Inkotanyi nous ont tendu en nous envoyant des femmes-espions n'a pas touché les services de renseignement. Il vous demande de vérifier si aucune de ses femmes n'a tenté de vous soutirer les secrets du pays....

6. Le peuple nourrit beaucoup d'inquiétude au sujet de la fameuse commission chargée de faire le tri des complices des inkotanyi (...)

10. Le peuple souhaite qu'une enquête soit menée parmi les collaborateurs immédiats du Président de la République afin qu'il sache s'il n'y a pas un complice des *inkotanyi*, seulement, faites-le avec beaucoup d'intelligence et de perspicacité, et si vous estimez que la chose est difficile, faites appel aux Français car il est avéré que ce sont de véritables amis.

11. Avant de changer la carte d'identité, le peuple souhaite que vous fassiez une enquête sur ceux qui se seraient attribué une identité ethnique, vérifiez surtout s'il n'y en a pas parmi les proches collaborateurs du président de la République. Si vous l'y trouvez, essayez de savoir pourquoi il a préféré se cacher, et pourquoi il a voulu être une espèce à deux têtes (...)

14. Le peuple souhaite que vous meniez une enquête sur tous ceux qui ont intégré les forces armées après 1988. Et même parmi tous les fonctionnaires à tous les niveaux recrutés après cette date...

15. Les Rwandais demandent que vous fassiez une enquête sur les grands séminaristes qui étaient à la paroisse de Rambura avant l'invasion de notre pays par les *inkotanyi*. Ils sont arrivés en provenance de l'Uganda. Ces grands séminaristes ont été amenés là par qui ? Comment sont-ils partis ? on veut des explications qui pourraient aider le pays...

16. Le peuple souhaite que vous fassiez une enquête sur les origines de Marc Rugenera présenté pour diriger la banque de Kigali (BK), vous devriez savoir pourquoi il a quitté la Banque Rwandaise de Développement (BRD), intéressez-vous au fonctionnement de la société SICA et de tous ses associés, examinez ses relations avec la personne qui a volé les 47 millions de la BK, selon la rumeur en effet, ils seraient liés par certaines affaires.

Cette lettre de délation se termine par une liste de 15 personnes dénoncées comme des *inkotanyi*, que le procureur général Nkubito est soupçonné de vouloir libérer.

19327 bis

8. - Hutu, vous tous, préparez-vous à être soignés par des cafards qui ne font pas attention aux aiguilles pleines de Sida, les accords d'Arusha leur ont donné pleins pouvoir dans le domaine de la santé. - Cela ne me regarde pas, moi CDR.

9. - Hutu qui dors encore, même si tu es intelligent, prépare-toi à disparaître par le soin des cafards comme le cafard Museveni l'a fait en Uganda. - Cela ne me regarde pas, moi je suis CDR....

On voit le côté apocalyptique aussitôt prêté aux accords de paix d'Arusha.

Deux mois avant le début du génocide, en février 1994, Kangura (n° 57, p. 4-5) lance au président un appel presque biblique : montre, Seigneur, ta puissance !... Il exhorte le Président à ne plus écouter ces politiciens "uniquement préoccupés par leur ventre", mais plutôt son peuple qui ne se sent pas concerné par les accords d'Arusha. Il suggère au président de choisir, s'il le faut, un premier ministre du *Hutu power* et de "prendre ses responsabilités" :

"A Rome, lorsque le pays sombrait dans un désordre de même ampleur que celui dans lequel le Rwanda se trouve en ce moment, le chef faisait tout ce qui était en son pouvoir pour l'en sortir.... On peut citer les exemples de César à Rome ou de Napoléon Bonaparte en France... Ce qu'ont fait ces ancêtres prédécesseurs en démocratie devrait être pour le Président Habyarimana une leçon. Aujourd'hui, ce que le peuple lui demande est de remplir la mission qui lui a été confiée, qu'il cesse d'écouter les politiciens. C'est ce que nous appellerions prendre ses responsabilités. Le président Habyarimana s'est fait toujours remarqué par des décisions prises trop tard, des décisions prises à un moment où plus rien ne pouvait être sauvé..."

Il y a des choses urgentes, qui ne peuvent attendre ceux qui sont repus et ivres des accords d'Arusha. La population a besoin de la sécurité, ils ont besoin de manger.

...
Ce n'est pas nous les Rwandais qui ne voulons pas nous entendre, il n'y a rien entre nous. Ce sont les politiciens qui ne veulent pas nous écouter. ce n'est pas la faute du président Habyarimana si Twagiramungu, Agathe et le FPR ne veulent pas que les institutions de transition soient mises en place... Si Agathe s'obstine à être la femme en culotte sous prétexte qu'elle est Premier ministre, qu'on lui dise stop. Quoi qu'il en soit, en vertu des pouvoirs que lui confère la constitution, le Président Habyarimana a les moyens de révoquer un Premier ministre dès lors que celui-ci se montre peu désireux de collaborer. Le Président Habyarimana peut demander au parti MDR un autre candidat au poste de Premier ministre. Et si nécessaire, qu'on le choisisse dans le groupe *Power*. Twagiramungu et Agathe ne sont pas la nécessité absolue. Qu'on laisse le peuple choisir ses dirigeants !"

- La dénonciation des « traîtres » hutu :

Cette orientation, permanente de 1990 à 1994, explique que les opposants hutu, partisans de la démocratisation du régime et d'un compromis avec le FPR, aient été sans cesse dénoncés comme des traîtres ou des « complices » (*ibyitso*).

19328 bis

pratiques de changement d'ethnie sont concernés par cette décision. Hutu et les Twa, nous garderons notre identité sur la carte.

4. Restituer à tous les Tutsi leur ethnie parce que c'est par ce moyen qu'ils arrivent à prendre les postes des Hutu en se faisant passer pour hutu.

5. Créer une commission chargée d'étudier pourquoi les Hutu sont si opprimés dans l'enseignement, l'emploi et sur le plan économique...

7. Chercher à comprendre pourquoi, les Tutsi n'épousent pas les femmes hutu."

Ensuite viennent les accords d'Arusha en août 1993, qui réduisent considérablement le pouvoir du président. L'entourage de ce dernier peut voir dans la CDR un recours. Il y a lieu de noter le remarquable double langage de la faction Habyarimana : les accords d'Arusha sont signés et le MRND, parti officiel du président, ne peut s'opposer ouvertement à leur application, mais d'autre part ils sont dénoncés immédiatement par le biais de l'autre formation officieuse, la CDR, au nom du mécontentement "populaire". Hassan Ngeze s'associe à cette dénonciation (*Kangura*, n° 47, août 1993, p. 5) :

"Ces accords ne sont utiles que pour des partis politiques qui ont obtenu des sièges dans le gouvernement, et donc des occasions de piller le pays, d'utiliser l'argent de l'Etat pour se ménager des adhésions. Les autres intéressés par les accords d'Arusha sont les Tutsi du monde entier parce que c'est pour eux une occasion de ramener les Hutu à l'esclavage et de reprendre le pouvoir par la ruse.

Il est clair que ces accords dits de la paix portent atteintes aux intérêts de certains et que ceux-ci sont la majorité.... Il y aura des manifestations incessantes de la part de ceux qui ne trouvent pas leur compte dans les conclusions d'Arusha et qui demandent la tenue des élections qui seules peuvent sortir le Rwanda du désordre. - Mais cela ne me regarde pas, moi je suis CDR.

1. - Toi Hutu qui a repris tes biens en 1959 aussitôt après la fuite des cafards du Rwanda, abandonne-les, les cafards sont venus les reprendre conformément aux accords d'Arusha. - Cela ne me regarde pas, moi je suis CDR.

2. - Citoyen rwandais, prépare-toi au gouvernement de la chicotte et à payer les impôts pour enrichir les cafards, comme le prévoient les accords d'Arusha. - Cela ne me regarde pas, moi je suis CDR.

3. - Soldat, bouclier du Rwanda, donne ton fusil et retourne aux cultures des champs dans les marais, comme le disent les accords d'Arusha. - Cela ne me regarde pas, moi je suis CDR....

7. - Fonctionnaire de l'Etat, cède ton bureau, laisse la place aux cafards comme les accords d'Arusha le disent - Cela ne me regarde pas, moi je suis CDR.

19329 bi,

Ceux qui adhéreront à ce parti devront savoir que notre mission n'est pas de dénigrer ou d'afficher que nous ne sommes pas satisfaits. Joignez-vous à nous pour aider ceux qui nous ont précédés en politique ou à l'armée. C'est celui-là votre parti, vous qui jusque là n'aviez pas de porte parole, allez-y !"

Enfin un numéro spécial (non daté, p. 3), diffusé très probablement au début de mars 1992, publie les statuts et manifestes du nouveau parti CDR : le lien entre cette initiative de *Kangura* et la création de la CDR est clairement reconnu :

"Le parti dont nous nous venons de vous entretenir (la CDR) est bien celui-là dont vous lisez depuis longtemps les annonces dans *Kangura* et qui s'appelait PDR. Les sages ont trouvé que ce serait bien de remplacer la première lettre P par la lettre C parce qu'il existe un autre parti qui a à peu près la même consonnance que PDR et qui est né avant lui. C'est donc en vue d'avoir une personnalité propre et originale que le PDR n'a pas formellement existé, sinon, les objectifs sont les mêmes. Alors Hutu, voilà votre parti."

Par ailleurs la dimension régionale du projet CDR est manifeste. Son lancement coïncide avec les attaques menées par le Palipehutu au nord-ouest du Burundi et à Bujumbura à la fin de novembre 1991. Le même numéro spécial de *Kangura* publie aussi un manifeste du Palipehutu burundais. Et depuis décembre 1991 (n° 27) le communiqué s'était enrichi d'une justification supplémentaire allant dans le sens d'un front racial « bantou » :

"Parce qu'il est devenu évident que les Tutsi d'Ouganda, du Rwanda, du Zaïre et du Burundi veulent nous gouverner à travers le corridor hima, il est nécessaire que de nombreux Hutu se coalisent dans le parti PDR-Parmehutu et, si nécessaire, travaillent avec le Palipehutu du Burundi. Ainsi tous les Hutu auront le moyen de s'exprimer et cesseront d'être continuellement tués."

En mars 1992 (n° 33), un éditorial revient sur les objectifs qui sont en fait ceux de la nouvelle "coalition". On y retrouve tous les clichés du racisme antitutsi :

"1. Convaincre les Hutu de toute la terre qu'ils sont un et que leur difficultés viennent de la même et seule personne. Que les Hutu du Rwanda arrêtent de s'entredéchirer parce que cela fait plaisir à l'ennemi qui souhaite qu'ils s'exterminent. Permettre à toute personne qui en a les capacités d'exercer le pouvoir, sans considération de son appartenance régionale, pourvu qu'il soit prêt à défendre le peuple majoritaire.

2. Faire comprendre aux Tutsi que leurs droits s'arrêtent là où commencent ceux des Hutu car ceux-ci sont plus nombreux.

3. Suspendre la décision de supprimer la mention ethnique sur la carte d'identité nationale. Aucun Hutu ne désire devenir tutsi. Seuls les Tutsi qui ont intérêt dans les

1.9330 bis

de la souveraineté et de la démocratie... Sinon, nous serons obligés de ramener notre MDR-Parmehutu...

Qu'est-ce donc qui pourrait être fait pour sauvegarder la démocratie malgré l'opposition des *inyenzi-nkotanyi* et de leurs complices ? Trois actions urgentes doivent être menées :

1) Chasser par tous les moyens les complices qui se cachent dans les partis dans le but de combattre la démocratie fondée sur le multipartisme....

2) Les partis qui représentent le peuple majoritaire doivent s'entendre pour mettre en place un gouvernement multipartite de transition.

3) S'entendre sur un calendrier et fixer rapidement la date des élections.

Si tout cela n'est pas fait rapidement, je crains que les *inkotanyi* ne continuent de s'appuyer sur les rivalités entre les partis politiques pour approfondir les divisions dans le pays. "

Ces propos de Barahinyura revêtent une grande importance à la veille de la création de la CDR, dont il fut avec Jean-Bosco Barayagwiza un des promoteurs essentiels.

De novembre 1991 à janvier 1992, *Kangura* s'engage pratiquement dans cette ligne en faisant la promotion d'un nouveau parti, dont la naissance est annoncée dans un communiqué (n° 24, novembre 1991) repris dans les numéros 26 (novembre 1991, p. 14), 27 (décembre, p. 19), 29 (janvier 1992, p. 17) : le « Parti démocratique pour la révolution », PDR :

"La rédaction de *Kangura* annonce la naissance du parti PDR (Parti démocratique pour la révolution). Après avoir constaté que le peuple majoritaire a besoin d'un parti qui lui soit propre, qui puisse le faire parvenir à la vraie démocratie, qui puisse l'initier à protéger ses intérêts et à défendre ceux qui n'ont pas la possibilité de s'exprimer, nous demandons à tous les Rwandais quelle que soit leur religion, d'adhérer au parti PDR. Ce parti démarre avec un grand nombre d'adhérents au Rwanda, surtout parmi ceux qui sont attachés à la pensée du docteur Kayibanda Grégoire pour défendre les intérêts du peuple majoritaire et ceux qui soutiennent la pensée de Habyarimana pour la paix et le développement.

Ceux qui souhaitent participer aux instances dirigeantes de ce parti, ceux qui souhaitent avoir des informations plus détaillées peuvent s'adresser à Gisenyi-Information BP 19 Gisenyi, ou BP 1312 Kigali. Une commission d'experts est en train d'élaborer les statuts.

Critiquer n'est pas dans la coutume des Rwandais. Vous savez très bien qu'il y en a qui se plaisent à dire que les deux Républiques n'ont rien fait, que ce soit celle de Habyarimana ou celle de Kayibanda. Pour nous, il est très important d'apprécier ce qui a été réalisé de bien par les gouvernements du Rwanda depuis que nous nous sommes libérés de la monarchie féodale, et d'examiner comment cela peut être amélioré.

1933/ bis

Nsanzimana manque totalement de souffle. Les principaux partis de l'opposition ont refusé d'y participer et continuent de le bouder. Usant de la liberté qu'elle a récemment acquise, la presse dénonce certaines autorités de corruption et surtout de complicité dans les massacres qui endeuillent le Rwanda depuis deux ans. Le système Habyarimana est au bord de l'effondrement. Pour éviter le désastre, *Kangura* entreprend en février 1992 (n° 32, p. 9) de convaincre les Hutu qu'ils sont manipulés par les hypocrites et machiavéliques Tutsi :

"Fils de Gahutu, c'est à toi que je m'adresse, tu as parfaitement le droit d'adhérer au parti de ton choix. Cependant, je te prie de faire très attention pour ne pas tomber dans les pièges de l'ennemi et pour ne pas devenir son instrument à ton insu au risque de te retrouver sous le régime de la chicotte et des travaux obligatoires. L'ennemi sait se dissimuler et s'infiltrer intelligemment. Il pénètre dans les racines et tu le découvres en tombant.... Votre unité, votre entente et votre solidarité font l'arme indéfectible de votre victoire (en français dans le texte). S'il n'en est pas ainsi, vous perdez votre temps... L'ennemi nous talonne, il le sait mais vous, vous êtes dans le brouillard...."

Kangura Magazine (n° 5, janvier-février 1992, p. 8) dénonce au même moment les partis traîtres, notamment le Parti libéral, qui serait responsable de la manifestation de janvier précédent :

"Nous avons toujours mis en garde les partis MDR-PSD représentant la majorité de la population rwandaise contre les visées du Parti Libéral qui est à la solde de l'ennemi... Les organisateurs de la manifestation de mercredi 8 janvier 1992, en premier le parti PL, avaient des objectifs très criminels... »

En février 1992, *Kangura* (n° 31, p. 7-9) a publié aussi un texte de Jean Barahinyura Shyirambere, qui va dans le même sens sur l'entente nécessaire des « partis du peuple majoritaire » et sur la nécessité d'une autodéfense préventive :

"Gatutsi a l'habitude de dire que Gahutu n'a pas d'intelligence ou qu'il n'en a pas beaucoup.....

J'avais toujours pensé que le MDR était le MDR-Parmehutu. Mais quand j'observe ses agissements, je constate qu'il n'a rien à voir avec le MDR qui a apporté la République et l'indépendance et qui a libéré le peuple majoritaire de l'emprise de Gatutsi-Féodal (*Gashakabuhake*). Ce MDR a oublié les hauts faits des militants du Parmehutu... Je me demande si le MDR rénové est sourd aux cris des bébés, des enfants, des jeunes gens et des jeunes filles, des vieillards et des vieilles femmes du nord du Rwanda qui sont tués par des *inyenzi* pour lesquels le MDR et le PSD travaillent....

Je ne peux rester indifférent lorsque j'entends le MDR souhaiter la bienvenue à ces criminels. Je voudrais personnellement demander au MDR de retourner sur le droit chemin et de se battre pour la République et la souveraineté qu'il a apportées au Rwanda, qu'il se batte pour le peuple majoritaire qu'il a libérée de la féodalité de Gatutsi-Féodal ; qu'il apporte son appui à l'armée nationale dans sa mission de défense de la République,

19332 kis

près 13%. Il y aura des Hutu qui adhéreront au parti des Tutsi. Vérifiez, vous le constaterez ! Parce que, tel que je l'ai vu en rêve, eux, ils n'auront qu'un seul parti. Dès lors, qui aura gagné ? N'est-ce pas ceux-là qui constituent 14% ? Et alors, si Kigeli V décide de revenir au Rwanda auprès de ses frères, qui pourra protester ?

... Voilà ce que je dis, si nous ne faisons pas attention, la tornade de la démocratie va plonger "rubanda nyamwinshi" dans le désespoir à cause des divisions et du fait de ne pas parler d'une même voix ! Le mal est là !... Voilà ce que je dis, arrêtons de fuir le MRND alors qu'il nous a tout donné... La démocratie doit reposer sur le respect de ce que veut le peuple majoritaire, mais lorsqu'il aura été divisé, vous comprenez que la minorité deviendra majorité..."

Kangura demande donc aux "naïfs" Hutu d'arrêter les querelles inutiles entre eux et de se concentrer sur la guerre (Kangura, n° 13, avril 1991, p.12, sous la signature de Jean-Baptiste Hategekimana) :

"Aujourd'hui, deux sujets reviennent très souvent dans ce que les gens disent : la guerre que les *Inkotanyi* et leurs complices nous ont imposée ainsi que l'instauration d'un multipartisme. Mais il y a encore des patriotes qui n'ont pas encore été aveuglés par l'argent des *Inyenzi-Inkotanyi* et par la cuisse de leurs soeurs. Nous conjuguons nos efforts et nous exterminerons à la lance ces ennemis du Rwanda, puis, pleins d'allégresse, nous ferons un pas vers le multipartisme."

En mai 1991, Kangura (n° 16, p. 6-7) publie la lettre d'un lecteur de Gisenyi recommandant l'entente du MRND et du MDR pour mieux affronter les Tutsi. Cet organe bat ainsi le rappel pour une logique de *Hutu Power* avant même que ce courant ne soit formellement constitué deux ans plus tard. Il est significatif que Kangura fasse campagne pour une recomposition politique de ce genre dès juin 1991 (n° 17, p. 3, éditorial), au moment du passage à un multipartisme :

"Quant à nous, nous soutiendrons celui qui nous montrera la voie de vaincre *inkotanyi* et leurs complices, celui qui mettra en place un parti qui nous permettra de sortir de la famine causée par les *inkotanyi* et leurs attaques."

Nous ferons campagne de façon exceptionnelle en faveur de toute personne montrera que les Hutu doivent s'unir, s'entraider, communier de manière à intégrer tout autre *inyenzi-inkotanyi* de penser qu'il peut les exterminer, que ce soit par enfants ou pour nos petits enfants. La personne qui aura constamment en mémoire la révolution de 1959. Que les enfants des *inyenzi* ne recommencent plus à attaquer les enfants des Hutu dans le but de les exterminer."

En février 1992 les manifestations organisées par les partis de l'opposition à Kigali ont été un véritable succès. Dans le pays, les autorités nommées par le MRND font face à des mouvements de contestation qui se traduisent par des démissions et des expulsions forcées des bourgmestres notamment du gouvernement de transition mis en place quelques mois auparavant et

19333 bis

manquaient de munitions, ils furent totalement défaits en trois jours. Les survivants s'enfuirent au Zaïre et en Ouganda mais beaucoup périrent dans les combats. Entre temps, les responsables politiques avaient été arrêtés et tués à l'exception du chef de l'Etat et de sa femme qui parvinrent à gagner la Tanzanie à bord d'un hélicoptère.

Lorsque les habitants purent savoir ce dont il s'agissait, ils prirent les serpettes des arcs et des machettes en vue de se défendre avec l'aide de quelques soldats.... Il y avait partout des cadavres de Hutu massacrés. Tout le pays puait la mort. Dès le premier jour en effet, des militaires et des complices avaient été répartis dans toutes les cellules avec ordre de tuer tout Hutu, même celui qui ne sait pas lire son nom. Pour enterrer tous ces corps, des bulldozers travaillèrent jour et nuit, mais face au grand nombre de corps à enterrer, leur travail se révéla insuffisant. Des milliers de corps pourrissaient sur les collines, dans les maisons, aux bords des routes et ailleurs."

Cette étrange vision préfigure le spectacle qu'offrira le Rwanda deux ans plus tard, avec une seule différence : les cadavres seront ceux des Tutsi.... Au tournant des années 1993 et 1994, les prophéties du même genre se répètent et se font plus précises, annonçant la mort de Habyarimana. Qui survivra à la guerre de mars ?", écrit *Kangura* en janvier 1994 : "Si les *inkotanyi* ont décidé de nous massacrer, eh bien qu'on se massacre ! Et si abcès il y a, qu'il crève !". Ce ton prophétique permet de faire passer un message d'extermination.

La propagande pour un front uni de tous les Hutu sur un projet extrémiste et la dénonciation des Hutu traîtres

- La disqualification des opposants au régime au nom du « peuple hutu » :

Les extrémistes tiennent à démontrer que le conflit entre les Hutu du sud et les Hutu du nord est une invention diabolique des Tutsi. Dès le mois de décembre 1990, *Kangura* (n° 6, p. 17) demande que les Hutu oublient le problème du régionalisme (l'opposition Nord-Sud), dangereux en cas d'élections libres, pour ne voir que la menace tutsi. Pour la survie de *rubanda nyamwinshi* (le "peuple majoritaire"), tous les Hutu doivent s'unir dans un seul parti, le MRND, derrière leur "père" Habyarimana :

"J'ai rêvé que les élections étaient revenues, mais celles-ci étaient caractérisées par des groupements très attachés aux appartenances régionales et ethniques.... Le peuple majoritaire vivrait alors ses pires moments par suite des divisions nées en son sein en raison de la soif de chacun pour le pouvoir. Je vais vous donner un exemple : Gahutu : 85%, Gatutsi : 14%, Gatwa : 1%. Gahutu correspond à *Rubanda nyamwinshi* avec 85%, mais s'il se subdivise en dix partis, chacun d'eux comptera environ 7% des Hutu, car, inutile de me raconter des histoires, aucun Tutsi n'adhérera à un parti créé par un Hutu ! Même s'il est de mode de prendre ses distances par rapport au MRND comme s'il ne leur avait pas donné satisfaction en tout, il gardera quand même quelques membres, à peu

19334 bis

« L'autre objectif de la guerre était de diminuer le nombre des Hutu. Les Inyenzi devaient massacrer, exterminer sans même épargner les foetus des Hutu ainsi qu'ils le font dans les zones de combat comme Butaro et Muvumba, de sorte que les Hutu ne puissent plus invoquer leur nombre car il y aurait très peu de rescapés et ceux-ci seraient constitués en majorité de personnes non instruites. Aussi longtemps que la majorité et de la population restait hutu, la reprise du pouvoir ne leur suffisait pas ».

Ou en mars 1992, ce périodique fait campagne, dans sa version "magazine" (n° 7, p. 11), pour un "front commun des Hutu" sur ce mode plaintif :

"Car le danger d'extermination de cette espèce humaine est imminent....Au Burundi, au Rwanda et au Zaïre (Nord-Kivu), les Bahutu sont poursuivis sur tous les fronts. La virulente menace dirigée contre eux est réellement de taille."

A l'égal de la confrontation décisive entre une "coulée blanche chamitique" et les masses sombres du peuplement africain originel telle que la dépeint l'*Essai sur l'inégalité des races humaines*, c'est un combat final, à la vie à la mort, que *Kangura* prophétise pour ses lecteurs dès le début de 1992. Plus précisément un de ses rédacteurs, Bonaparte Ndekezi, se fait le visionnaire et le chroniqueur d'une revanche des Tutsi et d'un génocide annoncé, celui des Hutu du Burundi et du Rwanda (*Kangura*, n° 32, février 1992, p. 15-17) :

"Le sort des Hutu a été scellé le 27 janvier 2011".

"Les Tutsi avaient continué d'amasser les armes de destruction massive. Ils avaient même acquis plus d'une centaine d'avions de combat, un grand nombre de chars, des missiles, des véhicules, des fusils de toutes sortes que l'on ne trouve pas au Rwanda... Ils avaient fait appel aux pays arabes qui leur donnèrent des armes et des instructeurs militaires. Les pays européens leur avaient également donné beaucoup d'argent, convaincus qu'il était destiné aux projets de développement des populations.

Très tôt le matin du 50ème anniversaire de la démocratie, le ciel de Kigali se remplit d'avions C230, d'hélicoptères et d'autres avions de combat venus discrètement du Burundi. Des parachutistes vinrent s'emparer de la radio, de l'aéroport, des quatre camps militaires et de sept camps de gendarmerie de la ville et de ses environs. Des hommes armés sortirent des maisons, chacun sachant la position qu'il devait occuper. Les C230 crachèrent sur l'aéroport de Kanombe des autos blindées, des jeeps, des chars et des caisses pleines d'armes... Toutes les communications furent interrompues. Seules les radios des *inyenzi* fonctionnaient. Tout le système de communication de l'armée avait été mis hors d'usage par les complices. A 4 heures du matin, tous les camps militaires de l'armée étaient entre les mains des Tutsi. Butare et Gitarama ont été pris par des soldats venus du Burundi.

Les habitants de ces villes ont cru à un coup d'Etat ordinaire. Ils ne s'en préoccupèrent pas outre mesure. A 5 heures du matin, un communiqué lu à la Radio demanda à la population de rester chez elle jusqu'à nouvel ordre. Les militaires rescapés tentèrent de s'interposer, ils parvinrent même à récupérer les villes de Ruhengeri et de Gisenyi, mais comme ils étaient trop peu nombreux et qu'ils

1905/610

rwandais, c'est comme ça que moi je vois les choses, je constate qu'il veut prendre le pouvoir pour le donner aux Tutsi et qu'il se mêle des problèmes du PL, qui en vérité ne le concernent pas. Ici, je crois que les Hutu devraient se lever comme un seul homme, dépasser les rancoeurs et mettre fin aux conflits entre les partis politiques. C'est une chose qui devrait disparaître dans les cœurs des gens. Il faudrait au contraire réfléchir sur un programme qui permettrait au peuple majoritaire de garder le pouvoir et d'éviter qu'il aille entre les mains des Tutsi. Nous étions d'accord pour le partager. Mais qu'ils prennent tout le pouvoir et que les Hutu retombent dans l'esclavage, cela aucun Hutu, où qu'il soit, ne peut l'accepter ». (Kantano, RTLM, 02/03/94).

Il faut noter que dans la campagne de mobilisation du « peuple majoritaire » contre les accords de paix d'Arusha, la presse extrémiste était sur la même longueur d'onde que certaines formations politiques. Le 17 août 93, le parti de Jean Bosco Barayagwiza, la CDR, a publié dans les colonnes du journal de Hassan Ngeze un communiqué dans lequel il rejetait sans ambiguïté l'accord de paix d'Arusha :

A l'intention de ceux qui se demandent pour quelle raison le CDR n'a pas envoyé son représentant à la cérémonie de signature des accords de paix d'Arusha, nous tenons à faire savoir que le CDR n'a pas voulu s'associer à une cérémonie qui confirmait des accords qui contiennent des points susceptibles de conduire à la guerre civile ou d'aider un groupe à prendre le pouvoir par la force ou par d'autres méthodes contraires aux règles de la démocratie. En ce qui concerne le code de conduite, le parti CDR estime que les partis auraient dû avoir la possibilité d'en discuter au lieu d'être forcés à le signer. C'est pour cette raison que la CDR n'accepte pas ces accords. Ils sont incomplets et contiennent des points qui appuient l'autoritarisme. Le parti CDR est disposé à signer ces accords à condition qu'ils soient revus et corrigés par les parties qu'ils engagent. (*Kangura* n° 48, août 1993, Communiqué du parti CDR sur les Accords de paix signés à Arusha le 4 août 1993, Extrait).

Et comme nous l'avons déjà dit au chapitre précédent, Ferdinand Nahimana, cadre important du MRND, fut parmi les premiers à exprimer publiquement son opposition aux accords de paix d'Arusha. Dans cette émission dont l'enregistrement est daté du 26 octobre 93, Ferdinand Nahimana parle d'accords mal négociés et d'agenda caché. Il regrette que les autres partis politiques n'aient pas suivi le MRND lorsque celui-ci a organisé, en janvier 93, des manifestations pour arrêter les négociations. Après lui, et cela jusqu'au milieu du mois de mars 94, la *RTLM* se joignit à la presse extrémiste pour dénoncer ces accords. En décembre 93, aussitôt après l'arrivée du bataillon du FPR dans la ville de Kigali, la *RTLM* lance des mises en garde contre ceux qui pourraient croire que la guerre est pour autant finie. Avec pédagogie, Gaspard Gahigi, responsable de la ligne éditoriale de la *RTLM* en tant que rédacteur en chef, prêche de maintenir la belligérance, reprenant ainsi la thèse de *Kangura* selon laquelle l'accord de paix n'est pas la paix :

« Je salue donc les amis auditeurs de la *RTLM*, ceux qui nous écoutent depuis longtemps et ceux qui se sont ajoutés hier, je veux parler des Inkotanyi qui sont arrivés

19050 bis

hier soir à Kigali. Mais tout en vous adressant mes salutations, je vous exhorte aussi à la prudence... parce qu'il y a des gens qui ont pensé que du fait qu'on a signé la paix est revenue au Rwanda... Il y en a qui pensent que la paix est revenue parce que les Inkotanyi sont arrivés à Kigali. Je voudrais vous dire que ce sont des choses avec lesquelles il faut faire attention. Tant ceux qui vivaient dans le pays que ceux qui viennent d'y entrer, tout le monde doit être prudent, parce que signer un accord de paix n'est pas suffisant... Il y a ce qu'on appelle en français « la gestion de l'après guerre ». C'est à dire que quand tu te bats avec quelqu'un et que vous parvenez, par vous-mêmes ou grâce à l'intervention de d'une tierce personne, à mettre fin à l'affrontement, ceci ne signifie pas que la guerre est terminée, ça ne veut pas dire que la colère est éteinte, il doit s'écouler un temps avant de faire la paix, c'est ce temps que nous vivons... Il faut une période de réconciliation avant d'arriver à vivre en harmonie avec la personne avec laquelle tu t'es battu. Il ne s'agit donc pas pour l'instant de dire aux gens qu'ils doivent s'embrasser et danser dans la rue... C'est comme quand tu te bats avec quelqu'un et qu'on vous sépare, vous ne vous empressez de vous rapprocher, l'un commence par regarder l'autre et réciproquement, prudemment, c'est bien plus tard que ceux qui se sont battus se rapprochent ; ce n'est pas le moment de se livrer à des actes de provocation, nous en reparlerons, mais je vous demande d'être prudents et d'éviter toute provocation... (Gaspard Gahigi, *RTL*M 0320 du 29/12/93).

Face aux difficultés soulevées par la mise en place des institutions de transition prévues par les accords de paix d'Arusha, la *RTL*M propose la conclusion d'un troisième accord, « Arusha III » :

« Puisqu'il y a des difficultés alors que les Inkotanyi sont arrivés à Kigali, qu'ils approchent le gouvernement du Rwanda, que Kanyarengwe dise à ses hommes et que Habyarimana parle aux siens, car ce sont eux qui ont signé les accords, qu'ils fassent les accords de Kigali. Hum ! Ce sont les accords de Kigali qui vont remédier au problème. Qu'ils concluent vite les accords de Kigali, ainsi les choses seront claires, il ne peut en être autrement, il y a eu les accords d'Arusha, hum ! en vertu desquels Rukokoma leur a donné Ruhengeri et Byumba et ils sont entrés. Puis il y a eu les accords de Kinyiro qui leur ont permis d'arriver à Kigali ! Pour qu'ils puissent maintenant agir librement dans tout le pays, il faut conclure les accords de Kigali. C'est comme ça, il reste les accords de Kigali, il ne peut être autrement... » (Hitimana Noël, *RTL*M, 0152, du 13-14/01/94).

Deux jours plus tard, les journalistes de la *RTL*M pensent que les conditions seront bientôt réunies pour que les protagonistes envisagent un nouveau round de négociations en vue d'un nouvel accord :

« Je vous ai dit que nous attendrons plutôt qu'il y ait peut-être d'autres accords qui seront signés à Kigali. Vous avez entendu la déclaration du Président de la République, ces accords sont proches, car il a dit : « il y aurait problème si d'ici jeudi 20 janvier nous n'avons pas nous mettre d'accord sur la composition du gouvernement ». Les choses seraient donc en bonne voie » (Hitimana Noël, *RTL*M, 0295 du 16/01/94).

Jusqu'à la fin du mois de janvier 1994, à la *RTL*M continue de croire en la possibilité de signer un autre accord « Arusha III », à Kigali :

19049 bis

« Je vous ai dit que : -Arusha I a été signé à Arusha. – Arusha II a été signé à Kinyihira. - Je vous ai dit aussi que les négociations Arusha III se dérouleront à Kigali, des accords seront donc signés à Kigali. De cette façon, le problème entre les Hutu et les Tutsi sera clarifié ». (Hitimana Noël, *RTL*M, 0327 du 27-31/01/94).

3. Le dénigrement de la MINUAR, un préalable au sabotage des accords de paix :

Le FPR et le gouvernement rwandais avaient demandé à la Communauté internationale de les épauler dans la mise en application des Accords de paix d'Arusha. C'est ainsi qu'une force militaire neutre, la MINUAR, fut créée et envoyée, dès le mois d'octobre 1993, à Kigali. Si cette force s'est montrée par la suite incapable d'apporter une réponse adéquate à la crise rwandaise et qu'elle a été retirée dès le début du génocide, il faut rappeler qu'elle avait été dès l'origine fortement critiquée dans la presse extrémiste et à la *RTL*M, suspectée de complicité avec les *Inkotanyi*. Objet de caricature dans le journal *Kangura*, le général canadien Roméo Dallaire, commandant de la MINUAR, était décrié par la *RTL*M comme « persona non grata » au Rwanda.

L'hostilité des médias extrémistes à l'égard de la MINUAR est apparue très tôt. Dès le mois d'octobre 1993, la décision du Conseil de sécurité des Nations Unies de créer et d'envoyer une mission militaire au Rwanda avait suscité chez *Kangura* indignation et désapprobation :

« Il est incompréhensible que l'ONU ait sacralisé les accords et leur contenu alors que les populations n'ont pas participé à leur négociation... On n'a vu nulle part ailleurs au monde, des gens se réunir dans un pays étranger pour se partager le pouvoir dans leur propre pays », (*Kangura* n° 51, « "L'ONU a accepté d'assister ceux qui ont usurpé le pouvoir »).

Dans son premier numéro du mois de décembre 1993, le journal *Kangura* fait observer que le contingent belge constitue le plus gros des soldats de la MINUAR. Le titre est sans équivoque, la présence des soldats au sein de la force des Nations Unies est mal ressentie par la rédaction du journal : « Les Belges recommencent... ». Ils sont accusés d'être des alliés du FPR :

« Nous connaissons les Belges et nous savons vers qui ils penchent. Lorsque les *Inkotanyi* ont attaqué en octobre 1990, c'est la Belgique qui a été la première à leur apporter son appui... Nous savons maintenant jusqu'où va l'amitié des belges. Ce n'est certainement pas par amour que les belges ont accepté d'envoyer leurs soldats au Rwanda » (*Kangura* n° 52, décembre 1993).

Comme *Kangura*, la *RTL*M a critiqué la MINUAR bien avant qu'elle n'arrive au Rwanda. Et comme le journal de Ngeze Hassan, cette radio mit particulièrement en cause la participation des soldats belges à la force des Nations Unies pour le Rwanda :

19048bis

« Nous avons appris que les Belges seront les premiers à arriver au Rwanda, aider,... Ils seront les premiers éléments de la force de l'ONU qui aura la mission d'assurer la sécurité de Kigali. Les gens se disent : les Belges viennent comment ? Pourquoi ce sont eux les premiers à arriver ? Pourquoi ils ne sont pas mélangés à d'autres ? Comment a-t-on négocié cette affaire ? Ces choses cachent quelque chose. Nous pouvons nous le rappeler, avec les six cents soldats des Inkotanyi, qui accompagneront les Ministres. Les gens s'interrogent là dessus. Ce sont des questions parmi d'autres. On a le droit de se poser des questions ; Revenez très tôt matin. Vous nous direz les résultats de votre réflexion. Nous essayerons, nous aussi de nous informer afin de savoir l'origine de ces choses, parce qu'il n'y a jamais d'effet sans cause. Vous avez appris que les *Inkotanyi* continuent de repousser les soldats français,... C'est comme si les *Inkotanyi* donnaient des ordres à l'ONU, on ne sait jamais en fait. Mais la question des belges préoccupe les gens. Lorsqu'une question se pose, il est nécessaire d'y apporter une réponse. » (Kantano Habimana, *RTL*M 0276, octobre 1993).

Dans leurs attaques contre la MINUAR, les médias extrémistes ont visé particulièrement le contingent belge. *Kangura* l'accusait de complicité naturelle avec les Tutsi en raison des alliances matrimoniales :

« L'amitié entre les Belges et les Tutsi est très ancienne. Beaucoup parmi eux ont épousé les femmes tutsi de sorte que leur attitude partisane ne devrait étonner personne. La question des belges à Kigali a été posée au Commandant de la MINUAR, le Général Roméo Dallaire qui a eu du mal à répondre. Il a dit que ces soldats viennent certes de la Belgique mais qu'ils sont sous le commandement des Nations Unies.

Personne ne le conteste. Mais quoi qu'il en soit, le fait de porter des casques bleus ne les empêche pas d'être belges. le fait d'être dans la MINUAR ne leur a pas enlevé de la tête les idées belges et leur parti pris en faveur de leurs beaux-pères."(*Kangura* n° 55, janvier. II 1994).

La *RTL*M entretient la même campagne sur l'immoralité supposée des Belges, nourrie de la haine des filles tutsi que l'on connaît depuis les « Dix commandements du Hutu » et mise en scène de façon particulièrement grossière dans les caricatures de la presse extrémiste (voir *Rwanda, les médias du génocide* p. 366) :

« Le problème des Belges affectés aux écoles de Kigali continue d'être préoccupante, les lycéennes se plaignent en disant : « nous, élèves de Lycée, notamment les filles hutu, sommes harcelés par ces militaires belges qu'on a mis dans notre établissement »,... « ils ne nous laissent plus dormir comme avant »... « Mais le peuple majoritaire est vigilant »,... « n'ayez pas peur, ils ne nous feront rien ». « ... vu comment ces soldats belges nous regardent...et avalent des litres de salives...nous pouvons qu'ils ne repartiront pas sans y laisser des enfants ». C'est donc un problème qui préoccupe les enfants, mais aussi et surtout les parents, nous espérons que les responsables, le commandant Dallaire, responsable de la MINUAR et les autres responsables politiques du pays, trouveront le moyen d'éloigner les soldats du Lycée, on avait dit que leur présence était provisoire. Qu'on y mette alors rapidement fin. Même s'ils ne font courir aucun risque aux enfants, le fait que les gens les

19047 bis

soupçonnent suffit pour qu'on les éloigne (Gaspard Gahigi, *RTL*M, 0314, 17, 20, 21/12/1993).

Dans une autre émission, le contingent belge de la MINUAR fut accusé de servir de couverture aux activités d'une armée de mercenaires qui travailleraient pour le compte du FPR :

« Vous le savez maintenant, la MINUAR est venue dans notre pays, il y a des belges qui sont dans notre pays. Nous ne pouvons pas dire que les belges nous détestent ou que la MINUAR nous déteste. Ce que je veux seulement vous rappeler, c'est que le FPR a souvent utilisé des astuces variées, et s'est fait beaucoup d'amis, de sorte qu'il n'y a pas un seul endroit où ils n'ont pas des hommes qui travaillent pour eux. C'est dire que même dans la MINUAR ou parmi les belges, il peut exister ceux que nous pourrions appeler des « mercenaires », ces mercenaires travailleraient pour le compte du FPR. Ce sont eux qui seraient à l'origine de la violence dans les différents coins de la Préfecture Kigali - Ville... Vous avez entendu hier soir comment ils ont attaqué chez le Directeur général du ministère des Affaires étrangères, chez Barayagwiza Jean Bosco, cela veut dire qu'il y a des mercenaires qui se cachent (dans la MINUAR) et qui sont à l'origine de la détérioration du climat dans le pays dans le but d'opposer les gens les uns aux autres, de pousser à proférer des injures contre la MINUAR, de pousser celle-ci à bout et de l'amener à se dire : non, ces gens sont impossibles, ils ne veulent pas de nous, nous devons nous en aller. Le FPR poursuivrait alors son objectif, voulant s'emparer du pouvoir après le départ de la MINUAR. C'est une chose dont nous devons nous mettre en garde et sur laquelle nous devrions nous entendre (Valérie Bemmerli, *RTL*M, 0327 du 27-31/01/1994).

Des témoignages des soldats belges engagés au Rwanda dans le cadre de la MINUAR montrent que la violence verbale de la *RTL*M se traduisait sur le terrain par de nombreux incidents : grenades, des menaces contre les bars fréquentés par les Belges, agressions de militaires, des manifestations d'Interahamwe non réprimées par la gendarmerie (Commission sénatoriale belge, audition du Major PODEVJIN, 7 mars 97). On apprend également que le colonel Marchal, commandant du bataillon belge de Kigali, aurait exprimé en début de janvier 1994, ses préoccupations « concernant les conséquences des émissions de Radio Mille Collines » (audition du 7 mars 97).

Le lieutenant Nees a fourni plus de détails sur la propagande antibelge de la *RTL*M : « A partir de janvier..., le nombre et le caractère des messages de la *RTL*M ont dès lors augmenté. A partir de ce moment, la radio profitait de chaque occasion pour discréditer la Belgique. Il y a eu un certain nombre d'incidents où Kibat était intervenu de façon correcte et où la *RTL*M a abusé de la situation ». Il évoque l'exemple de l'accusation selon laquelle un hélicoptère aurait tiré sur la résidence du président et cite le cas d'un incident survenu le 20 janvier 1994, lorsque les soldats belges durent tirer en l'air pour évacuer Faustin Twagiramungu et furent accusés d'avoir tiré dans le tas, tué et blessé des manifestants. Il parle d'actes de provocation menés par 300 miliciens contre des

19046 bis

soldats belges le 8 janvier et affirme qu'il y a eu beaucoup d'autres incidents aux points de contrôle provoqués par des Rwandais.

Dans un télégramme adressé par le ministre Willy Claes à l'ambassadeur belge à Kigali, le ministre des Affaires étrangères se dit indigné par la propagande antibelge de la RTLM : « Etant donné tout ce que nous faisons pour le Rwanda, il est incompréhensible que cette radio, dont nous connaissons le système de financement mène une campagne antibelge scandaleuse ». Dans son témoignage sur la même époque, l'ancien procureur de Kigali, François Nsanzuwera, a mis en corrélation l'énumération des incidents impliquant les casques bleus belges et la distribution systématique d'armes au Rwanda (22 avril 97).

L'acharnement de la RTLM contre les soldats belges mettait gravement en danger la mission des Nations Unies pour la paix au Rwanda. On peut en effet imaginer ce que cela impliquait pour le travail des forces des Nations Unies et en particulier dans sa mission de contrôle sur la circulation des armes dans la ville de Kigali. Or, les appels de la RTLM et du journal *Kangura* allaient plutôt dans le sens de l'organisation, de l'armement et de l'entraînement des milices au maniement des armes, de l'obstruction systématique aux initiatives de la MINUAR pour la confiscation des armes illégalement détenues et la recherche des endroits où elles pouvaient avoir été cachées. La campagne de la RTLM contre le contingent belge de la MINUAR se situe à une période cruciale et a pris pour cible ceux qui avaient reçu la mission de permettre l'avènement de la paix au Rwanda. Selon les informations recueillies par le commandement de la MINUAR en janvier 1994, l'armement et l'entraînement militaire des milices avaient atteint une grande ampleur : tous les Tutsi de Kigali avaient été recensés, les miliciens initiés au maniement des armes avaient acquis des performances telles qu'ils pouvaient tuer 1000 Tutsi à la minute.

La distribution d'armes à feu et la prolifération des caches d'armes s'accéléraient. La mission spécifique du bataillon belge de la MINUAR était de garantir la démilitarisation de la ville de Kigali. En s'attaquant à ce contingent, la RTLM a fragilisé l'acteur international à un moment où il avait besoin de la plus grande autorité pour s'opposer à cette intensification d'une logique de guerre civile et de préparation de massacres de civils. Informé des distributions d'armes, des entraînements à tuer et de la prolifération de caches d'armes, confronté à la défiance des extrémistes de Kigali, le commandant de la MINUAR demanda à ses supérieurs de New York l'autorisation de recourir à la force pour détruire ce potentiel de violence. La demande fut rejetée en raison des dangers auxquels aurait conduit cette initiative.

19045 bio

Parmi les premières personnes tuées à Kigali au début du génocide, on sait qu'il y a dix Casques bleus belges. Quelques jours avant cet acte ignoble, le journal *Kangura* en avait expliqué et justifié les motifs dans un éditorial, ce qui conduit à supposer que ce meurtre ne fut pas le fruit du hasard, mais le résultat d'une décision prise longtemps à l'avance et à laquelle Hassan Ngeze aurait été associé :

« Pour quelle raison les soldats de l'ONU seront-ils tués ?

Depuis la signature des accords de paix, *Kangura* n'a eu de cesse de dire la vraie question qui se posait au Rwanda. Cette question est celle des ethnies, les Hutu et les Tutsi. Les négociateurs l'ont de commun accord négligée, rivalisant de mensonges. Le gouvernement du Rwanda a dit à la Communauté internationale qu'il n'existait pas de problème ethnique au Rwanda. Les Inkotanyi ont soutenu qu'il n'existait pas de problème ethnique au FPR. Et pourtant, dans leurs salons respectifs, les uns et les autres reconnaissaient l'existence de la question hutu/tutsi... Nous avons toujours dit dans *Kangura* que là où deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui en souffre. C'est comme ça que les populations innocentes vont être victimes des accords de paix d'Arusha alors qu'elles n'ont joué aucun rôle dans leur négociation. Que devrait-on faire ? *Kangura* l'a dit dès le début de cette guerre. Le FPR devrait avouer clairement qu'il parle au nom des Tutsi, exposer les injustices qu'ils ont subies, et si nécessaire organiser un congrès de tous les Tutsi afin de recueillir leurs avis. Les postes qui lui ont été accordés devraient faire l'objet d'un décret statuant que désormais au Rwanda, les Tutsi occuperaient 40% dans l'administration et dans l'armée. Le même décret devrait statuer qu'étant majoritaires, les Hutu représenteront toujours et à tous les niveaux 60% des effectifs. Une loi sur les partis devrait obliger désormais chacun d'eux à avoir 40% de Tutsi et 60% de Hutu, que ce soit au niveau de ses membres ou de ses dirigeants. Ainsi, la question hutu/tutsi serait réglée.

« Où est l'erreur ?

« Nous avons dit que les parties aux négociations ont préféré se mentir mutuellement en disant qu'il n'existait pas de problème ethnique au Rwanda. Ils en ont conclu que les accords de paix d'Arusha devraient être appliqués à la lettre. Aujourd'hui, cependant, ceux qui les ont signés sont les premiers à les violer. Ils les violent même bien avant ceux qui n'y croient pas. C'est ainsi qu'au sein du PL, du MDR, du PSD la question hutu tutsi tend à embraser l'ensemble du pays. Comment se fait-il que Ngulinzira et Nsengiyaremye sont les premiers à dénoncer ces accords alors que ce sont eux qui les ont négociés de bout en bout ?

« On a mal expliqué le problème à la communauté internationale

« Les soldats de l'ONU sont venus au Rwanda afin de réconcilier les deux parties au conflit. La résolution de déploiement prévoit, en cas de reprises des hostilités, le retrait pur et simple et le rapatriement de ces forces. Le Rwanda plongerait alors dans une terrible guerre d'extermination mutuelle entre Hutu et Tutsi. Les populations ne sachant ni lire ni écrire seraient atrocement massacrées. Le déchirement serait total et le pays complètement ruiné. Tout cela à cause des accords mal négociés d'Arusha. Contre toute attente, ceux qui ont négocié ces accords seraient eux-mêmes victimes des combats.

19044bis

« Les accords d'Arusha sont comme une maison érigée au-dessus d'un précipice. Elle peut à tout moment s'effondrer avec tout qu'elle contient

« Un exemple pour comprendre. Imaginer que quelqu'un dise à une femme enceinte de 7 mois : accouche et je te donne des cadeaux, alors qu'on sait bien qu'une grossesse dure 9 mois. Dans ce cas, le dispensateur des cadeaux sait autant que la femme, que sa demande n'est pas réalisable. Et que quand bien même elle se réaliserait, cela ne pourrait que provoquer des problèmes. Et quand tu le dénonces en observateur, tu te vois taxé de jalousie. C'est comme cela que les gens pressent le Rwanda à mettre en place le gouvernement de transition avant le temps, avant le règlement des questions de fond. Il paraît que sans ce gouvernement, l'aide sera suspendue. Dans notre exemple, le Rwanda représente la femme enceinte, l'ONU est la Communauté internationale qui offre des cadeaux. L'auteur de la grossesse étant « Arusha ».

« Comment mouront les forces de l'ONU ?

« Ainsi que cela s'est passé en Somalie où près de 200 soldats de l'ONU ont été massacrés suite à leur manque de neutralité, au Rwanda aussi il faut savoir que ceux qui ne seront pas dans le gouvernement qui va être mis en place ne manqueront pas de le combattre. Tout comme ceux qui en feront partie mais qui n'y croient pas. Le pays sera peuplé de rebelles au pouvoir. Les soldats de l'ONU continueront de soutenir les accords d'Arusha puisqu'ils ne sont ici que pour eux. Les opposants à ces accords se lanceront en assaut sur eux et les massacreront à la grenade et il en mourra parmi eux chaque jour. Ils finiront par perdre patience, se retirer et s'en retourner chez eux. Des torrents de sang vont alors couler. Les Tutsi et les Hutu stupides seront exterminés. Les Inyenzi vont redemander de l'aide à Museveni, attaqueront les Hutu et les massacreront atrocement à leur tour. Toutes ces mauvaises nouvelles sont la conséquence des accords mal préparés, » (*Kangura* n° 58, mars 1994, Extrait de l'éditorial).

Déstabiliser la MINUAR, faisait manifestement partie intégrante du projet du génocide. Le massacre des Casques bleus belges entraîna le retrait de l'ensemble des forces, à l'exception d'une petite unité qui resta sur place pour maintenir le contact, au début du génocide. Selon le témoignage recueilli en décembre 93 par la journaliste belge, Colette Braeckman, auprès de Mme le Premier Ministre, Agathe Uwilingiyimana, les extrémistes de Kigali avaient depuis longtemps décidé d'obtenir le retrait de la MINUAR et avaient très vite compris qu'il suffisait pour cela, de faire tuer quelques éléments du contingent belge (audition à la commission sénatoriale belge, interview par nous, septembre 2001).

Entre temps cependant, *Kangura* et la *RTL*M avaient étendu leurs attaques à l'ensemble de la MINUAR, récusant sa neutralité, diffamant ses chefs, dénigrant son action et affirmant que la sécurité des Rwandais devait être assurée par les rwandais eux-mêmes. En décembre 93, les soldats de la MINUAR sont accusés de comportements irresponsables et moralement

190436

inadmissibles qui les rendent incapables d'accomplir leur mission et devraient justifier leur remplacement ou leur retrait pur et simple :

« Ce scandale a été commis à moins de 20m de distance du camp des soldats de la MINUAR, en commune Nkumba. Là, les ennemis du pays viennent et arrêtent librement toute personne sur laquelle pèse le moindre soupçon. Un chauffeur du ministère des Travaux publics, Mugenga, a échappé de justesse à ces arrestations grâce au secours de ses frères rwandais... Pendant ce temps, les soldats de la MINUAR passent leurs journées avec les femmes qu'ils ont emmenées de Kigali, ce qui se passe au Rwanda est vraiment ridicule. Les soldats de la MINUAR ont trouvé au Rwanda des femmes déterminées à travailler pour leur ethnie, pour leur parti politique ou pour leur famille, à chercher des fonds pour s'acquitter des cotisations, telles qu'elles sont récoltées de toutes les régions du monde, found raising, ce sont des personnes qui sont vraiment prêtes à tout. Souvent nous le disons en plaisantant mais les soldats de la MINUAR et d'autres personnes qu'ils entraînent courent avec ces femmes le risque de mourir de sida. » (Noël Hitimana, *RTL*M, 16/012/1993).

Et en janvier 94, la MINUAR est accusée de complicité avec le FPR ou d'incapacité à contrôler les agissements des *Inkotanyi* qui en toute liberté seraient en train d'armer leurs complices. Face aux défaillances de la MINUAR, la *RTL*M interpelle les Rwandais afin qu'ils cessent de faire confiance à la MINUAR et prennent leur propre sécurité en charge :

« Les soldats de la MINUAR, à l'exception des Belges qui parlent français, les soldats Bangladais qui sont les plus nombreux autour du CND, ne comprennent pas très bien ce qui se passe... Des véhicules viennent et s'approchent de la clôture, il y a aussi des personnes qui viennent des *jerikani* qu'ils font passer à travers la clôture... quelqu'un a saisi une *jerikani* rempli de pièces de fusils préalablement démontés... Des armes sortent, c'est la vérité, c'est maintenant de notoriété publique. Si la MINUAR ne fait pas attention, si nous ne prenons pas nous-mêmes garde, parce que la MINUAR n'est pas venue se substituer à nous, si nous ne veillons pas sur notre propre sécurité,..., comme ils l'ont dit eux-mêmes, ils ont quelqu'un dans chaque cellule. C'est donc vrai, des armes sont disponibles et sont distribuées à partir du CND, nous le savons. C'est une information qui vient de me parvenir et j'ai pensé que je ne pouvais attendre de vous l'annoncer demain. Pourquoi la garderai-je toute la nuit ? Prendre le risque de nous faire exterminer par des gens qui s'y préparent et s'en vantent ? (Noël Hitimanana, *RTL*M ? 10-11/01/1994).

Au même moment, on trouve dans les colonnes de *Kangura* le même discours :

« Ce qui ne doit pas aboutir se sait d'avance. Le jour où le Commandant de la MINUAR, le général Roméo Dallaire, a autorisé les soldats du FPR de sortir avec leurs armes, il leur a livré les populations. Récemment, ce vieil homme a dit ouvertement aux populations ce qu'il est et ce pour quoi il est venu. Après les deux attaques du FPR à Remera et le massacre des innocents, Roméo Dallaire s'est caché la face et a affirmé qu'aucun *Inkotanyi* n'a tiré et qu'il n'a ni mort, ni blessé! Et pourtant, les populations ont été témoins de ces attaques, ceux qui sont morts sont les leurs et les blessés qui sont dans les hôpitaux sont connus.

19042 bis

« C'est là que l'on s'aperçoit que la situation est difficile. Aux termes des accords d'Arusha, les soldats de la MINUAR sont chargés d'assurer la sécurité des Rwandais et de les aider à mettre en oeuvre les Accords de paix signés le 4 août 1993 à Arusha. Maintenant, ces soldats se comportent comme s'ils avaient été envoyés pour aider le FPR à prendre le pouvoir par la force. La situation demande quelques explications. Si les Inkotanyi se sont décidés à nous massacrer, il faudra qu'on se massacre mutuellement. Et que l'abcès creuve! Les temps que nous vivons demandent que l'on soit vigilant parce qu'ils sont difficiles. Dire qu'ils y a des forces de l'ONU n'empêcherait pas les Inkotanyi de provoquer la guerre ». (Kangura n° 55, janvier 1994).

Dans une autre émission, les soldats de l'ONU sont accusés d'avoir ouvert le feu sur un groupe de manifestants au quartier de Remera, dans la banlieue est de Kigali, à proximité du quartier de la MINUAR. Celle-ci est accusée de couvrir les meurtriers du FPR. Par le jeu d'une interview, la RTLM qui se montre solidaire des manifestants, s'en fait le porte-voix, diffuse leurs récriminations et leurs accusations contre les Casques bleus :

« Ils sont là, arrêtent les voitures mais ne touchent ni aux personnes ni à leurs biens. A notre arrivée, on entendait des bruits d'armes. Il y avait plusieurs tirs. Mais, en notre présence, il n'y a plus eu de tir. Nous nous demandons ce qui s'est passé. Mais avant de nous poser cette question, nous voudrions vous faire entendre les populations qui sont dans la rue, ce qu'elles pensent, ce qu'elles veulent, l'objectif de leur présence dans la rue. Ils disent, « nos hommes sont en train de mourir. On les tue, nous connaissons les tueurs. Ils les tuent, leur tirent dessus, lancent des grenades, puis se réfugient dans les bâtiments du CND ». Elles disent : « Les Inkotanyi les protègent ». Elles disent ce qu'elles pensent de la MINUAR. Elles disent : « La MINUAR est là, il y a des blindés qui entourent le CND, la clôture du CND ». Elles disent : « Ils tirent et la MINUAR ne fait rien ». Elles disent : « Nous voulons maintenant que la MINUAR se secoue. Qu'elle nous dise s'il est vrai qu'elle est là pour protéger le peuple ? Ou si elle protège les Inkotanyi ? Si elle protège tout le monde elle doit montrer qu'elle protège tout le monde, qu'elle clarifie ces crimes atroces, montre les criminels et les preuves de leur responsabilités... »

« Nous avons le problèmes de nos hommes qui meurent, nous ne pouvons pas enterrer les gens chaque jour... Dans la nuit d'avant hier, ils ont tué des gens, nous avons enterré. Cette nuit, les choses se sont passées de la même manière. Les grenades innombrables. Pouvons-nous supporter ? ... Il était vers midi, je ne sais pas, six personnes environ se sont présentées. Elles étaient conduites par un jeune homme nommé Rusangwa Anastase. Il s'est approché de quelqu'un, l'a provoqué et l'a coupé. Les gendarmes qui patrouillaient ici sont intervenus, ils l'ont poursuivi et il est parti en courant ». (Bemeriki Valérie, RTLM, 26/01/94).

Il apparaît ainsi que dès le début de l'année 1994, le but de la RTLM est d'opposer la population rwandaise à la MINUAR. En février 94, la RTLM annonce que les soldats de la MINUAR ont fusillé deux personnes dans le quartier de Nyakabanda et émet le souhait de les voir partir :

« Selon les informations chaudes et tristes qui viennent de nous parvenir, les soldats de la MINUAR auraient tiré sur les manifestants de Nyakabanda. Deux personnes auraient été tuées. L'information n'est pas encore certaine. Nous irons dans quelques instants regarder les corps là où ils gisent à la morgue, nous vous donnerons par la suite des informations plus précises... Mais si c'est vrai, c'est dire que notre pays est déjà devenu la Somalie. Il faudrait faire quelque chose... Les soldats de la MINUAR ont fermé la route de Gikondo. Les véhicules ne peuvent plus passer par là. Ils fouillent tous ceux qui passent. Ces soldats de la MINUAR ont pour mission de nous protéger, s'ils montrent qu'ils veulent plutôt nous exterminer, il est temps qu'ils partent et soient remplacés par d'autres, car ils sont incapable d'accomplir leur mission. » (Kantano, RTL, 2/2/94).

Après avoir diffusé par trois fois cette fausse information, la RTL a fini par la démentir. A la suite d'un rectificatif apporté par un militaire des Forces armées rwandaises, la RTL annonça que les soldats de la MINUAR n'avaient pas tiré sur la foule, que personne n'avait été blessé et qu'il n'y avait pas eu de mort. La RTL remercia le militaire qui venait de lui fournir ces précisions, mais le journaliste n'eut aucun mot pour les soldats de la MINUAR diffamés. L'objectif manifeste de cette propagande était de disqualifier d'avance toute action éventuelle de la force internationale contre la préparation (recrutement et entraînement des milices, distribution des armes, fabrication de listes d'hommes à éliminer,...) et l'exécution du génocide, tout en justifiant une « autodéfense » tous azimuts.

3. La promotion d'une autodéfense hutu contre les projets criminels prêtés au FPR et à ses complices :

Pendant les trois premiers mois de l'année 1994, les massacres qui par vagues successives endeuillaient depuis trois ans les collines du Rwanda cèdent la place à une profonde insécurité frappant essentiellement la ville de Kigali et se traduisant parfois par des assassinats de leaders politiques connus. Les archives de la préfecture Kigali Ville montrent qu'à cette époque, tous les secteurs connaissent un développement sans précédent de la violence. La situation est aggravée par la confusion et l'incertitude qui pèsent sur le climat politique. Les soldats de la MINUAR et le bataillon du FPR sont déjà à Kigali. Pourtant les chances de voir se mettre en place les institutions de transition s'éloignent chaque jour davantage. La scission des partis PL et MDR a rendu insoluble la question de la constitution du gouvernement, chaque faction ayant sa liste. Par ailleurs, dès le mois de février, le parti CDR qui s'était opposé au processus de négociation et qui avait confié les accords de paix de déclaration d'une guerre ethnique, commence à réclamer sa place au sein de l'assemblée nationale de transition, ce que le FPR refuse.

Pour la RTL, la violence et l'impasse politique qui peu à peu s'installent sont le résultat de l'action criminelle du FPR qui a noyauté les partis politiques

19040 bis

et qui a infiltré le pays de commandos prêts à égorger toute personne opposée à son plan de prendre et de monopoliser le pouvoir. Toutes ses émissions sont une litanie de mises en garde contre le renforcement des positions des Inkotanyi et contre le réarmement massif de leurs « complices » dans la ville de Kigali et dans tout le pays :

« ...ils ont déclaré eux mêmes qu'il n'y a pas un seul secteur dans lequel ils ne sont pas. C'est vrai en effet. Mais il y a certains secteurs dans lesquels des gens savent surveiller les Inkotanyi, ils les surveillent et ils savent ce qu'ils ont, vous savez que dernièrement à Kimisagara on a attrapé un Inkotanyi qui portait sur sa tête un matelas replié et à l'intérieur duquel il y avait deux..., des armes de grand calibre. Aujourd'hui, il y a quelques instants, à Kimisagara,...., tout près de la maison des jeunes, un homme portant un gros sac..., dans lequel il y avait deux tentes utilisés habituellement par l'armée et semblables à celles dont se servent les Inkotanyi là bas au CND... on lui a demandé de présenter ses papiers mais il a catégoriquement refusé de les montrer, c'est ce qu'on leur apprend : si on t'attrape, accepte de mourir mais ne dis jamais rien. Uhum ! Nous sommes en train de nous demander si les inkotanyi n'ont pas l'intention d'installer un autre camp, en plus de celui du CND, dans cette ville de Kigali ou dans ses environs. C'est une chose à surveiller de très près (Noël Hitimana, RTL, 14/3/94)

« Hum, ces tentes vont où ? C'est dire qu'ils sont effectivement en train de se préparer à ces attaques, ils ont dit : « l'attaque commencera dans la ville de Kigali », ils sont en train de se préparer en prenant les outils, en les rassemblant, en les mettant ensemble. Nous ne pouvons pas, dans ce cas nier que l'attaque est effectivement imminente, comme ils le disent eux-mêmes. Ils l'ont dit à plusieurs reprises, mais certaines personnes ont continué à dire qu'il n'en était rien. Parfois, lorsqu'ils s'apercevaient que nous avions percé leur secret, ils commençaient à dire : « nous, nous ne voulons pas la guerre..., nous nous sommes pas en train de préparer la guerre », mais de nombreux signes montrent, de jour en jour, que cette guerre est en préparation (Valérie Bemmerli, RTL, 14/03/94).

Selon les journalistes de la RTL, le FPR a infiltré tout le pays et accélère partout les préparatifs de guerre. Ils annoncent que partout dans le pays, la mise en mouvement des combattants du FPR en prévision d'une guerre imminente, est perceptible. Ils cultivent un climat exagéré de peur, sur lequel renchérit Noël Hitimana le 14 mars 1994 :

« Comme Valérie l'a dit, ces gens, ces Inkotanyi ne veulent rien d'autre, ce qu'ils veulent, c'est qu'on en arrive à faire la guerre, eux ils veulent la guerre et le plus vite possible, dans leur programme, selon les informations qui nous parviennent, ils ne veulent pas dépasser la date du 15, c'est à dire demain, c'est dire demain. Ces jours-ci, là-bas dans les communes de Gikoro et Bicumbi, des jeunes gens se sont mis en route, marchant deux par deux, la population qui veille vient de les attraper. Les uns ont été attrapés dans la région de Ryarugaba, d'autres à Kabuga, on les a lors interrogés. On les a interrogés et certains ont menti en disant qu'ils allaient vers Gitarama, d'autres ont prétendu qu'ils étaient à la recherche de leurs vélos, d'autres enfin, ont dit qu'ils

19039 bi

allaient chercher leurs postes de radio du côté de Kigali. Un petit groupe s'est cependant dit, étant donnée la situation, il vaut mieux dire la vérité au lieu de mourir ici, et il a dit : « nous allons apprendre le maniement des armes au CND ». Il a dit : « nous sommes maintenant organisés en équipes, nous nous déplaçons par groupe de deux, c'est ce qu'on nous a appris, nous allons au CND apprendre à manier les armes. Ces jeunes ont donc été attrapés. Amis qui écoutez votre radio, radio RTLM, il s'agit d'être vigilant, en particuliers en ces dates, en ces jours ». (RTLM, 14/3/94, Noël Hitimana).

La RTLM prétend qu'elle a pu se procurer des lettres que le FPR aurait adressées à partir de son quartier général à des complices basés à Kigali et que cette correspondance prouve à suffisance l'intention imminente des Inkotanyi de repartir en guerre. Des extraits de lettres saisies dans les conditions qui ne sont pas précisées sont lus à l'antenne. Cette lecture est censée démontrer à ceux qui n'ont rien compris la ruse des Inkotanyi, qui ont mis à profit le cessez-le-feu pour infiltrer la ville de Kigali et mettre en place dans tout le pays des cellules combattantes :

« A la RTLM, nous avons décidé de demeurer éveillés. Je voudrais vous dire aux habitants de Biryogo qui nous écoutent, qu'ils doivent rester vigilants, savoir qu'un charançon s'est introduit parmi eux, qu'ils sont infiltrés, qu'ils doivent dès lors redoubler de vigilance afin de pouvoir se défendre et se protéger. Vous pouvez dire : « Gahigi, n'es-tu pas en train de chercher à nous effrayer ? ». Ce n'est pas pour vous effrayer, moi j'affirme qu'il faut dire la vérité aux gens, que c'est cela qui est utile, beaucoup plus que de leur mentir. Je voudrais vous dire à vous, habitants de Biryogo, qu'un de vos voisins, du nom de Manzi Sudi Fadi, alias, Bucumi, vous a quittés, et qu'il travaille aujourd'hui comme technicien à la radio Muhabura. Nous avons saisi une lettre qu'il a adressée à Hitimana Ismaël, alias Safari, ... Ce Hitimana Ismaël alias Safari, dirige une brigade des Inkotanyi là bas dans le quartier de Biryogo, une brigade qu'on appelle *Abatiganda*, il en est coordinateur...

« Selon nos investigations, des brigades comme celle-là seraient aussi bien dans d'autres endroits à Kigali, que ceux qui habitent dans d'autres quartiers de Kigali soient donc aussi vigilants... Dans sa lettre, il écrit : « aux jeunes qui constituent la brigade *Abatiganda*, je vous salue encore une fois, ..., jeunesse qui aspire au changement dans notre pays, et qui est rassemblée dans la famille du FPR Inkotanyi, je vous dis, « ayez de l'amour entre vous, l'ambition et le courage ». Il dit : « comment allez-vous à Biryogo ? » ... Noter donc que cette brigade existe bel et bien dans le quartier de Biryogo, savoir aussi que le dénommé Manzi Sudi vous a quitté, que cette brigade est dirigée par un homme du nom de Hitimana Ismaël, coordinateur de la brigade, *Abatiganda* de Biryogo. Alors, cet homme Manzi Sudi dit : « soyez forts, je pense beaucoup à vous, gardez courage dans la guerre de libération, même si le temps qui reste est très bref. Je salue Juma, et papa Juma, je salue aussi Espérance, Clarisse, Cintré et sa petite sœur, ... Umutoni (Gahigi Gaspard, RTLM, 14/3/94).

Pour marquer la profondeur de l'infiltration des Inkotanyi et montrer le degré avancé des préparatifs du FPR à la reprise de la guerre, le journaliste

19038 bis

Philippe Mbirizi fait état, le 25 mars 1994, d'une autre brigade, baptisée *Inziragutera* et constituée de 13 élèves à Nyanza (voir le chapitre précédent)

Il faut noter que chacune de ces révélations est, pour les journalistes de la *RTL*M, l'occasion de mettre les Tutsi en cause, faisant ainsi peser sur eux la suspicion et les désignant d'office à la vindicte populaire. Comme nous le verrons au chapitre 18, les extrémistes n'ont pas uniquement travaillé à dénoncer les éventuels plans criminels du FPR. Ils se sont surtout préoccupés de démontrer la collusion entre ce mouvement politico - militaire organisé et les civils tutsi, en les accusant d'implication dans l'agenda des Inkotanyi.

Le nom de « tutsi » n'est pas forcément cité. Cependant, même vagues, certaines formulations montrent bien que les accusations de la *RTL*M ne visent pas les individus mais bel et bien un groupe ethnique. Au cours de l'une de ses émissions, Valérie Bemmeriki dénonce des réunions secrètes et nocturnes de gens d'une même ethnie, et affirme que ces réunions n'ont d'autres buts que de préparer l'attaque des Inkotanyi :

« ...des gens menacent la sécurité, par exemple là à Remera, au lieu dit *Kugiporoso*, tout près de ce que l'on appelle la « clôture ». A cet endroit là, il y a des gens qui font des réunions de 21h à 3h du matin, sous le prétexte des rondes. Il y a parfois jusqu'à six personnes, mais tu t'aperçois qu'elles sont de la même ethnie. Ils prétendent qu'ils vont effectuer des rondes nocturnes. Nous vous avons dit comment ces gens sortent la nuit sous prétexte qu'ils vont effectuer des rondes dont personne n'est au courant et pas très claires. Nous avons parlé des réunions qui se sont tenues à Kicukiro, cellule Rugarama. Dans ces réunions, ils font des plans d'attaque ou élaborent des plans d'attaque des Inkotanyi.

« Ces gens qui prétendent effectuer des rondes en se tenant à l'écart de leurs voisins, c'est cela qui génère insécurité, tension et méfiance mutuelle. Ces gens qui se lèvent à 21h et disent qu'ils vont effectuer des rondes alors qu'ils se rendent plutôt à des réunions, là bas, à Remera, au lieu dit *Kugiporoso*, à la « clôture », ces choses existent, six personnes, avec en tête de file, selon nos informations, leurs autorités, s'adonnent à leurs exercices d'élaboration des plans criminels. On ne peut en effet comprendre autrement pour quelle raison ils se mettent à part et tiennent des réunions nocturnes. Que peuvent penser les autres lorsqu'ils tombent sur eux par hasard ? Au *Giporoso*, il y a entre autres Ngarambe Xavier, Munyakayanza et un autre prénom Claver. Ils sont toujours dans ces groupuscules, parfois même, ce sont eux qui dirigent ces rondes non connues et louches ». (Valérie Bemmeriki, *RTL*M, n°53 du 10/3/94, 11/03/94 et 14/03/94).

Dans son travail de veille sécuritaire visant manifestement les Tutsi et de préparation du peuple à la menace de guerre, la *RTL*M emboîtait le pas au journal de Ngeze Hassan, qui prophétise clairement en janvier 1994 « l'extermination » des « complices » :

19037 *bw*

« En ce moment, les complices des inyenzi ont dressé une longue liste de 1600 personnes qui les ont combattus. Ces personnes doivent être tuées pendant le gouvernement de transition. L'objectif est de terroriser la population pour l'obliger à faire allégeance aux inyenzi. C'est ce qu'ils appellent le "Plan final". Nous connaissons le nombre des personnes qui sont sur cette liste, nous cherchons encore à connaître leurs noms, nous vous les communiquerons dès qu'ils seront connus. Ce qu'on ne dit pas aux Inyenzi, c'est que s'ils redressent la tête, il ne sera plus nécessaire d'aller se battre contre l'ennemi qui est resté dans le maquis, nous commencerons par nettoyer l'ennemi qui est à l'intérieur dans le pays en commençant par ceux-là qui sont au CND. On connaît maintenant ceux qui aident l'ennemi, ils se sont suffisamment dévoilés. Que les Inyenzi aient le courage de savoir ce qui les attend, qu'ils comprennent que s'ils commettent une erreur, ils seront exterminés. Qu'ils sachent que s'ils attaquent encore une fois, aucun complices ne restera sur le sol rwandais. Maintenant, tous les Hutu sont un. Il ne reste qu'à ramener Kanyarengwe et Bizimungu. Or, on sait qu'ils n'étaient pas plus virulents que Mugenzi. Qui mieux que Mbonampeka a défendu les complices? Nul n'a été plus traître que Nsengiyaremye. » (*Kangura*, n° 54, janvier 1994, Editorial : "La politique du mensonge risque d'amener les Inkotanyi à regretter ce pour quoi ils ont lutté", [le dernier mensonge]).

Cet organe avait explicitement donné le nom à l'ennemi : le complice du FPR, celui qui aidait ce mouvement à préparer et à faire la guerre, celui qu'il fallait neutraliser pour éviter la catastrophe, celui aussi qui sera en première ligne lorsque sera déclenchée la contre offensive, c'était le Tutsi. Dès le début de l'année 93, à quelques mois de la signature de l'accord de paix d'Arusha, *Kangura* regrettait que les vrais enjeux et la véritable identité des protagonistes n'aient jamais été explicitement dits. Affirmant que la guerre était ethnique et opposait les Hutu aux Tutsi, le journal de Hassan Ngeze suggérait que seuls les représentants des deux ethnies étaient en tant que tels qualifiés pour négocier et signer éventuellement un accord de paix :

« La guerre avec les inyenzi-Inkotanyi a trop duré. Elle dure depuis plus de deux ans. Les négociations entre le gouvernement du Rwanda et le FPR-Inkotanyi n'ont pas progressé. Le moment est venu pour qu'on se dise la vérité au lieu de continuer de perdre notre temps à Arusha. Le problème du Rwanda, la guerre dans laquelle nous sommes, est un conflit ethnique qui a pour enjeu le pouvoir. Les Twa ne sont pas concernés....

« La guerre entre les Hutu et les Tutsi ne date pas d'aujourd'hui, elle a commencé il y a longtemps. Lorsque les Tutsi sont arrivés au Rwanda, les Hutu avaient le pouvoir. Par la force et la malice, ils leur enlevèrent ce pouvoir et le gardèrent durant 400 ans. Alors qu'ils sont une minorité.

« En 1959, le peuple majoritaire s'est révolté et a pris sa revanche sur les Tutsi. Les Tutsi ont essayé par tous les moyens de récupérer le pouvoir passé au peuple majoritaire. Ils ont alors lancé plusieurs attaques sur le Rwanda souverain jusqu'à ce jour. Les Hutu étant décidés à ne pas retourner dans la situation de vaincus, les attaques des Tutsi se sont toujours soldées par un échec. Tel est le problème, tout le reste est de la littérature!

19036 bis

« Les négociations sont nécessaires si nous ne voulons pas que notre pays soit toujours en guerre. Mais, on ne peut parler de négociations que quand celles-ci sont sincères et justes. Les Inkotanyi mentent quand ils disent qu'ils ont déclenché la guerre pour renverser le gouvernement dictatorial du MRND et de restaurer la démocratie. Ce sont des prétextes. Ils sont venus venger les grands parents chassés du pouvoir par les Hutu. Le hasard fait que c'est justement Habyarimana qui est président de la République. Pour les Tutsi, Habyarimana est un Hutu comme les autres, malgré toutes les faveurs qu'il leur a accordées depuis qu'il a accédé au pouvoir...

« Si les Tutsi se retrouvent dans certains partis comme le MDR, le PSD..., ce n'est pas qu'ils sont bêtes. Ils mènent un combat dont ils connaissent les enjeux et ils savent ce qu'ils font. Quand ils auront poussé les Hutu opposés à Habyarimana à le destituer, on reviendra à la case départ. Les Tutsi n'accepteront pas d'être gouvernés par des Hutu quand bien même ceux-ci seraient du MDR! D'autant que ce parti est à l'origine de leur exil! De même, les Hutu n'accepteront pas qu'on règne sur eux par les armes... Les Tutsi en sont également conscients. Au lieu de perdre notre temps à Arusha, ouvrons une conférence nationale entre les leaders hutu sous la présidence de Martin Bucyana, président de la CDR.

« Côté tutsi, la délégation serait conduite par Kigeri V Ndahindurwa, le plus grand des Inyenzi. Kagame (FPR) et Barayagwiza (CDR) devraient être aussi présents. Les vraies questions seront alors traitées dans toute la sincérité et sans malice comme cela se fait à Arusha. Comment peut-on faire confiance à quelqu'un qui sera Hutu parmi les Hutu et Tutsi parmi les Tutsi. En attendant la formation d'un parti hutu qui fera face aux criminels irréductibles des Tutsi, l'armée assumerait le rôle de porte parole du peuple majoritaire. Bien entendu, les Inyenzi parleraient au nom des Tutsi. Il faudrait ici faire observer aux Inyenzi que s'ils ne changent pas d'attitude et persévèrent dans leur arrogance, le peuple majoritaire mettra au point une force composée de jeunes Hutu. Cette force sera chargée de briser la résistance des enfants des Tutsi. Nous devons cesser de tâtonner." (*Kangura* n° 39, février 1993, "Pour que cette guerre s'arrête, il est nécessaire que la CDR et le FPR se rencontrent", signé *Kangura*).

« Pasteur Bizimungu et ses frères Inyenzi, ont une vue très courte. Si la guerre devait reprendre, il mourrait d'innombrables Tutsi. N'avez-vous pas vu ce qui s'est passé au Burundi ? Les Tutsi ont assassiné Ndadaye avec l'intention de refaire l'extermination des Hutu comme ils l'avaient fait en 1972. Seulement comme on dit, toutefois que tu prévois la mort pour la rivale de ta mère, c'est celle-ci qui meurt. Les Tutsi ont déclenché le conflit, mais il n'y a pas eu que les Hutu à mourir, comme ils l'avaient souhaité. Les Tutsi sont morts en un grand nombre. Il paraît que les Inyenzi affluent maintenant dans la zone tampon et commencent à demander à la population de dégager. [*Birabe ibyuya, ntibibe amaraso*]. Avant de déclencher une autre guerre, les inkotanyi devront commencer par dire aux Tutsi de fuir. Sinon, tout est possible." (*Kangura* n° 56, février 1994, "Les Inkotanyi ont dit qu'ils vont reprendre la guerre mais qu'ils le fassent, p10, signé Ngeze Hassan).

Par ailleurs la crise burundaise a été interprétée par ces médias comme un coup du FPR :

19035 61

« Le coup d'Etat du Burundi avait des prolongements au Rwanda. Le plan du FPR était de mener des actes de provocation comme il le fait dans la préfecture de Ruhengeri afin de pousser les populations ou les partis politiques à l'affrontement, de se servir de ce prétexte pour relancer la guerre dans le but de s'emparer de la ville de Byumba et d'en faire son quartier général...Créer un Tutsiland » (RTL, 24/11/93)

Les soldats de l'armée putschiste de Bujumbura furent accusés d'opérer des raids meurtriers dans les régions du sud-ouest du Rwanda :

« Mercredi, 1^{er} décembre 93, 18 de nos frères en commune Ngenda, dans le Bugesera ont été tués par les Inkotanyi, par des soldats venus du Burundi, d'autres ont été enlevés. Notre Rwanda ressemble à cet oiseau qui a établi son nid à la croisée des chemins et qui dit : « Je ne sais pas si je vais mourir ou si je vais survivrai ». Selon des informations en provenance de la Suisse, les Tutsi extrémistes du Burundi ont tenu une réunion avec les Inkotanyi en Suisse. Le résultat de leur discussion apparaît aujourd'hui dans ce qui se passe en commune Mutura, Ngenda, c'est un même plan, leur objectif est clair. Les temps sont durs, à la RTL, nous sommes tous en deuil... Je vous ai dit qu'à la RTL nous sommes en deuil, en deuil à cause des victimes innocentes écrasées comme des rats en commune Mutura, Ngenda. Ceci nous a remis en mémoire celles de Nkumba, Cyeru, Kidaho, Nyamugali, celles de Byumba en commune Bwisige. Ces choses nous attristent profondément nous à la RTL, mais nous ne sommes impuissants. Chaque des gens meurent on nous apprend que le gouvernement s'est réuni. Quelles sont les conclusions ? Quelles mesures ont été prises ? Avons-nous encore un gouvernement dans ce pays ? Il y a peut être des antagonismes au sein du gouvernement, mais ne devrait-il pas y avoir consensus sur ces choses-là ? Si le gouvernement continue à se conduire comme il le fait, le peuple va être exterminé... Le président de la République devrait prendre ses responsabilités » (RTL, 29-30/11/93)

Au lendemain de l'assassinat du Président Melchior Ndadaye par l'armée burundaise, le cliché du Tutsi dominateur, avide du pouvoir et assoiffé de sang a pris un nouveau relief. La crise burundaise est présentée comme une démonstration des thèses que les extrémistes rwandais développaient depuis longtemps sur la méchanceté des Tutsi, leur perfidie, leur projet d'exterminer les Hutu et de réduire ceux qui survivront à l'esclavage, justifiant à la fois la non-application des accords de paix et la priorité d'une autodéfense hutu :

« Quelle leçon pouvons-nous tirer des événements du Burundi ? Dans tous les cas, ce qui se passe au Burundi doit nous laisser une leçon. Les petits enfants des Tutsi qui ont fui le Rwanda se sont renommés Inkotanyi et quand ils ont attaqué le Rwanda en 199, ; ils ont prétendu qu'ils apportaient la démocratie. Mais il est aujourd'hui clair que ce qu'ils veulent, c'est tout le pouvoir que les Hutu leur ont enlevé en 1959. Il n'y a plus de doute, tous les petits jeux, que ce soit à Arusha, à Mulindi, à Kinyihira ou à Kigali, ne visaient que ce seul objectif. Nous ne devons pas oublier que pour prendre le pouvoir, ceux qui le cherchent commenceront par écarter tous ceux qui les gênent, autrement dit, tous les Hutu qui ne pensent pas comme Twagiramungu Faustin et Agathe, ainsi que tous ceux qu'on appelle les Power, en fait cela a déjà commencé. Où est le muhutu Gapyisi ? où est le muhutu Gatabazi ? Où est le muhutu Bucyana Martin ? Où est Rwambuka ? Où le député safari ? Le chemin est encore long. le

combat est toujours le même. L'objectif n'a pas varié. A Kigali, des gens ont élevé la voix pour dénoncer la constitution de liste de personnes à éliminer, même si cela peut faire peur, ce n'est pas un jeu. Au Rwanda, qu'il y ait ou pas des institutions de transition, la ruse en vue de prendre le pouvoir au Rwanda ou au Burundi est identique car ceux qui veulent prendre ce pouvoir sont les mêmes » (Kantano Habimana, RTL 0180 du 23/03/94).

Pour la RTL, les situations burundaise et sont similaires. Elles font partie d'un même projet initié et porté par un seul et même groupe, les Tutsi :

« Il y en a qui peuvent trouver que nous exagérons, que la RTL cherche à décourager le pays, que nous rapportons des rumeurs. Mais en réalité, le plan des Tutsi de prendre et de garder le pouvoir au Burundi est celui-là même qui est à l'œuvre au Rwanda. C'est la même chose, c'est identique. Rappelez-vous de l'attaque des Inkotanyi, enfants des Tutsi, petits enfants des Tutsi qui ont fui la République en 1959, qui ont fui la démocratie. Ils se sont cachés puis se sont à nouveau dévoilés en s'appelant Inkotanyi, ils ont rassemblé des forces et ils sont venus en faisant croire à la communauté internationale que leur objectif était de restaurer la démocratie, de rapatrier les réfugiés. Mais tu vois en fait que le rapatriement des réfugiés n'est plus une question... Ce qu'ils veulent, c'est le pouvoir, et tout le pouvoir et non en partie. Il est donc clair que ce qui se passe au Burundi, ici aussi, ..., d'ailleurs si Ndadaye n'avait pas été assassiné, ce qui nous a permis d'en prendre connaissance, se serait déjà passé chez-nous. Le coup d'Etat aurait déjà eu lieu, et pas un coup d'Etat comme celui de Kavaruganda que nous avons déjoué mais un coup d'Etat qui aurait conduit à massacrer tous les Hutu importants du pays comme chez Ndadaye. Il aurait déjà eu lieu ». (Kantano Habimana, RTL 0180 du 23/03/94).

4. Le racisme antitutsi

Enfin, il est important de faire remarquer que les appels à se méfier du FPR et à se préparer à la guerre étaient accompagnés de déclarations affirmant et exaltant l'irréductibilité des différences ethniques : les Hutu doivent se reconnaître, se rassembler, savoir leur secret, face au « comité international des Tutsi » qui fait le Fund raising (RTL, 25 et 26 octobre 1993). Dans une émission dont l'enregistrement est daté du 31 octobre 1993, Ferdinand Nahimana rappelle que 90% des membres du FPR sont des Tutsi.. En novembre 93, elle affirme que les Inkotanyi sont les successeurs directs des Inyenzi qui ont déjà attaqué en 1962 et 1967, que le Président Oboté avait aidé le Rwanda mais que les Inyenzi se sont alliés à Museveni (RTL 20/11/1993). A propos des événements du Burundi, Noël Hitimana se réjouit du fait que Mme Agathe Uwilingiyimana a enfin admis qu'un Hutu est hutu et qu'un Tutsi est tutsi. Il se lance dans des commentaires sur ce qui distingue culturellement, physiquement et psychologiquement un Hutu d'un Tutsi. En conclusion, il assène : « on te connaît, peu importe ton physique », ou ton nez.. C'est comme entre blanc et noir (RTL, 26-29 novembre 1993).

19033 bis

Dans une émission dont l'enregistrement est daté du 29-30 novembre 93, Kantano interviewe une femme qu'il qualifie d'Inyenzi. Il la menace de ne pas aller vivante au ciel et invite tous ceux de son ethnie de l'entendre cette malédiction. Kantano rappelle les raids meurtriers menés par le FPR en commune Mutura (Préfecture de Gisenyi). Il se demande s'il est possible de faire confiance à ce mouvement. Il dénonce les méchants Tutsi qui le soutient et affirme qu'ils seront punis (RTL, 29-30 nov.93).

En décembre 93, Gaspard Gahigi organise un débat sur l'existence des ethnies au Rwanda et sur les définitions des Hutu et des Tutsi. L'intervention de Jean-Bosco Barayagwiza mérite une attention particulière. Le conseiller politique de la CDR nie catégoriquement qu'il ait existé des métissages au Rwanda. Il donne l'exemple des Tutsi de sa région, les Bagogwe qui n'auraient jamais contracté de mariages avec leurs voisins hutu. Il affirme la pureté de la plus part des familles hutu en raison de la faiblesse numérique des Tutsi, 800 000, environ 10% de la population. Il s'affirme hutu depuis 9 générations. Il n'a pas choisi. Il a été élevé dans la culture hutu, élevé comme tel... La culture qu'il évoque est le fruit d'une histoire de domination et d'exclusion. « Mon père faisait les travaux forcés, ma mère sarclait pour le chef tutsi. Les Hutu étaient de sujets des Tutsi. Il n'y avait pas de partage de nourriture à l'école entre Hutu et Tutsi... ». Pour Barayagwiza, « nier les ethnies est une ruse tutsi pour monopoliser le pouvoir. S'ils acceptent la démocratie, ils seront toujours gouvernés par les Hutu », (RTL 12 déc.93).

Pour la RTL, comme pour les journalistes qui avaient animé la presse extrémiste, l'ethnisme relevait de l'évidence d'une situation naturelle, d'un fait racial primordial (même si les comparaisons fournies attestent combien sont idéologiques de tels classements) :

« Ha, hah ! Et si la RTL n'en parle pas, est-ce le fait de le dire qui oppose les gens, Ou est-ce leur dire à chacun, voilà tu es ceci, tu n'es pas un blanc, tu es noir. Hum ? Pourquoi ne devrait-on pas le savoir ? Peux-tu faire d'un indien un blanc ? Peut-il l'accepter ? Peux-tu transformer un chinois en japonais ? Ce n'est pas possible. Tu ne peux pas transformer un américain en européen, il ne l'accepterait pas. American man, hah ! Il te dira : « moi je suis Américain », même s'il est noir. Tu ne peux transformer un Noir américain en Africain, il le verrait d'un très mauvais œil. Il te dirait : « Moi ? » Hum, Afrique, heh ! Il te dirait : « c'est le pays de mes ancêtres », mais il ne te dirait pas qu'il est africain, ce n'est pas possible. Chacun doit donc savoir ce qu'il est. Lorsque nous nous reconnaissons de cette façon, nous respecterons. De la même manière qu'un protestant respecte un musulman, un musulman respecte un pentecotiste, un pentecotiste respecte un catholique, un catholique respecte un bouddhiste, un bouddhiste respecte Il y a plusieurs religions au monde. Elles coexistent. Nous aussi, nous devons vivre ensemble, un mutwa respectant un muhutu, un muhutu respectant un mututsi. Mais dire au mutwa de devenir un mututsi, ce n'est pas possible. Et si un mutwa dit qu'il est mutwa, il n'a pas à en être victime. Pourquoi

19032 bis

devrait-il en être victime ?... Pour quelle raison les gens cherchent-ils à se cacher ? ...
C'est ce mensonge qui complique cette guerre. » (RTL, 0327, du 27-31/01/1994).

Dans une émission de la RTL, la CDR invitait les Hutu à unir leurs forces au-delà des partis politiques auxquels ils appartiennent, faisant ainsi ouvertement campagne pour le Hutu Power :

« Que les Hutu restent dans les partis où ils se trouvent s'ils le veulent. Il n'est pas nécessaire qu'ils adhèrent à la CDR. Mais que tous ces partis se rassemblent dans une sorte de fédération comme il en existe pour les associations. Dans cette fédération, les Hutu se reconnaîtront et auront la possibilité de se concerter et de connaître leur secret, leur « isiri » i comme les Tutsi ont le leur. Nous connaissons l' « isiri » des Tutsi. J'ai même posé la question à ceux qui en sont membres. Ils m'ont dit « notre « isiri », nous l'appelons le fund raising, c'est dire que tout tutsi qui est sur terre est membre de la famille, dans cette famille, personne ne peut refuser assistance à l'autre, personne ne peut refuser de financer les études d'un autre, de l'aider de toutes les manières et dans toutes les situations, de le sortir de la prison, de plaider sa cause,... » (Mugimba, Secrétaire général de la CDR, RTL, 25/10/93)

Cet appel du Secrétaire général de la CDR au rassemblement de tous les Hutu par delà les partis politiques auxquels ils pouvaient continuer d'adhérer explicite les annonces faites durant l'été 93 de la naissance d'un nouveau parti appelé « TURI Hose, littéralement, « nous sommes partout ». Dès le début de 1994, le projet de confédération des Hutu de tous les partis se clarifie et prend un nom, le Hutu Power :

« Power ce sont les forces qui sont dans tous les partis politiques. Il n'y a pas un seul parti politique qui ne compte pas un Hutu. Hum. Sache donc que Power, c'est tout parti. On n'a jamais dit que tous les Hutu devaient adhérer à u même parti, mais qu'il y ait Power dans tous les partis où ils se trouvent » (RTL, 0327 du 27/01/94)

La RTL entretient méthodiquement la hantise d'un génocide qui serait commis par les Tutsi contre les Hutu, selon les règles de la « propagande en miroir » justifiant l'autodéfense vue plus haut.

On a vu précédemment que *Kangura* avait annoncé depuis longtemps et de façon très explicite, que les Tutsi se préparaient à commettre un génocide contre les Hutu. En janvier 1994, soit cinq mois après la signature de l'accord de paix d'Arusha, *Kangura* n'avait pas changé sa ligne éditoriale, accusant le FPR de dresser des listes de personnalités à éliminer et de vouloir détruire l'élite politique et intellectuelle hutu :

« En ce moment, les complices des inyenzi ont dressé une longue liste de 1600 personnes qui les ont combattues. Ces personnes doivent être tuées pendant le gouvernement de transition » (*Kangura* n° 54, janvier 1994).

Dès qu'elle commença à émettre, la *RTLM* emboîta le pas à *Kangura* sur ce plan. Elle s'efforça de démontrer qu'il existait chez les *Inkotanyi* un plan d'élimination physique des Hutu instruits, cadres politiques et administratifs.

En janvier 94, la *RTLM* rapporte le témoignage d'une personne qui aurait précédemment travaillé pour les *Inkotanyi* et qui affirme que tous les responsables administratifs et les intellectuels de Byumba se trouvent une liste de personnalités à éliminer :

« ...j'étais maçon chez les *Inkotanyi*,..., mais on m'a dit que puisque je suis hutu,... qu'on nous amis sur une liste,..., tous ceux qui viennent de Cyumba, Cyungo, Muvumba,..., on veut pas que puissions continuer à travailler au CND... Je m'adresse à tous ceux qui sont originaires de Byumba, mes frères, pour leur dire que toute personne qui fut conseiller, responsable de cellule, policier, toute personne qui a servi comme agent de l'Etat, tout intellectuel de toutes les communes qui ont été conquises par les *Inkotanyi*,..., que tous ceux-là se trouvent sur une liste que l'on m'a montrée... Moi-même je suis sur la liste,... on m'a dit de m'en aller,..., on a dit que nous avons fait des entraînements militaires et que pour cette raison, on ne veut plus de nous, qu'ils vont nous pourchasser et nous exterminer... Dis-le pour moi, dis à tous mes frères que la liste existe, ..., que la liste pour nous exterminer existe. » (*RTLM*, 0152 du 13/14/01/1994).

Comme *Kangura*, la *RTLM* prend soin de démontrer que la guerre qui se prépare est une guerre ethnique et que les civils tutsi sont bien associés aux plans criminels des *Inkotanyi* contre les Hutu. Nous avons déjà évoqué ci-dessus les « informations » de la *RTLM* sur un échange de correspondance entre le quartier général des *Inkotanyi* et les civils complices vivant dans les quartiers de la ville de Kigali. Nous avons également vu que pour accréditer la thèse des préparatifs de guerre par les *Inkotanyi* et de l'implication des civils dans ces préparatifs, la *RTLM* avait tenté de faire croire à ses auditeurs que des gens de même ethnie organisaient nuitamment, des réunions secrètes et suspectes. Nous voulons ici mettre en évidence la précision apportée par la *RTLM* elle-même, sur l'identité ethnique des civils mis en cause et sur l'implication de tous les Hutu et de tous les Tutsi, comme victimes ou comme complices dans la nouvelle phase de la guerre que les *Inkotanyi* sont censés préparer. En fin janvier 1994, un incident survient dans un secteur jouxtant le CND. Accusant les Tutsi de se livrer à des actes d'agression et de provocation, les Hutu organisent une manifestation dans la quelle ils dénoncent le rôle des *Inkotanyi* dans l'insécurité grandissante de leur quartier. Stanislas Simbizi et Gaspard Gahigi interprètent ces événement comme la preuve de la guerre ethnique qu'ils dénoncent depuis longtemps et du fait que les Tutsi sont, par nature, destructeurs et criminels :

« *Gaspard Gahigi* : Eee... Simbizi Stanislas, tu viens de le rappeler, vous avez plusieurs fois répété que cette guerre est ethnique. Tu dis qua maintenant les *Inkotanyi* ont fait tomber le masque. Comment peux-tu expliquer que ce qui se passe à Gishushu relève d'un conflit ethnique ?

Simbizi Stanislas : Merci M.Gahigi. Ce n'est pas un secret car les paysans qui faisaient les manifestations hier l'ont expliqué. Tous les Tutsi de Gishushu sont allés au CND, là où sont les Inkotanyi. Ils vous ont dit que si que lorsque un Hutu veut y entrer, on lui fait rebrousser chemin. Ces Inkotanyi... ces Tutsi qui s'étaient transformés en inkotanyi et revêtu l'uniforme des inkotanyi, ce sont eux qui de retour chez eux ont tué les Hutu qui étaient restés. Ce sont ces Hutu qui hier ont fait des manifestations, aucun Tutsi n'a participé. Les agresseurs sont venus du CND, aucun Hutu n'en faisait partie, c'était uniquement des Tutsi. Tu comprends donc que les inkotanyi soutiennent les Tutsi et pratiquent la discrimination. Les Inkotanyi pratiquent ouvertement la discrimination ethnique et essayent de terroriser les Hutu en tuant certains d'entre eux...

Gaspard Gahigi : Oui... le 24 janvier, le dénommé Sebulikoko est mort ; le 25, une autre personne est victime d'attentat à la grenade et d'autres sont blessés ; le 27, les inkotanyi sortent de leur camp et tirent sur des manifestants... D'après toi, quelle est la leçon que tu en tires ?

Simbizi Stanislas : la leçon que j'en tire c'est que... les Tutsi sont des homes... qui, dès qu'ils sentent qu'ils sont un peu plus forts que toi, croient que le meilleur usage qu'ils puissent en faire est de tuer en détruisant. S'ils avaient eu la même force que celle dont disposent les Hutu qui sont majoritaires au Rwanda, aucun Hutu ne serait encore en vie. Mais lorsqu'il a l'illusion de disposer de la force, quand il tient par exemple un fusil, il pense que cette force et ce fusil ne peuvent servir qu'à tuer et à détruire, mais jamais à construire. » (RTLM, 27/01/1994).

Vers la fin du mois de mars 94, un militant du parti CDR dénommé Katumba, est assassiné dans la ville de Kigali. Cet incident est fortement exploité. Selon les témoins, le quartier où résidait la victime fut plongé dans une grande terreur et de nombreuses familles de Tutsi furent obligées de fuir pour échapper aux actes de représailles. La RTLM et le parti CDR imputaient le meurtre de Katumba au FPR, affirmant qu'il existait une longue liste de personnalités que les *Inkotanyi* s'apprêtaient à liquider. Cette technique de propagande consistant à mobiliser en se posant en victime avait déjà été mise en œuvre au Rwanda et personne n'avait, en 1994, oublié les conséquences qu'elle pouvait provoquer. Il faut rappeler ici en effet que la publication en 92 sur les antennes de Radio Rwanda d'un tract annonçant que le FPR avait dressé une liste de personnalités à éliminer avait provoqué le massacre de nombreux Tutsi dans la région du Bugesera. A la veille du génocide, la RTLM recourait ainsi à une technique rôdée, dont les conséquences ne pouvaient faire l'objet du moindre doute :

« D'après les informations à notre disposition, c'est que nous sommes dans la phase d'élimination physique, systématique, selon le plan FPR. Le FPR prétend que le parti CDR se serait illustré par la violence... Nous venons d'apprendre, nous avons appris, pardon, que les meurtriers de M.Katumba sont des agents du FPR, sont des militaires du FPR qui sont nés de la famille d'où la balle est partie. Je ne veux pas révéler parce qu'il y a des enquêteurs. Euh ! Ce que je peux ajouter c'est que sur la liste des victimes figurent principalement le nom de M. Ngeze Hassan et le mien. » (Stanislas Simbizi, RTLM, 0124 du 25/03/1994).

19029 bis

Une semaine plus tard, un correspondant anonyme annonce sur les antennes de la *RTL*M le plan d'extermination de l'élite intellectuelle et politique du Bugesera :

« Je vous parlerai prochainement des plans criminels des Inkotanyi, des projets des Inkotanyi d'assassiner les intellectuels du Bugesera, surtout ceux d'ici à Nkanga. Pour terminer je vous souhaite paix et longue vie, à la *RTL*M, notre radio, hum ! Il serait bon que mon nom reste un secret . » (*RTL*M, 30/03/1994).

La *RTL*M se place à l'avant garde du combat contre la menace que représentent les Tutsi vis-à-vis du peuple majoritaire. Elle dénonce les Hutu qui, faute d'avoir été attentifs aux évolutions, sont prêts à se rejeter les fautes :

« Il y a des gens qui n'ont pas suivi, ce sont eux qui rejettent facilement les responsabilités sur d'autres. Ils accusent tantôt Habyarimana, tantôt le MR ND, tantôt untel, tantôt tel autre. C'est pourtant un plan de longue haleine qui se poursuit... Tu as entendu que même dans la dernière réunion qui s'est tenue à Mulindi et à laquelle ont participé les Ngango et bien d'autres, ils se sont promis de combattre tout ce qu'on appelle « Power », C'est à dire combattre tout Hutu, tout Hutu qui dit : « ce Rwanda est à moi, je suis majoritaire, c'est moi qui décide d'abord, ce n'est pas vous ». Ceux-là donc, le plan se poursuit. Ces affaires du Burundi, tout à l'heure tu dénonçais ceux qui établissent des listes, je te dis en vérité, même cela peut effrayer, ces listes existent, elles se font et elles seront utilisées au moment de tuer, de mourir, d'aller dans la tombe ; elles sont aussi liées au problème d'attribution du ministère de la Justice. Des gens seront arrêtées, seront jetés en prison pour de longues années sans qu'il y ait une décision des tribunaux, des gendarmes seront autorisés à arrêter les gens au seul motif qu'ils ont été *interahamwe*, qu'ils ont jeté des grenades, et autres. Tout cela fait partie d'un plan qui existe, comme Kagame l'a dit lui-même, même si on fusionne les armées, le projet des Inkotanyi est unique, reprendre le pouvoir, le pouvoir des Tutsi que les Hutu leur ont enlevé en 1959, le récupérer et le garder aussi longtemps qu'ils voudront. On te dit que la période de transition est de deux ans mais elle pourrait durer cent ans. Ce qui se passe au Burundi devrait nous servir de leçon. » (Kantano Habimana, *RTL*M, 0180 du 23/03/1994).

5. L'imminence d'une guerre finale :

En parallèle, à mesure que le temps passe, les prophéties de *Kangura* se font de plus en plus précises quant à la date et à la nature de la guerre qu'il annonce : ce sera une « guerre d'extermination totale » (*si musiga*) et elle commencera le 1^{er} avril 94 (K57, février 94, p4). Pour accroître la pression, le journal de Ngeze Hassan lance un défi au Président Habyarimana afin qu'il montre sa puissance, prenne les pouvoirs exceptionnels et sauve le pays du désastre qui le menace en remettant le gouvernement à des leaders de la tendance Power :

« A Rome, lorsque le pays semblait dans un désordre de même ampleur que celui dans lequel le Rwanda se trouve en ce moment, le chef faisait tout ce qui était en

19028 bis

son pouvoir pour l'en sortir. C'est d'ailleurs sur lui que le peuple tournait son regard... Lorsque le pays était dans le malheur, le chef ne prêtait pas une oreille trop attentive au débat entre politiciens. Il prenait tout le pouvoir en ces mains pour protéger les gouvernés. Dans ces circonstances, il s'appelait Imperator ou Empereur en français... On peut citer les exemples de César à Rome ou de Napoléon Bonaparte en France... Ce qu'ont fait ces ancêtres prédécesseurs en démocratie devrait être pour le Président Habyarimana une leçon. Aujourd'hui, ce que le peuple lui demande est de remplir la mission qui lui a été confiée, qu'il cesse d'écouter les politiciens. C'est ce que nous appellerions prendre ses responsabilités. Le président Habyarimana s'est fait toujours remarqué par des décisions prises trop tard, des décisions prises à un moment où plus rien ne pouvait être sauvé. Dans la situation actuelle du Rwanda, le Président Habyarimana ne devrait pas se laisser distraire par des débats des politiciens étant qu'ils sont uniquement préoccupés par leur ventre. Qu'il sache qu'il répondra de tout ce qui se passe. Twagiramungu, Agathe et le FPR seront tranquilles.

Il y a des choses urgentes, qui ne peuvent attendre ceux qui sont repus et ivres des Accords d'Arusha. La population a besoin de la sécurité, ils ont besoin de manger. Ceux qui ont été chassés de leurs biens par les Inkotanyi ont besoin d'y retourner parce qu'ils vont mourir à cause de la pluie, du froid et de la faim là où ils sont sur les collines. Les autres n'en peuvent plus des maladies. Les fonctionnaires ne sont plus régulièrement payés... Si Agathe s'obstine à être la femme en culotte sous prétexte qu'elle est Premier ministre, qu'on lui dise stop. Quoi qu'il en soit, en vertu des pouvoirs que lui confère la constitution, le Président Habyarimana a les moyens de révoquer un Premier ministre dès lors que celui-ci se montre peu désireux de collaborer. Le Président Habyarimana peut demander au parti MDR un autre candidat au poste de Premier ministre. Et si nécessaire, qu'on le choisisse dans le groupe "Power". Twagiramungu et Agathe ne sont pas la nécessité absolue » (*Kangura*, n° 57, février 94, « Si le Président Habyarimana a encore de la force qu'il le prouve »).

Un appel tout à fait identique avait été entendu à la RTLTM le 11 novembre 93 :

« Ce que nous demandons au Président de la République de faire, c'est de prendre toutes les mesures que les lois lui autorisent, le cas échéant, mettre en place un gouvernement composés d'hommes courageux et neutres, qu'ils soient les Hutu « approuvés » du MDR, qu'il y ait des partisans CDR, qu'il y ait même parmi eux des Interahamwe, pourvu qu'ils soient tous des hommes acceptables pour le peuple majoritaire, qu'ils puissent dormir, s'accorder et se dire que s'il y a problème, l'armée est là, que quelqu'un pourra leur donner ordre à temps, que nous pourrions apprendre qu'elle a fait quelque chose et qu'elle peut nous porter secours. Dire qu'on fait de la politique alors que les gens sont en train de mourir, qu'est-ce cette politique ? » (RTLTM, 20/11/1993)

Le 3 avril 1994, Noël Hitimana reprit la prophétie de *Kangura* en la modifiant quelque peu. Il annonce qu'une « petite chose » déclenchera bientôt la lutte finale « qui n'épargnera personne » (*simusiga*). Sa prophétie contient quatre éléments à noter : la jouissance que lui procure l'évocation du bain de sang, la correspondance entre l'annonce et ce qui s'est réellement produit à partir du 7 avril, l'omission étrange du 6 avril dans l'énumération des dates, et enfin la mobilisation du « peuple », véritable bouclier, plus fort que l'armée :

« Ils ont des dates, nous les connaissons... nous avons des agents, yeah ! oh ho ho ! Il y a des agents qui nous font parvenir des informations. Ils nous parlent ainsi : à la date du 3, du 4, du 5, hmmm, ils disent qu'il doit y avoir une petite chose, ici à Kigali, Kigali-Ville. Et même à la date du 7 et du 8, hmmm. Et alors vous entendrez le bruit des balles ou encore vous entendrez les grenades tonner... A la date du 3, du 4 et du 5, il est attendu qu'une petite chose va survenir ici à Kigali, et à la date du 7 et du 8, ils vont faire une petite chose, en utilisant ces balles et grenades. Mais j'espère que les Forces armées rwandaises sont en éveil. Mais en réalité il y a l'attaque *Simusiga* qu'ils prévoient, et ils disent quand nous aurons fini cette chose de perturber la ville, nous allons nous y mettre avec l'attaque *simusiga* après cela, mais quand à la date elle-même, mon agent ne me l'a pas encore dite... Que le FPR sache qu'il répondra et devant le peuple et devant l'histoire de cette jeunesse qu'il ne cesse de faire décimer. Que le FPR entende bien : devant l'histoire du monde, devant l'histoire et devant le peuple... Un jour, il devra expliquer devant le peuple et l'humanité entière... comment ces enfants du pays, ils les ont précipités dans la mort... Ils les ont précipités dans la mort... Un jour ils l'expliqueront. Ha ! Rutaremara, si tu m'écoutes, tu leur diras : heu, yoyoyoyo et alors ? C'est ainsi en temps de guerre. Ha yee !!! Oui tu le diras comme ça : « c'est comme ça avec la guerre, shyeu... Ye haha... Le sang sera versé mais ne se ramasse pas. Le sang se verse il ne se ramasse pas. Ha heein, on en aura des nouvelles de tout ça. Le peuple voilà le vrai bouclier, c'est la véritable armée qui est forte... Les Forces armées combattent, mais le peuple lui, il dit : nous tenons vos arrières, c'est nous le bouclier. Le jour où le peuple va se lever et qu'il ne voudra plus de vous, qu'il vous haïra à l'unisson et du fond de son cœur, quand vous lui inspirerez la nausée, je me demande par où vous vous échapperez. Par où pouvez-vous passer ? Tu ne peux pas gouverner celui qui ne veut pas de toi... » (Noël Hitimana, *RTL*M, 3 avril 94).

Les preuves rassemblées dans ce chapitre montrent clairement que, comme nous l'avions remarqué dans le chapitre précédent, la *RTL*M avait coulé sa ligne éditoriale dans le moule de la presse extrémiste qui l'avait précédée. Il apparaît cependant qu'un nouveau pas avait été franchi : les appels de la *RTL*M à la haine et à la guerre ethniques avaient un caractère quasi officiel, contrastant avec les incantations anonymes ou signés par des mains dont on peut penser qu'elles étaient incapables d'écrire - et publiées dans le journal *Kangura*. Autrement dit, par leur intervention, Jean Bosco Barayagwiza et Ferdinand Nahimana, intellectuels et grands cadres de l'Etat, ont endossé la propagande de la haine initiée par Hassan Ngeze et lui ont apporté caution et « crédibilité ». En troisième conclusion à ce chapitre, il est possible d'affirmer que la campagne pour la reprise de la guerre a été lancée plusieurs jours avant la mort du Président Habyarimana. On voit également que la guerre dont il s'agit ne concerne pas uniquement le mouvement FPR, mais aussi et surtout le groupe ethnique tutsi.

18977 les - 18953 les
18977 les

18. Dès 1990, la dénonciation des dérives extrémistes et de leurs conséquences dans l'opinion rwandaise et internationale.

Il est parfois affirmé que la dénonciation de la propagande raciste qui a préparé le génocide ne date que du lendemain de celui-ci et qu'il était impossible d'imaginer ce que pouvait entraîner cette propagande. Or des mises en garde répétées sur la dérive raciste qui touchait le Rwanda sont venues de l'étranger avant avril 1994. Mais surtout, de nombreux documents, articles et témoignages attestent l'inquiétude des milieux rwandais raisonnables, soucieux de démocratisation et de respect des droits humains : rapports d'associations de défense des Droits de l'homme depuis 1991, articles de la presse d'opposition, critiques sévères des positions extrémistes comme celle des Dix commandements du Hutu en 1990 ou le discours de Léon Mugesera en 1992, polémiques contre *Kangura*, réactions gouvernementales contre l'extrémisme (nombreuses mises en garde du ministre Rucogoza contre les dangereuses dérives de la *RTLM*) et enfin aveux même des tenants de ce dernier interpellés par l'opinion.

Les mises en garde venues de l'extérieur

Malgré l'aveuglement durable qui a prévalu en Europe sur la nature du régime de Kigali, compte tenu aussi des soutiens qu'il avait dans certains secteurs de la vie politique belge, française ou allemande, les yeux se sont peu à peu ouverts dès la fin des années 1980, notamment dans la presse belge, puis évidemment au fil des événements dramatiques des années 1990. On ne peut en tout cas pas dire que le génocide de 1994 a éclaté dans un ciel serein. Même si son ampleur a stupéfié le monde, la nature raciste des tueries n'a pas surpris les observateurs du pays, de plus en plus inquiets depuis 1990. Nous allons donner quelques exemples de réactions ou de mises en garde publiques entre 1991 et 1993, sans prétendre du tout être complet.

Après la vague d'arrestations à Kigali en octobre 1990, faisant suite à l'attaque simulée de la capitale par le FPR mise en scène par certains éléments de l'armée, ce sont les fameux « dix commandements du Hutu » qui ont attiré l'attention de l'opinion occidentale. Le député libéral belge Jean Gol, parla de « doctrine hitlérienne » (*Libre Belgique*, 28 janvier 1991). Marie-France Cros, journaliste dans ce même organe, définit aussi comme raciste ce texte et elle le répète sur les ondes de *La Deutsche Welle*, très écoutée à Kigali, : elle sera traitée de « pistolet » des inkotanyi dans *Kangura* pour cette prise de position.

18976822

Quant aux libéraux belges, *Kangura* les rangera en janvier 1991 au rayon d'un « extrémisme franc-maçonnique... sadique et irréductible » !

Jean-Pierre Chrétien (auteur de ce rapport), publia en juin 1991 dans la revue *Politique africaine* (n° 42, pp. 109-115) le texte incriminé, lui-même accompagné de commentaires sous le titre « "Presse libre" et propagande raciste au Rwanda. *Kangura* et les "10 commandements du Hutu" ». Les liens de *Kangura* avec la Sûreté, son orientation raciste, son recours aux faux documents, les protestations de l'opinion intérieure rwandaise (y compris de l'hebdomadaire gouvernemental *La Relève* parlant dans son numéro 153 des 21-27 décembre 1990 de « diffusion d'un tract qui n'honore pas la presse nationale »), étaient relevés sous la rubrique d'une option entre « démocratisation ou idéologie raciale ». Ces observations étaient nourries à l'époque de témoignages d'intellectuels rwandais, hutu comme tutsi. Le même auteur (J.P. Chrétien), concluait une conférence tenue à l'Université de Genève le 13 décembre 1991 (publiée dans *Genève-Afrique*, XX,2, p. 121-140) en 1992 en disant :

« Dans le contexte démographique et économique que l'on connaît, l'idéologie raciale qui continue à inspirer la stratégie de la faction présidentielle au Rwanda est particulièrement explosive ».

Ensuite ce sont les massacres du Bugesera de mars 1992 qui suscitent inquiétudes et réprobations au niveau international, et cette fois encore les dérives extrémistes des médias sont épinglées. *Le Soir* et *la Libre Belgique* en Belgique, *Libération* en France, soulignent dans leurs éditions du 10 mars la responsabilité de tracts et surtout celle d'un communiqué de source inconnue repris depuis le 3 mars sur les ondes de Radio-Rwanda et « révélant » des projets de meurtre de leaders hutu, qui a mis le feu aux poudres avec la connivence des autorités locales. Donc le cliché de la sauvage confrontation « interethnique » n'abuse plus la presse internationale. Citons la conclusion d'un article de *La Libre Belgique* du 10 mars 1992 :

« De source diplomatique... la diffusion par la radio nationale la semaine dernière d'un tract émanant d'un groupe inconnu, provenant de Nairobi, et affirmant que vingt personnalités hutues, pro-gouvernementales ou se situant dans l'opposition, allaient être assassinées « a mis le feu aux poudres », a-t-on précisé de même source. »

En termes plus convenus, un memorandum est remis au président Habyarimana par les ambassadeurs occidentaux à Kigali en ce début de mars 1992. Il y est écrit très significativement au point 4 :

18975/25

« Les médias, y compris la radio nationale, doivent user de modération et se garder de tout langage incitateur. La radio nationale doit évaluer de façon responsable la portée et la répercussion de ses communications et émissions ».

Le 14 mars, dans les colonnes du *Monde*, Catherine Simon, sous le titre « Massacres au Rwanda », soulignait le rôle néfaste des médias extrémistes et la complicité du pouvoir :

« Depuis le début de l'année, quatre journalistes de Kigali, accusés « d'outrage au chef de l'Etat », auront pu méditer en prison sur la grandeur et les servitudes de la toute nouvelle liberté d'expression. En revanche le journal *Kangura*, qui en appelle régulièrement au « salut du peuple bantou » et dénonce à longueur de colonnes la « croisade » des Tutsis – ces « serpents venimeux » ... qui ont « vendu leurs filles-vipères aux Américains, aux Européens, et même aux Africains » - n'a jamais été inquiété ».

Enfin on n'oublie pas le rapport de la commission internationale d'enquête sur les violations des Droits de l'homme commises au Rwanda depuis le 1^{er} octobre 1990 », à la suite d'un déplacement sur le terrain de représentants de plusieurs ONG internationales (Human rights watch, FIDH, etc.). Cette commission a identifié plusieurs cas de « génocide » dans des communes du Rwanda (communiqué de presse du 22 janvier 1993). Elle dénonce notamment le massacre systématique des membres du groupe tutsi des Bagogwe, commis par des militaires et des civils amenés à considérer la tuerie comme « un travail communautaire obligatoire » (communiqué de presse du 8 mars 1993). Ce même communiqué concluait :

« La Commission conclut à l'impossibilité de violences spontanées. La simultanéité des attaques, la similitude de leurs préparations, l'implication des autorités locales et supérieures, ainsi que celle des Forces armées, de même que l'absence de toute poursuite judiciaire ou autre, permettent d'affirmer que ces massacres relèvent d'une politique délibérée. Cette politique d'exacerbation des tensions ethniques a pour but d'affermir la solidarité des Hutu et, par conséquent, le régime de Monsieur Habyarimana lui-même. Les affrontements servent aussi à excuser le blocage du processus de démocratisation ».

Et parmi les recommandations figurait en bonne place : « la condamnation publique de la haine et de la violence ethnique ».

On ne peut donc pas dire que l'opinion internationale ait attendu le génocide de 1994 pour découvrir les forces et les processus qui y conduisaient. Il en est de même à l'intérieur du Rwanda. Et les responsables des médias extrémistes en étaient parfaitement conscients.

Réactions de défense des médias extrémistes à l'égard des médias internationaux

Les médias extrémistes connaissent ces critiques et ces mises en garde et réagissent de façon nerveuse et virulente, attestant qu'ils ont conscience de la voie qu'ils ont choisie et qu'ils la défendent en connaissance de cause. Nous avons déjà analysé cette lucidité dans le chapitre 20 (file 20). Nous voulons souligner ici l'existence même de critiques et de protestations contre le courant raciste qui menait au génocide, plusieurs mois et même plusieurs années avant son éclatement. Selon *Kangura*, il ne pouvait s'agir que d'une campagne de dénigrement dévoilant les ennemis du Rwanda et qui irait aux poubelles de l'histoire. Dès son numéro de décembre 1990 (n° 6, p. 6), cet organe s'adresse à un lecteur rwandais de l'an 2090 en lui indiquant les sources dont il aura à se méfier pour leurs mensonges :

"C'est vrai, c'est dans le malheur que l'on voit qui est ami. Mais aussi, c'est à cette occasion que l'on découvre des ennemis. Nous l'avons expérimenté lorsque les *inkotanyi* nous ont attaqués le 1er octobre 1990, lorsque les journaux de l'Europe comme *Le Figaro*, *Le Soir* et *La Libre Belgique* entreprirent de salir le Rwanda...

... Dans *Le Soir* du 9 octobre 1990, la journaliste qui s'appelait Colette Braeckman écrivait : "les Zaïrois et les Rwandais sont en train d'exécuter leurs frères, pour quelle raison nos soldats belges iraient se salir les mains ?"

Un autre journaliste du même quotidien qui s'appelait Véronique Kiesel et qui se trouvait au Rwanda le jour de l'attaque, a osé dire que Kigali n'a jamais été attaqué, que ce sont les éléments de l'armée rwandaise qui ont tiré à cause de la panique ("panique communicative de soldats manquant de sang froid...")

Dans la *Libre Belgique* datée du même jour, le journaliste Eric de Bellefroid écrit : "depuis 1959, la Belgique a soutenu les Hutu, mais elle a peu à peu diminué son appui lorsqu'elle s'est aperçue que son aide bénéficiait à un Etat gagné par une corruption endiablée". Nous les Rwandais, nous avons été très choqués de constater que les pays que nous considérons comme des amis pouvaient être la source de telles rumeurs. Cependant, nous avons essayé de nous défendre, de préserver notre unité et celle-ci nous a amenés à la victoire".

La journaliste Marie-France Cros de la *Libre Belgique*, on l'a vu précédemment, a été particulièrement visée : par exemple *Kangura*, n° 9, janvier 1991, p. 10 : "L'art de mentir de Marie-France Cross et sa complicité avec les *inkotanyi*."

« Marie France Cross est devenue l'arme avec laquelle les *inkotanyi* nous tirent dessus. Dans tous ses reportages, elle n'a rien épargné à notre pays. Elle nous a salis ! Il paraît que le Rwanda ne respecte pas les droits de l'homme, pendant que les *inkotanyi* nous tirent dessus, elle nous accuse de ne pas avoir donné à leurs complices

18973-005

la possibilité de bénéficier des services d'avocats de leur choix. Il paraît que *Kangura* est un journal raciste parce qu'il a publié l'Appel à la conscience des Bahutu avec les 10 commandements des Hutu. Elle oublie délibérément qu'avant cette publication, il y avait eu une autre émanant des Tutsi et contenant les 19 commandements des Tutsi dont le 13ème stipule : "sachez que les Hutu ont été créés pour obéir..." [un de ces "documents trouvés" par *Kangura* et attribués aux Tutsi], elle oublie délibérément que *Kangura* est la voix du peuple et qu'en tout état de cause celui-ci ne le lit pas comme une Bible car il est lui aussi intelligent. »

La rédaction affirme avoir écrit à *La Libre Belgique* en ces termes :

« Nous estimons que vous n'ignorez pas que le journalisme diffère de l'art de mentir. Cependant, nous avons remarqué que c'est cet art que vous avez adopté dès que le Rwanda fut attaqué par des éléments de l'armée ougandaise. Cette lettre est particulièrement adressée à Marie France Cross, dont les reportages étaient très souvent tendancieux. En effet, les reportages de Mme Cross n'ont jamais condamné l'attaque perpétrée contre notre pays. Au contraire, ces reportages semblent prouver qu'elle aurait souhaité la victoire de nos ennemis... »

De même la RTLTM s'insurge contre les étrangers qui font pression pour la mise en place des institutions de transition prévues par les accords de paix d'Arusha. Le 25 octobre 1993 par exemple, elle les accuse de complicité avec le FPR (Noël Hitimana) :

« La RTLTM ne recherche pas des querelles. Nous ne voulons pas de querelles, il y a des gens qui disent que nous cherchons à opposer les gens, mais au fait, elle oppose qui à qui ? D'autres radios - dont je ne cite pas le nom -, ne passent-elles pas leur temps à dénigrer les autorités ? Que dit-on d'elles ? Que n'a-t-on pas demandé à la Communauté internationale de les contraindre à cesser leurs émissions alors qu'elles dénigrent l'autorité, y compris le Président de la République ?

Et encore le 21 mars 1994, toujours avant le génocide :

« - Pour l'amour du FPR la Belgique n'hésiterait pas à somatiser le Rwanda c'est le cas de le dire, les Casques bleus belges voudraient être autorisés à imposer cette paix, dis-moi les Casques bleus belges cette opinion est reflétée par un article de notre consœur belge Colette Braeckman qui parle d'un ultimatum du ministre Delcroix au gouvernement rwandais. D'autre part, notre consœur Marie-France Cross de la *Libre Belgique* fait lire que le blocage actuel incombe au chef de l'Etat dans un article, elle met en cause la Radio télévision Libre des Mille Collines et cela en des termes comme : " le ministre Delcroix a par ailleurs évoqué auprès du président rwandais le rôle négatif joué par RTLTM, une radio proche des ultra-Hutu ". Voilà donc chers auditeurs, je vous propose un commentaire de George Ruggiu :

« - Récemment le journal *Le Soir* vient de publier un article de notre consœur Colette Braeckman, intitulé "Ultimatum du ministre Delcroix au Rwanda". Cet article reflète très fidèlement la position belge à propos du Rwanda. Il faut que la paix règne et que les institutions de transition se mettent en place et au besoin imposer cela. Comment les belges qui ont pendant trois ans soutenu le pied de monarchistes

189.725

sanglants du FPR et imposé un gouvernement rwandais un accord d'Arusha inapplicable peuvent-ils prendre le droit d'imposer à tout le peuple rwandais des dirigeants et une paix avec des massacreurs qui se servent de la MINUAR pour les épauler et faire sous un silence pesant la vérité de leurs crimes. La mission de la MINUAR est d'aider à la mise en place des accords d'Arusha, ici elle est installée dans un pays souverain, rien ne lui permet d'imposer un gouvernement et des Ministres dont ni le peuple ni les partis politiques ne veulent.

La MINUAR serait alors complice d'un coup d'Etat. Si les Belges notamment s'étaient montrés plus critiques envers tous et n'avaient pas uniquement écouté, favorisé et soutenu le FPR et ses alliés, les accords d'Arusha mèneraient par après malheureusement les déclarations et les attitudes belges sont encore empreintes du colonialisme, du patriotisme qu'ils n'ont jamais oublié. Si vraiment ils imposent aux rwandais et contre leur volonté un gouvernement des voleurs et des bandits et massacreurs ils placeront effectivement dans le camp de ceux-ci. ...

La lutte sera alors sans pitié contre une armée d'aspiration coloniale tutsi comme Madame Colette Braeckman écrit : « au lieu de garantir une paix qui n'existe pas sur les papiers les casques bleus voudraient être autorisés à imposer cette paix et si la paix s'avérait impossible un retrait prématuré des casques bleus ne serait alors pas exclure, elle envisage une solution de départ. Si les Belges s'étaient montrés plus neutres et pris les objectifs face aux problèmes rwandais ils n'auraient pas soutenu ainsi de manière éhontée le FPR et ses alliés qui ne représentent rien au Rwanda et massacrent les Rwandais avec la complicité silencieuse des Belges de la MINUAR... Le Rwanda n'est pas la Somalie et la fierté d'un peuple ne peut-être foulée au pied par une quelconque force des Nations Unies ni par un gouvernement étranger fut-il prétendument ami. Cela relèverait de la déclaration de guerre et l'amitié se transformerait en haine sans merci. Mieux vaut vivre fier et pauvre qu'humilié et riche. .. Que les bwana belges se réveillent, ils ne sont plus des dieux pour les Rwandais... Non aux belges colonialistes-dictateurs, oui aux véritables amis. Les Belges sont malheureusement en train de devenir complices des ennemis du Rwanda et peut-être ennemis eux-mêmes. Attention donc ! »

On aura trouvé d'autres exemples de ces diatribes xénophobes dans le chapitre 20.

Le combat de l'opposition intérieure contre la dérive extrémiste

Cette opposition intérieure est massivement hutu. Elle s'exprime à travers des journaux d'opinion, des déclarations ou des manifestations de partis politiques (le multipartisme ayant été reconnu en juin 1991) et des prises de position de personnalités courageuses.

Les médias d'opposition :

1897/6

On sait que, quatre jours seulement après l'attaque du FPR du 1^{er} octobre 1990, une propagande officielle se met en route pour justifier les arrestations consécutives à un simulacre d'attaque sur la ville de Kigali, attaque attribuée aux *Inkotanyi*. Le journaliste Gratién Karambizi remarque que la propagande officielle a été relayée par des journaux, dans un article paru dans *Imbaga* No 5 en septembre 1991 sous le titre : "La guerre des discours : on écrit sur base de rumeurs, on n'a pas écrit sur base des faits réels". Ce journaliste qui sera assassiné en 1994 note :

« Et pourtant, les journaux n'avaient-ils pas soutenu le mensonge en reproduisant les rumeurs sans vergogne ? A titre d'exemple, *Imvaho* avait expliqué les événements de la nuit du 4 au 5 Octobre 1990 en ces termes : ... des groupuscules d'ennemis du Rwanda [*Inyangarwanda*] avaient attaqué la ville de Kigali... C'est alors que les militantes et les militants du MRND se sont unis pour épauler ceux qui avaient en charge la recherche des *ibytso* et des armes. Cela a eu comme résultat l'arrestation de plus de 500 suspects, la saisie de plusieurs armes, de tenues militaires, du matériel de transmission... »

L'auteur relève que cette campagne de délation du média officiel *Imvaho* avait été lancée par le pouvoir à partir du sommet, mais que plusieurs médias avaient rivalisé dans la délation :

« Le pouvoir avait demandé à la population d'être vigilante, de lui indiquer les mauvais voisins, les voisins suspects. Cela s'est réalisé et les journaux n'ont pas raté l'occasion.

C'est ainsi que *Kangura* No 9 de Janvier 1991 s'exprime en ces termes : "*Kangura* continue de pointer le doigt pour le compte du Service des Renseignements". (pp.13). Il a alors énuméré une longue liste de personnes employées à la BRALIRWA et à la CPGL soupçonnées d'être *Inkotanyi*. La plupart ont été arrêtés, tandis que d'autre ont pris le chemin de l'exil. Celles-là venaient bien entendu de subir le sort de beaucoup d'autres puisque ce journal lui-même déclare qu'il continue de "pointer du doigt"....

« Dans son article [du journal *Ijambo*] intitulé "Les amis de Rwigema ayant survécu, vous êtes à plaindre", la Rwandaise qui l'a écrit (elles [les femmes] s'étaient également levées!) déclare: Vous êtes des *Ibyitso* (complices) au même titre que les *Inyenzi*; c'est donc vous les *Inyenzi* qui vous cachez parmi nous. Nous vous pourchasserons sans relâche et vous ferons rejoindre Rwigema... ».

La campagne de dénonciation des *Ibyitso* a créé une véritable psychose. *Imbaga* le souligne :

« Cette psychose des *Ibyitso* avait continué de déstabiliser les gens, la nouvelle s'étant répandue partout au Rwanda; et même dans les prisons de Kigali, il y avait eu cette psychose, ce qui avait inspiré l'orchestre "Iliba" à dire dans (la chanson) "*Nta mpongano y'umwanzi*" [Pas de pitié pour l'ennemi] ceci: "Dites donc, ennemis du Rwanda... vous avez infiltré parmi nous vos *Ibyitso*, et nous les avons tamisés ».

18970 bis

Le même article note que des personnes se sont bien dressées contre cette campagne d'intoxication, tel ce groupe de 8 personnes, avec à sa tête Antoine Ntashamaje et Claver Karenzi, qui a écrit au président de la République le 31 décembre 1990, dénonçant les "*Rusaruriramunduru*" [les pêcheurs en eau trouble], et appelant à un procès rapide et équitable afin que les personnes innocentes retrouvent leur liberté. « Cette lettre provoqua la colère de plusieurs personnes, à tel point que *La Relève* No 165 du 15 au 21 mars et *Kangura* No 8 de janvier 1991 conspuèrent Ntashamaje et ses compagnons ».

On va retrouver régulièrement le même travail critique contre la logique de persécution, de délation, de haine et de représailles à l'encontre de civils innocents portée par *Kangura* et les autres organes extrémistes entre 1990 et 1994. Les journalistes courageux qui mènent ce travail d'enquête et de protestation seront nombreux à périr dès les premiers jours du génocide. L'association Reporters sans frontières a pu établir la liste de 49 journalistes tués lors du génocide entre le 6 avril et le 30 juillet 1994.

Les exemples de protestation contre les méthodes de *Kangura* ne manquent pas. Dans *Rwanda Rushya* N° 11 de septembre 1991, Martin Kamurase, une autre victime d'une de ces entreprises de délation, dénonce l'acharnement de Papias Rubera, journaliste de *Kangura*, qui s'en était personnellement pris à lui. Sous le titre « Rubera, comment continue-tu à rater ta cible? », Kamurase raille les histoires à dormir debout que ce journaliste raconte sur lui :

« ...Revenons sur tes mensonges pleins de médiocrité et de haine (j'en ignore l'origine). Tu declares : "l'auteur de l'article a quelque chose de plus [que les autres], d'autant qu'il a été surpris en possession d'une arme à feu". En outre, pour mieux convaincre les lecteurs, tu ajoutes : "ces *ibytso* innocents", oublient-ils déjà qu'ils ont été surpris en possession de preuves irréfutables de leur collaboration avec les Inkotanyi et que ceci est vérifiable dans les procès-verbaux qu'eux-mêmes ont signés?

... Là, je n'ai vraiment pas été surpris de t'entendre parler de "preuves irréfutables", car de telles preuves irréfutables ont fait la renommée de *Kangura*. Je ne m'y attendais pas, puisque même ses supporters [les supporters de *Kangura*] savent bien qu'il est devenu l'usine à mensonges et à coups bas!

Rubera, en ce qui concerne l'arme à feu que tu me prêtes, je commence tout de même par te remercier pour ta modération, car tu n'es pas allé jusqu'à dire que j'ai abattu par exemple deux avions, que j'ai suivi des entraînements en Ouganda ou à Cuba. Je sais que, pour cela aussi, tu aurais trouvé des preuves irréfutables (made in *Kangura*)....

Où donc avais-je été surpris en possession d'une arme à feu, surtout que mon domicile n'a jamais été l'objet d'une moindre perquisition ?..... du reste, même dans les questions sarfelues qu'on m'a posées au cours de l'interrogatoire, il n'a jamais été

1896965

question d'une quelconque possession d'arme à feu. Ces procès-verbaux existent bel et bien, tu l'affirmes toi-même, et je peux également affirmer que tu n'as rien lu à mon sujet. Tu as sans doute parlé d'arme à feu dans le but de me faire perdre la tête. Je ne la perdrai jamais ! Même mes six mois d'incarcération gratuite ont laissé ma tête intacte et ce ne sera pas le *Kangura* de malheur qui y parviendra ! Je ne t'empêche pas de te délecter de mes malheurs, toi-même tu finiras par les rencontrer, tu vis bien au Rwanda, n'est-ce pas !...

Alors, mon cher Rubera, rengaine ton épée, les desseins de *Kangura* ont été mis à nu. Vous ne pouvez plus mentir au peuple ! Si je t'écris, c'est en raison de la méchanceté et de la haine que tu m'as dévoilées, des sentiments que je ne pouvais pas soupçonner en toi (tout le temps que nous avons passé ensemble à Nyakinama): quant à moi, je pense que tu es tombé dans le truc que vous avez coutume d'appeler "le piège de l'ennemi", en te mettant à combattre quelqu'un qui ne te combat pas ... ».

Dans *Rwanda Rushya* N° 9 d'août 1991, le journaliste André Kameya, future victime du génocide de 1994 s'interroge sous le titre éloquent : « Ngeze va-t-il continuer à tuer pendant que nous le gratifions de nos sourires ? ». Et d'expliquer comment *Kangura* assassine :

« Le journal *Kangura* de Hassan Ngeze, lorsqu'il paraît, les gens se demandent aussitôt à qui revient le tour d'être souillé. Diffamer les gens, en prétendant détenir des preuves, est devenu comme une source d'inspiration, tuer est devenu sa finalité. H. Ngeze, je te dis la vérité, tu assassines le métier de journaliste, tu assassines la démocratie, tu assassines la concorde entre les Rwandais, tu assassines les bonnes relations avec les pays voisins, tu assassines les gens... arrête donc...

"Tu assassines la profession"

Le métier de journaliste est noble; il joue un grand rôle dans le progrès de toute nation. Mais l'écriture n'est pas à la portée de tout le monde. Tu ne dois pas écrire... dans l'unique but d'atteindre la célébrité.....

Ngeze, aurais-tu l'intention de "tuer" tous les journaux, de les exterminer, pour qu'il ne reste plus que toi sur la scène? Mais qu'est-ce qui t'empêche d'y parvenir en te servant d'articles de bonne qualité, pouvant te rallier tous les lecteurs, plutôt que de chercher à pêcher en eau trouble? Si tu n'arrives pas à te faire apprécier pour l'excellence de tes écrits, change de métier et entreprend celui de fabricant de cercueils, et adjoint à cela celui de maître des funérailles, étant donné que tu t'es déjà assuré un marché important en poussant les gens à s'exterminer. Le fait que tu ne cesses de reproduire des cercueils sur les couvertures de *Kangura* traumatise les gens, à tel point que certains commencent à voir en toi une personne ivre de mort comme on devient ivre de boisson alcoolisée.

Tu assassines la Démocratie.

Partout dans le monde et dans notre pays, l'actualité est dominée par l'avènement de la démocratie basée sur le pluralisme [des partis] politique. Pendant ce temps, tu as pris l'option de combattre cette démocratie que le monde entier a adoptée. Tu diffames tous les partis politiques, ainsi que leurs fondateurs et leurs adhérents. Faire la publicité

18968
de Habyarimana et du MRND ne devrait pas se transformer en saltimbanque. Peut-être, mentir et diffamer ne constituent pas un péché pour toi, mais dans notre tradition rwandaise, une telle pratique fait honte....

Tu assassines le climat de concorde entre les Rwandais.

Je t'ai entendu dire que tu es le porte-parole des Bahutu. Personne ne t'empêche vraiment de l'être. Mais être le porte-parole des Bahutu signifie-t-il dénigrer les Batutsi ? Souviens-toi des fameux commandements de la haine que tu as prêtés aux Bahutu dans le No 6 de *Kangura*. Cet article nous a valu la honte dans d'autres pays et dans les réunions internationales. Le malheur, c'est que les gens croient que tu es le porte-parole du gouvernement en raison de la complaisance dont tu as toujours joui. Tu as déjà montré les gens du doigt et ils ont été tués, ou jetés en prison, ou encore contraints à l'exil: tout cela à cause de ton mensonge. Combien de ministres as-tu qualifiés d'Inkotanyi? Et ils ont été limogés comme chacun le sait!

... *Kangura* s'est promis de jouer le rôle de perturbateur de la concorde entre les Rwandais. Il "réveille" les Bahutu en leur demandant de tuer les Batutsi, il "réveille" les militaires en leur demandant de tuer les Batutsi, il "réveille" les autorités administratives et politiques en leur demandant de haïr les Batutsi. Aussi bien pour lui que pour ceux qui le soutiennent, le Rwanda est la propriété du seul Gahutu....

Tu assassines les relations avec les pays voisins.... »

Rwanda Rushya ne se fait guère d'illusions sur la volonté de Ngeze d'arrêter son entreprise criminelle, comme l'indique un autre titre du même numéro : « Chercher à raisonner Ngeze est plus ardu que dégager la terre de l'oeil d'une taupe » :

"La taupe est un petit rongeur Dans ses activités quotidiennes elle creuse sans cesse des galeries souterraines. Même si cette activité est destinée à assurer sa subsistance, il y a lieu de se demander pourquoi cet animal ne change pas ses méthodes de creuser, le fait de creuser des galeries souterraines pouvant provoquer des accidents aux randonneurs distraits. Cet animal a toujours les yeux pleins de terre, et nettoyer ses yeux est fort difficile. En observant le mode opératoire d'une taupe, je trouve celui-ci identique à celui que le journal *Kangura* a adopté pour tendre délibérément des pièges aux lecteurs, cette cruauté n'empêchant pas son propriétaire Ngeze de gagner sa vie...

Et l'on prétend que Ngeze parle au nom des Bahutu ! J'en suis un et je lui dis m... Qu'il arrête de m'embrouiller, je serai mon propre porte-parole comme dit l'autre. Nul ne peut être porte-parole s'il s'abstient de dire la vérité. En ce qui concerne cette vocation de porte-parole des Bahutu qu'il s'emploie à brandir, je l'inviterais à lire, ou plutôt à se faire lire ce que le célèbre écrivain Wole Soyinka dit à ceux qui gagnent leur vie en exploitant l'appartenance ethnique: "Le tigre ne crie pas sa tigritude, il saute et l'on voit que c'est un tigre". Je ne demande pas à Ngeze de me compter parmi les partisans de la suppression de la mention ethnique sur les cartes d'identité. Pour ma part, je serais heureux s'il parvenait à comprendre le caractère déplacé de ses discours incessants prétendument destinés à réveiller les Bahutu, comme si leur Révolution de 1959 les avait laissés dans le ronflement.... *Kangura* est né du temps où nous étions encore enchaînés dans ce mouvement (politique) unique qui vient de s'effondrer... »

189676

Dans *Rwanda Rushya* N° 14 d'octobre 1991, André Kameya ironise courageusement sur la conception que *Kangura* se fait de « la vérité » sous le titre « *Kangura*, cesse de t'imaginer que tu me feras peur ». Il rappelle les réalités gênantes dénoncées dans son journal d'opposition et qui suscitent les vitupérations et les calomnies de l'organe extrémiste :

« ... En ce qui concerne Kameya en particulier, les pages de *Kangura* ne suffisent plus. Ses collaborateurs, dont bon nombre sont des médiocres et des ivrognes, ont découvert une nouvelle voie de souiller et de montrer du doigt en se servant des lettres de terreur. Ainsi, en date du 11 novembre 1991, une personne se présentant sous le nom de Hategekimana J.B. (je ne saurais te dire s'il s'agit de Jean-Baptiste ou Jean-Bosco), et qui résiderait en Secteur Nyarugenge, Commune Nyarugenge, en Préfecture de la Ville de Kigali, a écrit au procureur en lui demandant de poursuivre en justice Kameya et son journal *Rwanda Rushya* pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

Ce Hategekimana en question (un beau nom si mal tombé), je ne le connais pas personnellement, mais il doit sans doute faire partie du groupe d'experts de *Kangura* qui détiennent de hautes distinctions académiques en terrorisme (terroris t̄ausa). Je disais donc que Hategekimana écrivait -mais il faut plutôt dire qu'il délirait- en disant au procureur de Kigali: "la terreur que *Rwanda Rushya* a semée dès sa naissance nous terrasse, de grâce arrêtez vite sa publication et Kameya ...

Hategekimana et *Kanga* [ici Kameya déforme volontairement *Kangura* pour l'appeler « Epouvantail »] disent encore que tous les articles de *Rwanda Rushya* ont pour seuls auteurs les Batutsi qui soutiennent les Inyenzi-Inkotanyi. Allez-vous, dans votre ségrégation ethnique obsessionnelle, pousser jusqu'à ethniser les écrits de journaux ? Te considères-tu plus hutu que Faustin Twagiramungu ou Seth Sendashonga, et bien d'autres qui expriment leurs opinions à travers *Rwanda Rushya* ?.. »

Dans cette entreprise de délation encouragée par les hautes sphères du pouvoir, *Kangura* harcèle avec un zèle particulier tous ceux qui contestent ou sont suspects de contester le pouvoir de Habyarimana. Sous le titre « La Société *Kangura* » est parmi les responsables de la destruction du Rwanda », *Rwanda Rushya*, dans son No 20 de mars 1992, montre, sous la signature de Philbert Gasangwa, que derrière Ngeze se cachent notamment les Services de renseignement :

Voilà donc comment je vois la "Société *Kangura*". C'est la Mafia. Elle a ses tentacules, ses desseins, son mode opératoire et des serviteurs extrêmement zélés. En mal bien entendu. Et c'est pourquoi, parmi les calamités qui rongent le Rwanda, il faut compter "La société *Kangura*". Mais ce qui est surprenant, c'est le fait que cette société continue à se moquer des lois avec la complaisance du pouvoir, ce qui fait d'elle un pouvoir au sein du pouvoir. Que personne n'ose encore m'abuser en affirmant que *Kangura* c'est Ngeze, la vérité étant que, au sein même de la société dont il est la "capote", certaines choses qui se font le dépassent sans doute. Il est même des fois où il me fait pitié. »

18966

Dès mars 1991, le journal *Imbaga* (No 0) avait souligné fortement la connivence entre *Kangura* et certains secteurs dirigeants sous le titre : "Quelle est la relation entre *Kangura* et le pouvoir ? » :

« ...Lorsque l'on examine les écrits de ce journal, et les conséquences observables par la suite, il y a vraiment lieu de se demander si ce journal n'a pas une relation [de parenté] avec le pouvoir. Ou alors il [*Kangura*] est son instrument, à tel point que la personne appelée à être "renversée" doit faire l'objet d'une annonce ayant pour but la préparation de l'opinion. Ce que certaines personnes prennent pour une éradication de ce journal ou, plus encore, considèrent comme une prophétie, en réalité c'est ce que ce journal rapporte parce que on le lui a montré du doigt ou qu'on le lui a demandé: ce qui n'a rien à voir avec sa prétention d'avoir l'initiative de pointer du doigt...

La manière dont *Kangura* traite la question de l'unité nationale fait honte et rend triste. Des gens sont proclamés *Inkotanyi* sans la moindre preuve et avant jugement; et ensuite celui qui s'aventure à le contredire devient de fait un ennemi de la Nation et du pouvoir, comme il l'a récemment écrit au sujet de Habimana Kantano, celui-ci s'étant rendu coupable de voir les choses différemment au sujet de Marc Rugenera, qui avait été pressenti pour diriger la Banque de Kigali... Tantôt il [*Kangura*] publie des articles non signés au sujet de l'entreprise tutsi d'asservir les Hutu de la région des volcans, des commandements que les Hutu doivent observer dans leurs relations avec les Tutsi.

Les articles non signés véhiculant l'idéologie de la division des Rwandais ont été publiés et lus. Et comme par ailleurs, les dires de *Kangura* ont été pris en charge [pour exécution] par le pouvoir ou que ceux-ci se sont par la suite matérialisés, certains lecteurs les considèrent désormais comme un dogme. Et pourtant, certains articles datent des années 1961!

Examinons donc ensemble les personnes mises en cause par *Kangura* et qui, le lendemain, ont été écartées [de leur fonction]. Il s'en prit à Nshunguyinka et celui-ci perdit son poste aussitôt après; il mit en cause Christophe Mfizi alors directeur de l'Office Rwandais de l'Information et le jour suivant, celui-ci fut limogé; Alphonse-Marie Nkubito qui fut Procureur Général de Kigali fut muté à la Cour d'Appel de Nyanza suite à son acharnement [de *Kangura*].

Quant à Marc Rugenera, le Président de la République l'avait choisi pour assurer la direction de la Banque de Kigali, mais *Kangura* proclama qu'il était Tutsi et qu'il aimait l'argent. Et voilà que nous venons d'apprendre qu'il ne dirigera pas cette banque. Pourtant, l'on sait qu'il n'est pas de tradition que la personne choisie par le président de la République soit contestée avec succès. Plus encore, peu de temps après, le 4 février, nous avons appris que toutes les personnes que ses articles avait qualifiées de "*nyoninyinshi*" [hypocrites] ont été limogées, à l'exception du Secrétaire Général du MRND, Bonaventure Habimana. Celui-ci devrait également faire attention. Suivant l'ordre de leurs photos en couverture de *Kangura* No 6, ces personnes limogées sont: Théoneste Mujyanama, ministre de la Justice, Antoine Ntashamaje, ministre chargé des relations institutionnelles, Jean-Marie-Vianney Mugemana, ministre de l'Intérieur et du Développement Communal, et François Habiyakare, ministre de la Fonction Publique et de la Formation Professionnelle.

En ce qui nous concerne donc, toutes ces preuves nous amènent à nous interroger sur la relation entre le pouvoir et *Kangura*. Puisque, à chaque fois que ce journal le demande, telle chose ou telle personne est changée le jour d'après, cela prouve que les deux ont une relation car, s'il n'en était pas ainsi, le gouvernement aurait une grande déférence et une grande confiance dans les idées de *Kangura*... ».

On aura relevé que c'est non seulement l'influence politique de *Kangura* qui est dénoncée, mais aussi ses appels à la haine ethnique. Etaient visés alors des articles parus dans des numéros de novembre et de décembre 1990 sur le fameux « plan de colonisation tutsi du Kivu » et sur « les dix commandements du Hutu » (voir le passage souligné par nous dans le texte). Une caricature publiée d'abord par ce même journal (*Imbaga*), puis dans *Kanguka* en mai 1992, illustre parfaitement la lucidité de la presse démocratique à l'égard des procédés de *Kangura*. Nous l'avons reproduite en page de couverture de notre ouvrage sur *Les médias du génocide* (Karthala, Paris, 1995). On y voit Hassan Ngeze avec un porte-voix incitant des gens à s'entretuer à coups de machettes et de gourdins, sous l'influence d'un politicien véreux, et des simples citoyens s'interroger : « Mais pourquoi nous battons-nous ? Est-ce qu'on n'est pas en train de nous manipuler ? ». L'opinion rwandaise était tout à fait informée de la nature de la propagande mis en oeuvre par *Kangura* et de ses dangers, contrairement à ce qui est parfois suggéré.

On peut aussi relever au passage qu'à l'époque le futur journaliste-vedette de la RTL M Kantano Habimana avait eu un différend avec Hassan Ngeze. Dans une lettre ouverte publiée par *Ijambo* No 13 de janvier 1991, sous le titre « A Hassan Ngeze de *Kangura*. La guerre des mots nous perdra », il lui reprochait de déshonorer son métier en « souillant des individus » et il dénonçait également l'ethnisme (antitutsi) et le régionalisme (nordiste) de *Kangura*. Kantano parle notamment de la campagne de ségrégation ethnique de *Kangura* illustrée par « les dix commandements du Hutu » publiés le mois précédent. On notera (phrases soulignées) que Kantano Habimana, bien informé, signale que ce texte est venu de Belgique où il avait d'abord circulé en tract, comme cela est apparu par ailleurs d'après le dossier de fabrication du N° 6 de *Kangura* :

« Du reste, mis à part ce tract ravageur que vous avez reproduit (il m'est parvenu moi-même, en provenance de Liège en Belgique), soutiens-tu qu'aucun Hutu ne doit parler à un Tutsi ? Que celui qui a une femme ou un mari d'ethnie différente doit s'en séparer ? Une question: lorsqu'on lit ton "*Kangura*", on se rend vite compte qu'il penche pour une région. S'il en est ainsi, tu veux construire un Rwanda ayant quel nombre de point [cardinaux]? Sur la couverture du dernier *Kangura*, nous y avons vu des photos de personnes non originaires de Gisenyi et de Ruhengeri. Est-ce seulement les gens venus d'ailleurs qui ne parlent pas le même langage que le Président de la République ?

18964-511

Dans *Imbaga* en octobre 1991 (° 6), sous le titre « Commune de Murambi: le bourgmestre Gatete, plutôt que de chercher l'apaisement, sème la terreur », le journaliste Jean-Baptiste Nkuliyingoma dénonce les attaques des journaux extrémistes contre ceux qui sont indignés par les massacres commis dans cette commune :

«La commune Murambi est devenue le champ de bataille des organes de presse. Certains accusent le bourgmestre Gatete de graves crimes, dont l'assassinat de gens durant la guerre. D'autres organes de presse assurent sa défense. Est-ce donc vrai que ceux qui ne sont pas contents de Gatete sont les "Ibyitso" des *Inkotanyi* qui combattent le MRND? Nous avons mené une enquête avec comme objectif la recherche de la vérité...».

Et il cite les journaux pro-MRND dont *Umurwanashyaka* No 3, *Intera* No 36 et 37 qui défendent ce bourgmestre en affirmant que ceux qui combattent celui-ci sont des Ibyitso. *Intera* No 37 ira jusqu'à menacer les ressortissants de Murambi vivant à Kigali : "Toi qui crois qu'après avoir mis le feu, les autres mourront brûlés sous ton regard indifférent, sache que tu te trompes car, parmi ceux qui brûleront, il ne manquera pas une de tes parentés! »

La presse de l'opposition reproche en outre aux plus hauts responsables militaires de nourrir la propagande extrémiste en élaborant des documents dangereux pour la vie des personnes ou des catégories de personnes mises en causes. Parmi ces documents, le rapport du Colonel Déogratias Nsabimana du 21 septembre 1992 transmis par la lettre No 1437/G2.2.4, censé identifier les ennemis du pays. Ce rapport de 14 pages est produit par une commission de 10 militaires (on ne cite pas leurs noms) mise en place lors de la réunion de hautes autorités militaires du 4 décembre 1991 sous la présidence du Chef de l'Etat, Juvénal Habyarimana. Le rapport a provoqué une grande émotion au sein du mouvement de l'opposition. Parmi les réactions enregistrées, l'article du No 74 du journal *Isibo* qui titre « On s'est trompé sur le colonel Nsabimana » :

S/Titre "Ils auraient défini qui est l'ennemi"

« Après deux ans de combat, ils veulent nous faire croire qu'ils viennent juste de découvrir l'ennemi. Dans ce rapport de Nsabimana, l'ennemi est de deux catégories: le premier, c'est le Tutsi qui a fui la Révolution de 1959 et qui veut restaurer le régime monarchique au Rwanda. Le deuxième (ennemi), c'est le Tutsi vivant à l'intérieur (du Rwanda) et toute autre personne qui soutient celui-là vivant à l'extérieur. A un certain moment, il affirme en outre que l'ennemi est le Hutu mécontent du régime Habyarimana.... »

En ce qui concerne maintenant le rôle de Ferdinand Nahimana dans les médias, les critiques de la presse d'opposition sont aussi claires dès 1991, à l'occasion de sa nomination à la tête de l'ORINFOR, perçue par l'opinion

189/63-62

démocratique comme une preuve éclatante du durcissement du pouvoir. Nahimana est précédé par sa réputation de haïr les Tutsi et les Hutu du Sud. Les réactions d'inquiétude se multiplient :

Ainsi, *Isibo* N° 13 du 30 avril 1991 sonne l'alarme sous le titre : « Un de ces quatre matins, l'ORINFOR de Nahimana va nous plonger dans le malheur » :

« Ces derniers temps, *Isibo* a observé avec beaucoup d'attention et d'inquiétude la manière de gouverner de Ferdinand Nahimana. Il en résulte que nous demandons à tous ceux qui aiment le pays de voler au secours de cet office avant qu'il ne soit traité comme on le fit de l'Université Nationale du Rwanda, Campus de Ruhengeri, lorsque des étudiants y emménagèrent...

Nahimana est un régionaliste

Il est inutile de s'y étendre, car cette tare l'a caractérisé partout où il a exercé des responsabilités. Qu'on ne s'y trompe pas, son régionalisme ne favorise pas tous les Bakiga, car lui ne voit que le seul Mukonya [un originaire de la région de Bukonya où se situe sa commune Gatonde]!. Du temps où il présidait le comité chargé du transfert du campus [de Butare] à Ruhengeri, il fit particulièrement montre de cet esprit...

Cela est parmi les raisons qui l'ont conduit, dès son arrivée à l'ORINFOR, à licencier des employés, à rétrograder d'autres (sous prétexte qu'il appliquait les directives du Conseil d'Administration. De quoi se demander si ce conseil n'attendait que lui pour chambarder!), ce qui a fait dire aux gens que son régionalisme lui colle à la peau...

La raison qui nous pousse à affirmer que l'ORINFOR court vers le malheur.

Son directeur actuel est tellement décrié que nous avons peur qu'à l'avènement du multipartisme, il provoquera la guerre dans le pays.

L'actuel directeur [de la radio] semble avoir fait de cette radio sa chose. A tous les meilleurs postes, il place ses hommes de confiance, sans doute pour s'assurer que son but ne sera pas contrecarré (aucun doute, il en a un en tête). Actuellement, il est facile de se rendre compte que certains agents prennent la Radio pour leur propriété, oubliant qu'elle appartient à toute la nation. Un tel comportement est d'autant plus inquiétant que nous nous apprêtons à gérer le pluralisme démocratique. La guerre que provoquera Nahimana dans ce pays, s'il persiste à utiliser l'ORINFOR comme bon lui semble, il ne reste plus qu'à la suivre des yeux. Et ce jour-là, n'allez pas prétendre qu'on n'avait pas prévenu!

Nous terminons cet article en exhortant le pouvoir public et les partis qui vont naître d'être attentif aux agissements de cet homme, de le surveiller de près, afin de pouvoir arrêter à temps la guerre qu'il déclenchera »

Aussitôt que ses hommes de confiance sont dans les postes-clés, Ferdinand Nahimana est accusé de livrer la radio aux réseaux extrémistes. *Rwanda Rushya*

18762

N°5 de juin 1991 s'inquiète d'une intervention de Jean Barahinyura, un extrémiste basé en Allemagne, à qui les collaborateurs de Ferdinand Nahimana ont tendu le micro et lui ont ainsi donné l'occasion de distiller la haine ethnique à partir de l'étranger "Préparez-vous aux troubles dans lesquels Jean Barahinyura va nous plonger", signe Denys Rubindo :

« Le 20/05/1991, tôt le matin du jour férié de la Pentecôte, *Radio Rwanda* a réveillé les Rwandais par une conversation téléphonique entre les journalistes et un homme résidant en Allemagne, du nom de Barahinyura Jean Shyirambere, une conversation au sujet des *Inkotanyi*. Cette conversation a duré une heure et trente minutes. Ce qui a éveillé le soupçon et la curiosité, c'est que cet homme a lui-même reconnu qu'il avait adhéré par le passé au FPR-Inkotanyi, où il avait exercé la responsabilité de chef des renseignements: il déclarait ne plus en être membre, en raison de leurs objectifs peu valorisants! Ce que les gens ne peuvent comprendre, c'est la manière dont les journalistes le questionnaient avec obséquieusement, utilisant le "vous de majesté" à toutes occasions... comme s'ils s'adressaient au président de la République ou à un ministre revenant d'une mission... »

L'auteur note que cet interview conduit les Rwandais au désastre notamment en raison de ces allégations selon lesquelles le pays regorge d'*ibyitso* [complices], ce qui risque de donner libre cours à la suspicion, la délation et même à la tuerie. Sa démarche ne vise donc qu'à attiser la haine....

"Radio-Rwanda devrait désormais s'abstenir [de pareilles pratiques] et diffuser à l'adresse de la population des informations qui lui sont vraiment utiles".

Comme l'avaient prédit les journaux d'opposition, le malheur est arrivé et c'est suite à un communiqué de Radio Rwanda qu'ont éclaté, comme on l'a vu, les massacres de Bugesera. Le journal *Imbaga* No 10-11 de février-mars 1992 désigne le coupable et les agissements qui ont précédé les massacres sous le titre :

"Qui vient d'incendier le Bugesera ?"

« Les troubles ont débuté mercredi le 4 mars 1992 au soir. Dans la journée, distribution d'un tract avec pour titre "Peuple, sois vigilant"

Ce tract dont certains affirment qu'il avait été rédigé dans les locaux du bureau communal de Kanzenze s'en prend violemment à François Gahima, représentant du parti PL à Kanzenze et Justin Mugenzi, président du PL au niveau national. Il les accuse d'avoir conduit des bandits qui ont attaqué Nyamata le 1^{er} mars.

Cela fait allusion au meeting de ce parti qui s'y était tenu le même jour, meeting au cours duquel avaient été prononcés des discours dénonçant la cruauté du bourgmestre Rwambuka et du sous-préfet Sekagina; ce qui les auraient plongés dans une grande fureur. Ce tract termine en demandant à la population d'encercler l'ennemi afin de lui enlever toute possibilité de s'échapper...

1875/20

L'article met à jour la synchronisation parfaite entre les éléments du réseau criminel dont il affirme que *Radio Rwanda* fait désormais partie, grâce aux œuvres de Ferdinand Nahimana. Hassan Ngeze était également passé par là... On peut par ailleurs se rappeler la campagne de *Kangura* qui incite aux massacres de Bugesera :

« L'incendie du Bugesera n'avait plus besoins que d'un détonateur, les choses ayant été minutieusement préparées. Souvenez-vous que, au cours de la semaine des troubles, *Radio Rwanda* avait diffusé avec emphase un écrit-brûlot de ceux qui s'étaient présentés comme le "Comité pour la lutte contre les tensions en Afrique" dont le siège serait au Kenya, avec une représentation au Rwanda. Cet écrit avançait que les Inkotanyi, en collaboration avec le parti PL, se préparaient à assassiner certains Hutu de haut rang au sein du MDR, PSD et MRND. *Radio Rwanda* n'avait pas jugé utile de diffuser les déclarations du MDR et du PL dénonçant l'intention criminelle cachée derrière ce communiqué.

Peu de temps avant, une mine avait explosé en Commune Kanzenze, détruisant un véhicule et faisant des victimes. Les enquêtes n'ont pas encore révélé les responsables, mais cela n'a pas empêché que l'on prête le forfait aux Tutsi et au parti PL. Entretemps, *Radio Rwanda* avait saisi l'occasion de ces explosions de mine et de troubles en commune Ngenda, Secteur Burenge, pour "chauffer la tête de la population" en lui faisant comprendre que les Tutsi menaçaient les Hutu, et que la guerre menée contre les Inkotanyi avait pris un nouveau visage.

Il va de soi que les Hutu, entendant cela, se sont considérés comme perdus et ont jugé qu'il ne leur restait plus qu'à se défendre, d'autant plus que le directeur du journal *Kangura* avait, peu de temps avant, été dans cette région pour répandre son fameux message. Tout cela constituait un mélange détonnant qui était destiné à incendier le Bugesera, sous le regard indifférent des autorités administratives. Comme quoi celui qui te cherche finit toujours par t'avoir, surtout lorsqu'il a plus de force... »

L'article explique encore que, près de cinq mois avant les troubles, le bourgmestre Rwambuka avait entrepris d'arrêter les jeunes gens Tutsi et de les acheminer au camp militaire de Bugesera sous le motif de bloquer leur enrôlement dans le FPR via le Burundi. Les atrocités qui avaient accompagné ces arrestations avaient été dénoncées, mais le pouvoir n'avait jamais condamné ou poursuivi les responsables. Au contraire, ils avaient reçu les félicitations de Mathieu Ndirumpatse, alors ministre de la Justice:

« Au contraire, le ministre de la Justice, Mathieu Ndirumpatse de retour de Genève en Suisse, à l'occasion d'une session du Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme, où il avait déclaré que certains [individus] parmi ceux que les associations des Droits de l'Homme avaient souvent mis en cause, à l'instar des bourgmestres Rwambuka de Kanzenze, Gatete de Murambi, Kajelijeli de Mukingo, et d'autres qui leur rassemblaient, étaient des héros de la défense de la sécurité ».

1895050

Malgré le soutien du président Habyarimana et les protestations vigoureuses du comité du MRND (voir document), Ferdinand Nahimana ne survit pas à ces massacres qui soulèvent un tollé tant au Rwanda qu'à l'échelle internationale. Mais Ferdinand Nahimana n'avait-il pas placé des hommes à lui à tous les postes clés? Il va continuer de diriger l'ORINFOR de l'extérieur, au grand désespoir d'*Isibo* N° 81 du 24 au 31 décembre 1992 ("Nahimana continue de diriger l'ORINFOR") :

« Le 28/12/1992. Nahimana a dirigé au TAM TAM une réunion qui regroupait des journalistes de l'ORINFOR et des cadres de cet office. Etaient présents:

- Vénuste Nshimiyimana
- Joseph Serugendo
- Philippe Rucogoza
- Stéphanie Nyirasafari
- Justin Bazampenda
- Anselme Birigimana.

Après cette réunion, tous se sont rendus à Kanombe, chez Habyarimana et Agenesta Mukarutamu les y a rejoints.

A l'occasion du mariage de Jean Pierre Habyarimana, on comptait les agents de l'ORINFOR ci-après, sans compter ceux chargés de la sonorisation:

- Augustin Hatari
- J.B. Bamwanga
- Froduald Ntawulikura
- Joseph Serugendo
- Justin Bazampenda
- Philippe Rucogoza
- Imanirabatunga
- Martin Mukwiye.

Une table avait été réservée pour eux et c'est Nahimana en personne qui les accueillait. Il vit toujours dans la résidence officielle du directeur de l'ORINFOR. L'eau et l'électricité sont toujours à la charge de l'ORINFOR (qui, il est vrai, est un mauvais payeur). Ce sont les véhicules de l'ORINFOR qui se chargent du ramassage d'ordures chez Nahimana. Nahimana tient souvent des réunions avec les agents ci-haut cités. Le véhicule ORINFOR qui se charge de leur transport est toujours à leur service. Nahimana téléphone chaque jour dans les studios pour donner des directives!! C'est Bamwanga et Serugendo qui ont été chargés de rédiger un rapport sur la gestion de Prosper Musemakweli. L'ORINFOR est ligoté plus que jamais.»

Ferdinand Nahimana va s'employer ensuite, comme on sait, à concevoir la RTL. Le journal *Isibo* N° 94 du 14 au 21 avril 1993 prédit que de cette RTL, ne sortira rien de bon :

"Préparez-vous, dit-on, à une nouvelle Radio-Télévision. On dit que, après que Ferdinand Nahimana eût été "dépossédé" de la direction de l'ORINFOR, ses amis et parents, dont Barayagwiza et Serugendo, ont pris la décision de lui trouver une autre radio-télévision à "diriger". Il est aussi dit que parmi ses principaux objectifs figure la

1895
lutte contre le FPR et une campagne en faveur de Habyarimana. Il est dit en substance qu'elle [la radio-télévision] n'est pas la propriété de tel ou tel parti politique; et qu'elle serait née uniquement de l'initiative de personnes amies. Attendez seulement voir ce qui en sortira! [de la radio-télévision] ».

Le même journal, dans son No 95 du 22 au 29 avril 1993 est plus explicite. Pour lui, cette radio est la radio CDR, donc créée pour répandre la haine :

"Quelques journalistes de l'ORINFOR sont des actionnaires de la Radio-CDR. Leurs noms sont: Bazampenda, Bamwanga, Serugendo, Nyirasafari et d'autres. Certains disent encore que Ntawulikura serait également du nombre. Ils ont donc rejoint Nahimana à la Radio/Télévision-CDR. Nous espérons qu'ils ne "voleront" pas pour le compte de la radio CDR les informations de la Radio nationale! Peut-être que les gens cherchent à les diffamer. on ne sais jamais avec les mœurs de nos temps! ».

Kanguka N° 88 du 26 janvier 1994 considère que l'entreprise RTLM va mettre le feu au Rwanda :

"RTLM: les hommes qui se sont associés pour embraser le Rwanda. Le Rwanda dispose aujourd'hui de 3 radios: *Radio Rwanda*, *Radio Muhabura* et *RTLM* (Radio Télévision Libre des Mille Collines). Il s'agit là d'un acquit dont on peut se féliciter. Nous souhaiterions même la naissance d'autres [radios]; ainsi, les Rwandais auraient des informations variées et gagneraient de ce fait dans leur jugement, dans leur capacité de distinguer la vérité et d'éviter la manipulation.

Cependant, force est de reconnaître que, plutôt que de voir les *RTLM* se multiplier, l'on ferait mieux de ne garder que la *Radio Rwanda* baptisée [Radio] Habyarimana. La *RTLM* s'est fixé l'objectif de suivre le chemin du mensonge aux fins de créer des tensions et de provoquer les affrontements entre les Hutu et les Tutsi, aussi bien au Rwanda qu'au Burundi, et même partout où ces ethnies existent. Pendant que certaines personnes tentent de faire comprendre aux Bahutu et aux Batutsi qu'ils sont frères, qu'ils doivent vivre comme des frères, la *RTLM* quant à elle s'évertue à leur faire comprendre qu'ils ne sont liés par aucune moindre relation, qu'ils sont ennemis et qu'ils doivent aiguïser la haine chaque jour davantage, éternellement. Avec d'autres sottises que vous savez, et qui ne cessent de déchirer les tympans des auditeurs.

La *RTLM* veut parvenir à tous ces objectifs en se servant de l'arme du mensonge. ... C'est triste de voir que ce sont les journalistes formés (tous les trois: Gahigi, Kantano et Noël sont parmi les journalistes formés dont dispose la presse rwandaise!) qui sont les premiers à discréditer le métier, en ravivant la tension, profitant de la vacance du pouvoir dans ce pays, se transformant en instruments des tueurs, acceptant ainsi d'être abusés pour l'argent.

A ma connaissance, la *RTLM* a signé avec le Gouvernement rwandais une convention lui autorisant d'exercer la fonction de diffuser l'information. A-t-elle signé en même temps la convention lui autorisant de semer la haine parmi les gens?

Puisque la *RTLM* continue à violer gravement la convention qu'elle a elle-même signée, et de trahir le gouvernement, le journalisme, qu'attend le gouvernement pour prendre des mesures?

18958

Faustin Rucogoza, s'il n'arrive pas à faire son travail, qu'il démissionne et cède la place aux personnes capables. Quant à Ntamabyariro, elle est pire que Mbonampeka qui tenta au moins d'intimider Ngeze Kangura (sic). Les Munyazesa et Bizimana, eux ne pourraient pas évidemment toucher à la RTLML puisqu'elle est la radio MRND-CDR...". "Vous, journalistes de RTLML, puisque vous avez suffisamment fait couler le sang, pourquoi n'arrêtez-vous pas ?... ».

Après l'assassinat du président Ndadaye, on mesure l'étendue de l'œuvre de Ferdinand Nahimana : une convergence de Radio Rwanda et de la RTLML qui n'est peut-être pas étrangère à l'incitation aux tueries, tant au Burundi qu'au Rwanda, par un discours de haine ethnique. *Kanguka* N° 86 du 3 novembre 93 s'en émeut : « Les radios rwandaises viennent d'incendier le Burundi » (par Wellars Mbaraga) :

« Le 21 Octobre 1993, le pouvoir du président Melchior Ndadaye a été renversé et cela a eu de fâcheuses conséquences qu'on observe encore aujourd'hui et dont il est difficile de prédire la fin. Plusieurs pays ont condamné les auteurs du coup d'état contre Ndadaye, le Rwanda en est du nombre, et même les partis politiques rwandais se sont exprimés à ce sujet. Mais ce qui est vraiment choquant, c'est que le gouvernement rwandais, au lieu de prêcher l'apaisement du peuple burundais, a laissé Radio Rwanda donner libre cours à la diffusion de communiqués destinés à "échauffer les têtes" du peuple burundais.

Ils ont vite oublié que le gouvernement rwandais aujourd'hui en fonction est issu d'un coup d'état et qu'à l'époque, le Burundi n'avait pas incité le peuple (rwandais) à combattre l'armée. Il ne s'agit donc pas d'une preuve d'attachement aux Burundais, mais plutôt d'une manière de nous distraire en focalisant notre attention sur les événements du Burundi. Ce qui est encore plus surprenant, c'est le fait que le Rwanda ait converti les actes de militaires burundais en actes posés par tous les Tutsi, aussi bien par ceux du Rwanda que ceux du Burundi.

Cela explique l'attitude de *Radio Rwanda* qui s'est bien gardé de diffuser le communiqué du FPR condamnant les auteurs du coup d'Etat, le but recherché étant de renforcer la population dans la suspicion d'éthnisme [au sein du FPR].

Et la fameuses Radio libre (RTLML) a diffusé sans discontinuer des discours ethnistes, affichant sa volonté d'attribuer au FPR les événements du Burundi. Elle est même allé jusqu'à mentir en disant que le "chairman" du FPR, Alexis Kanyarengwe, avait été assassiné... lui et d'autres cadres d'origine Hutu. Il va sans dire que de telles rumeurs sont répandues par tous ceux-là qui se sentent gênés par la paix et la réconciliation... Il est tout à fait évident que certaines personnes veulent saisir l'occasion pour provoquer une guerre ethnique au Rwanda... »

Les partis politiques de l'opposition et la société civile

Ils ont régulièrement dénoncé les dérives extrémistes à travers les discours de leurs représentants, des communiqués ou des journaux proches. On peut citer par exemple le communiqué conjoint MDR-PL qui avait pour but de désamorcer

1895
la bombe que venait de poser Radio Rwanda en mars 1992 en diffusant un document prétendant que les Tutsi s'apprêtaient à éliminer des personnalités hutu (avec comme conséquence les massacres du Bugesera).

Ce « communiqué Spécial n° 1 » donnait un démenti aux allégations du document lu par Radio Rwanda en date du 5 mars 1992. Il est intitulé: "Nous avons mis à jour un mensonge criminel du MRND". Le communiqué explique que ce document attribué à une prétendue « Commission interafricaine pour la non violence » avait été rédigé par le parti MRND qui l'avait envoyé à son agent à Nairobi le 27/02/1992, à 16h33'. Par erreur, celui-ci l'a renvoyé en oubliant de cacher les références du télécopieur MRND: fax 250 766174/MRND Secr. Nat. Cette maladresse a « fait tomber le MRND dans le piège que celui-ci nous avait tendu ». Le communiqué MDR-PL voit en cela une tentative de provoquer la suspicion des Hutu des partis MDR, PSD et MRND qui, pris de peur, extermineraient les Tutsi et leurs « complices », ce qui justifierait la déclaration de l'état d'urgence, avec pour conséquence l'affaiblissement des partis d'opposition, voire leur disparition et il insiste :

"Nous condamnons la Radio qui était naguère une radio nationale et qui est devenue un instrument de ceux qui veulent semer le grain de la division et des déchirements à travers tout le pays.

Nous demandons à sa direction de préparer sans tarder une table ronde en vue de démentir ces choses qui la déshonorent elle-même et qui déshonorent notre pays.... Nous demandons que soient condamnés leurs mauvais desseins de répandre les tueries dans plusieurs régions du pays »

Il est utile de rappeler que, deux jours après la diffusion du prétendu document de Nairobi, suivie d'un compte rendu radiophonique d'une causerie du "Cercle des Républicains Progressistes" (organisation extrémiste du Dr. Rwamucyo Eugène et de Ferdinand Nahimana), les massacres de Bugesera débutent. Le démenti n'est pas radiodiffusé.

Le 11 mars le MDR publiait également un communiqué à Kigali sous le titre « Halte au massacre des innocents » rappelant aussi la responsabilité de Radio-Rwanda :

« La diffusion répétée d'un tel document n'avait pour but que la création de conditions propices à une guerre civile par l'exacerbation des tensions ethniques. Rappelons que le Premier ministre lui-même a reconnu que ce document n'était qu'un tract et a regretté sa diffusion par Radio-Rwanda. La diffusion d'un compte rendu d'une conférence très ethnisante du Cercle des républicains progressistes (Groupe de réflexion de militants du MRND originaires de Ruhengeri), visait le même but.

Les résultats de cette campagne d'incitation à la violence et à la haine tribale ne se sont pas fait attendre. Moins d'une semaine après, des troubles ont éclatés [sic] dans le Bugesera. »

De même le 10 mars, un collectif des principales associations de défense des Droits de l'homme au Rwanda, l'ADL (Association rwandaise pour la défense des Droits de la personne et des libertés publiques), la Lichredor (Ligue chrétienne de défense des Droits de l'homme au Rwanda), l'ARDHO (Association rwandaise pour la défense des Droits de l'homme), Kanyarwanda et l'AVP (Association des volontaires de la paix), publie une « Déclaration sur les massacres en cours de la population de la région du Bugesera », où on lit sur la responsabilité des médias :

« Nous désapprouvons plus particulièrement la diffusion de faux communiqués et autres tracts par la radio nationale qui se fait ainsi le relais efficace des fascistes de ce pays et qui, partant, se rend co-responsable de pertes de vies humaines par ses appels à la haine et à la division interethnique ».

Confrontée aux massacres du Bugesera, l'Italienne Antonio Locatelli, qui vivait dans cette région depuis les années 1970, lança un appel au secours sur les antennes de Radio France internationale. Elle fut assassinée, sans doute en vertu de la règle édictée par les médias extrémistes, interdisant aux étrangers de dénoncer le massacre des Tutsi. Sur place, une enquête judiciaire eut lieu, mais elle se heurta à la solidarité des forces politico-militaires impliquées dans ces massacres.

Déjà l'époque la ligue ADL, déjà citée, notait le dysfonctionnement des enquêtes Kigali, le 15 avril 1992, in *Rapport sur les Droits de l'homme au Rwanda, septembre 1991-septembre 1992*, Kigali, décembre 1992, p. 222) :

« A ce jour, le Parquet de Kigali a arrêté environ 470 personnes, qui sont détenues dans les prisons de Nyamata et Rilima, au Bugesera. Selon plusieurs témoins, la plupart des responsables de ces exactions n'ont jamais été appréhendés par le Parquet. D'autres l'ont été, mais ils ont été immédiatement relâchés. Toutes ces personnes ne trouvent actuellement en liberté, et si une occasion leur était offerte, le drame recommencerait » »

On ne peut mieux expliciter la logique d'impunité qui a conduit au génocide. Mais ce genre de déclaration montre que l'opinion rwandaise n'était ni aveugle, ni muette.

Ces différentes réactions, ajoutées aux nombreux articles de *Kangura* préparant les esprits aux massacres de Bugesera, attestent de la parfaite coordination des lobbies extrémistes à cette époque déjà. Tout cela montre aussi

la conviction de bon nombre d'observateurs que le MRND et Ferdinand Nahimana voulaient ces massacres. Ce dernier, pour avoir été alors explicitement dénoncé dans divers médias, ne peut feindre ignorer combien sa responsabilité était engagée dès cette époque (en tant que directeur de l'Orinfor) dans une logique de génocide.

Plus tard enfin, on l'a déjà vu, la RTLM reçut plusieurs avertissements du ministre de l'Information Faustin Rucogoza auprès de la direction les 25 octobre, 26 novembre, 10 février et aussi du directeur de l'Orinfor J.M.V. Higirot en mars. En octobre le ministre constate l'entreprise de sabotage de la réconciliation nationale en exploitant la crise burundaise. En février, il écrit (Article 19, *Broadcasting genocide*, 1996 . 98-99 et 106) :

« La RTLM a tendance à assimiler tous les membres du FPR aux Tutsi, à assimiler l'opposition politique de l'intérieur au FPR, à réduire les problèmes politiques du Rwanda à la haine ethnique entre Hutu et Tutsi, à assimiler les Tutsi de l'intérieur aux inkotanyi et à faire comprendre à la population que les maux dont souffre le pays viennent des Tutsi ».

Des actions en diffamation furent aussi tentées en vain.

Très tôt, les dérives des émissions de la RTLM et les risques qu'elles faisaient courir à la société ont été perçues et dénoncées. Les auditeurs de cette « radio sympa qui annonce des nouvelles chaudes n'ont pas mis longtemps à réaliser que sous le prétexte de dire « la vérité », la RTLM était une entreprise visant à susciter la méfiance entre les Tutsi et les Hutu, la peur, la haine et la violence. Comme à la naissance de *Kangura* au début de l'été 90, la RTLM fut dès ses débuts stigmatisé comme un média de propagande divisionniste. Rappelons que le directeur de *Kangura*, Ngeze Hassan, fut poursuivi en 90, par le procureur de la République Alphonse Marie Nkubito pour incitation à la haine ethnique. En octobre 93, les émissions sur le Burundi ont inquiété le ministre de l'Information, Faustin Rucogoza qui a réagi en interpellant le Président sur la RTLM. Nous n'avons malheureusement pas cette lettre mais son contenu est évoqué sur les antennes de la RTLM. Jointe à la mesure prise par le procureur Nkubito en 90, l'initiative du ministre Rucogoza apporte un éclairage fondamental dans notre tentative d'évaluation de l'impact de ces médias sur le public rwandais entre 90 et 94 : les qualifier de médias de la haine ne relève pas d'une lecture rétrospective inspirée par les images du génocide. En leur temps, les contemporains de ces médias ont formulé la même appréciation. Ils ont dû leur survie à la force du lobby de leurs supporters.

Par ailleurs nous avons les témoignages individuels de personnalités intellectuelles, de la magistrature ou de l'université, qui témoignent de cette lucidité à l'époque. Par exemple en 1993, le procureur de Kigali, François-Xavier Nsanzuwera, publie à Kigali un ouvrage, *La magistrature rwandaise dans l'étau du pouvoir exécutif. La peur et le silence, complices de l'arbitraire*, où on peut lire :

« La CDR fut créée, me semble-t-il, par l'aile dure du MRND ou plus précisément l'entourage du chef de l'Etat. Affichant des idées racistes en reprenant le discours de 1959 alors que les situations politiques sont différentes, la CDR fait semblant de coaliser toute l'opinion intérieure contre le FPR, non pas pour lutter contre le FPR mais pour lutter contre l'opposition interne qui inquiète les caciques du MRND... Quand le parti CDR leur [à tous ces jeunes délinquants] demande de manifester contre ceci ou cela, pour eux c'est la revanche des déshérités sur ceux-ci, tutsi ou hutu, qui mangent à leur faim. Pour ces jeunes affamés, je pense qu'il n'y a que deux ethnies, les riches et les pauvres. Les Rwandais devraient faire attention à l'ethnisme déguisé. C'est comme cela qu'est né le nazisme. » (p. 29)

Comme on le voit des intellectuels rwandais n'ont pas attendu l'article de J.P. Chrétien sur « le nazisme tropical » paru dans *Libération* en fin avril 1994 pour penser irrésistiblement à ce rapprochement. Dans *Rwanda Rushya* en août 1991 (n° 9), sous la signature de Charles Mutaganzwa, le périodique *Kangura* est clairement identifié comme néo-nazi :

« Dans son obsession ethnique, le journal *Kangura* se constitue en véritable théoricien de l'idéologie néo-nazi. Vantant les qualités tant physiques que morales des Hutu, il invite ceux-ci à éviter tout contact avec les Tutsi, considérés comme une race malsaine et surtout méchante. Comble de racisme, l'idéologie *Kangura* idéalise une race hutu pure, exempte de toute consanguinité avec l'ethnie tutsi. C'est dans ce but que les mariages interethniques sont honnis, ainsi que les rapports de concubinage entre Hutu et Tutsi... »

L'on ne peut que s'indigner devant cette théorie raciste qui prend racine dans notre pays, au moment où le monde s'efforce d'oublier les horreurs de la seconde guerre mondiale, qui eut justement pour cause principale la très cruellement célèbre idéologie nazi. Et surtout à l'heure où le pays de l'Apartheid lui-même tente de reconsidérer ses sinistres visées ! »

Dans le même sens, citons enfin un extrait de la lettre ouverte que l'historien Jean Rumiya, de l'Université de Butare, a eu le courage d'envoyer le 2 décembre 1992 à Léon Mugesera, l'auteur d'un fameux discours raciste tenu le 22 novembre précédent en préfecture de Gisenyi :

« Il faut se départir de cette mauvaise habitude rwandaise qui consiste à faire jouer la carte ethnique en cas de situation politique délicate »

et :

189536

« Au moment où l'opinion internationale exprime son indignation devant les manifestations néo-nazies en Allemagne, au moment où le monde entier condamne les massacres ethniques dans l'ancienne Yougoslavie, que des apprentis politiciens sous les tropiques se gargarisent aujourd'hui de tribalisme, en toute impunité, cela dépasse l'entendement. C'est inacceptable pour le renouveau démocratique au Rwanda que d'aller chercher dans la lie des fantasmes inavouables, des mots d'ordre de carnage. J'avais cru, comme d'autres Rwandais, que la période des meurtres rituels pour des besoins politiques était révoquée. Je le crois toujours ».

La lettre ouverte a largement circulé au Rwanda. Son auteur Jean Rumiya sera tué au début du génocide à Butare avec une partie de sa famille. Ce ne fut pas un hasard : de nombreux Rwandais ont eu le courage de dénoncer la propagande extrémiste et la conspiration du génocide ont figuré parmi les premières victimes, dès le 6 ou le 7 avril 1994, comme le ministre Rucogoza, assassiné avec sa femme et ses enfants.

(18952 bis - 18945 bis) 18952 bis

19. La référence au discours des crises antérieures en tant que justification des massacres.

Des termes sont employés de façon lancinante pour qualifier l'adversaire et la façon de le traiter : les «cafards» (*inyenzi*), le «travail» (*akazi*), les «complices» (*ibytso*) etc. Cette terminologie contournée a souvent été décrite dans les études sur cette propagande. Il est utile de savoir qu'il ne s'agit pas seulement d'un camouflage inventé pour l'occasion, mais d'un vocabulaire bien rodé depuis des décennies et réactivé au début des années 90, celui employé par des extrémistes hutu à chaque occasion où, pour des motifs politiques liés à la conjoncture, il semblait utile de prendre les Tutsi comme boucs émissaires.

De ce point de vue les événements de 1963-64 qui ont représenté la première crise grave après la révolution de 1959-61 sont très illustratifs. Face à des difficultés internes et à une agression de groupes de réfugiés à la fin de décembre 1963, le régime de l'époque recourut à des massacres de Tutsi, notamment en préfecture de Gikongoro. Plusieurs voix s'élevèrent à l'époque sur le plan international pour dénoncer ces tueries. Ce qui peut être utile ici, c'est de se rappeler les justifications et la rhétorique qui les accompagnèrent. Car la propagande extrémiste de 1990-1994 a en fait repris des éléments et des termes dont le sens était clair pour tout le monde ainsi que les effets meurtriers qui devaient en découler.

La crise de 1963-64 : rappel :

La "révolution sociale" rwandaise de 1959-1961 s'était soldée par un changement de régime (le passage d'une monarchie dominée par des Tutsi à une République dominée par des Hutu), mais aussi par l'exil de dizaines de milliers de Tutsi. Ils étaient déjà près de 150 000 en 1963, les premiers réfugiés politiques en Afrique noire. Le nouveau régime les qualifia durablement de clique de féodaux hostiles à la démocratie. La plupart étaient partis en Ouganda et au Burundi.

Dans la nuit du 20 au 21 décembre 1963 une bande de quelques centaines de ces réfugiés tutsi, venus du Burundi, armés d'arcs et de fusils bricolés, pénètrent au sud-est du Rwanda (au Bugesera), ils attaquent le camp militaire de Gako où ils tuent quatre soldats et enfin ils se lancent sur la route de Kigali après avoir pris des armes, des munitions, et deux jeeps. Ils ont recruté

1895

des déplacés Tutsi au camp de Nyamata et avec une force d'environ mille hommes, ils sont arrêtés sur le pont de la Nyabarongo, au sud de la capitale par des militaires aidés de conseillers belges (Voir Aaron SEGAL, *Massacre in Rwanda*, Londres, Fabian society, 1964). Ce raid de "cafards" (*inyenzi*), pour reprendre le sobriquet qu'ils auraient pris ou qu'on leur aurait donné pour désigner leur activité nocturne, faisait suite à d'autres équipées analogues et aussi dérisoires. Mais cette fois-là, les représailles ont donné à la crise une ampleur rappelant l'ambiance de la révolution de 1959.

Le gouvernement ordonne aussitôt l'arrestation de tous les Tutsi influents dans le pays. Certains seront relâchés après avoir été maltraités, d'autres sont fusillés sans jugement à Ruhengeri (au nord du pays), notamment des hauts fonctionnaires et les leaders des partis UNAR (nationaliste et monarchiste, parmi lesquels Joseph Rutsinditwarane, président du parti et directeur du journal *L'Unité*, et Michel Rwagasana, un leader hutu de l'UNAR) et RADER (opposants modérés, notamment deux personnalités très connues de ce "Rassemblement démocratique rwandais", Lazare Ndazaro et Prosper Bwanakweri). Les quelques 200 000 Tutsi restés dans le pays sont en fait considérés en bloc comme une sorte de "cinquième colonne" dont la prise en otage semble légitime. Les ministres partent dans les dix préfectures organiser avec les préfets et les bourgmestres "l'autodéfense" populaire. Véritable préfiguration du génocide de 1994. A Gikongoro en particulier, au sud du pays, plus de 10 000 personnes sont atrocement massacrées entre les 24 et 29 décembre et leurs cadavres jetés dans les rivières. A l'époque Bertrand Russel parle du "massacre le plus horrible et le plus systématique depuis l'extermination des Juifs par les Nazis" (*Le Monde*, 6.2.1964). Le 6 février 1964 le périodique français *Témoignage chrétien* publiait un témoignage des tueries en préfecture de Gikongoro. Nous en livrons deux extraits attestant qu'au Rwanda, même une génération après, on ne pouvait ignorer ce à quoi devait déboucher la propagande des médias extrémistes :

« Le 25 décembre [1963] dans l'après-midi commençait un « plan de répression » qui consistait à exterminer purement et simplement tous les habitants tutsi de toute une préfecture, celle de Gikongoro.

Toute la population, chrétiens et païens, catéchistes et catéchumènes, s'attaqua aux [...] Tutsi, par bandes d'une centaine environ, dirigés par des propagandistes du Parti avec la bénédiction des autorités. Cette fois, le but n'était pas de piller mais de tuer, d'exterminer tout ce qui portait le nom de tutsi. Pour éviter les possibles réactions humanitaires, les organisateurs du massacre avaient évité de donner comme objectifs les voisins immédiats des tueurs : une colline s'occupant de tuer les Tutsi d'une colline éloignée et vice-versa...

[suit une description d'atrocités commises entre le 25 et le 29 décembre : enfants brûlés vifs, personnes tailladées à coup de serpes et agonisant durant des jours, familles précipitées, dénudées, dans des rivières, mutilations, viols...]

« Ce qui est le plus atroce pour nous, c'est de constater que la plupart des tueurs sont des chrétiens, souvent même des chefs de la chrétienté, des instituteurs, parfois même des membres d'Action catholique [...] Il faut bien constater que la plupart trouvent cela « normal » ! Ils appellent cela « faire la guerre » : *ni intambara* ! [NB. donc comme en 1994]. La haine raciale, une propagande haineuse ont aveuglé la conscience de ce pays. »

En février, l'opinion internationale, informée tardivement et partiellement, s'émeut donc, mais le régime de Kigali, soutenu par ses amis de la mouvance catholique belge et par la hiérarchie missionnaire, présente ces tueries comme des dérapages dus à la panique et il minimise le nombre des victimes (officiellement 870 !)

En fait le gouvernement de Grégoire Kayibanda mêle de façon troublante la négation et la justification. Dans un communiqué du 29 janvier 1964 (publié dans le journal belge *La Cité* le 30 janvier 1964), un mois plus tard, le ministère des Affaires étrangères explique que « la population paysanne... a été subitement saisie de panique et de peur qui se changèrent bien vite en fureur et colère aveugle et s'est retournée contre les terroristes ». Dans un texte diffusé à Bruxelles fin février, le président de l'Assemblée nationale Anastase Makuza ironise sur "les prétendus massacres de Tutsi" et il attribue aux "cafards" les atrocités subies par les Tutsi de Gikongoro, il dénonce leur "gigantesque plan d'agression terroriste", "la complicité de fonctionnaires tutsi", les mensonges de "la subversion internationale" et la place restée excessive des Tutsi dans l'enseignement. Il conclut sur "la fatalité de cette riposte populaire" due à "la fureur des anciens esclaves hutu libérés" (Anastase Makuza, "Aggression suicide des terroristes tutsi", Bruxelles, 26.2.1964, multigraphié, 8 p.). On comprend l'appréciation d'un observateur, enseignant UNESCO à Butare, qui démissionna en signe de protestation (M. Vuillemin, paru dans *Le Monde* du 4 février 1964 et repris dans *Remarques africaines*, Bruxelles, VI, 4, 22.2.1964, pp. 83-84) :

"Ces événements sont la manifestation d'une haine raciale soigneusement entretenue. Une réconciliation raciale aurait en effet obligé le gouvernement de M. Kayibanda, qui est l'objet d'un véritable culte de la personnalité, à un partage du pouvoir avec des élites qui sont maintenant assassinées."

De fait le recours au massacre s'appuyait certes sur une logique de « races » régnant au Rwanda depuis le début du 20^e siècle, mais il relevait déjà manifestement d'une logique politique. Le régime de Kigali s'était orienté en fait

13944

très vite vers une logique de parti unique. Le Parmehutu, en difficulté en 1963, utilise donc la hantise du danger extérieur comme un levier politique. Alors que les militants tutsi restés au pays ont rompu avec la monarchie et que les partisans de l'action violente sont très minoritaires chez les réfugiés, un amalgame est soigneusement entretenu, destiné à prouver que tous ces "anciens féodaux" sont autant de "cafards terroristes". L'anthropologue Luc de Heusch, présent au Rwanda à la fin de 1963, a bien montré à l'époque que la persécution des Tutsi était programmée et mise en oeuvre avant même l'attaque de décembre 1993, avec la complicité tacite de certains coopérants belges, et que son objectif réel était de resserrer les rangs du Parmehutu, divisé par des rivalités internes (Luc de Heusch, "Massacres collectifs au Rwanda ?", *Synthèses*, n° 221, Bruxelles, octobre 1964, pp. 418-426). Il citait le témoignage du représentant du HCR, M. Cuénot, selon lequel "le gouvernement du Rwanda entretient un mythe du terrorisme tutsi".

La diabolisation des Tutsi a facilité ensuite la cristallisation d'une véritable dictature, celle de Grégoire Kayibanda avec le Parmehutu jusque 1973, et ensuite celle de Juvénal Habyarimana avec le MRND, chaque fois au nom de la défense du "peuple majoritaire" hutu. La violence permettait d'entretenir dans la vie publique les slogans fondateurs du régime, au moment où ils se confrontaient aux dures réalités de la misère et du sous-développement. A chaque crise sociale ou politique, on assiste au retour des slogans racistes, à la dénonciation d'un péril tutsi, bouc émissaire de toutes les difficultés, et à la dérive vers la violence extrême pouvant aller jusqu'au génocide comme « solution ». (voir l'article de J.P. Chrétien, « Ethnicité et politique : in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 181, Paris, PUF, printemps 1996, pp. 111-124). On observe ce phénomène en février 1973 et à partir de 1990, compte tenu des difficultés du régime à la fin des années 1980, aggravées par l'attaque du FPR à partir d'octobre 1990 et par le réveil d'une opposition intérieure surtout à partir de 1991.

Donc trente ans plus tôt le vocabulaire de la propagande génocidaire est déjà forgé en grande partie : le « travail », « la guerre », la « colère », la spontanéité populaire. Les conséquences pratiques de ce discours ne pouvaient être ignorées des responsables des médias extrémistes, *Kangura*, RTL et les autres entre 1990 et 1994. Force est donc de constater que c'est en pleine conscience qu'ils ont repris cette rhétorique de « l'autodéfense », de la dénonciation du péril tutsi et de l'appel à la mobilisation du « peuple ». Ils

savaient que leurs mots seraient suivis de morts. Le spectre du génocide avait été déjà clairement identifié par des observateurs étrangers.

Le recours au modèle des crises antérieures :

Loin de jouer aux ignorants l'égard de ces situations exemplaires, qui auraient dû inciter à la mesure, les médias extrémistes, entre 1990 et 1994, s'y réfèrent avec fierté, les prennent en modèle et estiment simplement qu'elles doivent offrir matière à réflexion aux Tutsi, comme si de tels massacres étaient une issue normale du débat politique en cours.

Cette revitalisation d'un passé de « lutte » est même le principal objectif de *Kangura*, comme cela a déjà été relevé : refaire l'union du « peuple majoritaire » et lui « ouvrir les yeux », « le réveiller », en établissant un pont entre les tenants des deux républiques successives, c'est-à-dire entre le MRND de Habyarimana et l'ancien Parmehutu de Kayibanda. De nombreux articles invitant les lecteurs à se ressourcer au souvenir des « luttes » du peuple hutu depuis 1959, y compris son « combat » de 1963-64. L'illustration la plus spectaculaire de cette propagande est la publication en novembre 1991, sur la page de couverture du périodique de Hassan Ngeze (n° 26), d'un portrait de Kayibanda accolé à une machette, avec des commentaires on ne peut plus clairs et que nous avons discutés en fin de chapitre 17.

Déjà en décembre 1990 (N° 7), dans le numéro contenant « les dix commandements du Hutu », et en décembre 1991 (n° 28, p. 3-5), *Kangura* avait republié notamment une déclaration de mise en garde aux Tutsi du Rwanda que le président Kayibanda avait diffusée en avril 1964. La deuxième fois, ce document est présenté sous le titre "Qu'est-ce qui manque pour que les discours prononcés par Kayibanda le 29 mars et le 10 avril soient pour nous une leçon?" :

"Le gouvernement est démocratique.

"Vous avez vu les désordres dont nous sortons à peine et qui avaient été causés par l'irresponsabilité provocante et la méchanceté des réfugiés-*inyenzi* : les habitants de Nyamata le savent, ceux du Bufundu l'ont vu, mettez-les sur le compte de la méchanceté séculaire (et incurable) et qui constitue l'essence même du *buhake*. *Gashaka-buhake* (« le féodal ») et ses valets qui l'ont suivi dans sa fuite continuent de creuser le fossé qu'ils ont commencé en novembre 1959... Ils viennent de le montrer.

Et quand ils se sont rendus compte que nous les en avons empêchés, ils ont inventé une autre forme de méchanceté qui consiste à nous salir par la diffusion d'informations selon lesquelles nous étions sur le point d'exterminer les Tutsi au

Rwanda. Soyez francs et répondez-moi : si Gahutu avait effectivement eu cette volonté méchante d'exterminer les Tutsi, aurait-il été nécessaire qu'il attende les attaques des *inyenzi* ? Certains d'entre-vous ont même reconnu que si c'était les Tutsi qui avaient gagné, aucun Hutu ne serait resté en vie, sauf celui qui aurait accepté d'être dix fois enchaîné par les liens du *buhake*.

Nous vous avons dit ce que nous attendons de vous dans notre discours de 1963 : réveillez-vous à la démocratie, suivez la nouvelle coutume du Rwanda. Ce que nous voulons, c'est la fraternité entre tous les citoyens. Quel que soit votre degré de collaboration, seules la bonté et la sagesse seront nos armes. Mais si vous résistez à la sagesse démocratique, vous ne devrez plus en vouloir à qui que ce soit.

Vous savez pourtant que *Gashaka-buhake* Ndahindurwa, Rukeba et les *inyenzi* voudraient que vous soyez comme eux : croyez-vous que celui qui est devenu réfugié à la suite des attaques du Bugesera est maintenant content ? Est-il aujourd'hui mieux qu'il n'était avant ces attaques des *inyenzi* ?..."

En février 1991 (n° 10, p. 4-9, sous le titre « Même la première République a dû lutter contre les mensonges des *inyenzi-nkotanyi*. Gatutsi-nyenzi a lancé une attaque suicidaire »), et de nouveau en janvier 1993 (n° 39, p. 14-19, sous le titre "Les origines de la criminalité de Gatutsi"), *Kangura* publie une déclaration faite à Paris le 3 avril 1964 par Anastase Makuza, président de l'Assemblée nationale de l'époque, en vue d'éclairer l'opinion internationale sur la malignité des "cafards" tutsi et de faire comprendre les motifs des violences de la « répression ». Gatutsi est une sorte d'éponyme désignant la collectivité tutsi, ainsi visée clairement en bloc. Nous avons déjà souligné le recours à l'expression Nyenzi-Ntutsi, équivalente de Gatutsi-Nyenzi. Il est clair que le recours aux sobriquets *inyenzi* (et/ou *inkotanyi* en 1994) est une périphrase à peine cachée pour désigner sans ambiguïté les Tutsi offerts ainsi dans leur ensemble à la vindicte poulaire en fonction de leur simple appartenance ethnique. En 1994 comme en 1964 la cible était connue. Voici donc la déclaration de Makuza reprise de façon lancinante dans *Kangura* :

"Examinons comment l'attaque des *inyenzi* était appuyée par la trahison... La première chose est la trahison des fonctionnaires tutsi auxquels l'Etat avait octroyé des postes dans le but de démontrer son impartialité. Il y a des preuves indéniables de cette trahison. Outre que ces ennemis du Rwanda ont collecté de l'argent pour acheter des armes, ils exploitaient malicieusement la confiance que les dirigeants leur avaient accordée pour semer la zizanie et provoquer la révolte afin de préparer le terrain à l'avènement du gouvernement de Gatutsi-nyenzi prévu pour le 1er janvier 1964. Parmi ces traîtres, certains avaient reçu la promesse qu'ils seraient nommés ministre dans cet Etat-Nyenzi.

La 2ème chose est que les *inyenzi* ont dirigé leurs premières attaques sur des endroits où ils pouvaient trouver des complices tutsi. Et effectivement, ces criminels qui tuent dans le silence leur ont servi d'éclaireurs.

La 3ème chose fut une mauvaise surprise. Dès que la nouvelle de l'attaque du Bugesera fut connue dans le pays, les féodaux tutsi qui ne rêvent toujours que de revenir

au pouvoir ont été grisés par l'espoir et ont commencé à dire que la capitale du pays avait déjà été prise. Ils ont alors commencé à hausser le ton et à provoquer les Hutu en leur disant que le roi allait les exterminer par la lance...

La 4ème est que les journalistes sont tombés dans le piège des *inyenzi*, fortement appuyés par des pleurnichards étrangers, les divisionnistes-nés que vous connaissez. Ces criminels ont commencé à diffuser de faux bruits au Rwanda et à l'étranger afin de provoquer la panique dans la population et d'induire en erreur la presse étrangère...

Au Rwanda, les choses ne se sont pas passées comme l'avaient espéré ces propagateurs des faux bruits. La population n'a pas cédé à la panique. Elle n'a pas non plus tendu le cou pour que l'*inyenzi* l'égorge selon ses plans. Dès que les Hutu ont été mis au courant des cruautés commises au Bugesera, ils ont compris qu'il y avait des risques graves de retourner à la situation antérieure. Ils se sont rappelés les mauvais traitements subis sous le régime féodal. Ils ont jeté un coup d'oeil sur les cicatrices que le règne tutsi avait fait sur leur corps. Ils se sont souvenus des travaux forcés, du mépris dont ils avaient été l'objet et de la pratique selon laquelle un Tutsi pouvait demander à un autre de lui prêter un Hutu à tuer. Ils sont alors entrés dans une grande colère et se sont jurés de ne pas subir le sort des vaincus.

Cette colère était d'autant plus grande que le serf d'hier avait goûté pendant quatre ans aux savoureuses douceurs de la démocratie et que ce sont ceux-là mêmes qu'il avait appelé sur injonction de ses leaders à partager ces délices qui menaçaient de le priver de ce bonheur...

Je reconnais que dans l'une des dix préfectures où les complices des *inyenzi* avaient plus qu'ailleurs infiltré la population et la provoquaient en annonçant les plans d'agression, les habitants se sont mis en colère et ceci les a poussés à faire plus qu'il ne fallait pour se défendre. Les complices se sont alors mis à crier et les ennemis de la République ont relayé leurs plaintes. Cependant pour qui connaît la situation, ce qu'ils racontent ressemble à une fable. Maintenant on sait où sont les responsabilités. Ces provocateurs ne devaient pas ignorer ce que le peuple souverain allait réagir. Les *inyenzi* le savaient. Un mauvais piège tue celui qui l'a tendu."

Le plus étonnant dans ces documents repris de manière insistante trente ans plus tard, c'est la précision avec laquelle la logique profonde du génocide y est affichée : l'identification des Tutsi comme étant par définition les premiers "complices" de toute action des réfugiés, la prise en otage structurelle de cette composante de la population définie héréditairement (et dûment fichée sous la IIe République), la justification a priori des tueries par la "colère" populaire. "Si vous résistez à la sagesse démocratique, vous ne devrez plus en vouloir à qui que ce soit... Un mauvais piège tue celui qui l'a tendu..." La RTLTM pourra railler l'attitude "suicidaire" des Tutsi et les amis de l'ancien régime rwandais pourront prophétiser dans leur boule de cristal "la réaction inévitable des simples paysans hutu pris de panique". On mesure ici également l'écrasante responsabilité des partenaires étrangers du Rwanda à cette époque. La compréhension, voire la complaisance, et en tout cas le silence qui ont été adoptés pour justifier

impunité régnant au Rwanda dans tous les crimes contre des Tutsi laissèrent la porte ouverte au pire. Les auteurs du génocide ne s'y sont pas trompés et ont cru (ou même croient encore) que cette stratégie du bouc émissaire racial serait toujours "comprise" par la communauté internationale.

A la RTLTM on retrouve les mêmes parallélismes volontaires. Le 23 mai 1994 par exemple, le journaliste Ananie Nkurunziza, reprenant une interview de Thaddée Bgaragaza, ancien leader du Parmehutu et ancien ministre de Kayibanda rallié au régime de Habyarimana (un texte publié dans la revue catholique *Dialogue* en novembre-décembre 1979), établit un parallélisme entre les crises de 1959 à 1967 et ce qui se passait en 1994 :

« Les choses se ressemblent, ainsi que nous le lisons dans les livres d'histoire. On dit d'ailleurs que l'histoire se répète. Il y a une chose qu'on appelle la rumeur... La rumeur a toujours été l'arme de guerre pour ce groupuscule des Tutsi, que ce soit à l'époque de la révolution, que ce soit aujourd'hui... Les choses se ressemblent : en cette année 1959, après le décès du roi Rudahigwa, les Abiru se sont empressés d'introniser Kigeli, et sans tarder, le 1^{er} novembre 1959, les Hutu ont commencé à se révolter contre le régime monarchique. Vous comprenez qu'il a fallu ce catalyseur. Je pense que tout a besoin d'un catalyseur, ce que nous appelons en français la prise de conscience [en français dans le texte], il faut un catalyseur. Des fois les gens continuent de souffrir, puis un jour quelque chose vient les réveiller... »

Question : pourquoi la révolution de 1959 a emporté beaucoup de Tutsi ?
Réponse : les Tutsi, même celui qui n'était pas chef, comprenait qu'il devait aligner sa position sur celle du parti monarchique. C'est ici que nous devons savoir que les choses se ressemblent, jusqu'à aujourd'hui, nous l'avons dit avec Kantano sur cette radio... les Tutsi, je crois que les Rwandais tutsi comprendront à l'avenir qu'ils ne doivent jamais se lier sur la même chose. Mais leur attachement à la conscience tutsi n'est pas le fait d'un esprit de ghetto, c'est leur esprit dominateur, leur conscience d'hommes pas comme les autres, d'hommes supérieurs. Ici, Bagaragaza explique que les gens sont morts en grand nombre parce que même celui qui n'était pas chef s'imaginait que le fait d'appartenir le rendait supérieur aux Hutu même eux plus riches. »

En clair la RTLTM faisait la guerre à tous les Tutsi selon un processus qui avait déjà été expérimenté à la Toussaint de 1959, en 1963-64, etc. L'histoire serait une leçon de choses à imiter, puisque, selon ce journaliste de la RTLTM, il serait avéré « qu'elle se répète ». Les *inkotanyi* étaient donc « les fils des Tutsi », un avatar des « cafards-tutsi » (*inyenzi-ntutsi*), comme l'écrivait Kangura, des gens ataviquement monarchistes et arrogants et qui méritaient donc leur destin tragique. Il suffisait chaque fois de « réveiller » (le sens de Kangura) le « peuple majoritaire » et de le « conscientiser ». Les effets criminels de cette propagande raciste étaient connus et elle était donc mise en œuvre en toute conscience par ses auteurs.